

D E P A R T E M E N T   D E   L A   H A U T E - S A V O I E

# ARTHAZ-PONT-NOTRE-DAME

E L A B O R A T I O N   D U   P L A N   L O C A L   D ' U R B A N I S M E

## RAPPORT DE PRESENTATION ET D'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE



Certifié conforme et vu pour être annexé à la délibération du Conseil Municipal en date du 20/03/2017 approuvant le PLU d'Arthaz-Pont-Notre-Dame.

Le Maire,  
Alain CIABATTINI

**PIÈCE N°1**

# SOMMAIRE

<b>PREAMBULE .....</b>	<b>p. 1</b>
1 – Rappel .....	p. 1
2 – La concertation .....	p. 2
<b>1<sup>ère</sup> PARTIE : DIAGNOSTIC GENERAL.....</b>	<b>p. 3</b>
0 – PREAMBULE .....	p. 3
1 – LE TERRITOIRE DANS SON CONTEXTE GENERAL .....	p. 4
2 – LA POPULATION ET LES LOGEMENTS .....	p. 6
2.1 - La population.....	p. 6
2.2 - Les logements.....	p. 8
2.3 - Les équipements.....	p. 10
3 – LES ACTIVITES ECONOMIQUES ET L'EMPLOI.....	p. 12
3.1 – Emplois .....	p. 12
3.2 - Etablissements.....	p. 12
3.3 - Agriculture.....	p. 13
3.4 - Tourisme.....	p. 16
4 – LE FONCTIONNEMENT DU TERRITOIRE.....	p. 17
4.1 - Le réseau routier et les déplacements.....	p. 17
4.2 - Les réseaux sanitaires .....	p. 23
4.3 - Les réseaux secs.....	p.23
5 – EVOLUTION DE LA CONSOMMATION D'ESPACE ET ETUDE DES ENVELOPPES URBAINES.....	p.25
<b>2<sup>ème</sup> PARTIE : ETAT INITIAL DU SITE ET DE L'ENVIRONNEMENT.....</b>	<b>p. 28</b>
0 – PREAMBULE .....	p. 28
1 – BIODIVERSITE ET DYNAMIQUE ECOLOGIQUE .....	p. 29
1.1 – Habitats naturels.....	p. 29
1.2 - Les zones réglementaires et d'inventaires .....	p. 29
1.3 - Dynamique écologique.....	p. 34
1.4 - Conclusion.....	p. 42

2 – PAYSAGES.....	p. 43
2.0 – Préambule.....	p. 43
2.1 – Contexte sitologique.....	p. 43
2.2 - Les entités paysagères.....	p. 45
2.3 – Le cadre bâti.....	p. 50
3 – RESSOURCE EN EAU.....	p. 54
3.1 - Le SDAGE Rhône-Méditerranée, le SAGE Arve et le contrat de rivière Arve.....	p. 54
3.2 - Caractéristiques des masses d’eau .....	p. 57
3.3 – Alimentation en eau potable.....	p. 58
3.4 – Assainissement.....	p. 58
3.5 - Conclusion.....	p. 59
4 – SOLS ET SOUS-SOLS.....	p. 61
4.1 - Ressource exploitée .....	p. 61
4.2 - Sites et sols pollués – Rejets industriels .....	p. 62
4.3 - Conclusion.....	p. 62
5 – ÉNERGIE ET GAZ A EFFET DE SERRE (GES).....	p. 62
5.1 - Contexte national et international.....	p. 62
5.2 - Contexte régional.....	p. 64
5.3 - Contexte départemental.....	p. 64
5.4 - Contexte local.....	p. 65
5.5 - Conclusion.....	p. 68
6 – AIR ET CLIMAT .....	p. 69
6.1 - Contexte climatique.....	p. 69
6.2 - Gaz à Effets de Serre et changement climatique .....	p. 70
6.3 - Les normes.....	p. 71
6.4 - Conclusion.....	p. 73
7 – LES DECHETS.....	p. 74
7.1 – Evolutions règlementaires récentes.....	p. 74
7.2 – Copétences.....	p. 74
7.3 – Principales caractéristiques de la filière.....	p. 74
7.4 - Conclusion.....	p. 75

8 – LE BRUIT .....	p. 76
8.1 - Contexte règlementaire .....	p. 76
8.2 - Données générales.....	p. 76
8.3 - Les nuisances sonores sur la Commune.....	p. 76
8.4 - Conclusion.....	p. 79
9 – RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES .....	p. 79
9.1 - Les risques naturels.....	p. 79
9.2 - Les risques technologiques .....	p. 80
9.3 - Conclusion.....	p. 80
<b>3<sup>ème</sup> PARTIE : EXPOSE DES CHOIX RETENUS .....</b>	<b>p. 81</b>
0 – PREAMBULE .....	p. 81
1 – LES ATTENDUS GENERAUX DU PADD AU REGARD DES ENJEUX DEGAGES DU DIAGNOSTIC ET DES GRANDS DEFIS DU SCOT.....	p. 81
1.1 - Les enjeux thématiques.....	p. 82
1.2 - Les enjeux transversaux.....	p. 91
2 – LES DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES .....	p. 93
2.1 - Description des zones du PLU.....	p. 93
2.2 - Tableau des surfaces des zones.....	p. 101
2.3 - Dispositions graphiques particulières .....	p. 102
2.4 - Les dispositions réglementaires.....	p. 107
2.5 - Les annexes informatives.....	p. 110
3 – LES ORIENTATIONS D’AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION .....	p. 112
4 –LA COMPATIBILITE DU PROJET COMMUNAL AVEC LES DOCUMENTS DE RANG SUPERIEUR .....	p. 117
4.0 - Préambule.....	p. 117
4.1 - Compatibilité avec le SCoT et le PLH.....	p. 117
4.2 - Compatibilité avec le SDAGE.....	p. 126
4.3 - Le Schéma régional de cohérence écologique.....	p. 126
4.4 - Le Schéma régional climat air énergie.....	p. 127
4.5 - Les autres plans, schémas ou programmes supracommunaux.....	p. 128



---

5 –REPONSE A L'OBJECTIF DE MODERATION DE LA CONSOMMATION D'ESPACE.....	p. 129
5.1 –Données de cadrage .....	p. 129
5.2 – Evolution de la consommation d'espace.....	p. 129
5.3 – Evaluation des besoins en fonciers.....	p. 130
5.4 – Synthèse.....	p. 132
 <b>4<sup>ème</sup> PARTIE : INTEGRATION DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET ANALYSE DES INCIDENCES PREVISIBLES DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT ..</b>	<b>p. 133</b>
0 – PREAMBULE.....	p. 133
1 – L'INTEGRATION DES ENJEUX DANS LE PADD .....	p. 135
2 – MESURES ENVISAGEES POUR REDUIRE L'IMPACT DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT.....	p. 136
3 – CONSEQUENCES DE L'ADOPTION DU PLU SUR LES ZONES REVETANT UNE IMPORTANCE PARTICULIERE POUR L'ENVIRONNEMENT.....	p. 145
 <b>5<sup>ème</sup> PARTIE : INDICATEURS DE SUIVI POUR L'ANALYSE DES RESULTATS DE L'APPLICATION DU PLU A L'ECHEANCE DE 9 ANS .....</b>	<b>p. 149</b>
1 – LES INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX.....	p. 149
1 – LES INDICATEURS DE SUIVI DE LA CONSOMMATION D'ESPACE.....	p. 150
2 – LES INDICATEURS DE SUIVI DE LA PRODUCTION DE LOGEMENTS.....	p. 150
 <b>6<sup>ème</sup> PARTIE : RESUME NON TECHNIQUE.....</b>	<b>p. 151</b>

## PREAMBULE

### 1 – RAPPEL

Par une délibération du 06 juin 2015, le Conseil Municipal de Arthaz-Pont-Notre-Dame a prescrit l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) sur l'ensemble de son territoire. La commune n'étant pas dotée de document d'urbanisme, elle était de ce fait soumise au Règlement National d'Urbanisme, qui ne permet pas de mener une démarche cohérente d'aménagement, et un développement maîtrisé et harmonieux de Arthaz-Pont-Notre-Dame, dans un cadre législatif et réglementaire de plus en plus dense et complexe.

En effet, depuis 1990, de nouvelles lois ont vu le jour (loi sur l'eau et l'assainissement, sur les paysages, sur le renforcement de la protection de l'environnement, loi d'orientation agricole...). Ces lois contribuent à la préservation de l'environnement et du cadre de vie auxquels les habitants de la commune sont attachés.

En matière d'urbanisme, la plus importante de ces lois est la loi "Solidarité et Renouvellement Urbain" (dite loi "SRU") du 13 décembre 2000, complétées par les lois :

- "Urbanisme et Habitat" (UH) du 02 juillet 2003,
- "Engagement National pour le Logement" (ENL) de 2006,
- la loi ENE (Engagement National pour l'Environnement) dite Grenelle 2, adoptée le 12 juillet 2010
- et les récentes lois pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (dite loi ALUR), du 24 mars 2014 et dite "d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt" (LAAAF) du 13 octobre 2014.

Outre la nécessaire adaptation du document d'urbanisme actuel au nouveau cadre formel et procédural imposé par les textes, il s'agit de renforcer la compatibilité du PLU avec le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Communauté de Communes Arve et Salève (CCAS) mais également de prendre en compte les besoins et les projets propres à la commune, induisant le réexamen de certaines options du PLU et des modalités réglementaires de leur mise en œuvre et.

C'est pourquoi la délibération prescrivant la révision du PLU a défini les objectifs d'intérêt général poursuivis (ces intentions initiales ayant été par la

suite reformulées et complétées dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables). Ainsi, le PLU doit, dans l'intérêt de la Commune, permettre de répondre aux besoins et aux projets propres à la commune, induisant un projet de territoire fondé sur les principaux objectifs suivants :

- une vie et une animation du village à renforcer, par le développement des logements, des services, des équipements, et de l'armature des espaces publics, notamment au chef-lieu où il convient de préparer l'avenir de son confortement dans l'intérêt d'un développement harmonieux et équilibré de la commune.
- un développement démographique et de l'urbanisation à maîtriser, en cohérence avec le rôle et les orientations définis par le SCOT d'Arve et Salève en la matière, mais également qui prenne mieux en compte les caractéristiques historiques et rurales du cadre bâti de la commune, des capacités des réseaux d'assainissement et divers, en mettant en adéquation le développement de l'urbanisation et les capacités de la commune à réaliser ces travaux de confortement de réseaux,
- une diversification de l'offre en logements à poursuivre et adapter aux caractéristiques de la commune, ainsi que la mixité sociale à renforcer, prioritairement au chef-lieu en cohérence avec le Programme Local de l'Habitat (PLH) de la Communauté de Communes Arve et Salève.
- un développement économique local à soutenir, que ce soit dans le domaine du commerce au chef-lieu, des services et équipements d'intérêt collectif au lieudit « Les Champs Courts », de l'artisanat notamment au lieudit « Les Combes », ou encore du tourisme vert et rural,
- des équipements publics à conforter en accompagnement du développement, notamment : la réhabilitation de l'ancienne école et la délocalisation de la mairie, le confortement du groupe scolaire, l'extension des équipements sportifs au lieudit « La Chapelle »,

- une activité agricole et maraîchère pérennes à maintenir, notamment du Nord au Sud dans les secteurs suivants : « Sous le Cry, Les Champs longs, Sur les Roches, Les Ranqueuses, Les Grands Champs, les Pellerets Nord et Sud, Les Sajets, La Grande Pièce, Les Pierrailles, les Champs Devant, Les Chaudières,... », tout en prenant en compte le besoin de développement démographique, urbain et économique de la commune,
- une armature d'espaces naturels de qualité à préserver et à mettre en valeur, notamment : les bords d'Arve et de la Menoge, les espaces aux lieudits : « Champs courts de Nant, Les Marais, », ainsi que « les Bois du Cruat, Rosset, des Taillis, Champ Rosset, Les Prés Courbes, Les Champs d'en Bas, la Georjotte, Les Crottes », au profit du maintien des fonctionnalités écologiques et de la biodiversité sur le territoire communal,
- une ruralité à préserver et à valoriser, au travers d'un patrimoine bâti et paysager encore de qualité, avec notamment la préservation d'espaces agricoles ouverts aux abords de l'autoroute, d'espaces de respiration au sein de l'urbanisation comme aux lieudits « Les Pierrailles » et « Les Echelettes », au profit de la qualité de vie des habitants et de l'attractivité de la commune,
- une meilleure prise en compte des risques et des nuisances, notamment les risques naturels, ainsi que de la ressource.

## **2 – LA CONCERTATION AVEC LA POPULATION.**

Conformément aux articles L123-6 et L300-2 du Code de l'Urbanisme, le Conseil Municipal a défini librement les modalités de la concertation et mis en œuvre les moyens nécessaires, à savoir :

- Mise à disposition du public, en mairie (aux heures habituelles d'ouverture) de documents d'information (PAC, éléments de diagnostic, compte-rendu de réunions, PADD...) au fur et à mesure de l'avancement de la procédure et des études ainsi que d'un registre pendant toute la durée des études et de l'élaboration du projet, en vue de recueillir les observations éventuelles du public.
- Information régulière dans le bulletin municipal et sur le site Internet de la Mairie de l'avancée de la procédure pendant toute la durée de la concertation.
- Organisation d'une réunion de concertation publique dans les locaux municipaux, suivies d'un débat et d'une phase de question/réponses :
  - En janvier 2016 : de présentation des enjeux de l'élaboration du PLU, des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement durable (PADD) et de sa transcription réglementaire.
- Diffusion de deux lettres d'information spécifiques au PLU, la première au lancement de la procédure de révision, l'autre en phase avec la réunion publique.

La population a été informée de la tenue de ces réunions publiques par publication de l'avis dans des journaux locaux, par affichage en mairie, par diffusion sur le site internet de la commune et via la lettre d'information distribuée aux habitants.

Par ailleurs, les remarques formulées sur le registre ayant un rapport avec la révision du PLU ont été analysés dans le cadre du bilan de la concertation, présenté par le Maire au Conseil Municipal, qui en a tiré un bilan globalement positif par délibération en date du 5 avril 2016. Il a fait l'objet d'une publication, d'un affichage et d'une mise à disposition du public aux heures ouvrables de la Mairie.

# 1<sup>ère</sup> PARTIE : DIAGNOSTIC GENERAL

## 0 – PREAMBULE

### Les multiples dimensions du diagnostic...

**Sans diagnostic, pas de projet** : de la qualité du diagnostic dépend la qualité du débat et la possibilité pour les élus de construire et de justifier leurs choix.

**Une démarche contextuelle et globale**, évaluant le territoire dans ses multiples composants :

- Quantitatifs et statistiques : démographie, économie et emploi, fonctionnement (équipements, voirie, réseaux).
- Qualitatifs et spatiaux : cadre physique, paysage et perceptions, cadre bâti, milieux naturels, risques et nuisances...

### Les échelles d'évaluation : pour une vision plus élargie :

- Dans le temps : observer et analyser les mutations anciennes et récentes pour mieux prévoir ou influencer sur les mutations à venir.
- Dans l'espace : intégrer les échelles les plus pertinentes (intercommunales, voire transfrontalières) pour l'analyse de certains thèmes (ex : emplois et logements).

### Vers une "expertise" du diagnostic, avec :

- Le respect des principes de précaution et de rigueur méthodologique, comme composants essentiels d'une démarche qualitative.
- Des thèmes abordés de plus en plus complexes et pointus, nécessitant le recours à des techniciens spécialisés.

Pour être "utile", le diagnostic s'est voulu à la fois pédagogique, partagé et "approprié" :

- Objectif et réaliste, mais respectant une certaine neutralité dans l'analyse des différents besoins et intérêts en présence (et donc des enjeux).
- Compréhensible par tous, permettant aux acteurs de la concertation, et notamment aux habitants d'avoir un même niveau de référence, de partager cette connaissance du territoire.
- Ayant constitué un véritable socle de la concertation, objet de présentations, de communication et de débats.
- Et qui a débouché sur une vision commune des perspectives d'avenir et des enjeux, qui ont inspiré les choix d'aménagement et de développement durable.

## 1 – LE TERRITOIRE DANS SON CONTEXTE GENERAL

### 1.1- APERÇU HISTORIQUE

Originellement Arthaz et Pont-Notre-Dame constituaient deux entités communales indépendantes. La fusion administrative déjà bien avancée en 1813 est concrétisée par la nouvelle organisation du duché de Savoie en 1819. ARTHAZ-PONT-NOTRE-DAME fut à cette époque incorporée à la Province de Carouge, dans le mandement d'Annemasse.

Dans un premier temps les deux mairies continuèrent à être maintenues. Il fut décidé le 15 novembre 1837 de construire l'église. Après quelques différents qui animèrent les discussions publiques, le bâtiment fut enfin réceptionné le 31 décembre 1841 et n'entra dans sa fonction de culte que dix ans plus tard. La cure sera réalisée en 1852.

Ces bâtiments se situent à équidistance des deux villages. A l'époque aucune construction n'était érigée dans ce secteur. La Mairie-Ecole fut implantée au plus près du croisement avec la route de Reignier.

L'ensemble Eglise et Mairie éloignées l'une de l'autre d'une distance d'environ 400m marquait concrètement l'emplacement du nouveau Chef-lieu.

La réunion des deux communes, puis plus tard, la construction de l'autoroute qui scinda la commune en deux, justifient en partie la mauvaise lisibilité encore aujourd'hui du centre-village.

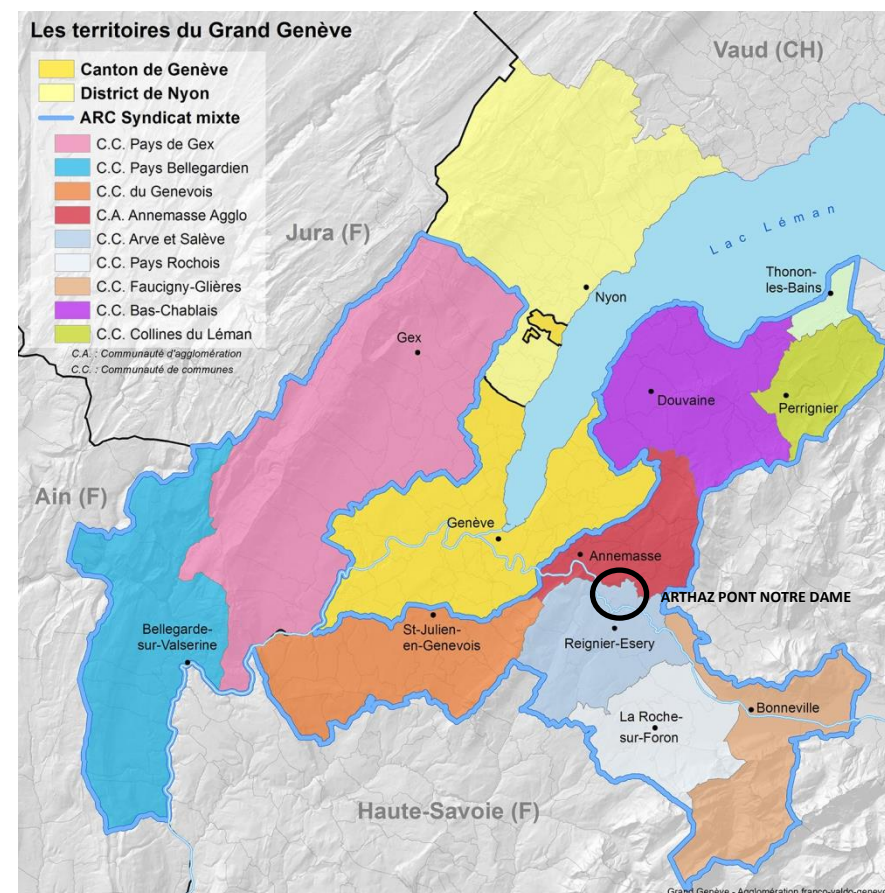
### 1.2 - LE CONTEXTE TERRITORIAL

Arthaz-Pont-Notre-Dame s'inscrit dans l'**Agglomération Franco-Valdo-Genevoise** : un bassin de vie transfrontalier exceptionnel, attractif de par la qualité du site et son dynamisme économique :

- 212 communes réparties entre 2 pays : la France et la Suisse,
- 918 000 habitants en 2010 (plus de 225 000 habitants supplémentaires en 20 ans) répartis sur une superficie de 2 000 km<sup>2</sup>,
- 440 000 emplois en 2010 dont 68% offerts par le canton de Genève,
- Plus de 65 000 logements construits entre 2000 et 2010 (dont 65% en France).

Or, le développement de ce bassin de vie doit se faire au sein d'un espace rare et contraint (entre lac et montagne). Il en résulte une pression foncière et environnementale importante.

Les communes qui composent ce territoire ont logiquement ressenties le besoin de s'organiser pour faire face aux enjeux d'aménagement du territoire.





C'est ainsi qu'est signée, en décembre 2007, la Charte d'engagement du Projet d'Agglomération visant à permettre une meilleure gestion et organisation du développement de l'agglomération en matière d'infrastructures et d'aménagements.

Arthaz-Pont-Notre-Dame est dans ce cadre concernée par le Périmètre d'Aménagement Coordonné d'Agglomération (PACA) "Arve Porte des Alpes" qui identifie un certain nombre d'enjeux en termes notamment de :

- Coordination des perspectives d'aménagement du territoire et entre les différents documents de planification territoriale,
- Développement progressif d'un réseau de transport en commun de proximité,
- Préservation et valorisation des grandes entités agricoles et paysagères en particulier autour de l'Arve,
- Coordinations et priorisation des différents projets de développement de sites à vocation économique.

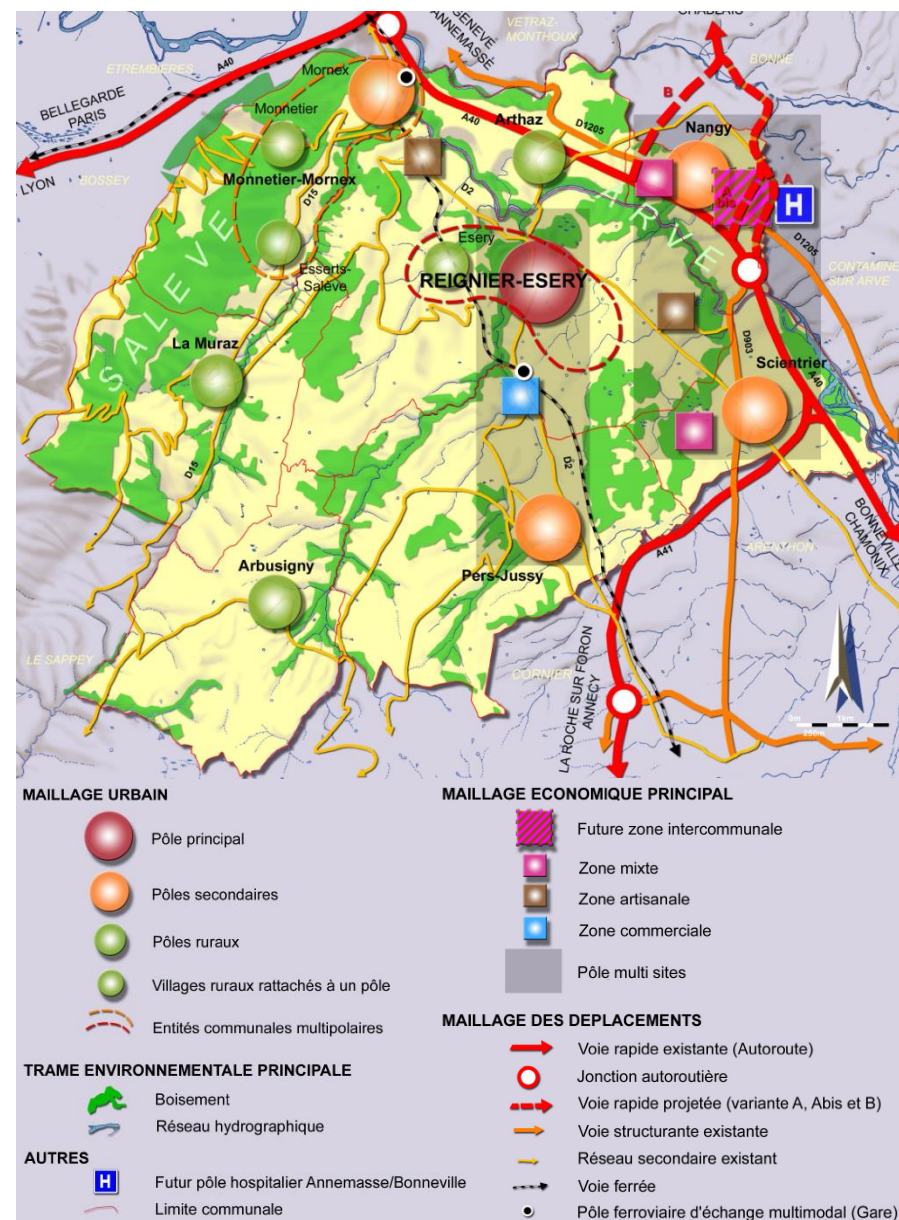
A une échelle plus locale, Arthaz-Pont-Notre-Dame adhère également à la Communauté de Communes Arve et Salève (CCAS), fédérant 8 communes et à l'origine du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Arve et Salève approuvé en 2009.

Ce document de planification fixe des objectifs en matière d'aménagement du territoire. Bien que le SCoT soit cours de révision, le PLU d'Arthaz-Pont-Notre-Dame devra être compatible avec le SCoT en vigueur.

La commune y est par ailleurs identifiée (du fait de son caractère agricole et naturel est encore très marqué et de son niveau d'équipement partiellement insuffisant) en tant que "pôle rural" : elle occupe ainsi une fonction de petit village au sein de l'armature urbaine de CCAS.

Ce statut implique une croissance, démographique et des fonctions urbaines, modérée mais n'excluant pas le renforcement d'un "lieu de centralité" autour des équipements institutionnels et une certaine diversification du parc de logements.

**Carte de synthèse du Projet d'Aménagement et de Développement Durable du SCoT Arve et Salève**



## 2 – LA POPULATION, LES LOGEMENTS ET LES EQUIPEMENTS

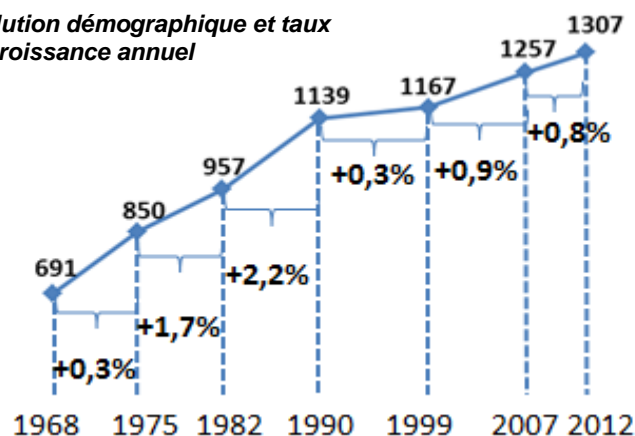
### 2.1 LA POPULATION : EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE / PROFIL ET STRUCTURE.

Source : les données sont issues de l'INSEE

#### ■ Une progression démographique irrégulière :

Avec une croissance particulièrement soutenue jusqu'en 1990, mais qui s'est ralentie ces dernières années. Cette faible progression depuis 1990 s'explique par l'absence de document d'urbanisme qui a induit une limitation de la constructibilité.

**Évolution démographique et taux de croissance annuel**



Il en découle une représentation de moins en moins importante au sein de la CCAS (qui connaît une évolution annuelle de 2,6% entre 1999 et 2012) : la commune passant de la 3ème à la 4ème place en 13 ans.

Néanmoins, Arthaz-Pont-Notre-Dame demeure attractive, l'accroissement de la population ayant été porté exclusivement par l'arrivée de nouveaux habitants depuis 1999.

Le SCoT envisage un taux de croissance annuel de l'ordre de 1,6%<sup>1</sup> pour la période 2009-2024 (soit plus de 340 habitants supplémentaires).

<sup>1</sup> Ce chiffre est calculé en tenant compte des besoins en logements estimés par le SCoT pour la période 2009-2024 (+150 logements) et du nombre moyen de personnes par ménages (estimé à 2,3)

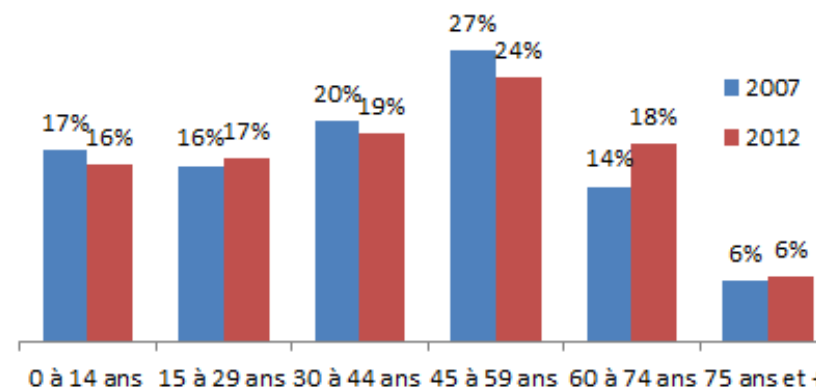
La densité de la population est forte (219 hab./km<sup>2</sup> contre 183 hab./km<sup>2</sup> pour la CCAS) pour la deuxième commune la plus petite (5,9 km<sup>2</sup>) de la Communauté de Communes.

#### ■ Une tendance particulièrement marquée au vieillissement de la population :

Le vieillissement de la population est une tendance généralisée mais qui est accentuée localement par la structure du parc de logements et le faible nombre de logements construits entre 1990 et 2012...

Il en résulte une diminution de la part des 0-14ans et des 30-59 ans au profit des plus de 60ans..

**Population par tranches d'âge**

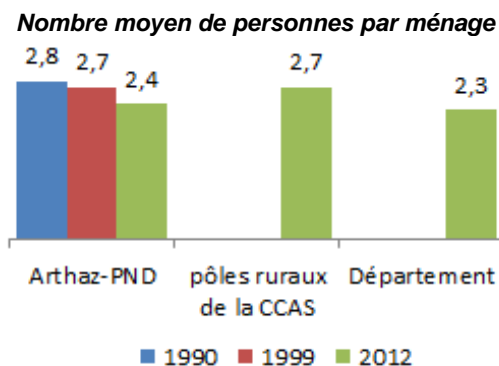


L'indice de vieillissement (65ans et + / - de 20ans = 0,72 en 2012) est le plus élevé de la CCAS (0,57 en moyenne en 2009).

#### ■ Une baisse sensible de la taille des ménages :

Cette tendance généralisée est principalement imputable au phénomène de décohabitation (mise en couple plus tardive des jeunes, accroissement des séparations, moindre cohabitation des personnes âgées avec leurs descendants...).

Ce phénomène semble plus marqué à Arthaz-Pont-Notre-Dame que dans les autres pôles ruraux de la Communauté de Communes. Ceci peut s'expliquer sa proximité avec l'agglomération annemassienne qui attire une population au mode de vie plus urbain.



A noter néanmoins que la part des ménages composés d'1 personne (23%) demeure inférieure aux moyennes (24% pour la CCAS et 33% pour le département)

▪ **Les indicateurs d'une population au niveau de vie moyen avec :**

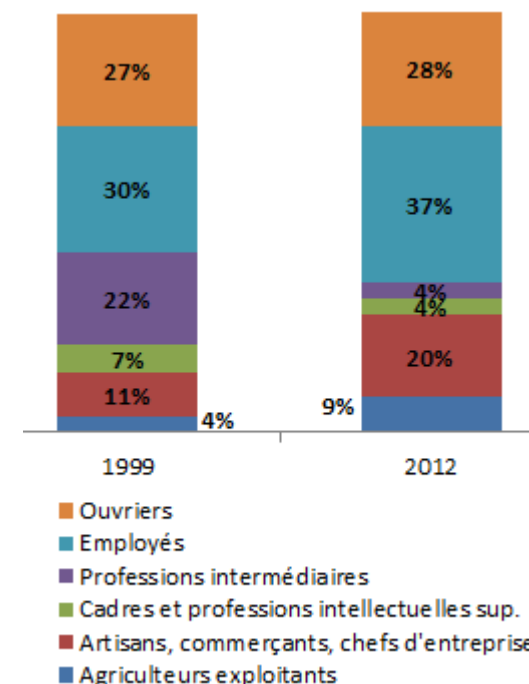
- une représentation importante des catégories socio-professionnelles dites "modestes" (type ouvriers-employés), qui progresse,
- une médiane du revenu disponible inférieur à celui de la CCAS.

Néanmoins, à noter :

- une représentation des bénéficiaires de la CAF (22,8% en 2012) deux fois inférieure à celle du département,
- un faible nombre de bénéficiaires du RSA (6 en 2013).

En 2012	Médiane du revenu disponible par unité de consommation
APND	29 677€
CCAS	30 659€
Département	23 658 €

**Population active selon la catégorie socioprofessionnelle**



▪ **Une population de plus en plus active et mobile avec :**

- une augmentation du nombre et de la part des actifs : 660 actifs en 2012 (soit 73,5% de la population en âge de travailler) contre 565 en 1999 (soit 70,9%),
- une représentation importante des non-salariés au sein des actifs (42% contre 21% pour la CCAS),
- plus de 88% de la population active travaillant hors de la commune dont plus de 40% en Suisse.



## 2.2 LES LOGEMENTS : EVOLUTION DU PARC / PROFIL ET STRUCTURE.

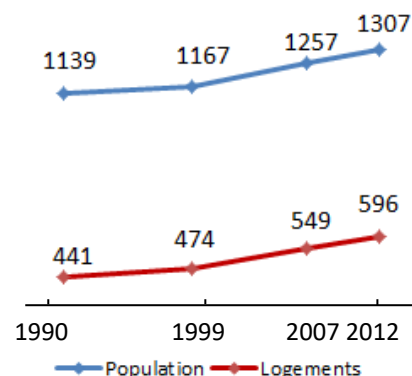
Source : chiffres issus de l'INSEE et de données communales

### ■ Une croissance du parc de logements en correspondance avec l'accroissement démographique :

Le parc de logement a connu une croissance modérée depuis 1990 (avec +155 logements en 22 ans) du fait de l'absence de document d'urbanisme.

Il en résulte un nombre relativement faible de logements puisque la commune comptabilisait en 2012 1 logement pour 2,2 habitants ... ce qui n'est pas sans incidence sur la fluidité des parcours résidentiels sur la commune.

*Evolution comparative du parc de logements et de la population*

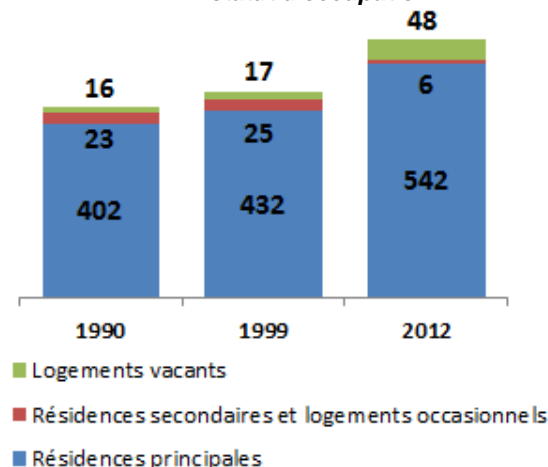


### ■ Une fonction résidentielle marquée :

Traduite par la forte diminution du nombre et de la part des résidences secondaires

Le taux de vacance (qui demeure nécessaire pour assurer la fluidité du parc de logements) s'est fortement accru entre 1999 et 2012. Cependant ces chiffres sont à manier avec précaution, dans la mesure où ils peuvent être révélateurs d'un besoin en réhabilitation de certains logements.

*Répartition du parc de logements par statut d'occupation*



### ■ Un parc de logements relativement ancien :

En 2009, 22% du parc avait plus de 60 ans (contre 19% à l'échelle de la CCAS). Une OPAH (Programmes d'Amélioration de l'Habitat) est à l'étude à l'échelle de la CCAS. L'étude réalisée dans le cadre du PLH (Programme Local de l'Habitat) de la CCAS met en évidence la faible part de logements indignes au sein du parc de logements de la communauté de Communes. Cependant, les besoins en réhabilitation restent réels.

### ■ Une diversification engagée du parc de logements :

Les logements individuels, typologie de logements fortement consommatrice d'espace, représentaient encore 84% du parc de résidences principales en 2012, contre "seulement" 40% au niveau départemental et 64% à l'échelle de la CCAS.

Cependant, sur la cinquantaine de permis de construire commencés depuis 2012, 49 sont des logements collectifs<sup>2</sup>.

Ceci est le fait de l'important programme de logements collectifs qui s'est achevé au centre-village.

Le SCOT préconise une diversification des logements dans les proportions suivantes : 15% de collectifs, 35% d'intermédiaires et 50% d'individuels.

A l'inverse, la part des logements de grande taille prédominent et progressent, soulignant un certain décalage entre l'évolution de la taille des ménages (de plus en plus petits) et celle du parc : ainsi, entre 1999 et 2012, la part des logements comprenant "4 pièces et plus" est passée de 82,6% à 84,9%.

### ■ Des modes d'occupation insuffisamment diversifiés :

La propriété demeure le principal mode d'occupation et la part locative (15,8%) reste bien inférieure à la moyenne départementale (36,4%).

La commune ne comptabilise pour l'heure aucun logement social. Mais l'opération récente d'habitat collectif au centre-village inclut la réalisation de 18 logements socialement aidés.

<sup>2</sup> Source : Sit@del + Mairie

Néanmoins, des efforts doivent encore être fournis concernant ce mode d'habitat.

En 2013, 32% des ménages de la CCAS avaient un niveau de ressources leur permettant d'avoir accès à un logement social classique, de type PLUS (contre un peu plus de 42 % pour le département)<sup>3</sup>. En parallèle, en 2009, la CCAS enregistrait 431 demandes pour 282 logements sociaux existants.

Le PLH révisé de la CCAS fixe un objectif de 282 logements locatifs sociaux à réaliser pour la période 2014-2019, avec pour Arthaz-Pont-Notre-Dame un objectif de 4 logements/an.

#### ▪ Peu d'hébergements spécifiques :

La commune ne comptabilise aucun hébergement spécifique (de type F.J.T., résidence sociale, ...) mais l'opération au centre-village inclut la réalisation de quelques logements à destination des personnes âgées.

Concernant l'accueil des gens du voyage, le schéma départemental évalue les besoins à l'échelle de la CCAS à 32 places en aire d'accueil auxquelles s'ajoutent 18 places en aire d'accueil ou 9 places en terrain familiaux ou 5 habitats adaptés. Si le SIGETA (Syndicat Intercommunal de GEstion des Terrains d'Accueil), compétent sur le territoire de la CCAS, optait pour l'alternative en terrains familiaux ou en habitats adaptés, la commune pourrait avoir à prendre en charge une partie de ces obligations. Ce point reste cependant pour l'heure en discussion.

#### ▪ Un marché du logement "tendu" et de plus en plus "sélectif".

A Arthaz-Pont-Notre-Dame, comme dans l'ensemble du secteur de Saint-Julien-en-Genevois, les prix élevés de l'immobilier (bâti ou non bâti), conjugués à la rareté des biens proposés, et surtout, à la pénurie de logements adaptés aux besoins et aux moyens d'un nombre croissant de ménages :

- induisent ainsi une "sélection" des candidats à l'achat de logement et surtout de maison individuelle.
- Pénalisent la mixité sociale (avec déséquilibre croissant de la structure socio-professionnelle, notamment).

- Pénalisent l'économie locale, qui peine à trouver une main d'œuvre ayant de plus en plus de difficulté à se loger.

- Entravent les capacités d'intervention des collectivités locales.

D'où l'émergence de nouvelles tendances :

- Un intérêt de plus en plus marqué pour la réhabilitation du bâti ancien, mais qui se heurte à des coûts de réhabilitation souvent dissuasifs.
- Une diminution de la surface moyenne consommée par maison individuelle.

Prix moyens correspondants aux transactions enregistrées en 2013. <i>Source : notaires de France</i>		Secteur de Saint-Julien-en-Genevois	Département
Appartements	anciens	3 300€/m <sup>2</sup>	3 260€/m <sup>2</sup>
	neufs	4 220€/m <sup>2</sup>	4 090€/m <sup>2</sup>
Maisons anciennes		386 300€	345 000€
Terrain à bâtir		150 000€	135 000€

<sup>3</sup> Source : Filicom (étude des besoins en logements en Haute-Savoie 2015-2020)

## 2.3 LES EQUIPEMENTS.

- La commune dispose de quelques équipements, localisés majoritairement au chef-lieu.



La présence d'une école est un véritable atout pour l'animation et le renouvellement générationnel de la commune.

Elle est composée de 5 classes accueillant les élèves de maternelle et du primaire et le restaurant scolaire permet l'accueil des élèves à midi.

Effectifs scolaires	
2009-2010	<b>96</b>
2010-2011	<b>102</b>
2011-2012	<b>116</b>
2012-2013	<b>130</b>
2013-2014	<b>136</b>
84 élèves scolarisés hors de la commune pour l'année 2012-2013.	

L'accueil d'effectifs supplémentaires nécessiterait l'ouverture d'une nouvelle classe.

### En projet :

Dans le cadre de l'opération faisant face à la mairie, a été réalisée une micro-crèche d'une capacité d'accueil de 10 enfants : une réponse nécessaire mais encore insuffisante par rapport aux besoins pressentis.

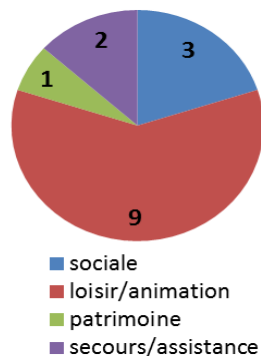
Est également projetée la relocalisation de la Mairie au sein du bâtiment Jules Ferry (ancienne mairie et école) et la création au sein de l'actuelle mairie de salles de classes supplémentaires.

Enfin, est projetée la réalisation d'une maison médicale.

### ▪ La commune comptabilise 15 associations ...

... bénéficiant de subventions communales et d'un accès à la salle communale.

L'action associative contribue à l'animation, à travers l'organisation de diverses manifestations, mais aussi à la satisfaction de besoins, parfois essentiels, qu'ils soient éducatifs, culturels, sportifs, sanitaires et sociaux, à destination des plus jeunes comme des plus âgés.



### ▪ Le foncier communal :

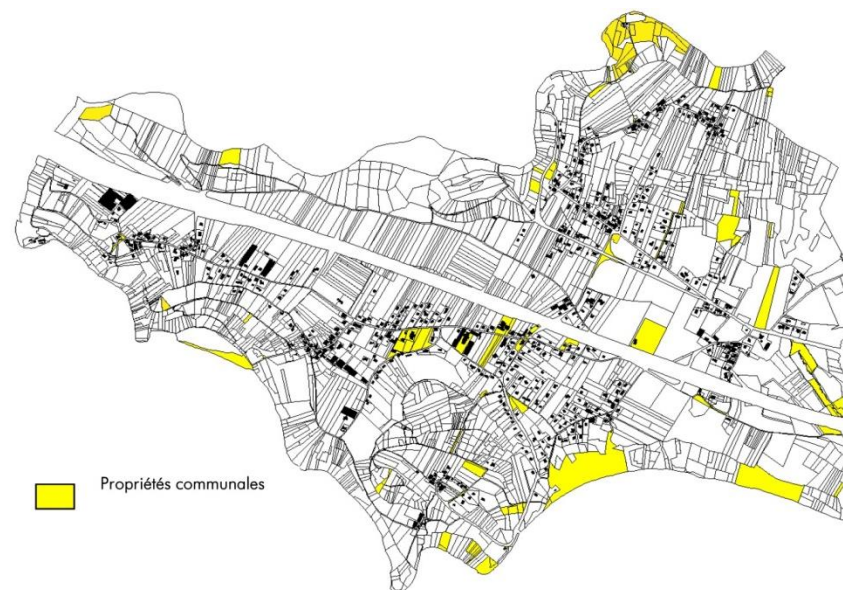
La maîtrise publique du foncier : un préalable indispensable à la poursuite de la politique communale en faveur :

- du développement des équipements et des espaces publics et collectifs,
- d'une amélioration des conditions de circulation et de stationnement,
- d'une plus grande mixité sociale de l'habitat,

... Mais aussi un outil de politique économique.

La commune s'est en ce sens engagée dans une politique foncière volontariste, ce qui lui a permis de :

- participer à l'ouverture de l'épicerie, du bar-restaurant et de la boulangerie par l'acquisition des deux bâtiments,
- faciliter la réalisation de l'opération en cours au centre-village par l'acquisition des terrains.





### 3 – LES ACTIVITES ECONOMIQUES ET L'EMPLOI

#### 3.1 LES EMPLOIS.

Source : les données sont issues de l'INSEE

- **Une dépendance en termes d'emplois, qui reflète une vocation plutôt résidentielle d'Arthaz-Pont-Notre-Dame...**

La commune comptabilisait 135 emplois (soit 4% des emplois de la CCAS) pour 611 actifs ayant un emploi résidants sur la commune, en 2012.

Ces chiffres nous donnent un indicateur de concentration d'emploi<sup>4</sup> de 22,2, révélant une forte dépendance en terme d'emploi vis à vis de l'extérieur, qui s'est accrue depuis 1999 (où l'indicateur était de 27,9).

La majorité des emplois (57%) sont offerts par le secteur tertiaire.

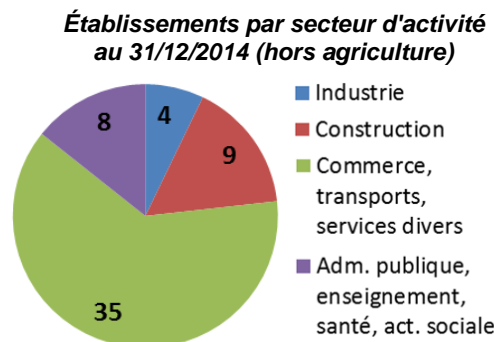
- **Une situation qui a un impact sur les déplacements domicile / travail :**

En 2012, plus de 88% des actifs résidants à Arthaz-Pont-Notre-Dame travaillaient dans une autre commune et "seulement" 46% dans le département. En outre, en 2012, plus de 85% des actifs ayant un emploi utilisaient leur voiture pour les déplacements domicile / travail.

#### 3.2 LES ETABLISSEMENTS.

- **Un tissu économique dominé par les entreprises individuelles ...**

...Et les petites entreprises avec 80% des 56 établissements recensés n'employant aucun salarié et 17% n'employant pas plus de 9 salariés.



La commune comptabilise une vingtaine d'artisans dont une douzaine dans le secteur du BTP.

Les besoins en foncier pour les artisans dans ce secteur sont réels. En effet, ce type d'activité nécessite souvent un ou plusieurs espaces de stockage, couverts ou non.

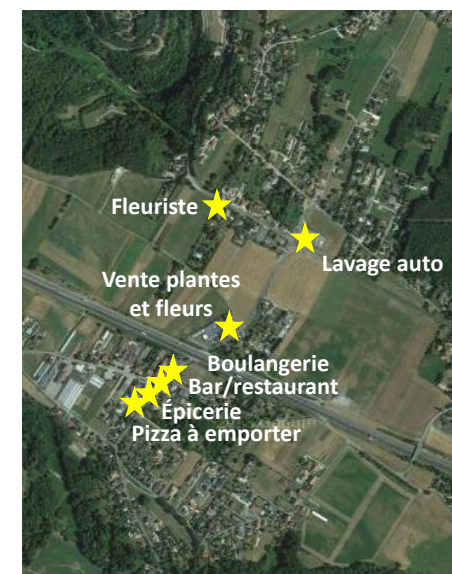
Une autre problématique s'ajoute également aux besoins en foncier : celle de l'accessibilité. Elle comprend aussi bien l'accès pour les engins propres à l'artisan que pour les clients ou pour les fournisseurs. Ces activités peuvent ainsi parfois constituer une gêne pour le voisinage lorsqu'elles sont situées au sein de quartier pavillonnaires.

- **... Et par le secteur tertiaire :**

Comme pour l'emploi, ce secteur reste dominant, concernant 76% des établissements, contre 16% dans la construction et 8% dans l'industrie.

La commune dispose de quelques commerces dont certains répondants aux besoins quotidiens, la population bénéficiant pour le reste de la proximité de la commune de Reignier.

A noter : la création dans le cadre de l'opération faisant face à la mairie de 250m<sup>2</sup> de surface à destination des professions libérales.



<sup>4</sup> L'indicateur de concentration d'emploi est égal au nombre d'emplois dans la zone pour 100 actifs ayant un emploi résidant dans la zone.

### 3.3 L'AGRICULTURE.

*La présente analyse consiste en une mise à jour du diagnostic réalisé par la Chambre d'Agriculture en mai 2004.*

Le chef-lieu d'Arthaz-Pont-Notre-Dame est situé à une altitude de 480 mètres (l'altitude de la commune variant entre 400m et 480m).

La commune, délimitée par les cours d'eau Arve et Menoge, constitue un territoire très propice à l'agriculture. En effet, elle est constituée dans sa très grande majorité de terrains de très bonne qualité agronomique, en raison de son positionnement au cœur de la vallée de l'Arve (sols riches grâce aux dépôts glaciaires et alluvionnaires).

De plus, sa topographie est plane sur une grande majorité du territoire.

Enfin, même si le développement de l'urbanisation est important, et consommateur d'espace (la forme d'habitat la plus développée étant, de loin, la maison individuelle), la commune compte encore un grand nombre de parcelles de grande surface.

Si Arthaz-Pont-Notre-Dame bénéficie de terrains agricoles en grande majorité facilement mécanisables et épandables, il est possible de distinguer les parcelles situées :

- au niveau de la partie plane, le long de l'autoroute et aux abords du chef-lieu, de meilleure qualité, où se sont principalement développées les activités de maraîchage et d'horticulture,
- au Nord de la commune (au Nord du hameau de La Forge), utilisés principalement pour la fauche et la pâture.
- au Sud de la commune, plus difficilement exploitables en raison de la topographie.

#### ▪ Les données issues du RGA :

Le Recensement Général Agricole fait état, entre 1988 et 2010, d'une diminution de 70% du nombre d'exploitations et une baisse de 80% de leur SAU associée sur le territoire communal.

	2010	2000	1988
Exploitations agricoles (ayant leur siège dans la commune)	9	18	31
Travail dans les exploitations agricoles (en unité de travail annuel)	40	50	64
Superficie agricole utilisée (SAU, en hectare)	30	83	149
Cheptel (en unité gros bétail)	0	10	19

#### ▪ Etat des lieux en 2014 :

Les exploitations ayant leur siège sur la commune :

Arthaz-pont-Notre-Dame comptabilisait en 2014 6 exploitations professionnelles<sup>5</sup> dont :

- 4 exploitations en maraîchage et horticulture,
- 2 exploitations en maraîchage uniquement...

... faisant de la commune le deuxième site de production maraîchère de Haute-Savoie (derrière Gaillard).

En outre, 5 exploitations valorisent leur production en circuit court (vente directe ou marchés), la sixième vend sa production en gros.

<sup>5</sup> Suivant la définition de la Chambre d'Agriculture - Exploitation agricole : unité économique qui participe à la production agricole, qui atteint une certaine dimension (1 hectare de superficie agricole utilisée ou 20 ares de cultures spécialisées ou 1 vache ou 6 brebis-mères ou une production supérieure à 5 veaux de batterie...) et de gestion courante indépendante.

L'activité agricole représente environ 27 emplois sur la commune. De plus, le nombre de salariés augmente en saison sur 2 ou 3 mois, avec l'emploi de saisonniers dans toutes les exploitations.

Depuis le dernier diagnostic agricole réalisé par la Chambre d'Agriculture (2004), la commune a perdu 5 exploitations. Pour la majorité, les chefs d'exploitation sont partis en retraite sans que leur exploitation soit reprise.

Aujourd'hui :

- 5 exploitations sont identifiées comme pérennes,
- 1 exploitation est identifiée comme non pérenne (son chef d'exploitation étant proche de l'âge de la retraite, et n'ayant pas de repreneur connu à ce jour).
- 1 exploitation ayant cessé son activité à ce jour pourrait être reprise par un jeune exploitant. L'exploitation est aujourd'hui viable en termes de fonctionnement.

#### Les surfaces exploitées :

Les terrains agricoles de la commune sont nécessaires :

- au bon fonctionnement des exploitations implantées sur la communes. C'est en outre sur les parcelles situées à proximité des bâtiments d'exploitation que l'on trouve la majorité des serres.
- aux exploitants extérieurs. En effet, on dénombre à ce jour environ 9 exploitations ayant leur siège hors de la commune, mais qui exploitent des terrains situés à Arthaz. Ces exploitations sont originaires des communes de Reignier, Nangy, Bonne, Esery, et Viuz-en-Sallaz, et sont en majorité des exploitations d'élevage, qui utilisent les terrains pour de la pâture et de la fauche. Un pépiniériste utilise également des terrains sur la commune.

Globalement, les exploitants maîtrisent peu le foncier exploité. Certes, les terrains peuvent appartenir à la famille mais cela ne garantit en rien le maintien du foncier dans le giron de l'exploitation. En Haute-Savoie, on estime que les exploitants maîtrisent directement 10 % du foncier.

De plus, le redéploiement des surfaces agricoles sur les communes voisines semble plus difficile, puisque ces communes connaissent également un contexte de forte pression foncière.

Enfin, la commune appartient à la zone d'appellation d'origine protégée (AOP) Reblochon, et aux zones de l'Indication Géographique Protégée (IGP) Tomme, Emmental, Gruyère, et Pommes et Poires de Savoie. Ces AOC et IGP permettent une bonne valorisation du lait (puisque ce dernier est payé plus cher) et contribuent à donner une image positive de l'agriculture et de la commune. Cependant, les cahiers des charges impliquent un mode de production extensif. Ainsi, les exploitations d'élevage qui exploitent des terres sur la commune (dont le lait produit est principalement destiné à la production de Reblochon AOP) ont besoin de surfaces importantes pour produire le foin et faire pâturer les animaux (mais également pour épandre leurs effluents).

#### **Conclusions et enjeux**

*La présence d'espaces agricoles en milieu urbain est un facteur évident de qualité de vie pour les habitants. Le maintien d'une agriculture d'élevage et de culture permet également la conservation et l'entretien des grands espaces naturels de la commune.*

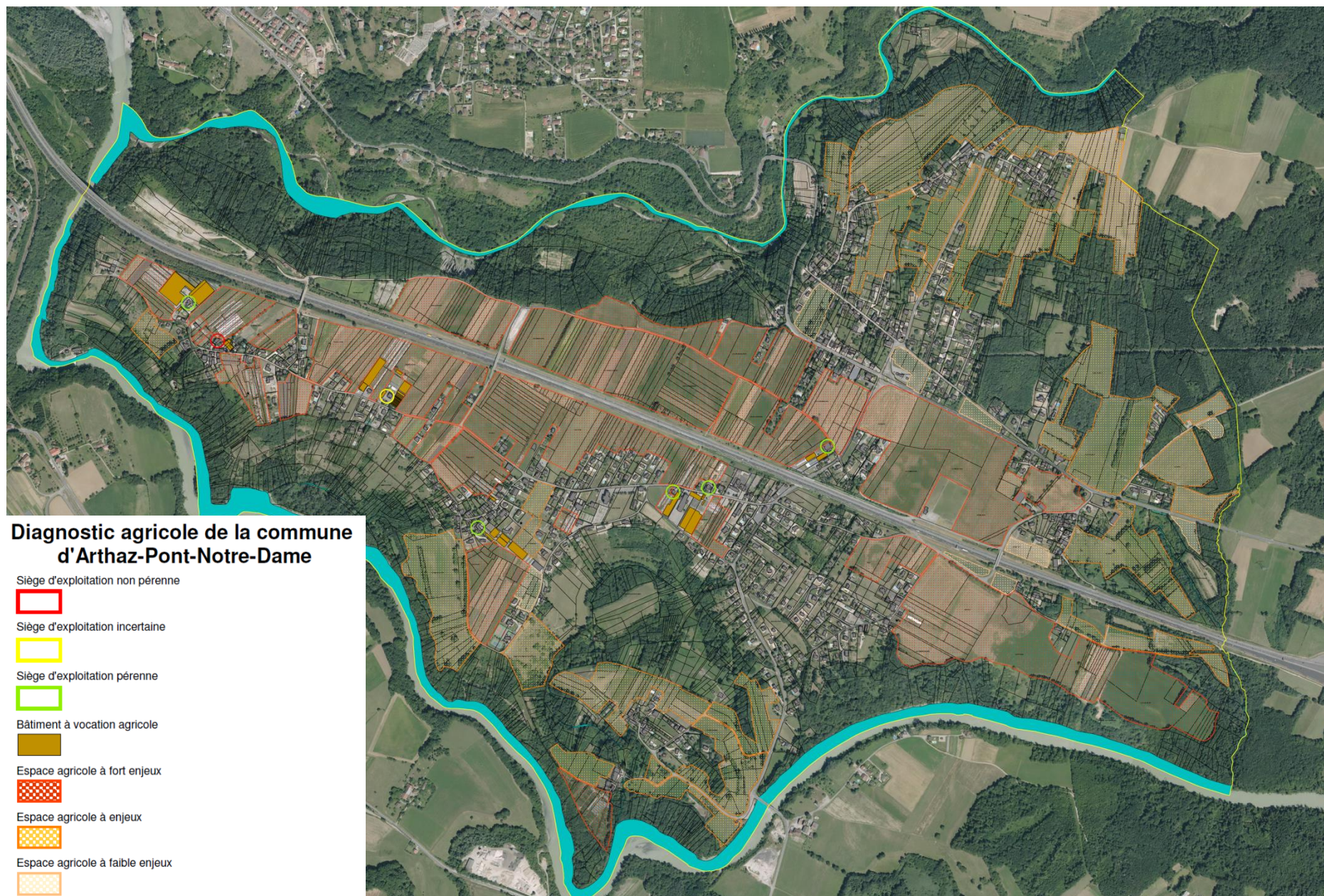
*L'agriculture d'Arthaz-Pont-Notre-Dame est une agriculture fortement spécialisée et hautement technique et productive, basée sur la production de cultures maraîchères et horticoles. Ce secteur a une importance locale mais également à l'échelle du bassin de vie (basse vallée de l'Arve).*

*De plus, un grand nombre de terrains sont exploités par des exploitations d'élevage, pour la plupart laitier, et produisant sous signe de qualité induisant la nécessité de disposer de surfaces importantes.*

*L'un des enjeux principaux de l'organisation du territoire est la préservation des conditions d'exploitation à savoir :*

- *Assurer le maintien de l'activité agricole sur le territoire communal par la protection des sièges d'exploitation et la protection des surfaces nécessaires à l'activité agricole de la commune, mais aussi à l'échelle des territoires voisins.*
- *Faciliter l'accès aux sièges d'exploitation et aux parcelles exploitées (cheminements assurant la fonctionnalité agricole).*
- *Contribuer au maintien de la valorisation du sol par l'agriculture.*
- *Promouvoir un développement de la commune en harmonie avec le maintien de l'activité agricole*







### **3.4 LE TOURISME.**

Arthaz-Pont-Notre-Dame ne dispose pas de pôle d'attraction touristique majeur et ne comptabilise aucune capacité d'hébergement touristique à l'exception des quelques logements comptabilisés en tant que résidences secondaires.

Pourtant, la présence de sentiers inscrits au Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée et la réalisation projetée par la mairie d'un sentier permettant la découverte des lavoirs récemment restaurés, peuvent constituer un facteur d'attractivité touristique.

En ce sens, Arthaz-Pont-Notre-Dame souhaiterait voir s'établir sur la commune une ou plusieurs structures type chambre d'hôte ou gîte rural.

## 4 – FONCTIONNEMENT DU TERRITOIRE

### 4.1 LE RESEAU ROUTIER ET LES DEPLACEMENTS.

#### ▪ Les déplacements, une problématique forte :

La mobilité est de plus en plus importante dans notre vie quotidienne.

Elle associe des modes de déplacements divers (individuels ou collectifs, motorisés ou "doux"), qui reposent sur des réseaux (infrastructures routières, voies piétonnes ou cycles ...).

Sa gestion implique ainsi une multiplicité d'intervenants dans un cadre géographique large et des coûts généralement importants pour les collectivités, notamment en ce qui concerne les transports collectifs.

La problématique des déplacements est particulièrement accentuée dans le bassin de vie du Genevois.

En effet, le desserrement des agglomérations d'Annemasse et de Genève, qui renforce le déséquilibre entre zones d'habitat / d'emplois / de commerces et de services, couplé à la relativement faible attractivité des TC réguliers, induit :

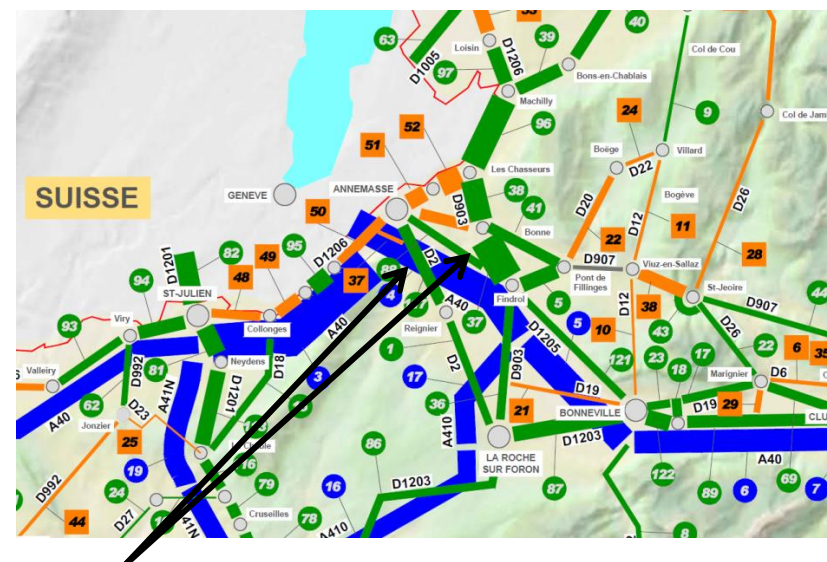
- un accroissement des besoins en mobilité vers les communes pôles,
- la dilution des déplacements (motorisés et y compris pendulaires) sur des distances de plus en plus longues.

A Arthaz-Pont-Notre-Dame, la faible attractivité des transports en commun (TC) induit une prédominance de l'usage de l'automobile pour les déplacements pendulaires individuels.

Ainsi, en 2009, le taux de motorisation des ménages arthaziens s'élevait à 95,7% (contre 93,5% en 1999 et 89% dans le département). En outre, en 2010, 92% des actifs résidants sur la commune prenaient la voiture pour aller travailler.

En découlent :

- Des tronçons routiers de plus en plus chargés (voire saturés en heures de pointe) :



Trafic en 2012 (source : DDT74)	Moyenne Journalière Annuelle (MJA)	Dont poids lourds	Pointe
RD1205	<b>8 440</b> (7 900 en 2002)	3,7%	<b>11 570</b>
A40	<b>34 183</b> (26 430 en 2002)	6,7%	<b>68 568</b>

- Un accroissement des risques d'accidents.
- Des nuisances environnementales induites toujours plus accentuées, notamment sur l'air et l'environnement sonore.

## LE RESEAU DE VOIRIE :



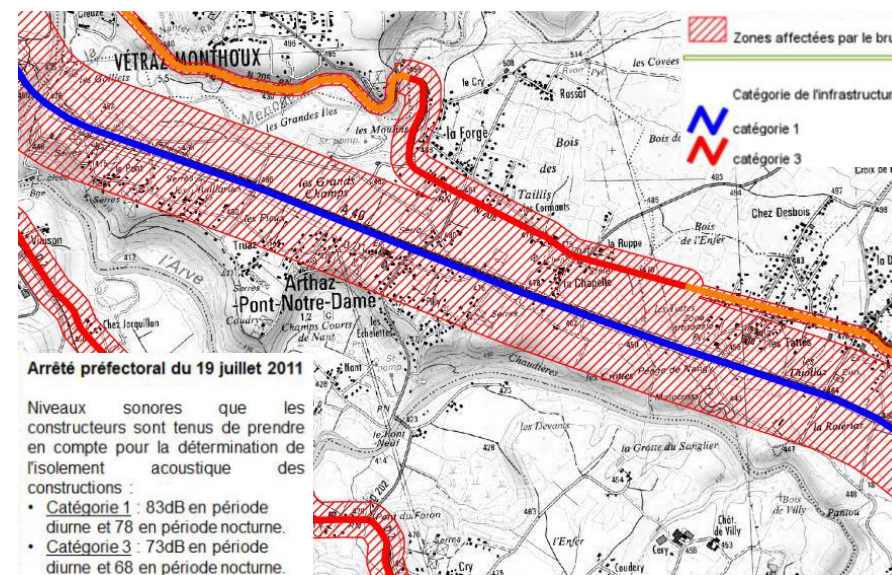
### ▪ La présence d'une infrastructure autoroutière :

L'A40 traverse en son centre la commune mais ne la dessert pas. Cette voie est classée "axe à grande circulation", constituant une contrainte en terme d'urbanisation des espaces environnants qui sont soumis à l'Amendement Dupont (art.L-111-1-4 du CU).

L'objectif de ce dispositif est d'obliger les communes qui souhaitent développer l'urbanisation à l'abord de ces voies à mener au préalable une réflexion sur la qualité urbaine, paysagère et architecturale de l'aménagement dans leurs documents d'urbanisme.

Pour cela, il institue une bande inconstructible de 100m de part et d'autre de l'axe des autoroutes et grandes routes ; interdiction à laquelle les communes peuvent déroger à condition de réaliser une étude.

Cette infrastructure est également, comme la RD1205, classée axes bruyants ce qui impose des mesures d'isolement acoustique des constructions implantées dans les zones délimitées comme étant affectées par le bruit.



L'autoroute offre des percées visuelles sur l'espace agricole situé en partie Nord de la Terrasse centrale et sur le centre-village, avec les constructions resserrées autour de l'église en arrière-plan, et la présence impactante des réseaux aériens et des serres.





### ▪ Les routes départementales :

Le maillage des routes départementales constitue l'ossature du réseau de voiries.

#### La RD1205 :

Elle constitue l'axe structurant de la commune.

L'entrée Ouest de commune, en traversant la Menoge, est plutôt valorisante.

La route s'ouvre ensuite sur un groupement de construction partiellement dissimulé par la végétation.

L'entrée d'agglomération est, quant à elle, relativement fermée, débouchant sur un rond-point. Une séquence linéaire ou alternent constructions en bordures de voie et haies mono-végétales.

En entrée Est de la commune, après la traverse du secteur de la chapelle,

- à droite, la présence de la forêt,
- et à gauche, une belle ouverture sur les massifs, en arrière-plan des espaces agricoles.



#### La RD202 :

Reliée à la RD1205, elle dessert la partie Sud de la commune.

A l'intersection avec la RD 1205, l'urbanité est plus marquée du fait des aménagements récents et de la présence d'activités. Impression qui se prolonge jusqu'à l'entrée du centre-village.

Depuis l'entrée Sud de la commune, une séquence à dominante naturelle qui débouche sur le secteur résidentielle de Pilly...

... où les clôtures végétales majoritairement mono-spécifiques ferment le paysage.

**La RD211 :**

Reliée à la RD202, elle dessert le centre-village.

En entrée Est, la structure relativement lâche du bâti vient perturber la lisibilité du centre-village.



La réalisation de l'opération de logements qui fera face à la mairie et les aménagements de voirie envisagés, contribueront à renforcer son caractère de centralité.

**Fonctionnement du réseau :**

Les aménagements récents au niveau de la RD 202 ont permis de renforcer la lisibilité de l'entrée Est du Chef-lieu et de sécuriser les déplacements piétons.



Deux points noirs ont été identifiés :

**Le conseil général préconise notamment :**

Hors agglomération : de respecter les reculs minimum de 18m par rapport à l'axe de la RD1205 et 18m par rapport à l'axe des autres RD ainsi que de limiter le nombre des nouveaux accès sur voies départementales.

En agglomération : de définir des reculs minimum respectant les règles de sécurité (visibilité au droit des accès et des carrefours), et en prenant en compte, le cas échéant, la possibilité de réaliser des trottoirs ou bandes cyclables.

D'une manière générale, de limiter l'urbanisation le long des voies pour des questions de sécurité et de coûts.



### ▪ Un réseau relativement dense de voies secondaires...

... composés de voies communales dont l'entretien est de la compétence de la Communauté de Communes, les autres voies ayant un caractère de voie privée ou de chemin rural.

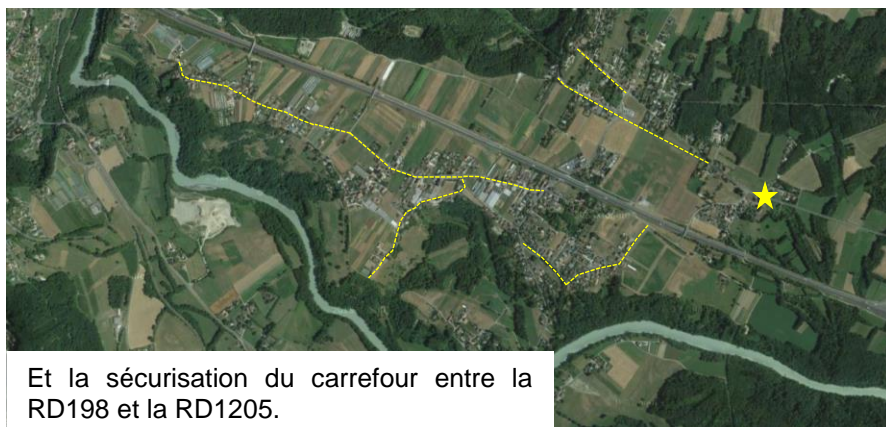
### Fonctionnement du réseau :

Certains dysfonctionnements sont constatés, concernant principalement l'étroitesse des voies et l'absence de marquage au sol.



### ▪ En projet :

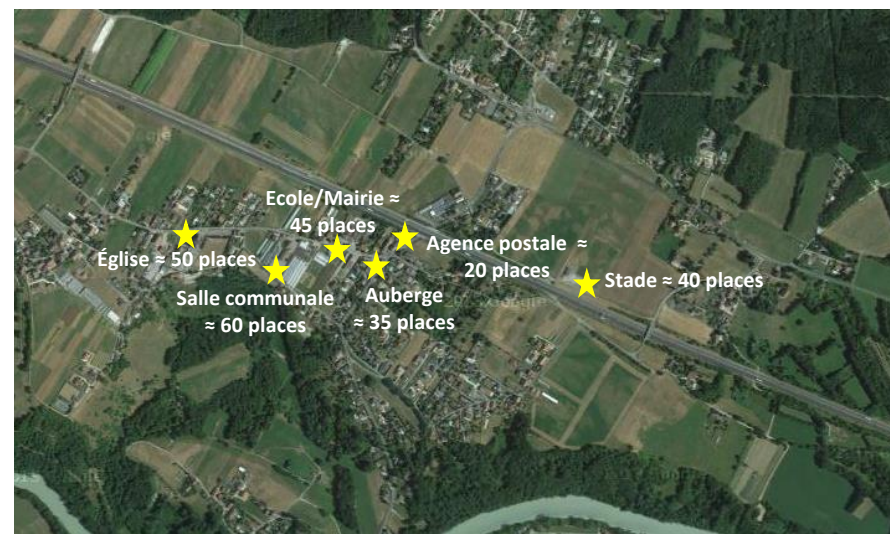
La sécurisation de 6 routes par élargissement et mise en place de linéaires de trottoirs ... certains aménagements concernant des routes départementales.



Et la sécurisation du carrefour entre la RD198 et la RD1205.

### ▪ Stationnement :

La commune compte environ 250 places de parking, localisées majoritairement au centre-village.



Globalement sur la commune, le stationnement est correctement dimensionné pour l'accès aux principaux équipements et commerces et services existants au centre-village.

Néanmoins, face au peu de compétitivité des transports en commun, l'usage de l'automobile demeurera encore les dix prochaines années prédominant sur la commune. Il conviendra de veiller à ce titre au développement d'une offre suffisante au sein des futures opérations, en parallèle d'un développement de l'urbanisation compatible avec le développement souhaité de l'offre en TC.

### LES TRANSPORTS COLLECTIFS

#### ▪ Les lignes interurbaines :

Le réseau de lignes régulières reste peu concurrentiel, face à l'automobile avec :

- "seulement" 2 lignes régulières : 101 (Annemasse/Bonneville/Cluses) et 112 (Annemasse /Bellevaux) :

- une fréquence faible des passages,
- 1 seul point d'arrêt à l'intersection entre la RD202 et la RD1205.

Les arrêts de bus ont récemment été sécurisés et sont aisément accessibles depuis le centre-village au moyen d'un linéaire de trottoir.

Néanmoins le service de transports urbains intercommunaux, géré par le SM4CC, est relativement étendu.

Le syndicat Mixte gère depuis septembre 2013 le transport scolaire et l'organisation du transport à la demande pour les 4 Communautés de Communes d'Arve et Salève, de Faucigny Glières, du Pays Rochois et des 4 rivières.



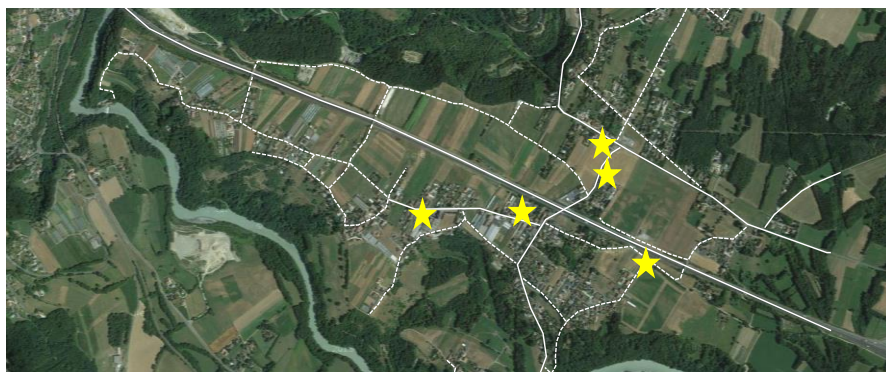
Objectif : faciliter les déplacements de proximité mais aussi ceux en direction des zones d'emplois, des principaux pôles d'équipements commerces et services et faciliter le rabattement vers les lignes ferroviaires.

Le TAD fonctionne sur la commune du lundi au vendredi de 9h à 18h.

#### ▪ Le transport scolaire :

Le transport des collégiens et lycéens s'effectue en direction de Reignier, Nangy et Annemasse et concerne une centaine d'élève.

5 arrêts sont desservis.



Il n'existe pas de service de ramassage scolaire des élèves de maternelle et de primaire sur la commune.

***Le conseil général** demande un développement de l'urbanisation prioritairement au sein des secteurs situés à proximité des arrêts de transports collectifs.*

#### LES DEPLACEMENTS "DOUX" :

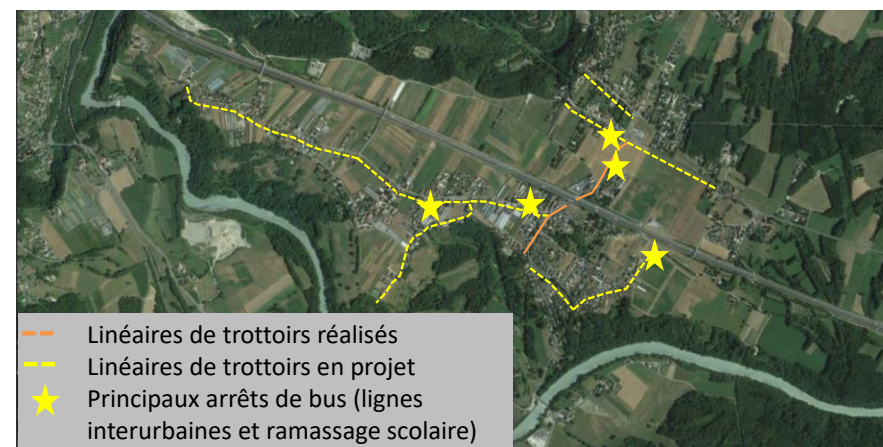
La thématique des déplacements "doux" (piétons et cycles) doit être abordée sous deux angles :

##### ▪ Les déplacements fonctionnels :

Au quotidien, pour rejoindre équipements, commerces et services, points de transports collectifs et habitations. Ils doivent être sécurisés et encouragés, dans un objectif de développement durable, d'alternative à l'automobile pour les déplacements de proximité.

Le réseau piétonnier sur la commune se développe dans le cadre :

- des aménagements récents effectués au niveau de la RD202 permettant notamment de relier le centre-village à l'arrêt de bus des lignes interurbaines.
- des aménagements de voirie projetés.

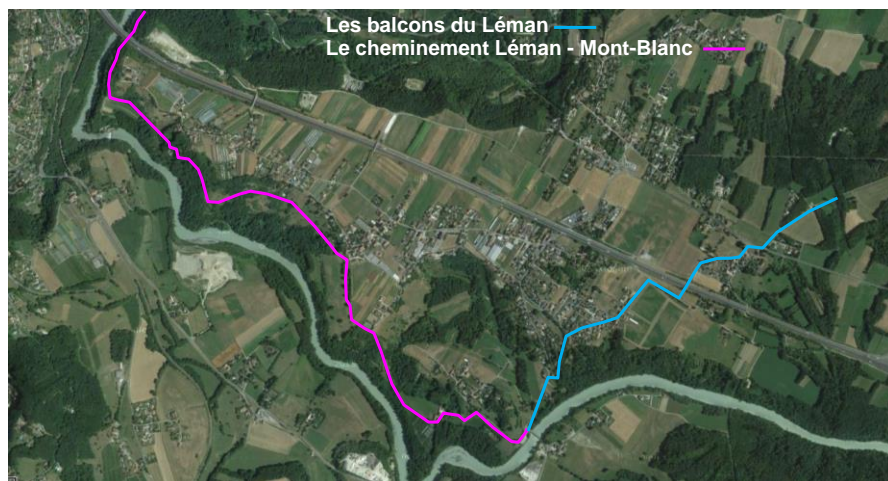




#### ▪ Les déplacements d'agrément :

La promenade et la randonnée, qui concernent les habitants et les visiteurs. Ils constituent un facteur de qualité de vie pour la population, d'attractivité de la commune et de valorisation du patrimoine et des paysages.

Deux sentiers inscrits au Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée traversent également la commune.



Arthaz-pont-Notre-Dame envisage la création d'un sentier communal permettant la découverte des lavoirs récemment restaurés.

**Le Conseil général** incite la commune à prévoir l'organisation et le développement des modes "doux" (piétons/cycles) sur son territoire en privilégiant :

- Les itinéraires permettant de rallier les secteurs excentrés de la commune au centre-village.
- Les pistes cyclables permettant de rejoindre les véloroutes d'intérêt départemental. A noter que le tracé du tronçon Annemasse-Bonneville de la véloroute du Léman au Mont-Blanc est encore à l'étude.

Il demande également que soient repris au plan de zonage, sous forme de servitudes, les itinéraires inscrits au PDIPR.

## 4.2 –LES RESEAUX SANITAIRES ET LES DECHETS

Pour ce volet, se reporter à la pièce "Annexes Sanitaires" du PLU.

## 4.3 – LES RESEAUX SECS

### ▪ Le réseau électrique et de télécommunication :

Depuis 2009, il revient à la charge des communes de financer la partie publique des raccordements électriques des projets de construction ou des projets de lotissements (cf. la loi de modernisation du service public d'électricité du 10 février 2000).

En conséquence, il est nécessaire de prendre en compte cette donnée, lors de l'inscription des futures zones d'urbanisation du PLU.

Il n'y a pas de dysfonctionnement majeur sur la commune concernant le réseau électrique basse et moyenne tension, à l'exception du secteur du Pont où un remplacement de poste est à envisager en cas d'extension de l'urbanisation.

La commune est traversée par 5 lignes électriques. Ces installations et réseaux font l'objet de servitudes d'utilité publique, dont le plan et la liste, ainsi que la note d'information correspondante, sont réunies sous la pièce N°6 du dossier de PLU (Servitudes d'utilité publique).

### ▪ Le réseau de gaz :

Arthaz-Pont-Notre-Dame est concernée par le passage de la canalisation de gaz Cran-Gervier – Ville-la-Grand de diamètre 300mm exploitée par GRT Gaz et un poste de transport de gaz naturel à haute-pression.

Est associé à l'ouvrage, une bande de servitude de libre passage (non constructible et non plantable) de 8m de large.

En outre, le règlement du PLU impose certaines restrictions de constructions ou installations dans une bande de 125m de part et d'autre de la canalisation et dans un rayon de 26m du poste de distribution conformément à l'article R123-11-b du CU.

### ▪ La couverture numérique :

Elle concerne plusieurs réseaux (fibre optique ADSL pour l'internet, câble et paraboles satellites pour la télévision, antennes relais pour la téléphonie mobile...).



En ce qui concerne la technologie ADSL, la commune est traversée par 1 NRA (Nœud de Raccordement d'Abonnés) dont dépend l'éligibilité ADSL, ayant au total une capacité d'environ 650 lignes.

La desserte de la commune par la fibre optique est prévue pour 2014 pour le réseau structurant (et non des particuliers). Arthaz-pont-Notre-Dame est en effet d'ores et déjà équipée des fourreaux nécessaires à son passage.

## 5 – EVOLUTION URBAINE DE LA CONSOMMATION D'ESPACE ET ENVELOPPES URBAINES

*Avertissement : l'approche de l'évolution de la consommation d'espace fait référence à des sources différentes, dont les indicateurs chiffrés ne sont pas comparables.*

Selon les données du Conseil Général de Haute-Savoie, les sols classifiés urbanisés ont progressé de 8 hectares entre 1999 et 2012 :

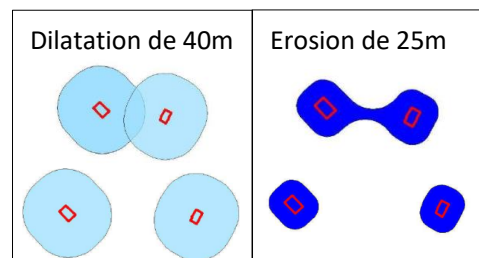
Source : Services fiscaux <sup>6</sup>	APND		Département	
	1999	2012	1999	2012
Agricole	323 (soit 62%)	313 (60,1%)	40,7%	39,7%
Naturel	117 (soit 22,5%)	118 (soit 22,6%)	53,5%	53,4%
Urbanisé	81 (soit 15,5%)	89 (soit 17,1%)	5,8%	6,9%

### Résultats issus de l'étude de la DDT :

La DDT délimite l'espace urbain graphiquement (en utilisant un logiciel SIG) suivant une méthode dite de dilatation-érosion :

**Étape 1** : création d'une zone tampon de 40 m, de large autour de chaque bâtiment. Ces zones tampons sont alors associées lorsque la distance qui les sépare est < à 40m.

**Étape 2** : A partir de l'assemblage obtenu, il est procédé à une réduction de 25m de la zone.



<sup>6</sup> Les bases de données de la Direction Générale des Impôts (DGI) servent à l'identification des propriétaires et à l'établissement de leur impôt foncier.

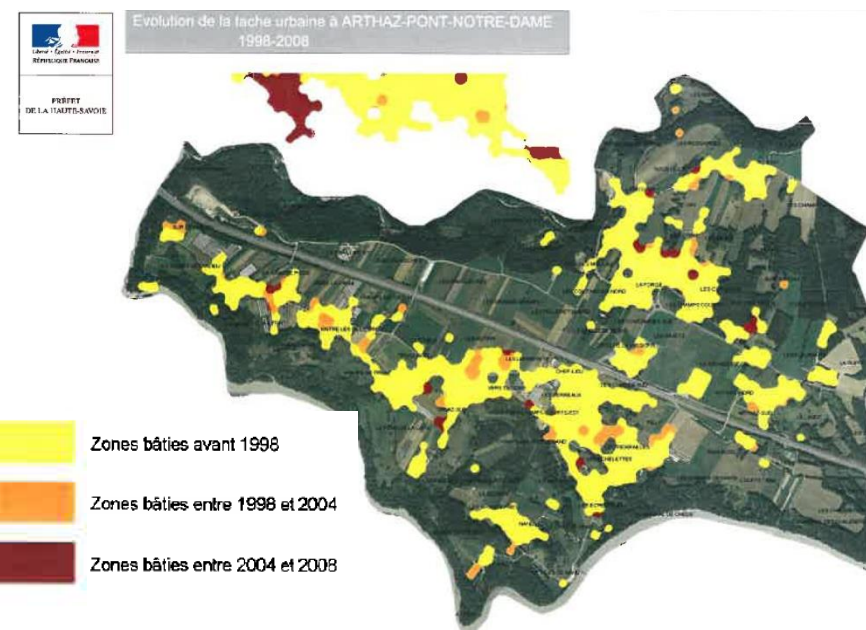
A chaque parcelle sont affectés un propriétaire, une nature cadastrale et un revenu cadastral. La nature cadastrale correspond théoriquement à l'occupation réelle des terrains.

Toutefois, la mise à jour des natures cadastrales s'effectuant sur déclaration du propriétaire, il subsiste certaines incertitudes et approximations.

**Étape 3** : Tous les espaces vides inférieurs à 5000m<sup>2</sup>, localisés au sein de de la tache urbaine, sont conservés lorsqu'il s'agit d'une infrastructure et exclus lorsqu'il s'agit d'une dent creuse.

Cette méthodologie permet à la DDT d'évaluer les surfaces consommées par l'urbanisation sur la période 1998-2008, à savoir 11,8 hectares ont été consommés entre 1998 et 2008 soit :

- une consommation moyenne de 1750m<sup>2</sup>/logement construit contre 1475m<sup>2</sup> environ pour la CCAS et le département),
- une évolution annuelle moyenne de +1,25% contre 1,55% pour la CCAS et 1,27% pour le département.



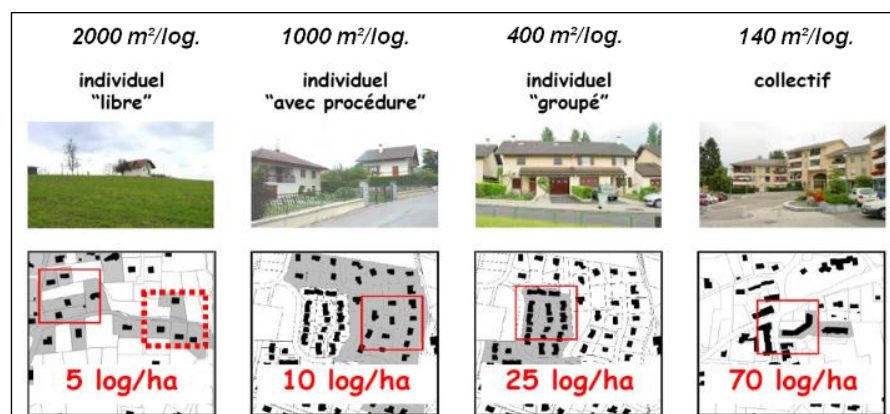
Des sources communales, plus précises et plus fiables (établies d'après les permis accordés), permettent d'afficher, sur une période de 10 ans (2004-2014) une consommation de 11,46 ha de terrain nus pour la construction de (158) logements, soit :

- une consommation moyenne de 725m<sup>2</sup>/logement dont, en moyenne, 1128m<sup>2</sup> pour la construction de (88) logements individuels, 424m<sup>2</sup> pour la construction de (13) logements intermédiaires et 172m<sup>2</sup> en moyenne pour la construction de (57) logements collectifs.

A noter ainsi que la réalisation de logements collectifs et intermédiaires contribue à réduire sensiblement la surface moyenne de terrain consommé par logement.

Le futur PLU devra donc veiller à promouvoir des formes urbaines moins consommatrice d'espace.

#### **Relation entre typologies de logements et consommation d'espace**



Source : Les formes du développement résidentiel en Haute-Savoie – DDT 74

#### **Délimitation de l'enveloppe urbaine d'Arthaz-Pont-Notre-Dame, suivant la méthodologie du SCoT de la CCAS :**

Méthodologie d'application : En préalable à l'évaluation de la surface nécessaire au développement de l'habitat, le SCoT demande aux communes de définir spatialement leur(s) enveloppe(s) urbanisée(s), sur les bases suivantes :

- En définissant les contours de ces enveloppes "au plus près" des parcelles urbanisées.
- En identifiant et en quantifiant au sein de ces enveloppes, les espaces interstitiels potentiellement urbanisables (depuis la parcelle isolée en "dent creuse" jusqu'au tènement foncier de plusieurs milliers de m<sup>2</sup>).
- En excluant de la délimitation de l'enveloppe urbanisée, voire au sein même de cette enveloppe, les espaces présentant des caractéristiques physiques, écologiques et/ou paysagères, impropres à leur urbanisation, et reconnus comme devant être protégés, tels que : lignes de crête, abords d'un cours d'eau, espaces boisés, point de vue, espaces agricoles et maraichers, espaces inconstructibles du fait de risques naturels, etc.

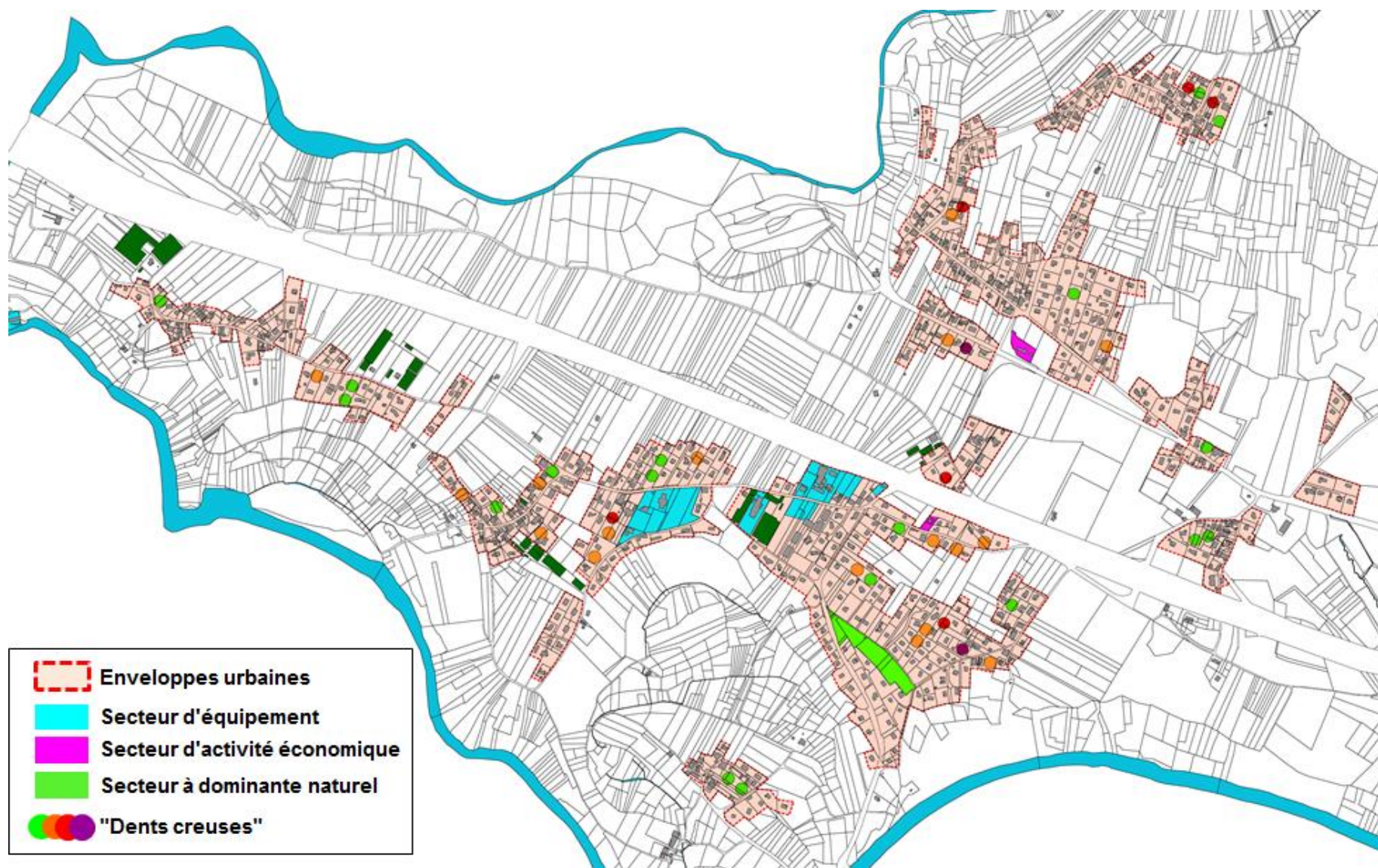
L'étude des enveloppes urbanisées de la commune met en évidence un certain nombre d'espaces en "dent creuse", encore disponibles au sein de l'enveloppe urbaine. Le potentiel d'urbanisation des "dents creuses" a été évalué suivant les critères suivant :

	Potentiel d'urbanisation	Critères retenus	Taux de rétention foncière appliqué
	FORT	Parcelle sans usage apparent Découpage parcellaire favorable	0%
	MOYEN	Présence de jardin, verger ou potager entretenus Découpage parcellaire favorable	25%
	FAIBLE	Présence de jardin, verger ou potager entretenus Découpage parcellaire peu favorable Parcelles enclavées	50%
	NUL	Parcelles support de voies de desserte ou de stationnements Topographie défavorable	100%

35 dents creuses de 800m<sup>2</sup> ont été retenues, pour une surface de 2,8 ha..

En outre, quelques constructions traditionnelles (6) ont été identifiées comme pouvant éventuellement faire l'objet d'une réfection.





## 2<sup>ème</sup> PARTIE : ETAT INITIAL DU SITE ET DE L'ENVIRONNEMENT

### 0 – PREAMBULE

#### 0.1 - CADRE REGLEMENTAIRE DANS LE CONTEXTE COMMUNAL

En application du Code de l'urbanisme (Art. L 121-10 et R.121-14) en partie modifié par la loi dite « Grenelle II » et du Code de l'environnement (Art. L.414-4), le PLU de la commune de Arthaz-Pont-Notre-Dame est soumis à la procédure d'évaluation environnementale. Les critères qui soumettent ce PLU à cette procédure sont les suivants :

Au titre du 1° du II du R.121-14 du Code de l'Urbanisme et du L. 414-4 du Code de l'environnement : PLU permettant la réalisation de travaux, ouvrages ou aménagements qui doivent faire l'objet d'une évaluation de leurs incidences sur un site du réseau Natura 2000. Les projets concernés susceptibles d'avoir des incidences sur le site Natura 2000 peuvent être situés soit à l'intérieur soit à l'extérieur du site.

La commune de Arthaz-Pont-Notre-Dame est concernée par le périmètre du site Natura 2000 « Vallée de l'Arve » (n°FR 8201715). Ce site a été désigné comme site d'importance communautaire (SIC) en novembre 2013 et comme zone de protection spéciale (ZPS) par l'arrêté du 22 aout 2006 paru au Journal Officiel. Son périmètre vient de faire l'objet d'un agrandissement.

L'application de la procédure « d'évaluation environnementale » nécessite d'intégrer notamment au rapport de présentation (article R.123-2-1 du CU), une analyse de « l'état initial de l'environnement ».

L'état initial a fait l'objet, pour chaque domaine de l'environnement, d'une analyse des données bibliographiques existantes, complétées et croisées avec des données issues de la consultation de personnes ressources, de références techniques du bureau d'études et du traitement de diverses bases de données.

Un repérage global de terrain a été réalisé par une ingénieure écologue, sans mettre en œuvre d'étude d'inventaire spécifique faune-flore.

## 1 - BIODIVERSITE ET DYNAMIQUE ECOLOGIQUE

### 1.1 - HABITATS NATURELS

Sur Arthaz-Pont-Notre-Dame les milieux naturels et agricoles occupent une majeure partie de la superficie du territoire.

En montagne, la distribution spatiale des végétaux obéit directement à une loi physique qui régit l'abaissement des températures avec l'altitude (en moyenne 1°C/200 m). Ce phénomène est assez net pour se traduire sur le terrain par l'apparition de tranches altitudinales de végétation distinctes (caractérisées par des séries de végétation spécifiques), appelées étages de végétation. Les limites altitudinales de ces étages varient en fonction de l'orientation des versants considérés.

Répartis entre 405 et 513 m d'altitude, les habitats naturels de la commune d'Arthaz-Pont-Notre-Dame occupent l'étage de végétation collinéen.

La proportion de terres agricoles est non négligeable. Elles sont exploitées de manières plus ou moins intensive (prairies de fauche, pâtures, grandes cultures, maraîchage). Selon les pratiques culturales, ces habitats qui peuvent jouer un rôle important sur le plan écologique.

Des habitats humides sont également présents.

### 1.2 - LES ZONES REGLEMENTAIRES ET D'INVENTAIRES ET BIODIVERSITE

La commune d'Arthaz-Pont-Notre-Dame est concernée par 6 zones réglementaires et d'inventaire naturalistes. C'est près de 35% du territoire communal qui est concerné par ce type de zonage.

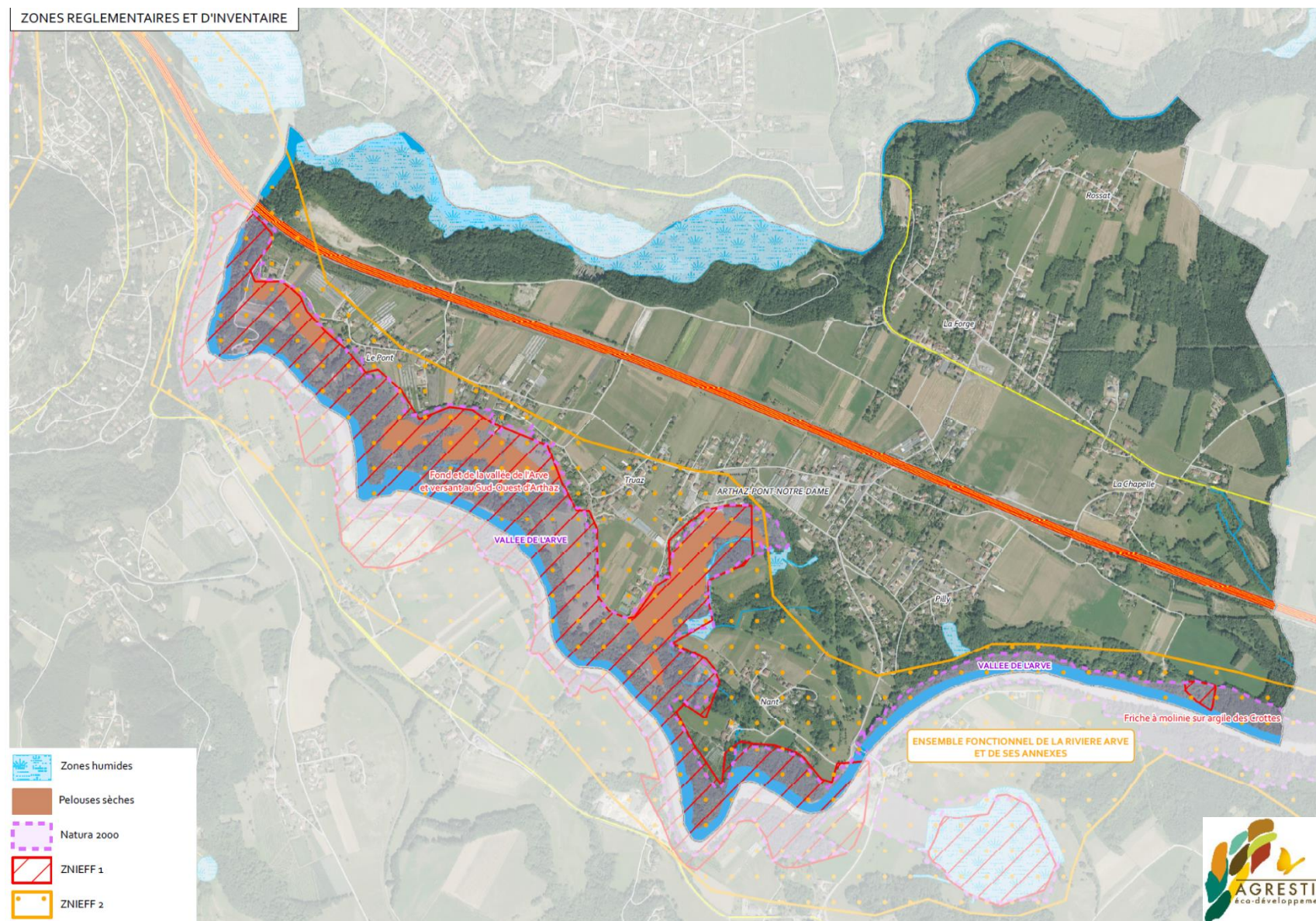
Ces zonages d'inventaire témoignent de la richesse écologique de certains secteurs du territoire.

La localisation de chacune de ces zones est illustrée par la carte « Zones réglementaires et d'inventaires » ci-après.

**Tableau 1 : Patrimoine naturel reconnu sur la commune d'Arthaz-Pont-Notre-Dame**

Zones référencées	Superficie (en ha)
<b>ZONES D'INVENTAIRES</b>	
ZNIEFF type I	
<i>Fond et de la vallée de l'Arve et versant au Sud-Ouest d'Arthaz</i>	82,18
<i>Friche à molinie sur argile des Crottes</i>	0,65
ZNIEFF type II	
<i>Ensemble fonctionnel de la rivière Arve et de ses annexes</i>	173,6
<b>INVENTAIRE DÉPARTEMENTAL DES ZONES HUMIDES</b>	
<i>Champs courts de Nant/Nant Nord-Ouest</i>	1,37
<i>Menoge amont confluence Arve</i>	20,2
<i>Pilly Sud/dans une clairière</i>	0,54



**Zones Règlementaires et d'Inventaires**

### **1.2.1 - Les Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF)**

Le réseau de ZNIEFF a pour objectif la connaissance permanente aussi exhaustive que possible des espaces naturels, terrestres et marins, dont l'intérêt repose soit sur l'équilibre et la richesse de l'écosystème soit sur la présence d'espèces de plantes ou d'animaux rares et menacées.

Deux types de ZNIEFF sont à distinguer :

- Les ZNIEFF de type I qui s'appliquent à des secteurs de superficie en général limitée, caractérisés par leur valeur biologique remarquable,
- Les ZNIEFF de type II qui s'appliquent à de grands ensembles naturels riches et peu modifiés, qui offrent des potentialités biologiques importantes.

Ces deux types de zones abritent des espèces « déterminantes », parmi les plus remarquables et les plus menacées à l'échelle régionale.

L'existence d'une ZNIEFF n'est pas en elle-même une protection réglementaire. Sa présence est toutefois révélatrice d'un intérêt biologique qui doit être pris en compte dans tout projet d'aménagement. Il est à noter qu'une ZNIEFF est un argument recevable par la justice lorsque celle-ci doit statuer sur la protection des milieux naturels.

Les descriptions des principales ZNIEFF sont présentées ci-après, sur la base des fiches produites par la DREAL (Inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique 2e édition 2007).

#### **▪ ZNIEFF TYPE I «FOND ET DE LA VALLEE DE L'ARVE ET VERSANT AU SUD-OUEST D'ARTHAZ» (N° 74150003)**

Cette zone formée par l'Arve englobe deux unités écologiques distinctes : l'Arve et ses dépendances (forêts, cultures) situées en zone plus ou moins inondable et un talus abrupt sec au pied du plateau d'Arthaz cultivé et construit. Elle comporte divers habitats naturels marqués par le développement assez important des bois feuillus humides à frêne et aulne, et des pelouses sèches à brome. S'y ajoutent d'autres formations plus réduites en surface, voire ponctuelles telles que des sources. De nombreuses espèces végétales sont présentes, et il s'agit d'une station remarquable pour la Prêle d'hiver et le Lys martagon, ici en station abyssale (à altitude exceptionnellement basse pour l'espèce)...

Quant aux pelouses sèches, trois espèces très rares dans le département en assurent l'intérêt parmi d'autres plus courantes : la Fétuque du Valais (protégée), l'Holostée en ombelle et la Sauge fausse-verveine. La faune y est tout aussi variée avec Castor d'Europe, Muscardin, Milan noir, Cincle plongeur, Pic épeichette... Cette zone naturelle mérite d'être prise en compte, dans un secteur soumis à de fortes pressions d'aménagement.

#### **▪ ZNIEFF TYPE I «FRICHE A MOLINIE SUR ARGILE DES CROTTE» (N°74150009)**

Ce secteur occupe un versant pentu qui surplombe l'Arve en rive droite, avec présence de petites zones de glissement de terrain. Il était vraisemblablement beaucoup plus étendu avant qu'une décharge ne vienne en amputer la partie ouest. Il est couvert d'une prairie à Molinie bleue sur argile parsemée d'arbustes (dont l'Argousier) et de Pins sylvestres, qui forment un bosquet plus dense en haut de pente. Il héberge encore un cortège floristique assez typé et une station d'Aster amelle (ou Marguerite de la Saint Michel), petite marguerite violette protégée.

#### **▪ ZNIEFF TYPE II «ENSEMBLE FONCTIONNEL DE LA RIVIERE ARVE ET DE SES ANNEXES» (N°7415)**

Cette zone naturelle intègre l'ensemble fonctionnel formé par le cours moyen de l'Arve entre la Plaine de Sallanches et l'agglomération genevoise, ainsi que la plus grande partie de son principal affluent : le Giffre. Elle inclut leurs annexes fluviales et les zones humides voisines.

En dépit des aménagements hydrauliques de grande ampleur réalisés, notamment sur l'Arve (endiguements...), ainsi que des modifications induites par l'extraction des matériaux alluvionnaires, l'ensemble conserve un grand intérêt naturaliste, avec une juxtaposition de biotopes humides d'eau courante ou stagnante (vasières, "flages" graveleux, anciennes gravières...) ou beaucoup plus secs sur les terrasses latérales. Le Giffre conserve par ailleurs un caractère torrentiel affirmé, avec un « espace de liberté » important, favorisant le maintien d'un large cordon de forêts alluviales.



Outre plusieurs types d'habitats remarquables (eaux oligotrophes pauvres en calcaire...), on observe ici une flore très représentative de certains cours d'eau alpins torrentiels (Saulx faux daphné et surtout Petite Massette, espèce en forte régression à l'échelle européenne et pour laquelle cet ensemble demeure un bastion important...), des terrasses alluviales sèches (Aster amelle, Erythrée élégante, Fétuque du Valais, Orchis punaise...), ou des zones humides et plans d'eau (Inule de Suisse, Germandrée des marais, Pesse d'eau, Grande Naïade...).

La faune est très caractéristique qu'il s'agisse des poissons (Brochet, Ombre commun...) des mammifères (Castor d'Europe, Putois, Crossopes aquatique et de Miller, chiroptères...), des oiseaux (ardéidés, Chevalier guignette, Harle bièvre, anatidés nicheurs ou stationnant, fauvettes aquatiques...) ou des batraciens (crapaud Sonneur à ventre jaune...). L'ensemble se caractérise également par une très grande richesse en libellules.

Le zonage de type II souligne les multiples interactions existant au sein de ce réseau fluvial, dont les tronçons abritant les habitats ou les espèces les plus remarquables sont retranscrits par une très forte proportion de zones de type I (rives et anciennes gravières, marais, versants ou prairies sèches...).

En termes de fonctionnalités naturelles, l'ensemble exerce tout à la fois des fonctions de régulation hydraulique (champs naturels d'expansion des crues) et de protection de la ressource en eau. Il constitue un corridor écologique pour la faune (Castor d'Europe, Ombre commun...) et même la flore colonisant les secteurs alluviaux (Petite Massette), ainsi qu'une zone d'échange avec le fleuve Rhône à l'aval.

Il joue également un rôle de zone de passage, d'étape migratoire, de zone de stationnement, mais aussi de zone de reproduction pour certaines espèces (frayères à Brochet...), dont celles précédemment citées. Il souligne enfin le bon état de conservation de certains secteurs, en rapport avec le maintien de quelques populations d'Ecrevisse à pattes blanches, espèce réputée pour sa sensibilité particulière vis à vis de la qualité du milieu. Cette écrevisse indigène est devenue rare dans la région, tout spécialement à l'est de la vallée du Rhône.

L'ensemble présente par ailleurs un intérêt géomorphologique (morphodynamique torrentielle...), récréatif et pédagogique, d'autant plus qu'il avoisine (surtout à l'aval) des secteurs densément urbanisés.

### **1.2.2 - Inventaire départemental des zones humides (inventaire DDT 74)**

L'inventaire départemental des zones humides de la Haute-Savoie est réalisé et mis à jour régulièrement par ASTERS. Les données d'inventaire exploitées dans cet état initial sont issues d'une mise à jour de Mars 2011.

Au total, 3 zones humides sont inscrites à cet inventaire sur le territoire communal.

De nombreux types de milieux sont présents sur ces zones humides :

- Bas-marais alcalins (CB 54.2),
- Prairies humides oligotrophes (CB 37.3),
- Roselières (CB 53.1),
- Phragmitaies (CB 53.11),
- Bords de graviers végétalisés (CB 24.22),
- Bords de sable riverains pourvus de végétation (CB 24.32),
- Ruisselets (CB 24.11),
- Végétations enracinées immergées (CB 22.42),
- Bois de Frênes et d'Aulnes des rivières à eaux lentes (CB 44.33),
- Forêts de frênes et d'aulnes des fleuves médio-européens (CB 44.3)...

...qui remplissent des fonctions variées :

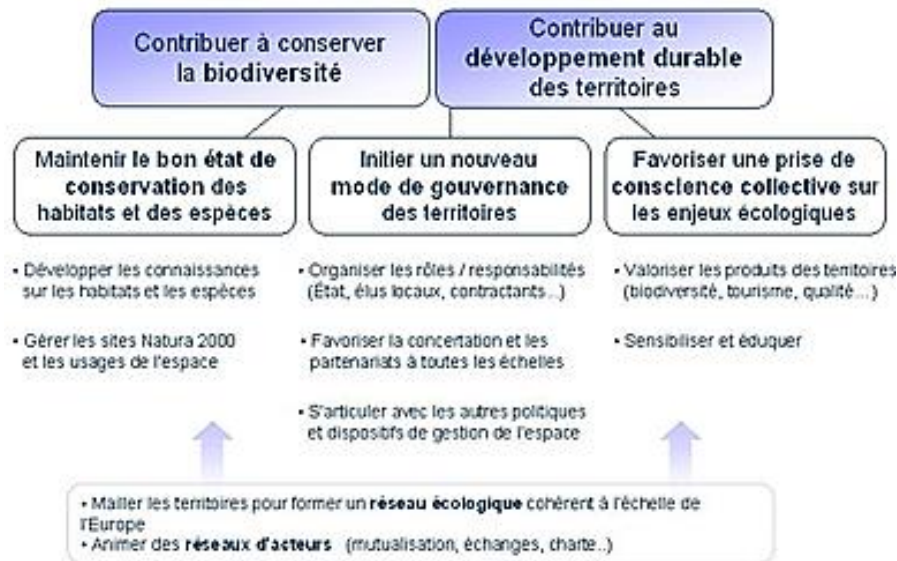
Régulation hydraulique : soutien naturel d'étiage (alimentation, recharge, protection des nappes phréatiques), ralentissement du ruissellement, expansion naturelle des crues (contrôle, écrêtement des crues, stockage des eaux de crues),

- Production biologique (pâturage, sylviculture, pêche, chasse...),
- Habitat/Source de nourriture pour les populations animales et végétales,
- Valeur récréative,
- Intérêt paysager...

### 1.2.3 - Natura 2000

Depuis 1992, l'Europe s'est lancée dans un ambitieux réseau de sites écologiques appelé Natura 2000. Cette démarche est née de la volonté de maintenir la biodiversité biologique du continent européen tout en tenant compte des activités sociales, économiques, culturelles et régionales présentes sur les sites désignés.

#### Les objectifs de Natura 2000



Pour réaliser ce réseau écologique, les États membres se basent sur les deux textes fondateurs que sont la Directive « Oiseaux » de 1979 (les zones de protection spéciale – ZPS) et la Directive « Habitats Faune Flore » de 1992 (les zones spéciales de conservation – ZSC).

La Directive « Oiseaux » a été créée en vue de la conservation de 181 espèces et sous-espèces d'oiseaux menacées en Europe.

La Directive « Habitat Faune Flore » vise la conservation des espèces de faune et de flore sauvages ainsi que leurs habitats naturels. Ces Directives établissent la base réglementaire du réseau Natura 2000.

Une fois désigné, un comité de pilotage (COPIL) regroupant les acteurs locaux et institutionnels du territoire est constitué. Sous l'égide de ce comité est alors élaboré un document d'objectif (DOCOB). Le DOCOB est le document de référence servant à définir les mesures de gestion adéquates à mettre en œuvre en vue de la préservation du site Natura 2000 et de son intégration dans le tissu socio-économique local. Cette démarche donne alors lieu à une gestion contractuelle et volontaire du site Natura 2000 se traduisant par la signature de contrats de gestion et/ou de la Charte Natura 2000.

La commune d'Arthaz-Pont-Notre-Dame est concernée par le nouveau périmètre du site Natura 2000 n°FR8201715 / H24 « Vallée de l'Arve ». Ce site a été désigné comme zone spéciale de conservation par l'arrêté du 22/08/2006 au titre de la directive européenne 92/43/CEE Habitats faune-flore.

Recouvrant une partie de l'Arve et de ses abords, ce site Natura 2000 recouvre une superficie de 800 hectares. Il protège des milieux essentiels à certaines espèces. La majeure partie des milieux présents est une forêt alluviale, accompagnée de plages caillouteuses, de marais, de pelouses sèches au niveau des terrasses.

La désignation en site Natura 2000 se justifie par la présence d'habitats naturels et d'espèces d'intérêt communautaire (voir tableau ci-dessous).

**Tableau 2 : Habitats naturels et espèce végétale d'intérêt communautaire justifiant de la désignation en site Natura 2000 de la vallée de l'Arve**

Habitats naturels	Espèce végétale
Forêts alluviales à <i>Alnus glutinosa</i> et <i>Fraxinus excelsior</i> (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae)*	<b>Invertébrés</b>
Rivières alpines avec végétation ripicole ligneuse à <i>Salix elaeagnos</i>	Écaille chinée ( <i>Callimorpha quadripunctaria</i> )*
Tourbières basses alcalines	<b>Mammifères</b>
Lacs eutrophes naturels avec végétation du <i>agnopotamion</i> ou <i>Hydrocharition</i>	Castor d'Europe ( <i>Castor fiber</i> )
Rivières alpines avec végétation ripicole herbacée Eaux stagnantes, oligotrophes à mésotrophes avec végétation du <i>Littorelletea uniflorae</i> et/ou du <i>Isoëto-Nanojuncetea</i>	<b>Poissons</b>
Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du <i>Ranunculion fluitantis</i> et du <i>Callitricho-Batrachion</i>	Blageon ( <i>Leuciscus souffia</i> )
Rivières avec berges vaseuses avec végétation du <i>Chenopodion rubri</i> p.p. et du <i>Bidention</i> p.p.	Chabot ( <i>Cottus gobio</i> )
Eaux oligo-mésotrophes calcaires avec végétation benthique à <i>Chara</i> spp.	

\* habitats ou espèces en danger de disparition sur le territoire européen des États membres et pour la conservation desquels l'Union européenne porte une responsabilité particulière.

### 1.3 - DYNAMIQUE ECOLOGIQUE

La dynamique écologique d'un territoire s'apprécie au regard de la fonctionnalité de ses réseaux écologiques.

Un réseau écologique se compose :

- **De continuums écologiques comprenant des zones nodales et des zones d'extension :**

Les zones nodales (ou réservoirs de biodiversité) sont formées par un habitat ou un ensemble d'habitats dont la superficie et les ressources permettent l'accomplissement du cycle biologique d'un individu (alimentation, reproduction, survie). Elles constituent le point de départ d'un continuum et ont un rôle de zone « refuge ».

Les zones d'extension sont les espaces de déplacement des espèces en dehors des zones nodales. Elles sont composées de milieux plus ou moins dégradés et plus ou moins facilement franchissables.

Il est possible de distinguer les continuums terrestres (continuums forestiers, continuum des zones agricoles extensives et des lisières, continuums des landes et pelouses subalpines...) et le continuum aquatique (cours d'eau et zones humides). Chaque continuum peut être rapporté aux déplacements habituels d'espèces animales emblématiques (ex : le continuum forestier a pour espèces emblématiques le sanglier et le chevreuil).

- **De corridors écologiques :**

Il s'agit des liaisons fonctionnelles entre deux écosystèmes ou deux habitats favorables à une espèce permettant sa dispersion et sa migration (pour la reproduction, le nourrissage, le repos, la migration...).

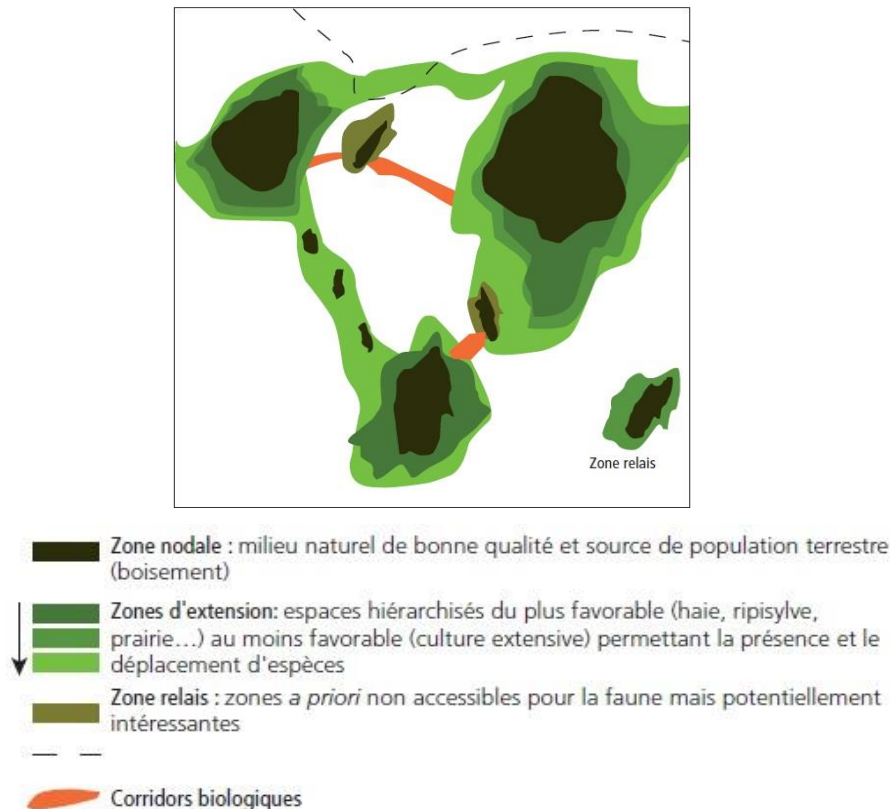
C'est un espace linéaire qui facilite le déplacement, le franchissement d'obstacle et met en communication une série de lieux. Il peut être continu ou discontinu, naturel ou artificiel. Ces espaces assurent ou restaurent les flux d'individus et donc la circulation de gènes (animaux, végétaux) d'une (sous) population à l'autre. Les corridors écologiques sont donc vitaux pour la survie des espèces et leur évolution adaptative.



### ▪ De zones relais :

Ce sont des zones d'extension non contiguës à une zone nodale. De taille restreinte, elles présentent des potentialités de repos ou de refuge lors de déplacement hors d'un continuum.

**Figure 2 : Schéma de principe d'un réseau écologique (source Réseau Écologique Rhône-Alpes)**



Des documents cadres sur la dynamique écologique ont été élaborés à différentes échelles d'intégration territoriale. Il s'agit de les prendre en considération dans la démarche d'élaboration du PLU.

### 1.3.1 - Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) de la Région Rhône-Alpes

En Rhône-Alpes, au regard de l'évidence d'une fragmentation écologique croissante, la prise de conscience de l'enjeu de connaître et d'agir s'est faite et formalisée dès les années 90. Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique en résulte et donne une première approche globale de l'état écologique à l'échelle régionale et plus locale.

Le SRCE est élaboré conjointement par la DREAL et la Région Rhône-Alpes, avec l'assistance technique du réseau des agences d'urbanisme de Rhône-Alpes (URBA3).

Après deux années de travail partenarial, le projet de schéma régional de cohérence écologique (SRCE) de Rhône-Alpes a été approuvé le 19 juin 2014.

Il se compose :

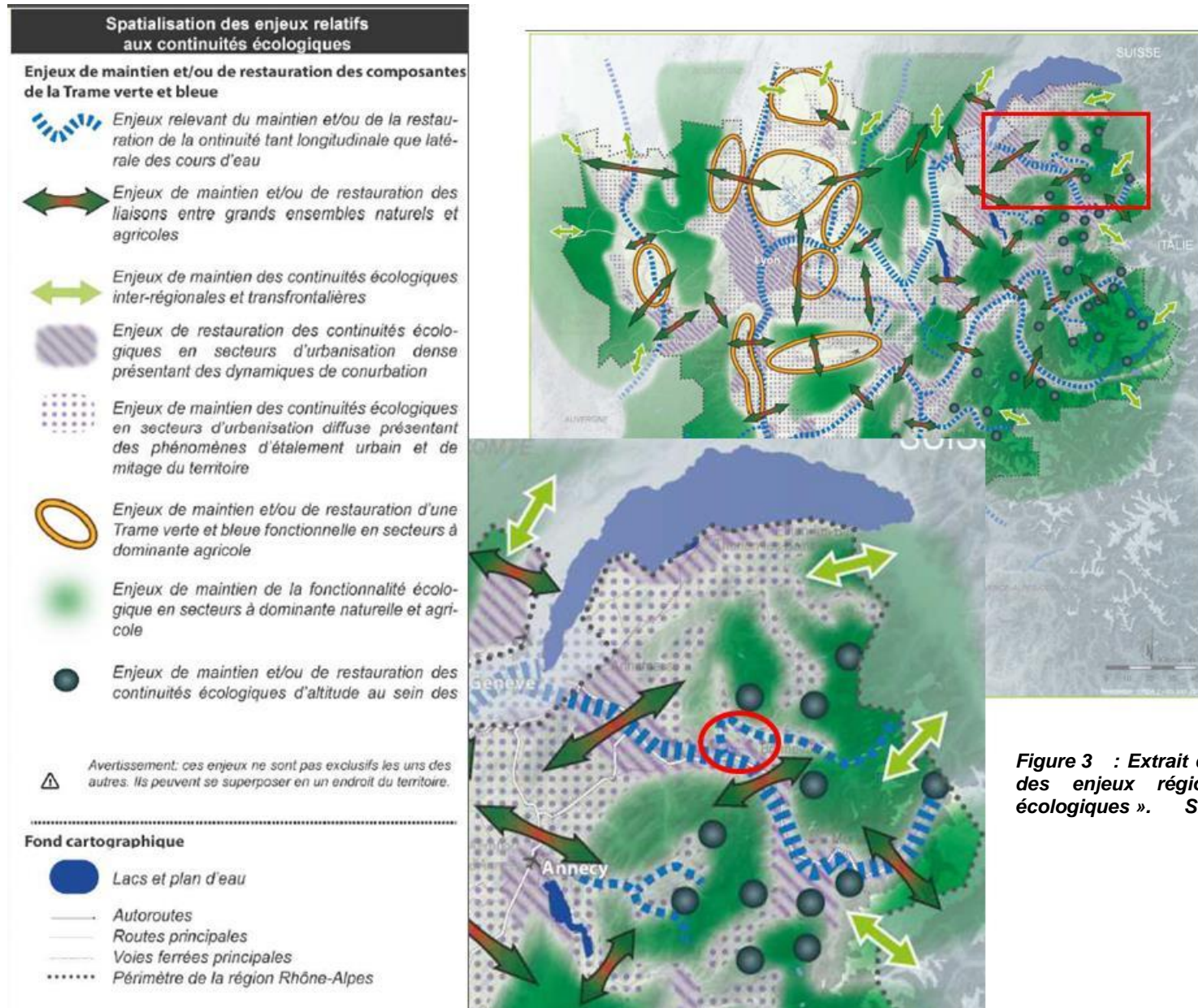
- d'un rapport écrit constitué des volets diagnostic, enjeux régionaux relatifs aux continuités écologiques, composantes de la Trame Verte et Bleue et plan d'actions doté de 7 orientations;
- d'un document regroupant les annexes du SRCE;
- d'un atlas cartographique au 1/100 000ème en 62 planches (APND planche B06).

Les enjeux régionaux relatifs à la préservation et à la remise en bon état des continuités écologiques ont été cartographiés.

Ils traduisent les atouts du territoire régional en termes de continuités écologiques et les menaces qui pèsent sur celles-ci.

Dans le secteur d'Arthaz, divers enjeux ont été identifiés d'après la carte de spatialisation des enjeux relatifs aux continuités écologiques :

- Maintien et/ou de restauration de la continuité longitudinale et latérale des cours d'eau.
- Maintien des continuités écologiques en secteurs d'urbanisation diffuse.

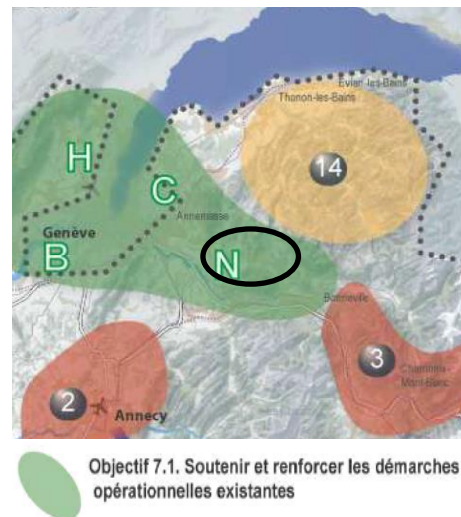


En cohérence avec l'identification et la spatialisation des enjeux régionaux relatifs aux continuités écologiques, des secteurs prioritaires d'intervention ont été identifiés et inscrits au plan d'actions du SRCE. Ces secteurs sont reconnus au regard du cumul d'enjeux qui leur est associé : étalement urbain et artificialisation des sols, impact des infrastructures sur la fragmentation de la TVB, impact sur la trame bleue, accompagnement des pratiques agricoles et forestières.

Au sein de ces secteurs prioritaires d'intervention, l'objectif est alors de renforcer ou de faire émerger des territoires de projets selon 3 types de catégories :

- Des secteurs présentant des démarches opérationnelles déjà en cours (les contrats de territoires « corridors biologiques ») qu'il s'agit de soutenir et renforcer en priorité ;
- Des secteurs où des démarches opérationnelles de remise en bon état des continuités écologiques sont à faire émerger prioritairement ;
- Des secteurs où une vigilance particulière doit être apportée vis-à-vis de la préservation et/ou de la remise en bon état des continuités écologiques. Il s'agit de veiller notamment à la qualité de la gouvernance locale sur ce sujet et à accompagner des acteurs, particulièrement lors des démarches de planification.

D'après la cartographie des secteurs prioritaires d'intervention du SRCE, la commune d'Arthaz se situe entre le secteur N correspondant à l'interface entre Salève et Voiron. Elle est ainsi concernée par les objectifs 7.1 « Soutenir les démarches opérationnelles existantes » avec le Contrat de corridor Franco-valdo-genevois.



**Figure 4 : Extrait de la cartographie « Secteurs prioritaires d'intervention, SRCE Rhône-Alpes »**

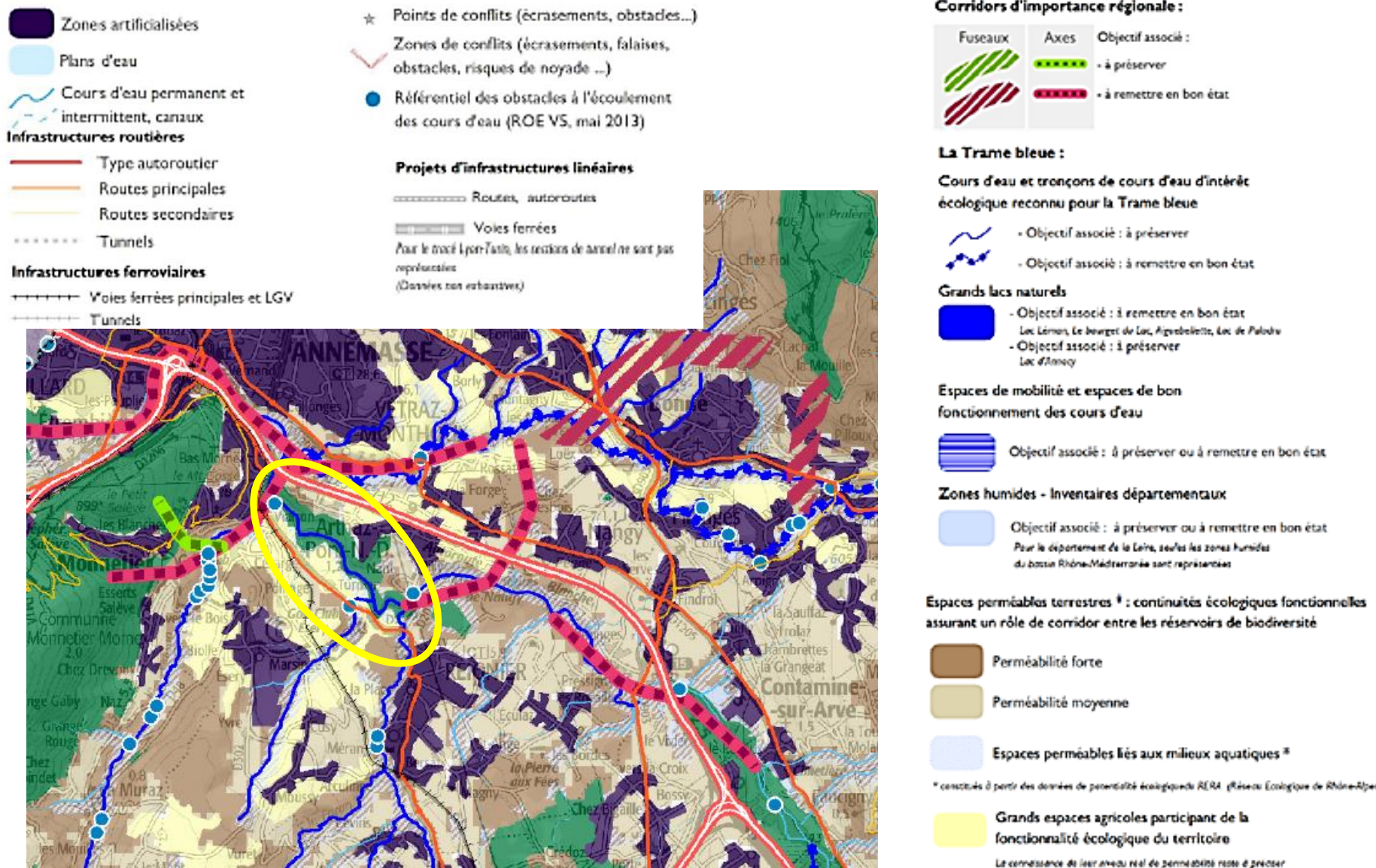
La cartographie suivante représente les composantes associées à la Trame verte et bleue sur la commune d'Arthaz-Pont-Notre-Dame et des communes voisines.

Une partie du territoire communal est cartographiée en tant que réservoirs de biodiversité, qu'il faut de préserver ou remettre en état (l'Arve). Ces réservoirs de biodiversité correspondent à des espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement. Ils ont été identifiés sur la base de périmètres de sites existants d'intérêt patrimonial reconnu du point de vue écologique et partagé par la communauté scientifique et les acteurs locaux.

Des espaces terrestres à perméabilité forte ou moyenne sont localisés sur la commune. Ces espaces perméables permettent d'assurer la cohérence de la Trame verte et bleue, en complément des corridors écologiques, en traduisant l'idée de connectivité globale du territoire. Ils sont constitués par une nature dite « ordinaire » mais indispensable au fonctionnement écologique du territoire régional. Il s'agit principalement sur la commune d'espaces terrestres à dominantes agricole et forestière. Les espaces perméables constituent des espaces de vigilance, jouant un rôle de corridors permettant de mettre en lien des réservoirs de biodiversité. L'enjeu pour le SRCE est d'assurer dans la durée le maintien de leur fonctionnalité.



Figure 5 : Extrait de la cartographie « Trame verte et bleue régionale ». SRCE Rhône-Alpes



### 1.3.2 - Le Contrat de corridors du projet d'agglomération Franco-valdo-genevois

Les contrats de corridors ont été créés en juillet 2006 par la Région Rhône-Alpes entre partenaires privés, collectivités et associations, afin de répondre aux objectifs de maintien, de restauration des corridors biologiques et de préservation de la biodiversité.

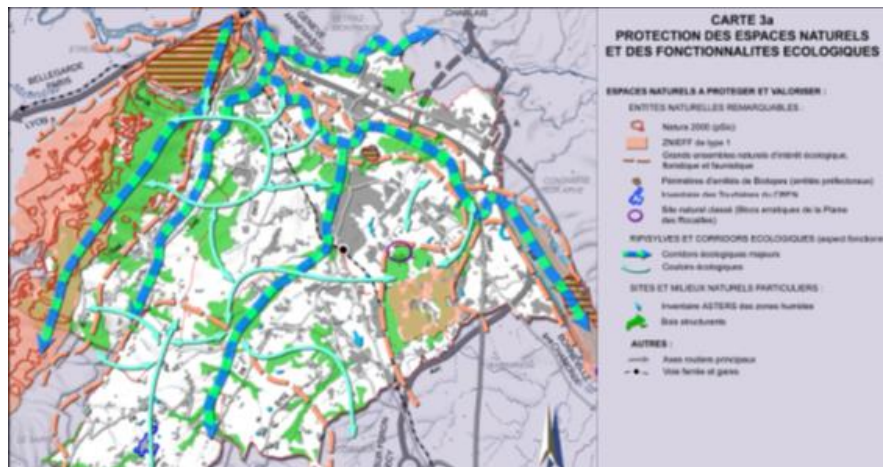
Sur le bassin franco-valdo-genevois, plusieurs secteurs géographiques ont été jugés prioritaires par rapport au développement de l'urbanisation et ont fait l'objet d'études de base dès 2009. La carte « dynamique écologique » présentée plus loin reprend notamment les éléments issus de ces études préalables.

La commune d'Arthaz fait partie du secteur « Salève-Voirons », actuellement en cours d'élaboration (signature programmée pour fin 2015). Elle représente un véritable enjeu en raison de l'urbanisation qui se développe autour de l'A40.

### 1.3.3 - Le SCoT Arve et Salève

Le SCoT Arve et Salève met en avant dans ces différents documents l'importance des cours d'eau pour la dynamique écologique du territoire. Sur le territoire de la commune d'Arthaz, le SCoT identifie également l'A40 comme une barrière difficilement franchissable.

Figure 6 : Carte 3a du DOG du SCoT Arve et Salève



Le document d'orientation général (DOG) identifie et localise les principales continuités biologiques à préserver par les documents locaux d'urbanisme

### 1.3.4 - La dynamique écologique sur la commune

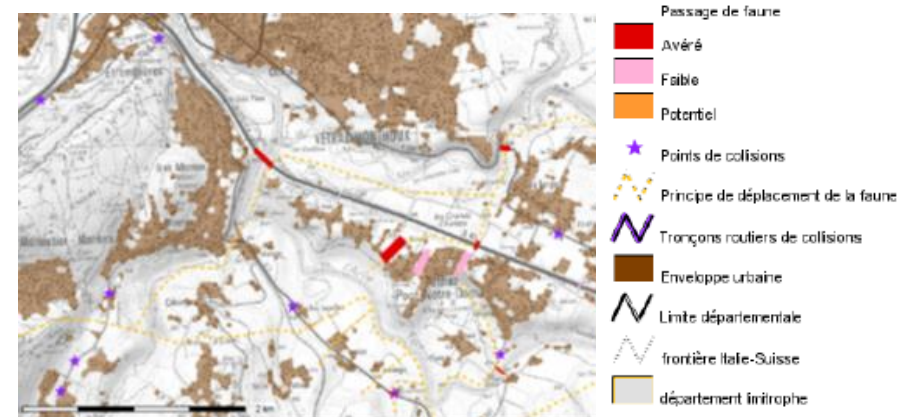
De par son positionnement géographique, Arthaz-Pont-Notre-Dame occupe une place stratégique entre le Salève et les Voirons.

Les réservoirs de biodiversité sont représentés par le réseau hydrographique et notamment ses 2 principaux cours d'eau : l'Arve et la Menoge. Les zones humides associées à ces rivières forment un continuum écologique de milieux aquatiques/humides bien développé et très important à l'échelle communale et au-delà. Ces continuités permettent le déplacement de la faune sans trop de contraintes.

Le reste des milieux naturels du territoire (milieux agricoles, des prairies et des petits boisements) forment le réseau de nature ordinaire de la commune. Ces milieux sont le support de déplacement de la faune, mais ils sont plus contraignants, du fait de leur positionnement entre les zones urbanisées et aux abords des grands axes de circulation (autour et routes départementales).

Les déplacements de faune ont été étudiés par la DDT de Haute-Savoie et la fédération de chasse. La carte ci-dessous présente les axes de déplacement de la faune sur la commune d'Arthaz.

Figure 7 : Extrait de l'étude réalisée par la DDT74 sur les déplacements de la faune





Toutes les études citées avant, associées à une visite de terrain ont conduit à l'élaboration de la carte de la dynamique écologique sur le territoire communal, présentée ci-dessous.

Les éléments important à retenir sont :

- **La présence de passages à faune fonctionnels sous l'autoroute, à la hauteur du chef-lieu et vers la limite communale avec Nangy.**



**Photo 1 : Les passages sous autoroutes – à gauche vers le chef-lieu, à droite vers Nangy.**

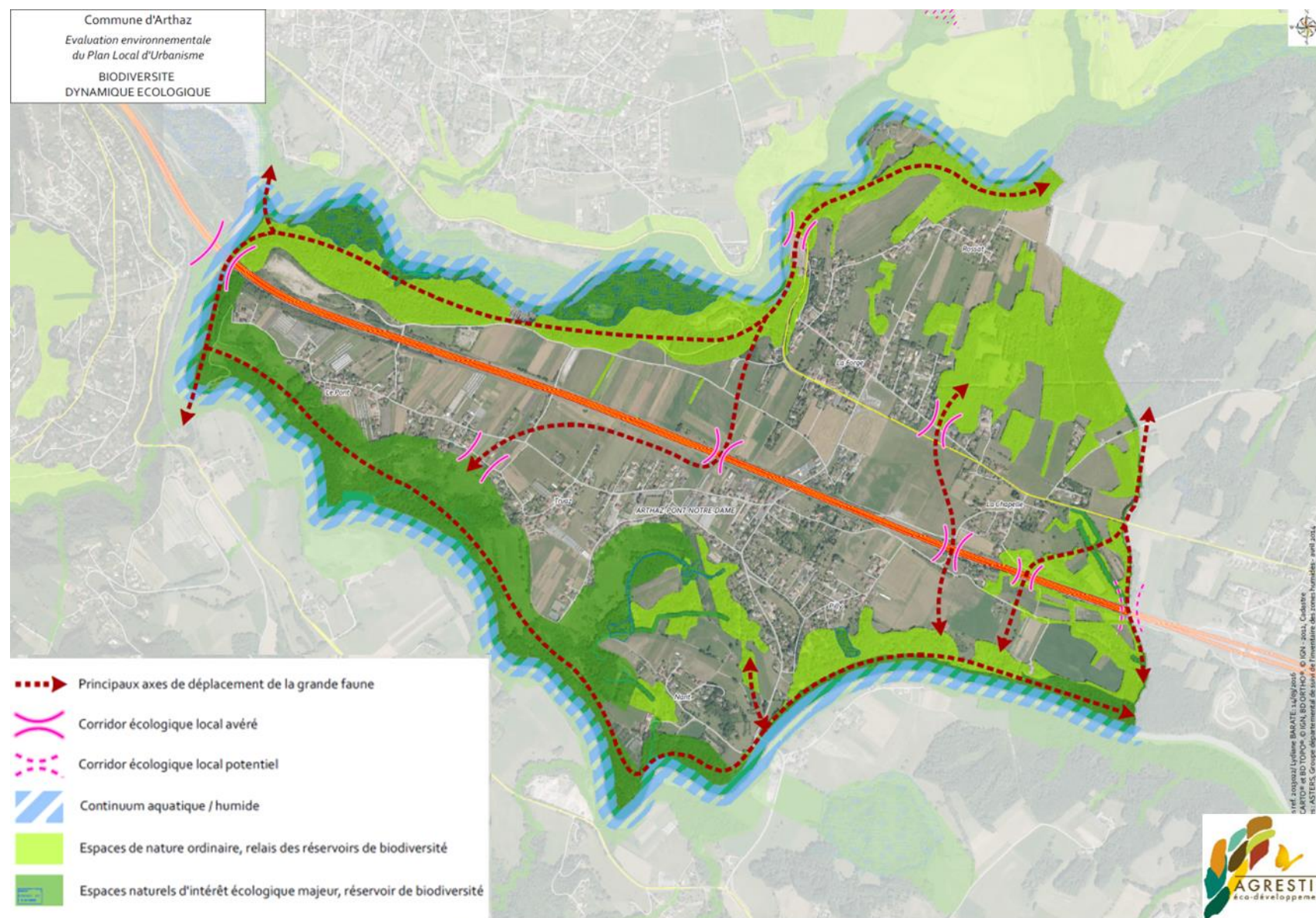
- **Une zone de passage important de la faune est relevée sur la RD1205 vers Nangy et signalisée par un panneau.**



**Photo 2 : Les espaces agricoles et boisés vers la limite communale avec Nangy, support de déplacements de la faune entre Salève et Voiron.**

L'espace urbanisé et les voies routières contraignent donc fortement le déplacement de la faune (malgré la présence de passages à faune ponctuels).



**Dynamique écologique**

## **1.4 - CONCLUSION**

Le territoire de Arthaz-Pont-Notre-Dame présente une richesse en habitats naturels et notamment humides qui abritent une biodiversité variée. La dynamique écologique est fortement contrainte, principalement par l'autoroute qui traverse le territoire communal sur toute sa longueur. L'urbanisation contraint également le réseau écologique, et il importe donc que les futurs projets de développement d'Arthaz-Pont-Notre-Dame tiennent compte des enjeux identifiés sous peine de voir la valeur écologique du territoire communal s'appauvrir dans l'avenir.

### **1.4.1 - Atouts/Faiblesses**

<b>Atouts</b>	<b>Faiblesses</b>
Des milieux patrimoniaux reconnus.	Des obstacles au déplacement de la faune bien présents sur le territoire.
Des continuums importants associés aux cours d'eau et leurs ripisylves.	Une urbanisation qui s'est étalée par le passé.
Des milieux de nature ordinaires en extension des réservoirs de biodiversité	

### **1.4.2 - Enjeux**

Préserver

- Les espaces naturels riches en biodiversité pour leur rôle biologique :
- Les zones humides.
- Les cours d'eau de la commune et leurs boisements associés.
- La trame agricole à caractère bocager comme habitat et comme support des déplacements de la faune.

Maîtriser l'enveloppe actuelle de l'urbanisation.

## 2 – PAYSAGES

### 2.0 – PREAMBULE.

Pourquoi une approche "sensible" du territoire ?

▪ **Parce que le paysage est un système vivant :**

Le paysage est cette première "peau" qui permet de lire un territoire.

Ce dessus visible permet ensuite, comme un livre à feuilleter, de voir ce qui était avant et de deviner ce que ce pays peut devenir.

▪ **Parce que le paysage évolue par et pour l'homme :**

Objet de décor et de contemplation, le paysage est devenu aujourd'hui un objet de consommation, un enjeu parfois autant économique qu'identitaire.

Si le paysage existait avant l'homme, il ne peut être aménagé que par et pour l'homme. De ce fait, le paysage constitue aujourd'hui :

- l'instrument privilégié de valorisation d'un territoire, en termes d'aménagement, de développement, de protection ou de reconquête.
- un enjeu dont la prise en compte est prônée par l'État.

▪ **Pour tenter de construire une "vision collective" du territoire :**

Une vision lisible par le plus grand nombre, car s'appuyant sur des "motifs paysagers" et des "émotions paysagères" facile à appréhender.

Cette vision commune facilitera la définition des enjeux liés au cadre de vie.

La perception d'un même territoire par chacun d'entre nous et la multiplicité des représentations paysagères qui en découlent, montrent à quel point ce domaine est subjectif ... et aussi, l'affaire de tous.

### 2.1- CONTEXTE SITOLOGIQUE.

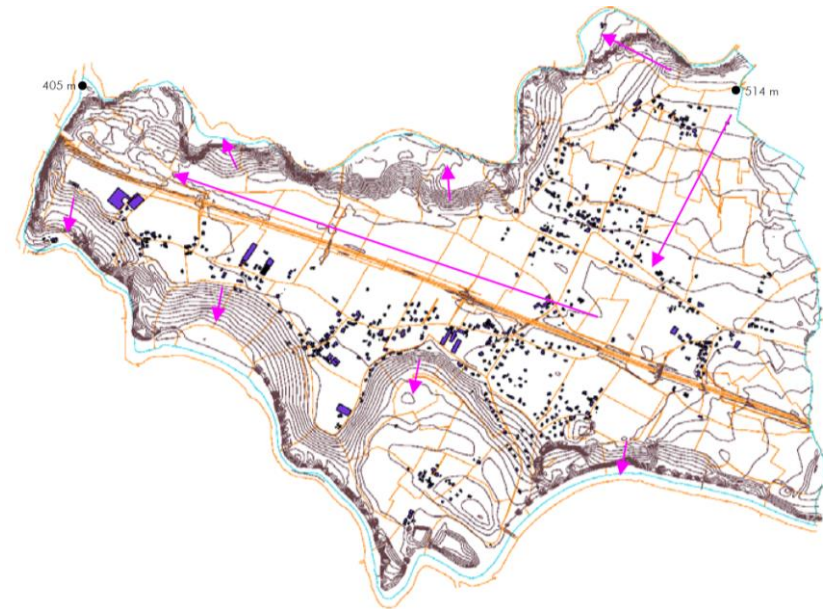
▪ **Éléments topographiques :**

Le socle du territoire : un modelé déterminant qui influe sur l'occupation humaine avec une presque île triangulaire délimitée par l'Arve et la Menoge, distinguant :

- une terrasse centrale (située à environ 475m d'altitude), en légère plongée depuis la Rossat (508m), encadrée des versants abrupts d'une soixantaine de mètres (418m au Pont Neuf),
- et la plaine du Nant, localisée légèrement en contre-bas.

Située sur la rive droite de l'Arve, en aval de la cluse de Bonneville qui, selon les géographes, se termine à Contamine, Arthaz Pont-Notre-Dame appartient à une petite unité territoriale la Basse-Arve.

La commune est traversée dans son sens Est-Ouest par l'autoroute A40 et la RD 1205, ce qui induit des effets de coupures entre le Chef-lieu et les hameaux notamment de La Forge et de La Chapelle.





### ■ Climatologie

Le climat d'Arthaz Pont-Notre-Dame est de type préalpin tempéré, faisant transition avec les conditions plus sévères des Alpes et du Jura.

Le vent dominant est un vent de Nord, "la Bise", qui s'écoule avec violence entre le Salève et les massifs des Voirons et des collines du Faucigny. Des contrastes locaux de température (avec une moyenne de 9,6° sur l'année), surtout l'été, entre le Léman et son encadrement montagneux, engendrent des vents à court rayon, comme le Môlan, courant d'Est descendant du Môle ou le "vent de la meuraison" ou "vent murieux", souffle chaud qui accélère la maturation des céréales.

Les précipitations apportées essentiellement par les vents du sud-ouest, tombent entre 120 et 150 jours par an. Le régime pluviométrique montre un maximum en été (à dominante de pluies orageuses), un minimum en janvier-février et un minimum secondaire en juillet, où la pluviosité fléchit brusquement. Ces traits sont caractéristiques d'un régime de transition, marqué par le jeu de trois influences fondamentales : océanique (avec des pluies d'automne), méditerranéenne (avec des pluies de printemps) et continentale (avec un maximum en été).

### ■ Géologie :

En dépit de son aspect régulier, le plateau d'Arthaz Pont-Notre-Dame et ses bordures sont un ensemble géologique complexe dont le relief est le résultat des grandes glaciations quaternaires et de la période post-glaciaire, dans laquelle nous nous trouvons actuellement.

Il en résulte une différence entre la valeur agricole des sols, très fertiles, légers et perméables sur le plateau d'Arthaz Pont-Notre-Dame et beaucoup plus argileux, froids et grossiers sur le versant La Forge-Rossat-Loëx.

En effet, il est possible de distinguer :

- la partie centrale, qui est le plateau qui porte le Chef-lieu de la commune et les hameaux de Pilly, Truaz et du Pont. Il s'agit d'une surface très régulière, sensiblement horizontale. Le plateau comprend, en surface, des graviers et du limon gris, avec des lits sableux et légèrement argileux, dont l'épaisseur augmente vers l'ouest.

Au-dessus de cette première couche graveleuse et limoneuse, la terrasse comprend des argiles à blocs gris-beige et gris-bleu, emballant des blocs et des galets et quelques lits sableux.

- les bordures de la terrasse, grossièrement délimitées par l'ancienne route menant du château de Baudry au hameau de La Forge, qui se raccordent au plateau principal en pente douce. Une partie des matériaux a été apportée par un chenal fluvio-glaciaire issu du glacier du Rhône. Sur ces bordures, les sables et les limons fins sont plus minces que dans la plaine et on arrive beaucoup plus vite à l'argile semée de blocs, compacte et imperméable.

### ■ Le couvert végétal

Les principaux espaces boisés sont localisés au niveau des secteurs de coteaux, logiquement peu perceptibles depuis le territoire communal, mais également en partie Est, où l'on distingue les Bois des Taillis.



Ils s'inscrivent majoritairement dans le prolongement des ripisylves associées au cours d'eau.

La trame boisée secondaire est composée d'éléments plus modestes (bouquets d'arbres, bosquets), localisés essentiellement à proximité ou en interstice des secteurs d'habitation de la Forge et de Pilly.



A noter la présence encore de quelques vergers, notamment au niveau du hameau du Nant



La commune est fortement marquée par la présence de l'activité agricole, qui fait partie intégrante de son identité et contribue à la qualité du cadre de vie.

Les champs cultivés et les prairies fauchées ou pâturées dominent, alternant en partie Sud et Nord-Ouest avec les jardins maraîchers.



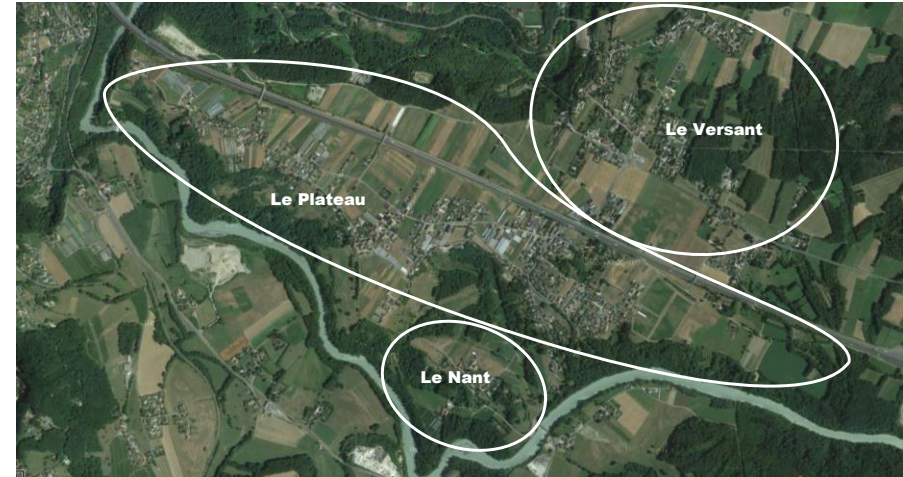
## **2.2- LES ENTITES PAYSAGERES.**

Elles résultent de la combinaison entre la morphologie du site, la présence de l'infrastructure autoroutière, les modes d'occupation traditionnelle ...

... et l'occupation récente, avec une logique plus résidentielle, en rupture avec les logiques d'occupation anciennes

Il en résulte des limites de plus en plus floues entre l'urbain et le non-urbain avec une réduction progressive des coupures paysagères.

Trois entités paysagères peuvent être ainsi distinguées : le Plateau central, Le Versant et le secteur du Nant.



### ▪ **Le versant (avec les hameaux de la Forge, Rossat et la Chapelle) :**

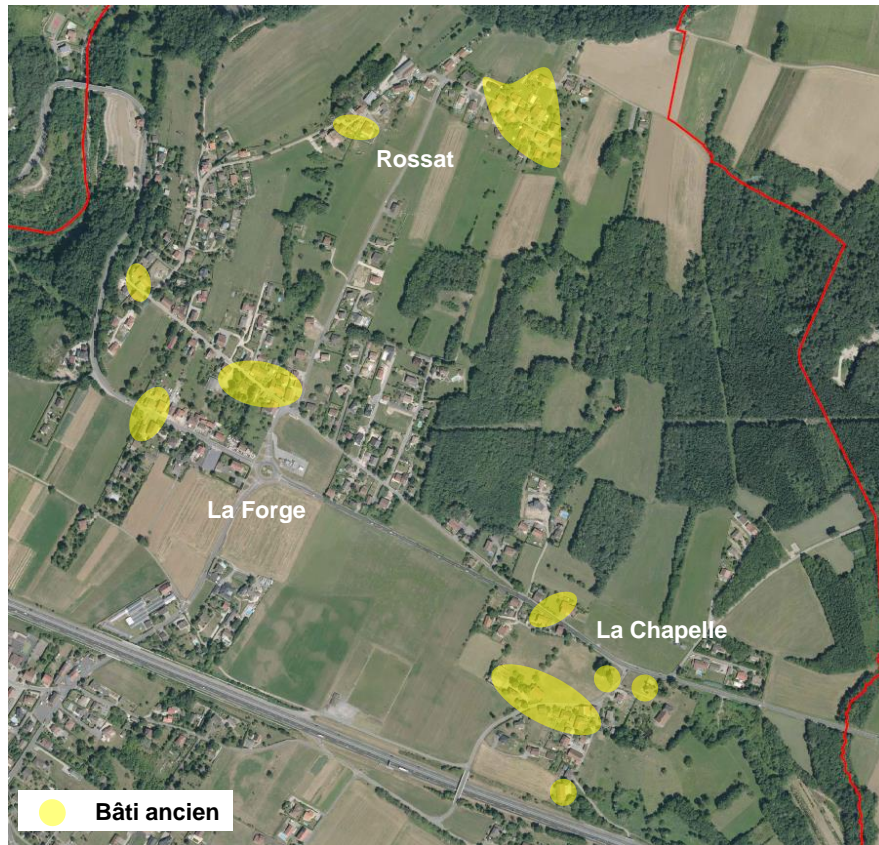
A l'origine les groupements bâtis étaient majoritairement denses et ordonnancés, implantées principalement en bordure de voie ou ouvert sur le domaine public.



L'urbanisation de plus en plus lâche en s'éloignant des cœurs historiques de hameaux, se développe vers l'amont et le long des voies.



Il en résulte une distinction de moins en moins évidente entre les trois entités historiques de la Forge, Rossat et la Chapelle.



Les constructions récentes qui se sont développées sont souvent en rupture avec le bâti traditionnel tant dans leur implantation que dans le traitement des abords.



Au niveau du hameau de la Chapelle, l'empreinte de la forêt et du bâti vernaculaire en bordure et en arrière de la RD1205 reste forte et valorisante.



- La terrasse (distinguait le secteur du centre-village avec celui de Truaz Nord jusqu'au Pont) :





Le cœur de **hameau du Pont** a conservé son identité mais le bâti s'égrène le long des voies, caractérisé par une forte consommation d'espace.



Les percées visuelles sur les espaces agricoles se raréfient, du fait de la présence des constructions mais aussi d'une tendance marquée au cloisonnement.

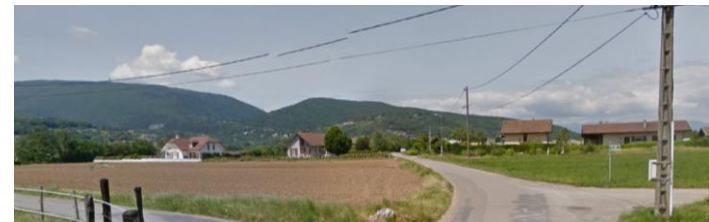
Le cœur de **hameau de Truaz** est clairement identifiable en son sein...



...mais masqué depuis la route de Notre-Dame du fait des constructions qui se sont établies à l'arrière du groupement bâti traditionnel, qui progressivement entament l'espace agricole.



Entre le secteur du Pont et le hameau de Truaz, des constructions se sont implantées en totale discontinuité des enveloppes urbanisées, pouvant s'assimiler à du "mitage".





### Le centre-village :

L'urbanisation récente s'est logiquement développée de part et d'autre du centre-village d'Arthaz, qui héberge les principaux équipements, commerces et services de la commune...

... les secteurs de Pilly et le hameau de Truaz (en partie) pouvant aujourd'hui être associés au centre-village.



Ainsi, il conviendra de veiller à la préservation de la coupure verte qui distingue encore Truaz Nord du centre-village afin de renforcer sa lisibilité.



Pilly est un secteur résidentiel cloisonné, qui offre une impression de lotissement, du fait notamment des nombreuses voies de desserte créées.



Les constructions récentes tendent à se rejoindre en partie Nord-Est, enfermant progressivement l'espace agricole situé au cœur du secteur.





Entre la Mairie et l'église, les constructions sont plus éparées, du fait notamment de la présence d'exploitations maraîchères...

... qui constitue une contrainte spatiale, dans l'objectif de confortement du centre-village, considéré comme l'espace privilégié de développement, à terme, de l'urbanisation.



La traverse du Chef-lieu est ainsi marquée par la présence des serres ...



... mais aussi par les réseaux aériens, après la salle communale, et les espaces de stationnement, dont certains mériteraient un traitement paysager.



De part et d'autre de l'autoroute, les espaces agricole, sont bordés en partie nord par des boisements.

A noter la présence d'un site de stockage du sel propriété de l'APRR, ainsi que d'un ancien site de concassage des déchets du BTP.





▪ **Le Nant :**

Peu perceptible du fait de la topographie, l'urbanisation s'est développée en étoile le long des voies, caractérisée par une consommation spatiale relativement importante.



**2.3- LE CADRE BATI.**

▪ **Les structures d'origine :**

**Les hameaux anciens** sont relativement nombreux. De dimensions variables, ils ont une identité rurale encore affirmée, mais fragilisée par l'urbanisation récente et les exemples plus ou moins réussis de restauration.

Ces entités sont reconnaissables par :

- La volumétrie des bâtiments qui la composent.
- Leur implantation resserrée, souvent contiguës, en bord de voie ou ouvert sur la rue.
- Une prédominance de la minéralité.



La modénature des façades reste simple.

Les ouvertures ont des proportions à dominante verticale, les encadrements réalisés le plus souvent en pierre de molasse et les volets à battants.





La toiture à deux pans est majoritaire, parfois à pan cassé sur pignon.

Les façades étaient enduites ou non selon la richesse du propriétaire.



On peut apercevoir plusieurs exemples de rénovations ou d'extensions, plus ou moins réussis.



**Quelques bâtiments particuliers**, par leur localisation souvent particulière, leurs fonctions spécifiques, leur volumétrie ou leur architecture, se détachent dans le paysage.





Privés ou publics, **quelques exemples du petit patrimoine culturel et cultuel**, parfois visibles depuis l'espace public (carrefour, ...), ponctuent le paysage de proximité : il s'agit le plus souvent d'éléments de nature religieuse (croix),

ou d'édifices aux fonctions plus domestiques (lavoir, pressoir, fours...).



7 lavoirs ont été restaurés depuis 2011 et la commune envisage la réalisation d'un "sentier de découverte" les reliant.



Ces divers éléments renforcent le sentiment d'appartenance à un village ou à un hameau, à l'identité desquels ils peuvent participer.

#### ▪ Le bâti contemporain :

Suivant la logique d'implantation de l'habitat individuel, il s'est dispersé sur le territoire communal.

Il se caractérise, sous l'influence de la périurbanisation, par une diversité architecturale plus marquée...





... dans la plupart des cas, en "rupture typo-morphologique" avec les structures d'origine, de par :

- ses modes d'implantation,
- ses volumétries,
- l'orientation et la pente de ses toitures,
- les matériaux employés,
- le traitement des abords.



### 3 – RESSOURCE EN EAU

#### **3.1 – LE SDAGE RHONE-MEDITERRANEE, LE SAGE ARVE ET LE CONTRAT DE RIVIERE ARVE.**

##### **3.1.1 - Le SDAGE du bassin Rhône Méditerranée 2016-2021.**

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est un document de planification pour l'eau et les milieux aquatiques à l'échelle du bassin. Le SDAGE Rhône-Méditerranée 2016-2021 a été approuvé le 3 décembre 2015 et est entré en vigueur le 21 décembre 2015. Il fixe pour une période de 6 ans les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et intègre les obligations définies par la directive européenne sur l'eau, ainsi que les orientations du Grenelle de l'environnement pour un bon état des eaux d'ici 2021.

##### **Le SDAGE comporte neuf orientations fondamentales :**

- S'adapter aux effets du changement climatique
- Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité.
- Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques.
- Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement.
- Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau.
- Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé.
- Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides.
- Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir.
- Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques.

Le SDAGE définit également des principes de gestion spécifiques des différents milieux : eaux souterraines, cours d'eau de montagne, grands lacs alpins, rivières à régime méditerranéen, lagunes, littoral.

Le SDAGE a une certaine portée juridique, d'après l'article L 212-1 du Code de l'environnement. Il est opposable à l'administration et non aux tiers, c'est-à-dire que la responsabilité du non-respect du SDAGE ne peut être imputée directement à une personne privée. En revanche toute personne pourra contester la légalité de la décision administrative qui ne respecte pas les mesures du document. Tous les programmes ou décisions administratives ne peuvent pas être en contradiction avec le SDAGE sous peine d'être annulés par le juge pour incompatibilité des documents.

Le territoire d'Arthaz-Pont-Notre-Dame se trouve principalement dans le sous bassin versant de l'Arve référencé HR\_06\_01 au SDAGE Rhône - Méditerranée. Les références des masses d'eau prise en compte dans ce Bassin sont les suivantes :

- La Menoge (FRDR558),
- L'Arve de l'aval de Bonneville à la confluence avec la Menoge (FRDR555c).

Les masses d'eau souterraines référencées au SDAGE pour le territoire communal sont les suivantes :

- Alluvions de l'Arve (superficielles et profondes) (FRDG364),
- Formations variées de l'Avant-Pays savoyard dans BV du Rhône (FRDG511)

Les mesures à mettre en place identifiées par le SDAGE pour le bassin versant de l'Arve sont :

##### Pression à traiter : Altération de la continuité

MIA0101 - Réaliser une étude globale ou un schéma directeur visant à préserver les milieux aquatiques.

MIA0301 - Aménager un ouvrage qui contraint la continuité écologique (espèces ou sédiments)

Pression à traiter : Altération de la morphologie

MIA0101 - Réaliser une étude globale ou un schéma directeur visant à préserver les milieux aquatiques.

MIA0202 - Réaliser une opération classique de restauration d'un cours d'eau.

MIA0204 - Restaurer l'équilibre sédimentaire et le profil en long d'un cours d'eau.

MIA0601 - Obtenir la maîtrise foncière d'une zone humide.

MIA0602 - Réaliser une opération de restauration d'une zone humide.

Pression à traiter : Altération de l'hydrologie

RES0602 - Mettre en place un dispositif de soutien d'étiage ou d'augmentation du débit réservé allant au-delà de la réglementation.

RES0801 - Développer une gestion stratégique des ouvrages de mobilisation et de transfert d'eau.

Pression à traiter : autres pressions

MIA0703 - Mener d'autres actions diverses pour la biodiversité

Pression à traiter : Pollution diffuse par les pesticides

AGR0202 - Limiter les transferts d'intrants et l'érosion au-delà des exigences de la Directive nitrates.

AGR0401 - Mettre en place des pratiques pérennes (bio, surface en herbe, assolements, maîtrise foncière).

AGR0802 - Réduire les pollutions ponctuelles par les pesticides agricoles.

COL0201 - Limiter les apports diffus ou ponctuels en pesticides non agricoles et/ou utiliser des pratiques alternatives

Pression à traiter : Pollution ponctuelle par les substances (hors pesticides)

ASS0201 - Réaliser des travaux d'amélioration de la gestion et du traitement des eaux pluviales strictement.

GOU0101 - Réaliser une étude transversale (plusieurs domaines possibles).

IND0201 - Créer et/ou aménager un dispositif de traitement des rejets industriels visant principalement à réduire les substances dangereuses (réduction quantifiée).

IND0601 - Mettre en place des mesures visant à réduire les pollutions des "sites et sols pollués" (essentiellement liées aux sites industriels).

IND0901 - Mettre en compatibilité une autorisation de rejet avec les objectifs environnementaux du milieu ou avec le bon fonctionnement du système d'assainissement récepteur.

Pression à traiter : Pollution ponctuelle urbaine et industrielle hors substances

ASS0301 - Réhabiliter un réseau d'assainissement des eaux usées dans le cadre de la Directive ERU (agglomérations  $\geq$  2000 EH)

ASS0302 - Réhabiliter et ou créer un réseau d'assainissement des eaux usées hors Directive ERU (agglomérations de toutes tailles)

ASS0402 - Reconstruire ou créer une nouvelle STEP hors Directive ERU (agglomérations de toutes tailles)

ASS0502 - Equiper une STEP d'un traitement suffisant hors Directive ERU (agglomérations  $\geq$  2000 EH)

Pression à traiter : Prélèvements

RES0101 - Réaliser une étude globale ou un schéma directeur visant à préserver la ressource en eau

RES0303 - Mettre en place les modalités de partage de la ressource en eau

RES0602 - Mettre en place un dispositif de soutien d'étiage ou d'augmentation du débit réservé allant au-delà de la réglementation

Mesures pour atteindre l'objectif de réduction des émissions de substances

IND12 - Mesures de réduction des substances dangereuses.



### 3.1.2 - Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de l'Arve

Le SAGE est un document de planification de la gestion de l'eau à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente (bassin versant, aquifère...). Il fixe des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection avec le SDAGE.

Le SAGE est un document élaboré par les acteurs locaux (élus, usagers, associations, représentants de l'Etat...) réunis au sein de la Commission Locale de l'Eau (CLE). Ces acteurs locaux établissent un projet pour une gestion concertée et collective de l'eau.

Le Conseil Général de Haute-Savoie soutient la mise en place de ce SAGE.

Le SAGE du bassin versant de l'Arve a été approuvé en juin 2016 par la CLE. Il regroupe 106 communes de Haute-Savoie ; son périmètre est présenté sur la carte ci-après.

*Périmètre retenu pour la réalisation du SAGE de l'Arve. Source : Site internet du SM3A, <http://www.riviere-arve.org/outils/sage-bassin-versant.htm>*



Neuf grands enjeux ont été identifiés et validés en Juillet 2011 par la CLE ...

- Mettre en œuvre une gestion globale à l'échelle du bassin versant en développant la sensibilisation, la pédagogie, la concertation et l'hydrosolidarité entre les collectivités du territoire.
- Améliorer la connaissance et assurer une veille scientifique et technique.
- Anticiper l'avenir en intégrant les perspectives de développement urbain et touristique des territoires et les conséquences probables du changement climatique.
- Améliorer la prise en compte de l'eau dans l'aménagement du territoire.
- Poursuivre l'amélioration de la qualité de l'eau, en prenant en compte des sources de pollutions émergentes : réseaux d'assainissement, pluvial, décharges, agriculture, substances prioritaires.
- Garantir la satisfaction des usages et des milieux, en tenant compte de la ressource disponible et restaurer les équilibres sur les secteurs déficitaires.
- Préserver et restaurer les milieux aquatiques et humides, notamment les forêts alluviales, pour leurs fonctionnalités hydrologique et écologiques et les valoriser comme éléments d'amélioration du cadre de vie.
- Rétablir l'équilibre sédimentaire des cours d'eau du bassin versant, préserver leurs espaces de liberté et restaurer la continuité piscicole et les habitats aquatiques, en prenant en compte les enjeux écologiques et humains.
- Améliorer la prévision et la prévention pour mieux vivre avec le risque, réduire l'impact des dispositifs de protection sur l'environnement et garantir la non-aggravation en intégrant le risque à l'aménagement du territoire.

... pour lesquels le SAGE a comme objectif d'apporter des réponses via la mise en place de mesures réglementaires et de prescriptions.

### 3.1.3 - Le contrat de rivière Arve

Le premier contrat de rivière Arve s'est achevé en 2005 après 10 ans d'existence. Porté par le syndicat mixte d'aménagement de l'Arve et de ses Abords (SM3A), il avait 5 objectifs :

- Redonner à l'Arve un espace de liberté tout en assurant la sécurité des personnes et des biens (maintien et aménagement en particulier de champs d'inondation et de divagation).
- Améliorer la qualité des eaux et lutter en particulier contre la pollution industrielle dont les rejets perturbent l'alimentation en eau de la région genevoise (la réalimentation de la nappe du genevois se fait par ré infiltration des eaux de l'Arve).
- Préserver et valoriser le milieu naturel en harmonisant l'occupation des espaces riverains, en facilitant les accès et les circulations le long de l'Arve pour la population, et en traitant la végétation.
- Mettre en place une structure d'entretien des ouvrages créés ou restaurés.
- Sensibiliser la population à la bonne gestion de son patrimoine naturel.

## 3.2 – CARACTERISTIQUES DES MASSES D'EAU

### 3.2.1 - Masses d'eau souterraines

Le territoire communal est concerné par trois masses d'eau souterraines du SDAGE :

- FRDG408 : Domaine plissé du Chablais et Faucigny - Bassin Versant de Arve et Dranse
- FRDG517 : Domaine sédimentaire du genevois (molasses et formations quaternaires).
- FRDG511 : Formations variées de l'avant-pays savoyard dans le bassin versant du Rhône.

En 2009, les états quantitatif et chimique de chacune de ces masses d'eau étaient qualifiés de « bons » (Source : SDAGE Rhône-Méditerranée 2010-2015).

### 3.2.2 - Masses d'eau superficielles

La commune est enserrée entre deux masses d'eau importante (l'Arve et la Menoge).

#### LA MENOGE

Elle prend naissance à une altitude de 1705 mètres, dans les Préalpes du Chablais. D'une longueur de 27,5 kms, elle vient se jeter dans le torrent Arve à Arthaz Pont-Notre-Dame.

Son bassin de 159 km<sup>2</sup> est fortement boisé (boisement supérieur à 68%) en dessous de 1000m d'altitude. et d'une pente modérée de l'ordre de 2,4%. Son abondance reste médiocre 25 litres par secondes. Elle appartient aux cours d'eau de régime jurassien, pour lequel la part de neige dans l'écoulement est réduite. Malgré un format réduit ses crues ont été longtemps redoutées, plus précisément au point de son franchissement par la route qui relie Genève au Haut Faucigny, au Pont de Turbille plusieurs fois détruit (12 grandes crues ont été relevées entre 1784 et 1904).

La station de mesure de l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée indique pour l'année 2013 un état écologique « médiocre » et un « bon » état chimique.

Années (1)	Bilan de l'oxygène	Température	Indicements	Acidification	Salinité	Polluants spécifiques	Invertébrés benthiques	Diatomées	Poissons (2)	Hydromorphologie	Pressions hydromorphologiques	ÉTAT ÉCOLOGIQUE	POTENTIEL ÉCOLOGIQUE	ÉTAT CHIMIQUE
2013	TBE	MOY	BE	BE	Ind	BE	BE	MOY	BE			MED		BE
2012	TBE	BE	BE	BE	Ind	MAUV ①	TBE	MOY	MED			MED		BE
2011	TBE	TBE	BE	BE	Ind	BE	TBE	MOY	MED			MAUV		BE
2010	TBE	TBE	BE	BE	Ind	BE	TBE	MOY	MOY			MAUV		MAUV ①
2009	TBE	TBE	BE	BE	Ind	BE	TBE	MOY	MOY			MOY		MAUV ①
2008	TBE	TBE	BE	BE	Ind	BE	BE	MOY	BE			MOY		MAUV ①
2007	TBE	TBE	BE	BE	Ind		BE	MOY	BE			MOY		

TBE	Très bon état
BE	Bon état
MOY	État moyen
MED	État médiocre
MAUV	État mauvais

Etat des eaux de la station « Menoge à Arthaz-Pont-Notre-Dame - n°06830152

#### L'ARVE

Ce torrent tumultueux a accompli l'essentiel de son trajet lorsqu'il aborde le site d'Arthaz Pont-Notre-Dame. Il est alimenté par les fortes précipitations qui tombent sur son bassin et par les eaux de ses affluents. La pente élevée de son cours et de ses affluents en font une rivière puissante.

D'une longueur totale de 107,8 km de long il est le principal cours d'eau qui traverse le département de la Haute Savoie. Avec un écoulement de 40,3 litres/seconde/km<sup>2</sup> de bassin, l'Arve est classée comme un des cours d'eau les plus abondants d'Europe de l'Ouest. Son régime torrentiel indique sa très grande irrégularité.

A Genève son débit en basses eaux est de 10,8 m<sup>3</sup>/s pour atteindre 1329 m<sup>3</sup>/s en période de crue (équivalent au débit du Rhône à Valence), soit 123 fois plus.

Une station de mesure de l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée relève un « bon » état écologique et chimique en 2013.

Années (1)	Bilan de l'oxygène	Température	Nutriments	Acidification	Salinité	Polluants spécifiques	Invertébrés benthiques	Diatomées	Poissons (2)	Hydroconverphologie	Pressions hydromorphologiques	ÉTAT ÉCOLOGIQUE	POTENTIEL ÉCOLOGIQUE	ÉTAT CHIMIQUE
2013	TBE	TBE	BE	BE	Ind	BE	TBE	TBE			Moy	BE	MOY	BE
2012	TBE	TBE	BE	BE	Ind	BE	TBE	TBE			Moy	BE	MOY	BE
2011	TBE	TBE	BE	BE	Ind	BE	TBE	TBE	MAUV		Moy	MAUV	MOY	BE
2010	TBE	TBE	BE	TBE	Ind	BE	BE	TBE	MAUV		Moy	MAUV	MOY	MAUV ①
2009	BE	TBE	BE	TBE	Ind	BE	BE	TBE	MED		Moy	MED	MOY	MAUV ①
2008	TBE	TBE	BE	TBE	Ind		BE	TBE	MED		Moy	MED	MOY	MAUV ①
2007	TBE	TBE	BE	TBE	Ind	BE	BE	BE			Moy	BE	MOY	MAUV ①
2006	TBE	TBE	MOY ①	TBE	Ind	BE		MOY			Moy	MOY	MOY	MAUV ①
2005	TBE	TBE	MOY ①	TBE	Ind	BE	TBE				Moy	BE	MOY	BE

TBE	Très bon état
BE	Bon état
MOY	État moyen
MED	État médiocre
MAUV	État mauvais

### 3.2.3 - Zones humides

Le territoire compte 3 zones humides, dont la description a été faite au chapitre « Biodiversité et dynamique écologique ». Elles recouvrent un peu plus de 22 hectares sur la commune.

## 3.3 - L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE (AEP)

### ORGANISATION

Annemasse Agglo possède la compétence pour la production d'eau.

Le Syndicat des eaux des Rocailles et de Bellecombe (SRB) possède la compétence pour la gestion, le transport et la distribution d'eau potable.

### RESSOURCES

La commune d'Arthaz-Pont-Notre-Dame est alimentée en eau potable les captages des Nants, exploités par Annemasse Agglo. Cette eau est ensuite vendue au SRB puis stockée dans les réservoirs de Rossat.

### PERFORMANCE DU RESEAU

En termes de performance du réseau, un peu plus de 120 000 m<sup>3</sup> d'eau potable sont distribué par an sur la commune. Le rendement du réseau de distribution en 2013 était de 85 %.

L'eau distribuée a 100 % de conformité bactériologique et physico-chimique avec les normes.

Il est établi autour des points d'eau des périmètres de protection immédiate et rapprochée (L1321-2 et 1321-3 du Code de la Santé Publique).

Le périmètre immédiat est propriété de la Communauté d'Agglomération, il est clos et toute activité y est interdite hormis l'entretien soigneux des ouvrages et de leurs aires de protection. Le couvert végétal est adapté à la pérennité des ouvrages (gazon).

## 3.4 - ASSAINISSEMENT

### 2.4.1 - Assainissement

### RESEAUX

La commune d'Arthaz-Pont-Notre-Dame dispose d'un schéma général d'assainissement mis à jour en 2008.

70 % de la population est raccordée au système d'assainissement collectif. Le Syndicat des eaux des Rocailles et de Bellecombe (SRB) a la compétence pour la collecte et le traitement des eaux usées. Le traitement est réalisé à la station d'épuration de Scientrier rénovée en 2009.



Les 30 % d'habitations restantes sont en assainissement non collectif (ANC) qui dépend également du SRB.

#### LA STATION D'EPURATION

La station d'épuration de Scientrier recueille les eaux usées de 13 communes.

Sa capacité nominale est de 32 000 EH (équivalent habitant) et elle a été renouvelée en 2009.

Les boues d'épuration sont traitées par déshydratation sur filtre presse et séchage solaire pour être ensuite valorisées par épandage ou incinération (usine de Passy).

#### **2.4.2 - Gestion des eaux pluviales**

La gestion des eaux pluviales est une compétence communale.

Elle ne possédait pas, jusqu'à présent, de plan détaillé et complet de son réseau « eaux pluviales ».

Du diagnostic réalisé par le cabinet Nicot, on peut relever :

- Un réseau peu développé,
- Un exutoire final : l'Arve
- Quelques dysfonctionnements (phénomènes de stagnation, d'érosion, d'inondation).

Suite à ce diagnostic et ses préconisations, la commune poursuit sa réflexion en définissant les outils techniques (rétention à la parcelle, bassins de rétention...) en cohérence avec les projets de développement.

### **3.5 - CONCLUSIONS**

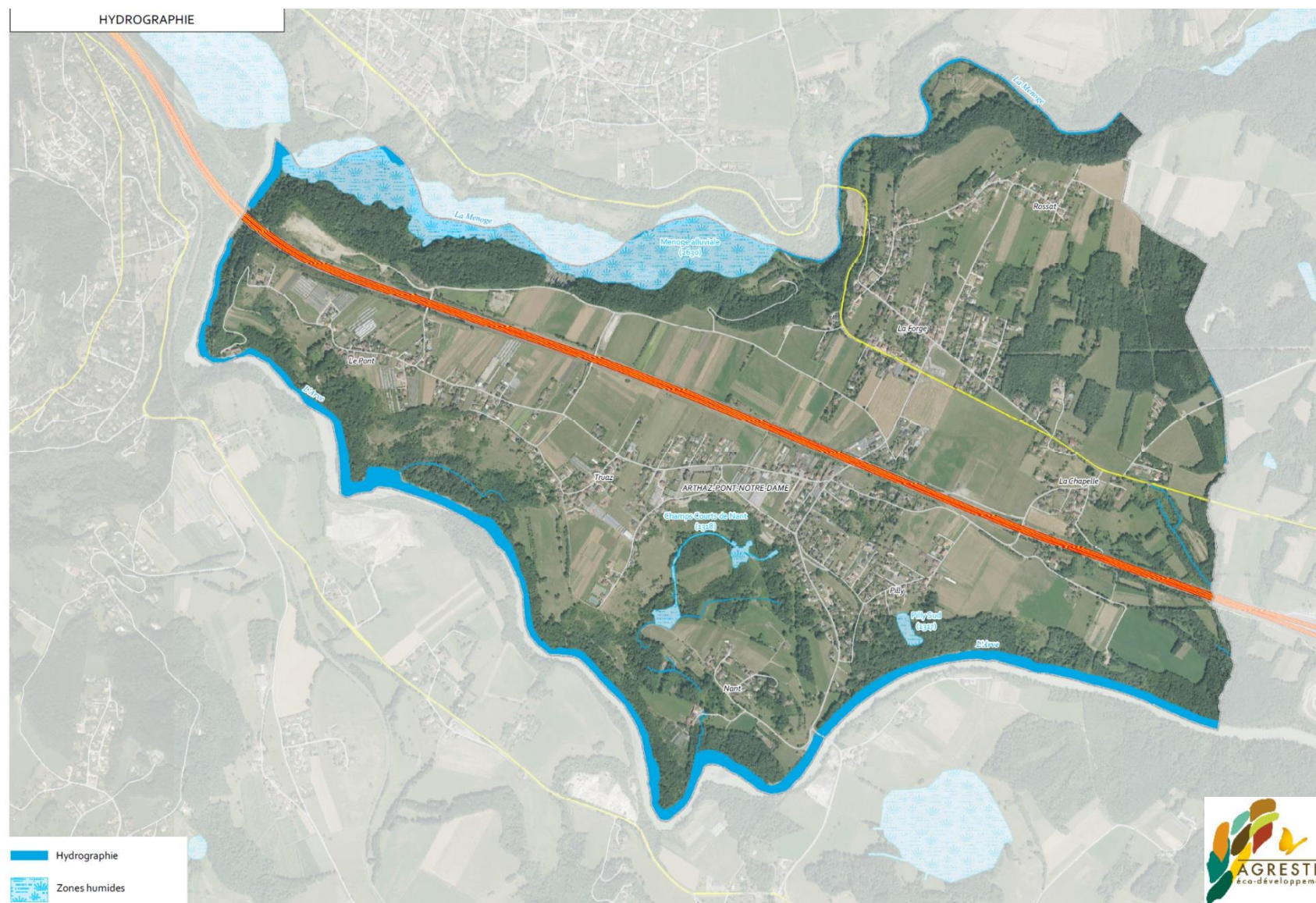
#### **3.5.1 - Atouts/Faiblesses**

<b>Atouts</b>	<b>Faiblesses</b>
<p>SDAGE Rhône-Méditerranée approuvé en 2009 et un nouveau en cours d'élaboration.</p> <p>Un SAGE en cours d'élaboration.</p> <p>2 stations de mesures de la qualité des eaux (Arve et Menoge).</p>	<p>Une qualité écologique « médiocre » de la Menoge.</p>

#### **3.5.2 - Enjeux**

Les zones humides pour leur capacité d'épuration, de rétention...

La qualité des eaux superficielles, principalement de la Menoge.

**Réseau hydrographique**

## 4 - SOLS ET SOUS-SOLS

### 4.1 – RESSOURCE EXPLOITEE

Le sol est un milieu récepteur de déchets organiques, de retombées atmosphériques, de déchets ultimes, ... Il exerce des fonctions d'épuration, de stockage (carbone, eau, nutriments) et agit sur la qualité des eaux (pouvoir épurateur) et de l'air. C'est à la fois un réservoir de biodiversité et un support de production de nos ressources alimentaires. Au même titre que l'eau et l'air, c'est un élément essentiel dans les équilibres du développement durable.

Selon le schéma départemental des carrières approuvé le 1er Septembre 2004, le bilan ressources/besoins est globalement déficitaire sur le territoire de la Haute-Savoie.

#### ▪ Extraction de matériaux :

Actuellement aucune carrière n'est en activité sur le territoire communal mais à noter la présence d'un ancien site de concassage de matériaux inertes destiné à être réhabilité en espace agricole.

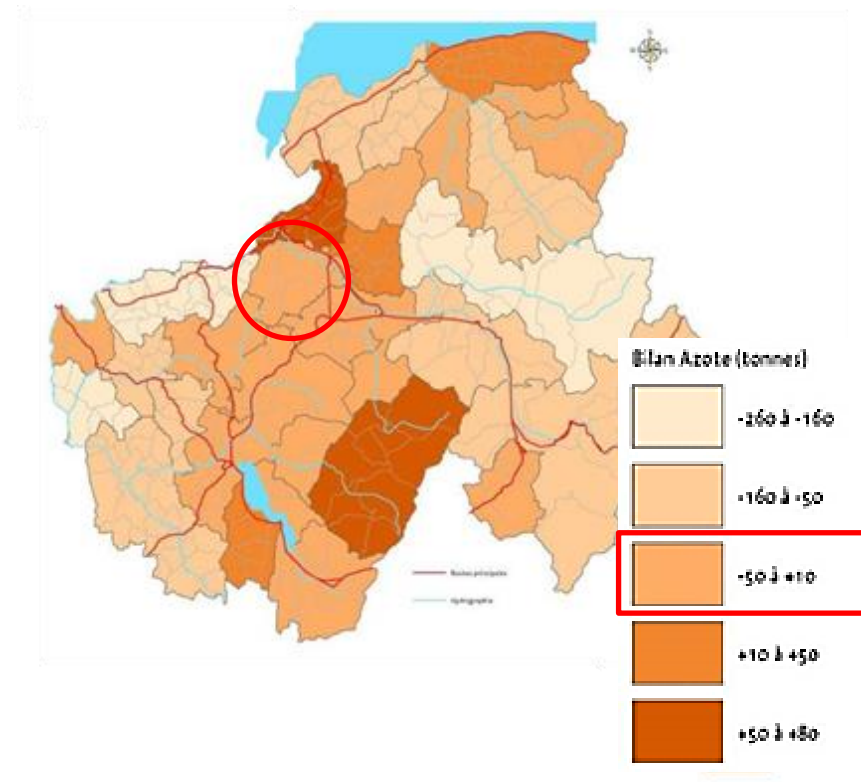
#### ▪ Sols agricoles :

Comme il a été indiqué plus tôt, Arthaz-Pont-Notre-Dame comprend une part importante de terres agricoles.

Dans le cadre du plan de gestion départementale des matières organiques, un bilan entre le gisement d'azote organique épandu et le besoin des terres agricoles a été réalisé.

Sur le territoire de la communauté de commune Arve et Salève, ce bilan s'avère être à peu près équilibré : entre -50 et 10 tonnes d'azote par an. Cela signifie que les agriculteurs apportent à leurs sols que ce dont ils ont besoin, en termes d'azote organique.

*Bilan entre le gisement d'azote organique épandu par les agriculteurs et le besoin de leurs terres. Extrait de l'étude du potentiel de développement de projets de méthanisation sur le département 74 (CG74). Sources de données Plan Gestion Départementale Matières Organiques 74 (Chambre d'agriculture 74).*





## **4.2 – SITES ET SOLS POLLUES – REJETS INDUSTRIELS**

Aucun ancien site industriel ni potentiellement pollué ou ayant subi une dégradation de la qualité des sols n'est recensé dans les bases de données BASIAS et BASOL.

## **4.3 - CONCLUSIONS**

### **4.3.1 - Atouts/Faiblesses**

<b>Atouts</b>	<b>Faiblesses</b>
Pas de sites et sol pollué.	
Des apports organiques agricoles en équilibre avec les besoins des sols.	

### **4.3.2 - Enjeux**

Le potentiel agronomique des sols et leur valeur « d'épuration » :

- Valeur d'usage agricole et enjeux de qualité des eaux
- Valeur d'usage du cadre paysager

## **5 – ÉNERGIE ET GAZ A EFFET DE SERRE (GES)**

### **5.1 – CONTEXTE NATIONAL ET INTERNATIONAL**

Au niveau mondial, la France adhère à diverses démarches internationales. Elle est notamment signataire du protocole de Kyoto (en 2010, stabilisation des niveaux d'émissions à celui de 1990 pour la France).

Au niveau européen, le paquet énergie-climat, voté le 12 décembre 2008, est un accord européen sur l'énergie, reposant la règle des « 3 x 20 en 2020 » qui comprend trois grands objectifs énergétiques :

- Réduire les émissions de gaz à effet de serre de 20% par rapport à 1990 (équivalent à 14% depuis 2005).
- Améliorer l'efficacité énergétique de 20% (baisse de consommation et amélioration du rendement) avec 9% d'économie en 9 ans, exemplarité des personnes publiques...
- Porter la part des énergies renouvelables à 20 % en Europe (en France, passer de 10 à 23%).

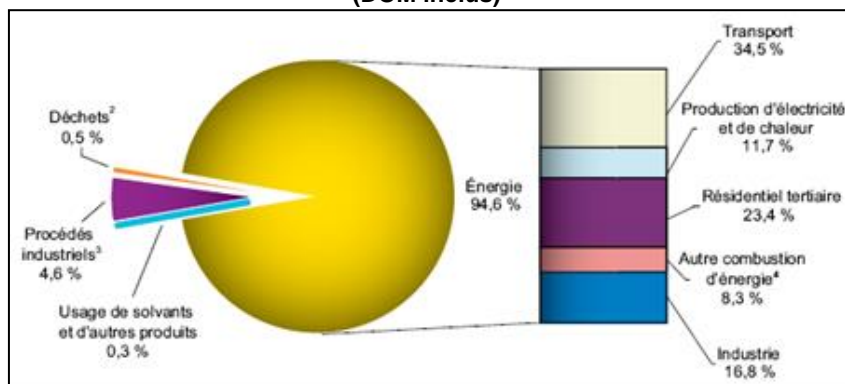
En France, « la lutte contre le changement climatique est une priorité de la politique énergétique » (loi de programme du 13 juillet 2005 fixant les orientations de la politique énergétique française). Cette lutte s'élabore sur le concept du « facteur 4 », qui vise à stabiliser la température de la planète. Il s'agit pour la France de diviser par 4 les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050 pour passer de 140 millions de tonnes de carbone par an et par habitant, à 38 MT.

Les interventions ciblent plus particulièrement les secteurs les plus gros consommateurs d'énergies qui voient leurs émissions augmenter ces dernières années : les transports et le résidentiel-tertiaire.

Les objectifs sont sectoriels :

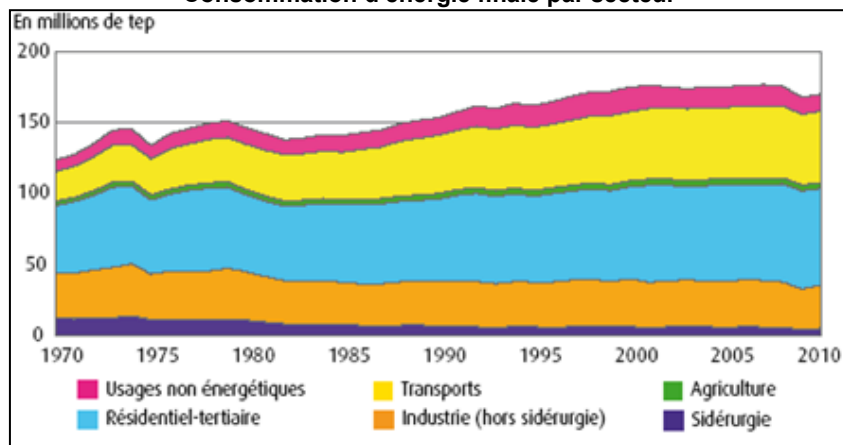
- 38% dans le bâtiment, d'ici 12 ans (2005 - 2017).
- 20% dans les transports, d'ici 12 ans (2005 – 2017).

Répartition par source des émissions de CO<sub>2</sub> en France en 2009  
(DOM inclus)



Source : Agence européenne pour l'environnement d'après Citepa, juin 2011.

Consommation d'énergie finale par secteur



Source: SOeS, Bilan de l'énergie.

Émissions de CO<sub>2</sub> dues à l'énergie avec correction climatique en France  
Métropolitaine (en millions de tonnes de CO<sub>2</sub>)

Million de tonnes D'équivalent CO <sub>2</sub> (MteqCO <sub>2</sub> )	1970	1980	1990	2000	2005	2006	2007	2008	Écart 2008/1990 (Mt CO <sub>2</sub> )	Δ 2008/1990
Transports (hors soutes)	61	95	122	144	146	147	147	142	+19,8	16%
Résidentiel et tertiaire	117	114	95	98	101	97	95	97	+1,3	1%
Industrie et agriculture	134	124	96	90	84	84	82	80	-15,4	-16%
Centrales électriques	69	106	39	36	38	34	35	33	-5,5	-14%
Autres (branche énergie)	34	31	22	18	17	19	18	20	-1,7	-8%
<b>Total</b>	<b>416</b>	<b>470</b>	<b>374</b>	<b>387</b>	<b>386</b>	<b>380</b>	<b>377</b>	<b>372</b>	<b>-1,5</b>	<b>-0,2</b>

Source : SOeS, calcul simplifié à partir du bilan de l'énergie, juin 2009.

Les lois "Grenelle" insistent en particulier sur la baisse des consommations énergétiques des bâtiments, avec des objectifs ciblés :

- Un seuil de consommation annuel d'énergie primaire limité à 50kWh/m<sup>2</sup> pour les nouvelles constructions, à partir de 2012.
- Toute construction neuve à partir de fin 2020 devra présenter une consommation d'énergie primaire inférieure à la quantité d'énergie renouvelable produite dans ces constructions (dont bois-énergie).

## 5.2 - CONTEXTE REGIONAL

Le pays s'est donc engagé, à l'horizon 2020, à : réduire de 20% ses émissions de gaz à effet de serre améliorer de 20% son efficacité énergétique, porter à 23% la part des énergies renouvelables dans sa consommation d'énergie finale. Ces objectifs doivent être déclinés au niveau régional en fonction des potentialités des territoires. Chaque région doit définir sa contribution aux objectifs nationaux en fonction de ses spécificités, à travers un Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE). En Rhône-Alpes, les objectifs du SRCAE sont :

- La lutte contre la pollution atmosphérique et l'adaptation aux changements climatiques en matière de maîtrise de la demande en énergie,
- Le développement des énergies renouvelables et de la réduction des gaz à effet de serre,
- La définition de « zones sensibles » : zones où les orientations destinées à prévenir ou à réduire la pollution atmosphérique peuvent être renforcées.

## 5.3 - DONNEES DEPARTEMENTALES

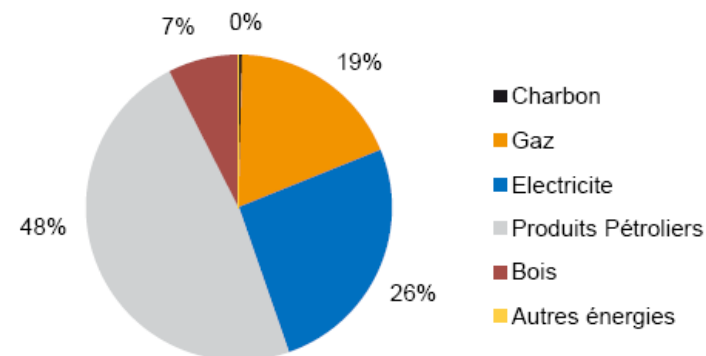
Au niveau départemental, le plan Climat Haute-Savoie lancé fin 2008 a pour objectif d'évaluer la vulnérabilité du département face aux effets du réchauffement climatique, de réagir et d'anticiper l'avenir. Pour cela, le plan permet :

- Un engagement dans une démarche où chaque émetteur de gaz à effet de serre devra s'engager à les réduire.
- La mise en œuvre d'un Bilan Carbone de Territoire pour mesurer et identifier les émissions de Gaz à Effet de Serre en Haute-Savoie et élaborer un plan d'action spécifique
- La création d'un centre de ressources pour que chaque structure engagée trouve une aide technique.
- Une organisation des échanges et des rencontres entre les acteurs.

L'observatoire de l'énergie et des gaz à effet de serre de Rhône-Alpes (OREGES) donne le profil énergétique du département de la Haute-Savoie sur la base d'une analyse réalisée en 2007.

La consommation annuelle départementale, toutes énergies confondues, est établie à environ 1 620 000 tonnes d'équivalent pétrole (tep.), soit près de 10 % de la consommation en Rhône-Alpes.

*Sources d'énergies du département de la Haute-Savoie (Source : OREGES – 2007)*

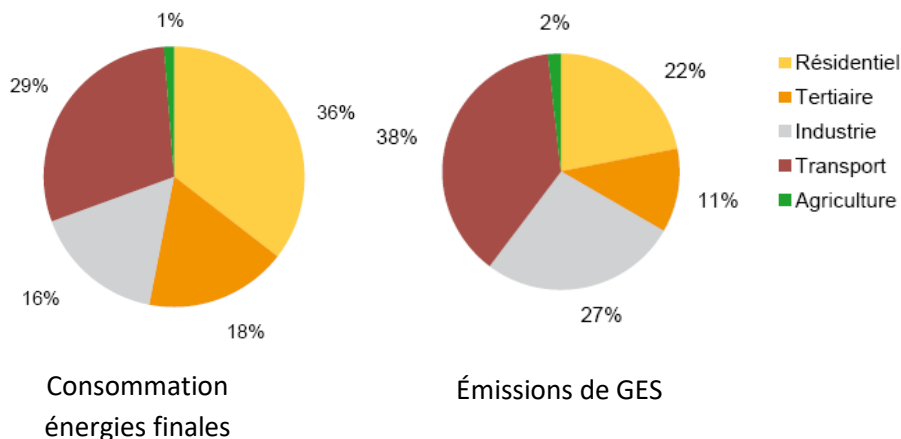


À cette échelle se sont les produits pétroliers les plus consommés, suivis de loin par l'électricité et le gaz (la ressource électrique intègre la production électrique à partir d'énergies primaires renouvelables telles que l'hydraulique ou le solaire photovoltaïque).

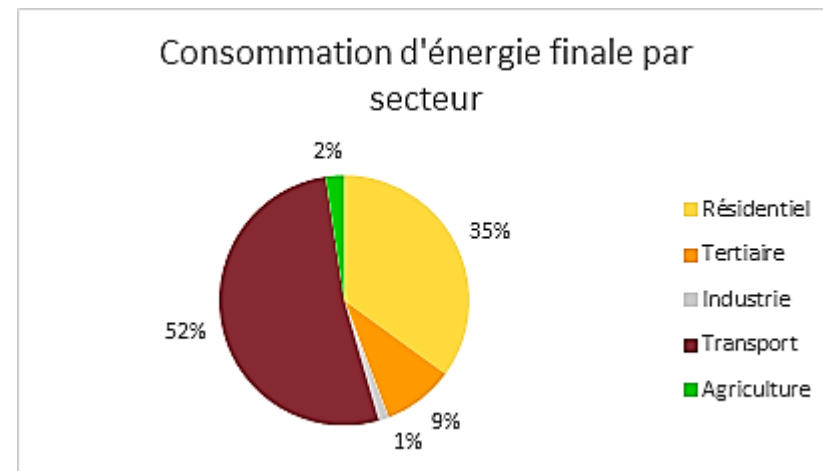
Le secteur résidentiel est le premier consommateur d'énergie, mais c'est celui des transports qui est le plus émetteur de gaz à effet de serre, suivi par l'industrie (voir Erreur ! Source du renvoi introuvable.). En effet, le secteur des transports utilise le pétrole, le plus fort émetteur de GES, comme principale source d'énergie (98 %).



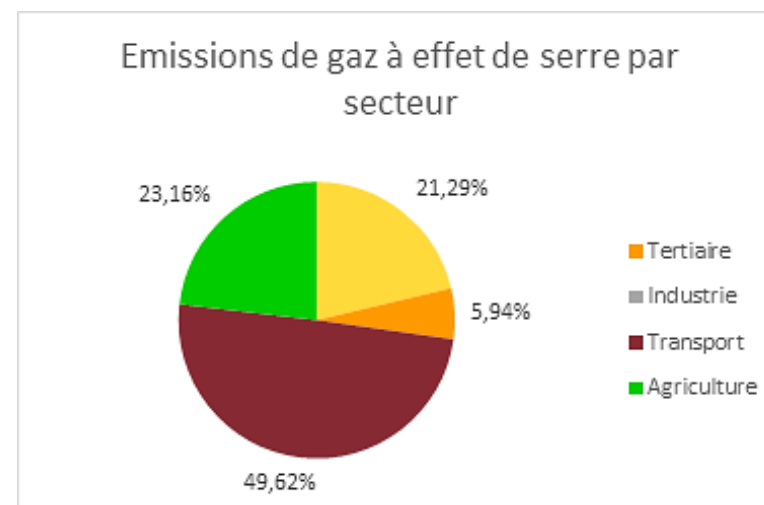
Répartition par secteur d'activité des consommations d'énergies finales et des émissions de GES d'origine énergétique sur département de la Haute-Savoie (Source : OREGES – 2014)



Consommation d'énergie finale par secteur du SCoT Arve et Salève (Source : OREGES – 2014)



Emissions de GES par secteur du SCoT Arve et Salève (Source : OREGES – 2014)



## 5.4 - DONNEES LOCALES

Les données relatives à la distribution et à la consommation des ressources énergétiques spécifiques à la commune d'Arthaz-Pont-Notre-Dame ne sont pas connues. En l'absence de cette information, le thème de l'énergie sera ici développé sous une approche plus globale (Communauté de communes Arve et Salève/SCoT Arve et Salève) qui met en évidence la nature des enjeux énergétiques à prendre en compte sur la commune et les pistes d'actions possibles à l'échelle d'un PLU.

### SCOT ARVE ET SALEVE

Les consommations d'énergie à l'échelle du territoire du SCoT sont les suivantes :

Les conclusions de ces deux schémas à l'échelle de la CCAS sont quelque peu différentes de celles tirées du rapport sur la Haute-Savoie.

En effet, la part des transports dans la consommation d'énergie finale sur le territoire de la communauté de commune est plus importante qu'à l'échelle départementale. Vient ensuite le secteur résidentiel puis l'industrie. Cela s'explique par le fait de la position géographique stratégique de la CCAS par rapport aux grandes agglomérations voisines (notamment Genève, Annecy et Annemasse).

Pour les émissions de gaz à effet de serre, c'est également le secteur des transports qui occupe la première place, suivi du secteur résidentiel ex aequo avec le secteur agricole.

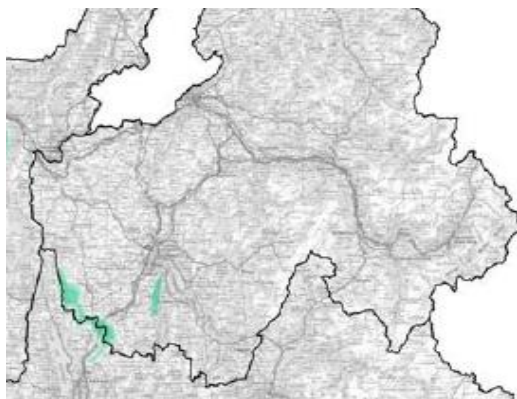
### DEPLACEMENTS

Les transports collectifs sont peu développés sur la commune. Un service de transport à la demande est mis à disposition par la communauté de communes Arve et Salève.

### ENERGIES RENOUVELABLES

#### ▪ **Eolien :**

Aucune installation d'énergie renouvelable n'est présente sur les bâtiments publics de la commune mais leur utilisation se développe sur les bâtiments privés.



Zone préférentielle de développement de l'éolien

Le schéma régional éolien a permis d'identifier des zones mobilisables résultant de la superposition des données de vent avec les enjeux présents en région (environnement, contraintes techniques, patrimoine...).

Il n'y a pas de zone préférentielle pour le développement de l'éolien sur le territoire de la commune.

#### ▪ **Potentiel de production de biogaz par méthanisation :**

Le Conseil Général de Haute-Savoie a réalisé une étude en 2008 intitulée : « Haute-Savoie, département pilote pour le développement de projets d'unités de méthanisation ». Celle-ci avait pour but de savoir si les communautés de communes ou communautés d'agglomération du département avaient un potentiel d'intrant suffisant pour rendre rentable une unité de méthanisation.

Différentes cartes et analyses ont été réalisées à cette occasion. La première carte présentée indique le potentiel de biogaz qui pourrait être produit par méthanisation grâce aux effluents d'élevage.

Nous pouvons donc y voir que plusieurs pôles se dégagent à l'échelle du département et parmi eux la communauté de commune du pays de Cruseilles, dont le potentiel s'élève entre

10 000 et 15 000 MWh (équivalent à 1.5 millions de litres de fiouls).

La même analyse a été réalisée mais en prenant en compte cette fois-ci l'ensemble des intrants organiques pouvant être transformés par méthanisation : effluents d'élevage, déchets organiques des industries agro-alimentaires et biodéchets (se reporter à la deuxième carte).

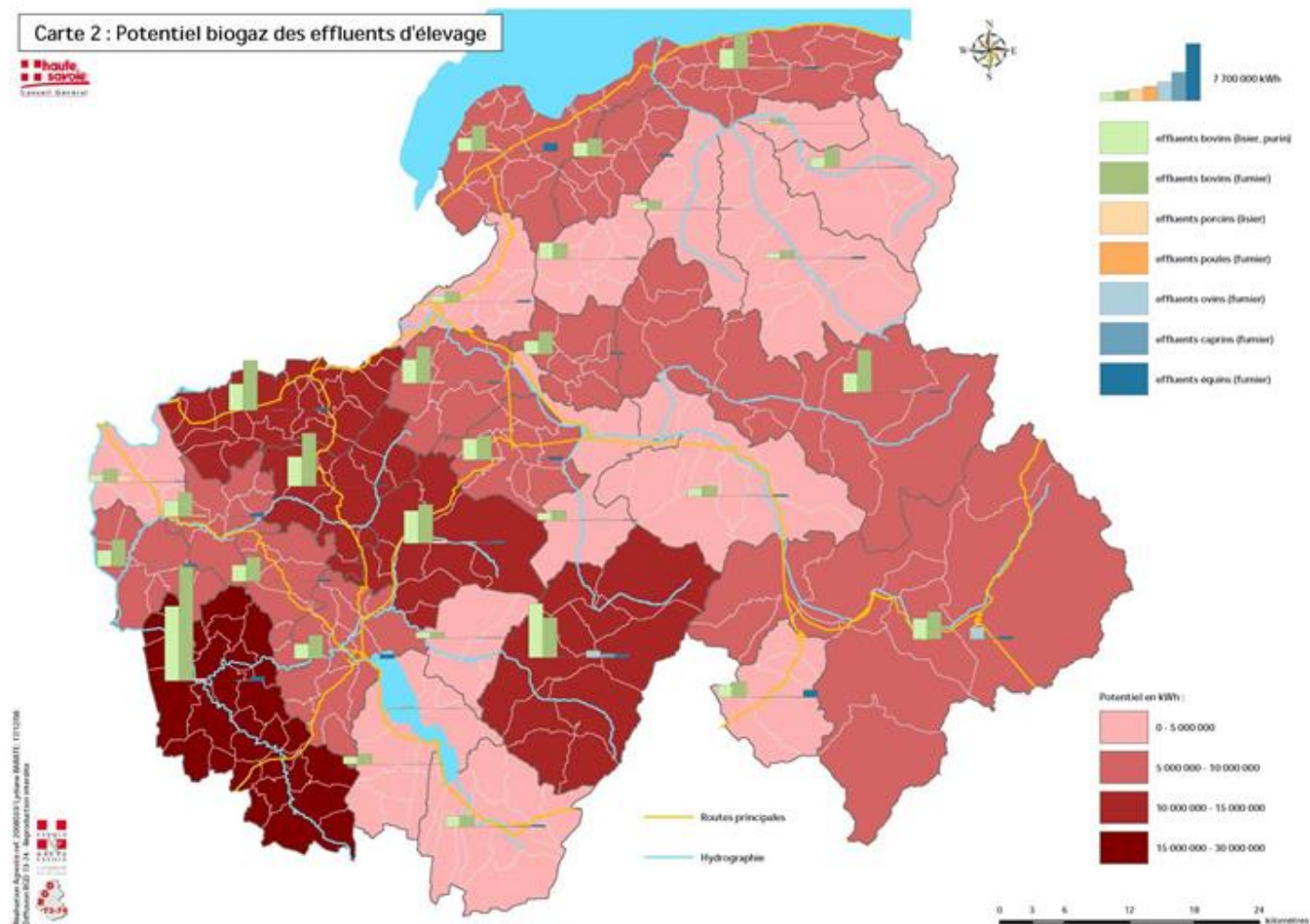
La communauté de communes Arve et Salève (données 2008) présente un potentiel de production de biogaz issu de la méthanisation compris entre 7 500 et 15 000 MWh. Cette production de biogaz représenterait une économie de fioul comprise entre 750 000 et 1,5 millions de litres, ce qui n'est pas négligeable.

NB : 200 000 MWh équivaut à 20 millions de litres de fiouls.

*Attention, les calculs ont été réalisés sur des groupements de communes (CC ou CA) et non à l'échelle communale.*

*Potentiel biogaz des effluents d'élevage.*

Source : Conseil Général 74, « Haute-Savoie, département pilote pour le développement de projets d'unités de méthanisation », 2008.







*Potentiel biogaz total.*

*Source : Conseil Général 74, « Haute-Savoie, département pilote pour le développement de projets d'unités de méthanisation », 2008.*

## 5.5 - CONCLUSIONS

### 5.5.1 - Atouts/Faiblesses

Atouts	Faiblesses
Le transport à la demande en place.	La part des transports très importante dans les consommations énergétiques et les émissions de gaz à effet de serre.
	L'A40 qui traverse le territoire communal.

### 5.5.2 - Enjeux

La dynamique de développement des énergies renouvelables.

Le développement d'une politique globale d'économie d'énergie :

- Développement des transports en commun et organisation du territoire pour favoriser la mixité des fonctions et les modes de déplacement doux.
- Développement de formes urbaines plus économes en énergie (volumes, matériaux et isolation, orientation, agencement...).

## 6 - AIR ET CLIMAT

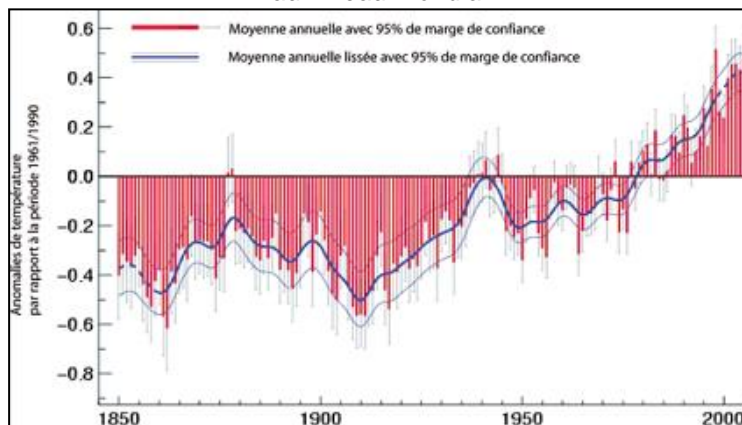
### 6.1 – CONTEXTE CLIMATIQUE

#### 6.1.1 - Au niveau mondial

Grâce aux différentes stations de mesures implantées dans le monde, des tendances climatiques ont pu être dégagées. Depuis 1850, une élévation des températures annuelles a été observée, avec un emballement de cette évolution depuis une trentaine d'années.

Cela s'accompagne de plusieurs événements, différents selon la localisation sur le globe : augmentation des précipitations, diminution de la couverture neigeuse, élévation du niveau des mers...

*Évolution de la température moyenne annuelle depuis 1850 au niveau mondial*



Source : Livre Blanc du Climat en Savoie, 2010.

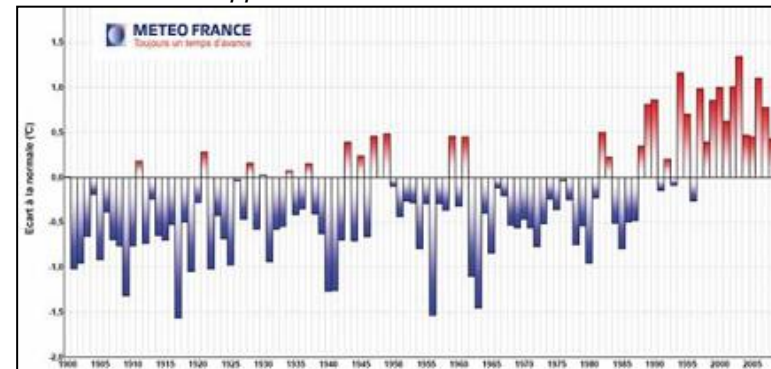
L'analyse réalisée dans le Livre Blanc du Climat de Savoie explique que l'Europe serait plus touchée par le réchauffement climatique que d'autres continents.

Ces élévations de températures seraient plus significatives en montagne qu'en plaine.

#### 6.1.2 - Au niveau national

Les données Météo France confirment les tendances observées au niveau mondial.

*Écart moyen annuel de la température en France de 1900 à 2009 par rapport à la normale 1971/2000.*



Source : Livre Blanc du Climat en Savoie, 2010.

Météo France précise même que :

- Les températures du matin ont augmenté de 0.8 à 1.6°C depuis 1860, tendance plus marquée à l'Ouest qu'à l'Est de la France.
- Les températures de l'après-midi ont augmenté de 0 à 1.2°C, tendance plus marquée au Sud qu'au Nord.

#### 6.1.3 - Au niveau départemental

Plusieurs stations, implantées dans tout le département, mesurent les températures, depuis 1950. L'analyse des résultats sur cette période montre une élévation moyenne de la température de 1.74°C (à Bourg-Saint-Maurice : + 1.81°C), différente selon la saison :

- + 2°C en été et en hiver.
- + 1.78°C au printemps.
- + 1.17°C en automne.

Cela marque une généralisation du réchauffement climatique sur l'année.

À savoir qu'en région de montagne, de nombreuses caractéristiques influencent la température : exposition, effet de site, topographie... Les fonds de vallées, par exemple, sont moins sujets à l'augmentation des températures du fait de l'inversion thermique.

Toutes ces mesures et analyses soulignent la réalité du phénomène : le réchauffement climatique existe bel et bien.

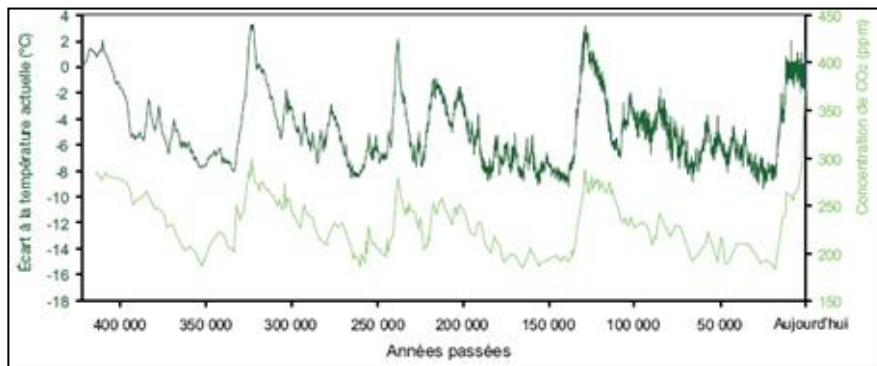
## 6.2 – GAZ A EFFETS DE SERRE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

(Voir précédemment les données GES)

Les études scientifiques ont montré, à la fin des années 80, que la consommation d'énergie est le principal fautif dans l'augmentation des émissions de Gaz à Effet de Serre, responsables du changement climatique (modification des précipitations, des températures).

Parmi eux, le CO<sub>2</sub> est le plus gros contributeur (53%), suivi par le méthane (17%) – Source ADEME.

*Corrélation entre température et concentration atmosphérique en CO<sub>2</sub> au cours des 400 000 dernières années*



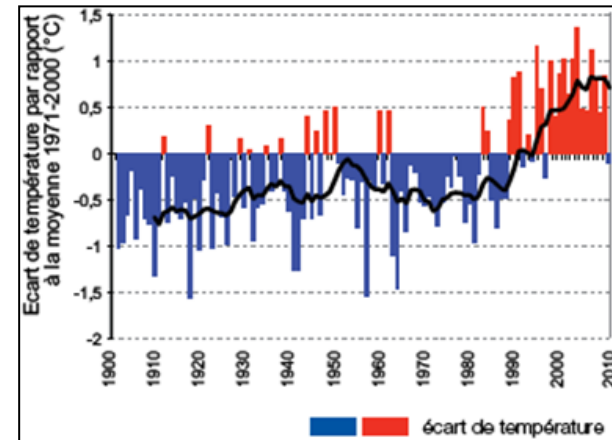
Source : World Data Center for Paleoclimatology, Boulder & NOAA Paleoclimatology Program.

La température moyenne globale à l'échelle mondiale a augmenté de 0,74°C sur un siècle.

Sur les 25 dernières années, l'augmentation de la température a été la plus forte du siècle – Source : GIEC, 2007.

En France, comme au niveau mondial, la dernière décennie présente un écart de température globalement positif à la moyenne de la période de référence.

*Évolution des températures moyennes en France métropolitaine de 1900 à 2009 par rapport à une période de référence*



Source : Météo-France, 2011.

Des études menées sur les données de postes météorologiques des Alpes du Nord Françaises et Suisses, montrent un réchauffement des températures qui atteint + 1,7°C depuis 1900 et voire + 2°C sur les hauts versants bien exposés – Source : Livre blanc du climat en Savoie – Mai 2010.

Les données existantes sur les Savoie et la Suisse mettent en évidence la réalité du changement climatique en montagne, dont les effets sont plus ou moins marqués d'une vallée à l'autre, d'un massif à l'autre.

La visibilité de l'évolution de la couverture neigeuse en hiver est brouillée par la grande variabilité d'une année sur l'autre. De faibles enneigements observés certaines années (1990-1991, 1996-1997, 1997-1998) et des chutes importantes d'autres années. Il a été observé en Suisse ces 50 dernières années une élévation, au cours des mois d'hiver, de la limite de l'isotherme zéro degré de 67 m par décennie (OFEV, 2007). Il neige de moins en moins dans les basses altitudes, la limite pluie-neige remonte.



### **6.3 – LES NORMES REGLEMENTAIRES EN TERMES DE QUALITE DE L'AIR**

#### **6.3.1 - Cadre européen et national**

Les normes concernant la qualité de l'air sont explicitées dans deux documents cadres :

Les directives européennes, qui définissent les valeurs limites et les valeurs guides de teneurs, pour les sept descripteurs suivants :

- dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>),
- dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>),
- plomb (Pb),
- monoxyde de carbone (CO),
- ozone (O<sub>3</sub>),
- benzène (C<sub>6</sub>H<sub>6</sub>),
- des particules.

Les recommandations de l'OMS :

Le nombre des composés pris en compte est plus important (28 paramètres). L'objectif est d'apporter des aides à la décision pour fixer des conditions normatives en considérant les aspects sanitaires (impact des composés sur la santé des individus) et parfois sur les écosystèmes (cas des polluants tels que le SO<sub>2</sub>, les NO<sub>x</sub> et l'O<sub>3</sub>).

Le décret n°98-360 du 6 mai 1998 (version consolidée au 19 novembre 2003) relatif à la surveillance de la qualité de l'air et de ses effets sur la santé et sur l'environnement indique les objectifs de qualité de l'air, les seuils d'alerte et valeurs limites pour différents polluants atmosphériques.

*Valeurs réglementaires (Art. R.221-1 du Code de l'Environnement).*

POLLUANTS	Objectifs de qualité (µg/m <sup>3</sup> )	Seuil d'info. (µg/m <sup>3</sup> )	Seuil d'alerte (µg/m <sup>3</sup> )
Ozone (O <sub>3</sub> )	120	180	240
Dioxyde d'azote (NO <sub>2</sub> )	40	200	400
Dioxyde de soufre (SO <sub>2</sub> )	50	300	500
Poussières en suspension (PM <sub>10</sub> )	30	80	125

Tous ces polluants sont de sources anthropiques :

- Ozone : polluant secondaire provenant de l'action du rayonnement solaire sur des molécules d'oxyde d'azote ou de composés organiques volatiles,
- Dioxyde d'azote : automobile,
- Poussières en suspension : automobile, chauffage, industrie.

L'évolution des concentrations des différents polluants dépend très fortement des conditions météorologiques et donc de la saison.

En saison hivernale, on note une accumulation des polluants primaires tels que les oxydes d'azote ou les matières en suspension alors que l'ensoleillement estival favorise la transformation de certaines molécules en polluants secondaires (c'est le cas de l'ozone qui provient de l'action du rayonnement solaire sur des molécules d'oxyde d'azote ou de composés organiques volatiles).

#### **6.3.2 - Les types d'émissions polluantes**

Sources fixes d'émission (Source : Air APS)

Il s'agit des installations qui émettent des polluants par l'intermédiaire d'une cheminée ou d'un moyen équivalent. L'inventaire des sources fixes est très large puisqu'il s'étend de la grande industrie à la cheminée des maisons individuelles.

Aucune source n'est recensée sur le territoire communal.

### Émissions par les transports

Arthaz-Pont-Notre-Dame est traversée par un axe routier majeur constitué de l'autoroute A 40.

Des comptages routiers sont effectués par la DDT 74 chaque année. Le tableau ci-dessous récapitule les données.

*Comptages routiers réalisés par la DDT 74 en 2013 – Tronçons situés sur la commune de d'Arthaz-Pont-Notre-Dame - Source : DDT 74*

Tronçon considéré	MJA 2013	MJA 2012	Variation	Pointe 2013	% Poids lourds
A40(point 4)	35 241	34 145	3.21%	64 911	6.28
RD 1205 (point 88)	8 740	8 440	3.55%	11 370	3.71

Les principaux polluants imputables à la circulation automobile, à l'échelon local, sont le dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>), les oxydes d'azote (NO<sub>x</sub>), le monoxyde de carbone (CO), les hydrocarbures (HAP) et les poussières (PM<sub>10</sub>).

La part de SO<sub>2</sub> actuellement émise par les transports est faible (environ 10%). Par contre, cette part est importante pour les NO<sub>x</sub> (environ 80%) et les CO (également 80%). Elle est moyenne pour les poussières (30%) et les hydrocarbures (60%).

En France, on observe depuis une dizaine d'années une tendance à la diminution de ces émissions polluantes, à l'exception des oxydes d'azote (NO<sub>x</sub>). Cette diminution résulte des évolutions réglementaires qui ont notamment conduit à d'importants efforts technologiques (pots catalytiques par exemple). Ces effets positifs ne se révèlent que depuis le début des années 2000, du fait de la dizaine d'années nécessaire au renouvellement du parc automobile.

### 6.3.3 - Le réseau de suivi de la qualité de l'air

Depuis 1995, Air-APS (Air de l'Ain et des Pays de Savoie) surveille la qualité de l'air sur l'Ain, la Savoie et Haute-Savoie. Cette structure fait partie des 37 Associations Agréées de Surveillance de la Qualité de l'Air (AASQA) constituant le réseau national "ATMO". Selon les termes définis par la loi sur l'air, Air-APS surveille l'air des agglomérations de plus de 100 000 habitants sur son territoire de compétence : Annemasse, Annecy et Chambéry.

Mais, elle veille également à la qualité de l'air d'unités urbaines de taille plus modeste : Bourg-en Bresse, Thonon, Albertville... et de zones sensibles : vallées de la Maurienne et de l'Arve.

Cette association répond à trois objectifs :

- Mesure et surveillance de la qualité de l'air au regard des normes en vigueur.
- Information des autorités et du grand public en situation normale et en cas de dépassement des seuils.
- Participation à l'amélioration de la qualité de l'air.

Plusieurs polluants sont mesurés en continu pour calculer l'indice de qualité journalier (indice ATMO). Les informations relatives à la qualité de l'air sont régulièrement communiquées à la population. Un bulletin trimestriel d'information sur la qualité de l'air est disponible sur Internet.

### 6.3.4 - La qualité de l'air à Arthaz-Pont-Notre-Dame

Aucune station de mesure de la qualité de l'air n'est implantée sur le territoire de la commune d'Arthaz-Pont-Notre-Dame. La station la plus proche est située à Annemasse.

*Nombre de dépassements des normes pour les années 2012 et 2013  
Source : AIR – APS.*

Nombre de dépassements des normes	2012	2013
O <sub>3</sub>	0	1
NO <sub>2</sub>	1	4
PM <sub>10</sub>	14	14

Ces données sont issues de modélisation à partir des mesures réalisées chaque jour au niveau des agglomérations.

Nous notons que pour les particules en suspension la norme est de ne pas dépasser 50 µg/m<sup>3</sup> en moyenne journalière plus de 35 fois dans l'année, conformément à la directive européenne 2008/50/CE (traduite en droit national par différents textes). Cette directive repose sur un découpage territorial en zones de surveillance. Dès lors qu'il y a non-respect des valeurs limites dans la zone, constaté effectivement sur un ou plusieurs sites de référence de la zone, il revient à l'Etat de mettre en place des plans d'actions visant à réduire les taux de pollution. Ce n'est donc pas directement la collectivité où le constat est fait qui a la responsabilité d'engager des actions, mais elle peut y être contrainte par l'Etat, notamment dans le cadre de la mise en place d'un Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA), sous l'autorité du Préfet. La commune d'Arthaz-Pont-Notre-Dame ne fait pas partie du périmètre du PPA.

A l'exception de la vallée de l'Arve, il n'y en a actuellement aucun en Haute-Savoie. Une réflexion, pouvant conduire à l'avenir à la mise en place d'un PPA sur l'agglomération d'Annecy où des dépassements de normes ont été constatés certaines années, est toutefois engagée. Dans tous les cas, les collectivités qui sont en zone sensible pour la qualité de l'air, au titre de la définition du Schéma Régional Climat Air et Santé (SRCAE), devront s'assurer de ne pas dégrader davantage la qualité de l'air. A noter que le SRCAE n'a pas encore été adopté, mais ses principes et la notion de zone sensible pour la qualité de l'air sont d'actualité.

La commune d'Arthaz-Pont-Notre-Dame est répertoriée comme sensible au titre du SRCAE.

## 6.4 - CONCLUSIONS

### 6.4.1 - Atouts/Faiblesses

Atouts	Faiblesses
Un cadre rural qui préserve la qualité de l'air.	<p>Pas de station de mesure sur la commune.</p> <p>Des dépassements des seuils d'information pour les poussières en suspension.</p> <p>Des transports en commun peu développés.</p> <p>L'A40 qui traverse le territoire.</p>

### 6.4.2 - Enjeux

La réduction à la source des rejets atmosphériques polluants :

- Organisation du territoire pour limiter les déplacements en voiture individuelle : mixité des fonctions, développement de modes de déplacements doux (piéton, vélo).
- Alternatives au déplacement en voitures individuelles (TC, covoiturage, transport à la demande).
- Progression de l'utilisation d'énergies renouvelables au détriment des énergies fossiles.



## 7 - LES DECHETS

### 7.1 –DES EVOLUTIONS REGLEMENTAIRES RECENTES

#### LES LOIS « GRENELLE »

Les lois Grenelle I et II et le décret d'application du 11/07/2011, définissent de nouveaux objectifs ambitieux en matière de gestion des déchets :

- Limitation des capacités d'incinération et d'enfouissement dans le PDPGDND à moins de 60 % des Déchets Non Dangereux (DND)
- Réduction de 7 % des quantités d'Ordures Ménagères et Assimilées (OMA) collectées
- Augmentation de la part de valorisation matière et organique pour atteindre un taux minimum de 45 % des Déchets Ménagers et Assimilés (DMA) d'ici 2015
- Obligation de valorisation biologique des biodéchets pour les gros producteurs (restauration collective, commerces alimentaires, ...) - arrêté du 12/07/2011.

#### LE PDPGDND : PLAN DEPARTEMENTAL DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS NON DANGEREUX DE HAUTE SAVOIE

Ce plan a été approuvé en décembre 2014. Il comprend 7 orientations qui visent à réduire et mieux gérer les déchets du département :

- Engager une dynamique départementale pour la prévention.
- Poursuivre les opérations d'optimisation de la collecte sélective des déchets valorisables.
- Atteindre un haut niveau de service des déchèteries pour les particuliers et les professionnels.
- Favoriser les solutions locales pour le compostage des déchets verts, tout en optimisant les installations existantes.
- Développer une véritable filière de méthanisation pour les biodéchets et déchets d'assainissement en Haute Savoie.
- Optimiser le fonctionnement des installations existantes de tri et d'incinération des déchets pour privilégier la valorisation.

- Créer une filière de stockage sur le département pour les déchets non dangereux non valorisables "matière" ou "énergie"

### 7.2 –LES COMPETENCES

La Communauté de Commune Arve et Salève assure le ramassage et le transport des ordures ménagères.

La collecte s'effectue en porte-à-porte une fois par semaine, le mercredi à Arthaz-Pont-Notre-Dame.

Le traitement des déchets collectés est, quant à lui, de la compétence du SIDEAFAGE (Syndicat Intercommunal des Déchets du Faucigny Genevois)

### 7.3 - LES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DES FILIERES DECHETS

#### **7.3.1 - Les Ordures ménagères résiduelles (OMR)**

Comme indiqué ci-dessus, le service de collecte des OM est géré par la CCAS.

Le volume total collecté en 2013 à l'échelle de la communauté de communes s'élève à 4 703 tonnes. Cela correspond à un ratio de 254 kg/hab/an en 2013.

NB : Ratio à l'échelle départementale : 219 kg / habitant permanent.

Ratio à l'échelle nationale : 391 kg / habitant permanent.

Une fois collectées, les OM sont acheminées vers l'usine d'incinération du SIDEAFAGE à Bellegarde-sur-Valserine.

Cette unité de traitement est en service depuis 1998. Elle permet d'éliminer les déchets ménagers par auto-combustion. L'énergie est valorisée sous forme d'électricité.

Une valorisation matière est également en place puisque les mâchefers sont réutilisés en techniques routières et les cendres d'épuration des fumées sont envoyées en anciennes mines de sels pour y être valorisées.

### 7.3.2 - Les recyclables

La gestion du tri sélectif est assurée par le SIDEFAGE.

Sur le territoire communal, quatre points d'apport volontaire sont réservés au tri sélectif.

Trois flux distincts existent :

- Le verre,
- Les emballages légers (bouteilles en plastique, emballage en aluminium et en acier...)
- Les papiers, cartonnets et briques alimentaires.

Les tonnages collectés sont les suivants à l'échelle de la CCAS :

- Emballages légers, bouteilles plastiques, emballages en aluminium, ... : 5,45 tonnes,
- Verre : 37,09 tonnes
- Papier, carton, journaux, briques alimentaires : 37,50 tonnes.

Ces déchets sont collectés et traités puis sont ensuite envoyés vers des centres de tri et de conditionnement pour y être recyclés.

### 7.3.3 - Déchets verts

La communauté de communes distribue depuis 2009 des composteurs et des bio-sceaux sur demande avec un tarif préférentiel. Depuis le début de cette opération, la commune d'Arthaz a reçu 75 composteurs.

### 7.3.4 - Déchèterie

Sur une superficie de 2 300 m<sup>2</sup>, la déchetterie intercommunale des Rocailles comprend un chalet d'accueil, un conteneur pour les produits toxiques, un bac à batteries, un conteneur pour l'huile de vidange, deux bennes pour les encombrants, deux à trois bennes pour les déchets verts, une benne pour les cartons, une benne pour la ferraille, une benne couverte pour les papiers, une benne pour les gravats, une benne pour le bois, une benne pour les pneumatiques, une benne pour le plâtre, des contenants pour les déchets de soins et les consommables de bureautique...

Ainsi que plusieurs conteneurs gérés par le SIDEFAGE (Point Vert) dans le cadre du tri des déchets ménagers (papiers/cartonnets, plastiques/aluminium, verre).

Tous les habitants de la Communauté de Communes ont accès à cette déchetterie, ainsi que les professionnels du territoire moyennant le paiement d'une redevance.

### 7.3.5 - Déchets inertes

Ces déchets sont produits par les activités de construction, de rénovation et de démolition, ainsi que par les activités de terrassement.

Selon le schéma départemental des déchets du BTP datant de 2004, il y a un déficit en sites de stockage. Les artisans ont accès à la déchetterie intercommunale de Régnier pour y déposer leurs déchets inertes avec un tarif qui dépend des quantités.

## 7.4 - CONCLUSIONS

### 7.4.1 - Atouts/Faiblesses

Atouts	Faiblesses
<p>Une valorisation des déchets (matière, énergétique).</p> <p>Le tri en place sur la commune.</p> <p>Des composteurs disponibles à prix préférentiel.</p>	<p>Pas de solution pour les déchets inertes</p>

### 7.4.2 - Enjeux

La réduction à la source de la production de déchets.

- Obligation de la loi Grenelle : - 7% de la production d'OMA (OM + Tri sélectif) d'ici 2014.

La valorisation matière et organique des déchets ménagers :

- Obligation de la loi Grenelle : 45 % des DMA en recyclage matière et valorisation organique d'ici 2015.

## 8 - LE BRUIT

### 8.1 – CONTEXTE REGLEMENTAIRE

Les principaux textes en vigueur relatifs à la réglementation du bruit (infrastructures routières) sont les suivants :

- Le Code de l'Environnement et, notamment, ses dispositions relatives à la lutte contre le bruit (livre V).
- Le décret n°95-22 du 9 janvier 1995, relatif à la limitation des aménagements et infrastructures de transports terrestres, pris pour l'application de la loi n°92-1444 du 31 décembre 1992 codifiée.
- L'arrêté du 5 mai 1995, relatif au bruit des infrastructures routières, complété par la circulaire du 12 décembre 1997.
- L'arrêté du 30 mai 1996, relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit.

### 8.2 – DONNEES GENERALES

Le bruit peut être caractérisé par sa fréquence (grave, médium, aiguë) et par son amplitude mesurée en niveau de pression acoustique. L'oreille humaine a une sensibilité très élevée, puisque le rapport entre un son audible (2.10<sup>-5</sup> Pascal) et un son douloureux (20 Pascal) est de l'ordre de 1 000 000.

L'échelle usuelle pour mesurer le bruit est une échelle logarithmique et l'on parle de niveaux de bruit exprimés en décibel A (dB(A)), où A est un filtre caractéristique des particularités fréquentielles de l'oreille.

Le bruit de la circulation automobile fluctue au cours du temps. La mesure instantanée (au passage d'un camion par exemple), ne suffit pas pour caractériser le niveau d'exposition au bruit des habitants. Les enquêtes et études menées ces trente dernières années ont montré que le cumul de l'énergie sonore reçue par un individu était l'indicateur le plus représentatif des effets du bruit sur l'homme, en particulier, de la gêne issue du bruit de trafic. Ce cumul est traduit par le niveau énergétique équivalent, noté Leq.

Après enquête sur un certain nombre de sites, on peut donner les indications suivantes caractérisant la gêne des habitants :

- en dessous de 55 dB(A) : moins de 1% des riverains se déclarent gênés.
- entre 55 et 60 dB(A) : 5% des riverains se déclarent gênés.
- entre 60 et 65 dB(A) : 20% des riverains se déclarent gênés.
- entre 65 et 70 dB(A) : 50% des riverains se déclarent gênés.
- au-delà de 70 dB(A) : près de 100% des riverains se déclarent gênés.

Le bruit lié à la circulation automobile varie devant les habitations dans un intervalle de 55 à 80 dB(A) :

- 55 dB(A) : immeuble situé à 500 m d'une autoroute ou façade sur cour en centre-ville.
- 65 dB(A) : rue secondaire d'un centre-ville.
- 75 dB(A) : artère principale d'une grande ville ou habitation à 30 m d'une autoroute.
- 80 dB(A) : façade en bord d'autoroute.

### 8.3 – LES NUISANCES SONORES SUR LA COMMUNE

Le classement des infrastructures de transports terrestres est défini en fonction des niveaux sonores de référence. Pour chaque infrastructure sont déterminés sur les deux périodes 6h-22h et 22h-6h deux niveaux sonores dits "de référence" (LAeq). Caractéristiques de la contribution sonore de la voie, ils servent de base au classement sonore et sont évalués en règle générale à un horizon de vingt ans. Les infrastructures sont ainsi classées par catégories (de la catégorie 1 la plus bruyante, à la catégorie 5), par arrêté préfectoral. Pour chaque catégorie correspond une zone de largeur définie dans laquelle il sera nécessaire de prévoir une installation acoustique renforcée, pour les nouvelles constructions.



*Classement des infrastructures sonores (Source DDT 74)*

Niveau sonore de référence LAep(6h-22h) en dB(A)	Niveau sonore de référence LAep(22h-6h) en dB(A)	Catégorie	Largeur du secteur de protection
L > 81	L > 76	1	30 0 m
7 6 < L ≤ 81	7 1 < L ≤ 76	2	25 0 m
7 0 < L ≤ 76	6 5 < L ≤ 71	3	10 0 m
6 5 < L ≤ 70	6 0 < L ≤ 65	4	30 m
6 0 < L ≤ 65	5 5 < L ≤ 60	5	10 m

Ces niveaux sonores peuvent être en réalité perçus à des distances très variables qui s'affranchissent en fonction de la situation topographique du riverain par rapport à la voirie.

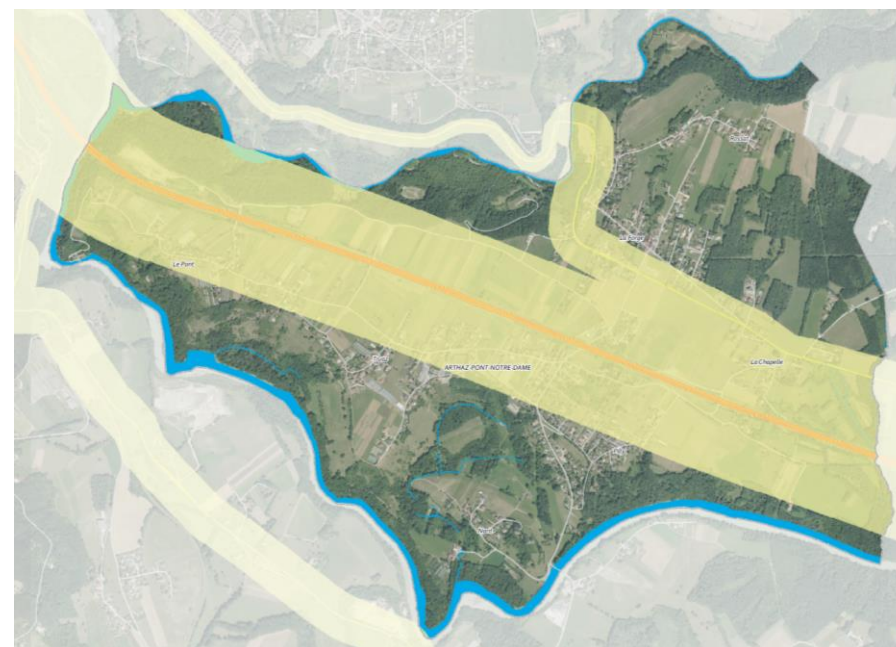
La commune est traversée d'Est en Ouest par l'A40. Cette autoroute est classée en catégorie 1.

Au Nord-Est, la RD1205 est quant à elle classée en catégorie 3.

La carte suivant présente les bandes de protection de ces infrastructures routières. Cette carte repère également les Zones de Bruits Critiques (ZBC). Ces dernières correspondent à des zones urbanisées composées de bâtiments « sensibles » (habitations, établissements de soin, de santé, d'enseignement et d'action sociale) dont les niveaux sonores en façades relevant de la contribution sonore d'une ou plusieurs infrastructures, dépassent ou risquent de dépasser à terme, l'une au moins des valeurs limites suivantes :

- Bruits routiers ou ferroviaires : LAeq(6h-22h) > 70 dB(A) – LAeq(22h-6h) > 65 dB(A)
- Autres cas : LAeq(6h-22h) > 73 dB(A) - LAeq(22h-6h) > 68dB(A)

#### **Secteurs affectés par le bruit des principales infrastructures de transport**



Des cartes des zones exposées au bruit des grandes infrastructures de transport selon les indicateurs Lden et Ln sont également réalisées sur le département de la Haute-Savoie. Celles-ci présentent les zones actuellement exposées au bruit des grandes infrastructures de transport sur le département. Cette représentation, basée sur des données d'entrée parfois forfaitaires et évaluée par calcul, propose une vision macroscopique et maximaliste de l'exposition au bruit.

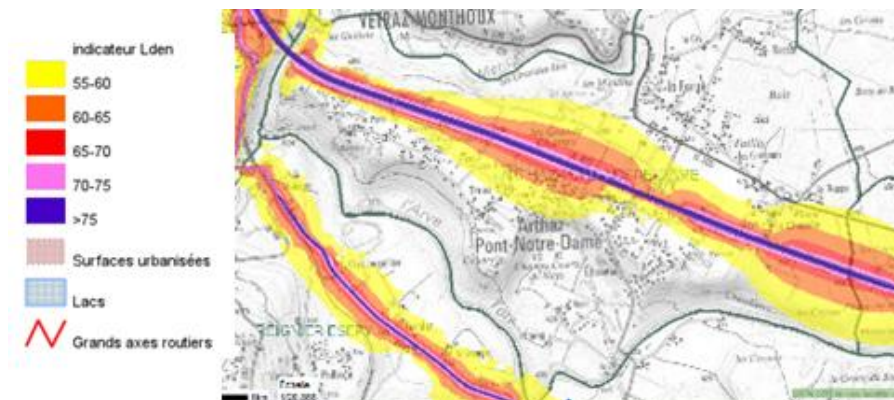
**Indicateur Lden** : indicateur du niveau sonore global pendant une journée (jour, soir et nuit) utilisé pour qualifier la gêne de la population liée à l'exposition au bruit.

**Indicateur Ln** : indicateur du niveau sonore global pendant la période nocturne (22h à 6h) utilisé pour qualifier la gêne de la population liée à l'exposition au bruit.

Un environnement sonore est considéré comme bruyant lorsque l'indice Lden dépasse les 68 dB(A).

Les quatre cartes ci-dessous révèlent qu'une petite partie de la population réside dans un environnement sonore considéré comme bruyant, en lien avec l'A40 (selon les modélisations). Il est également important de noter que les niveaux sonores peuvent être en réalité perçus à des distances très variables qui s'affranchissent en fonction de la situation topographique des riverains par rapport à la voirie ou toute autre source de bruit.

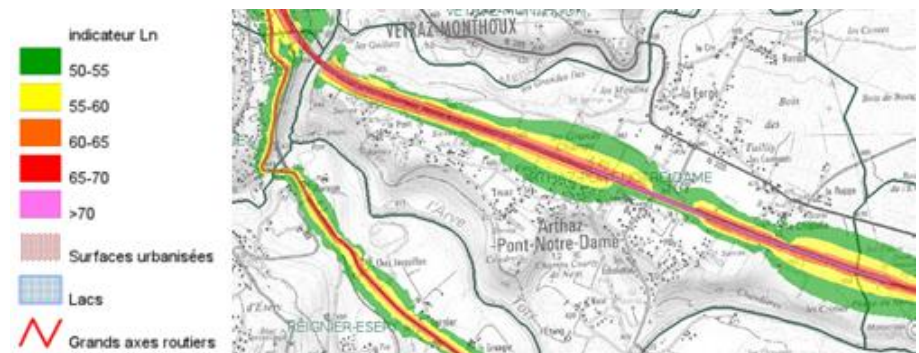
Zones exposées au bruit routier selon l'indicateur Lden. Source : DDT 74



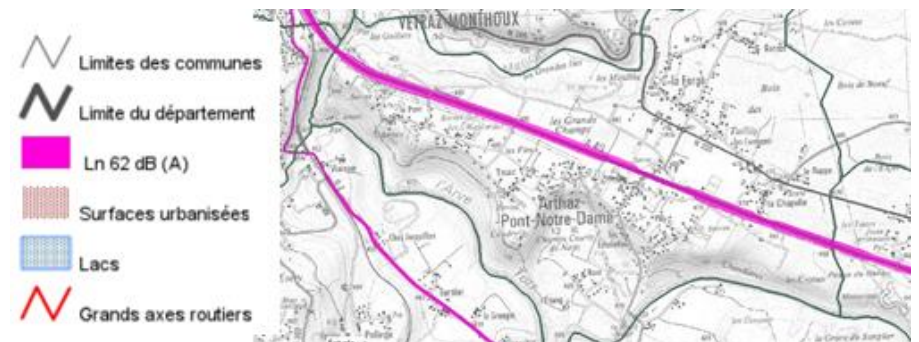
Zones où la valeur limite Lden a été dépassée. Source : DDT 74



Zones exposées au bruit routier selon l'indicateur Ln. Source : DDT 74



Zones où la valeur limite Ln a été dépassée. Source : DDT 74



## 8.4 - CONCLUSIONS

### 8.4.1 - Atouts/Faiblesses

Atouts	Faiblesses
Le classement des infrastructures routières à caractère réglementaire	L'A40 qui traverse le territoire

### 8.4.2 - Enjeux

La maîtrise de l'exposition au bruit des populations :

- Une organisation du territoire favorable à la réduction des déplacements en voiture individuelle et le développement de modes de transports actifs (vélo, marche) ou partagés (transports en commun, covoiturage).
- Formes urbaines permettant une meilleure isolation acoustique.

## 9 - RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

### 9.1 – LES RISQUES NATURELS

Quelques grands principes sont à retenir pour la prise en compte des risques naturels dans l'aménagement du territoire.

La commune est exposée aux risques suivants, localisés sur la carte des aléas :

- Glissement de berges
- Chutes de pierres
- Zones humides
- Manifestations torrentielles

Les instabilités de berge observées sur le terrain sont dues au travail d'érosion et de déstabilisation de l'Arve.

On a pu observer également sur la commune d'Arthaz Pont-Notre-Dame quelques chutes de pierres ; il s'agit en fait d'affleurement rocheux sur les berges qui, une fois déstabilisés, libèrent quelques blocs vers l'Arve.

La commune d'Arthaz Pont-Notre-Dame compte divers ouvrages destinés à la protection des personnes et biens menacés vis-à-vis du risque torrentiel.

Il s'agit en fait d'ouvrages qui assurent la protection du Pont de l'autoroute entre Monnetier-Mornex et Arthaz Pont-Notre-Dame (enrochements au niveau des piles de pont pour éviter l'affouillement) et du Pont Neuf entre Reignier et Arthaz Pont-Notre-Dame (avec la réalisation d'un seuil en enrochements qui protège les bases du pont des problèmes d'affouillement).

La commune est couverte par un PPRi1 opposable approuvé par arrêté préfectoral du 19/11/2011.

Le PPR constitue une servitude d'utilité publique affectant l'occupation des sols. Cette servitude interdit de construire dans les zones rouges (risques élevés) et bleues foncées (risques moyens à forts) et autorise de construire sous réserve du règlement du PPR dans les zones bleues claires (risques modérés).

<sup>1</sup> PPRn : Plan de Prévention des Risques naturels d'inondation



La commune est également concernée par un risque de sismicité moyen par la Carte des zones sismiques réglementaires en Haute-Savoie

La commune d'Arthaz Pont-Notre-Dame a fait également l'objet d'un arrêté portant reconnaissance de catastrophe naturelle pour séisme le 1 octobre 1996.

## **9.2 – LES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

La commune n'est pas couverte par un PPRT .

Elle est exposée à deux risques technologiques (source : Prim.net, 2014 et DCS, DDT74) :

Risques liés aux lâchers d'eau des ouvrages hydroélectriques :

Le groupe d'exploitation hydroélectrique Arve Fier gère et entretient 24 centrales hydroélectriques, dont celle située sur la commune d'Arthaz-Pont-Notre-Dame sur l'Arve.

Le Nord du territoire communal est donc exposé à ce risque. Des panneaux d'information sur les risques liés à la brusque montée des eaux sont installés le long des cours d'eau.

Risques dus au transport de matières dangereuses :

- via le réseau viaire,
- liés à la présence de la canalisation de gaz Cran Gevrier – Villa Grand de DN 300 mm, exploitée par GRT GAZ, faisant l'objet d'une déclaration d'utilité publique par arrêté ministériel du 6 mars 1985.

Par conséquent, une zone non aedificandi de 8 mètres (2 m à l'Ouest et 6 m à l'Est de l'axe de la canalisation) doit être respectée. Dans cette zone, les constructions en dur, la modification du terrain, les plantations d'arbres et d'arbustes de plus de 2m 70 de hauteur et toutes façons culturales descendant à plus de 0,6 m sont interdites.

## **9.3 - CONCLUSIONS**

### **9.3.1 - Atouts/Faiblesses**

<b>Atouts</b>	<b>Faiblesses</b>
Présence d'un PPRI : des risques bien identifiés.	De nombreux aléas sur la commune.
Pas de risques industriels ou SEVESO.	Le passage de la canalisation de gaz
Arve encaissée : un risque d'inondation réduit sur la commune.	Le passage de l'autoroute accroît le risque de déversement de matières dangereuses sur la commune.

### **9.3.2 - Enjeux**

Privilégier le principe de prévention qui vise à limiter les enjeux dans les zones soumises aux phénomènes (aléas).

Raisonner l'aménagement pour ne pas aggraver les risques ou en créer de nouveaux.

Ne pas aggraver la vulnérabilité existante.

Réduire la vulnérabilité des aménagements existants.

## 3<sup>ème</sup> PARTIE : EXPOSE DES CHOIX RETENUS

### 0 – PREAMBULE

Sur la base :

- de l'analyse des données "objectives", et notamment des informations statistiques relatives à la démographie, à l'économie et à l'urbanisation (partie I) ;
- de l'approche spatiale et "sensible" du territoire, dans ses différents aspects physiques, environnementaux, paysagers et patrimoniaux (partie II), et dans les facteurs de leur évolution...

.. ont pu être dégagés les éléments représentatifs de la commune, les tendances de son évolution, ses fragilités, ses points forts, et donc ses enjeux pour l'avenir tels qu'ils sont développés ci-après (chapitre 1).

C'est de cette approche "multi-critères" qu'ont logiquement découlés les choix retenus pour établir le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (chapitre 1), la délimitation des zones du PLU et les règles qui y sont applicables (chapitre 2) ainsi que les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) "patrimoniales" et "sectorielles" (chapitre 3).

Le PLU a en outre l'obligation :

- de prise en compte des documents de rang supérieur (chapitre 4).
- de fixer, à travers son PADD, des objectifs de modération de la consommation d'espace et de justifier de ces objectifs (chapitre 5).

A noter : si le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) constitue un document à part entière dans le dossier du PLU, auquel on se reportera,<sup>8</sup> ses orientations générales seront rappelées ponctuellement dans les parties à suivre, pour mieux souligner les rapports de complémentarité et de cohérence entre les différentes pièces constitutives du dossier de PLU.

<sup>8</sup> Voir pièce n° 3.

### 1 – LES ATTENDUS GENERAUX DU PADD AU REGARD DES ENJEUX DEGAGES DU DIAGNOSTIC ET DES GRANDS DEFIS DU SCOT

Les enjeux dégagés du diagnostic sont nombreux mais de nature et d'ampleurs différentes.

- Certains ont trait à une ou plusieurs thématiques.
- Certains sont supracommunaux, d'autres plus spécifiques à la commune.

Ces enjeux ont été exprimés ci-après, à la fois de façon dissociée, par grand thème (point 1.1), et à la fois de façon transversale (point 1.2) pour en faciliter la compréhension.

Est également établi ici à la fois le lien entre les enjeux et les orientations du PADD, mais est aussi démontré la compatibilité du PADD du PLU avec le PADD du SCoT.

Chacune des trois orientations générales du PADD du PLU a été déclinée en plusieurs "orientations induites", chaque orientations induites se déclinant ensuite en "objectifs déclinés".

Ces objectifs se traduisent à leur tour en dispositions réglementaires. Cette mise en œuvre du PADD de la commune constitue le "fil conducteur" des dispositions retenues au sein du PLU.

On rappellera que les grandes orientations du PADD du PLU sont les suivantes :

*Axe I : Conforter la vie et l'animation du village*

*Axe II : Structurer et mieux valoriser de notre cadre de vie*


*Axe III : Maintenir et valoriser le potentiel économique local*

**1.1 - LES ENJEUX THEMATIQUES**

THEME	ENJEUX ET PROBLEMATIQUE DE DEVELOPPEMENT OU DE PROTECTION	ORIENTATION INDUITE DU PADD
<b>DEMOGRAPHIE / LOGEMENTS</b>	<p><b>Face à un territoire attractif, du fait notamment de sa proximité avec les agglomérations annemassienne et genevoise... et face à une croissance démographique contenue ces 20 dernières années du fait de l'absence de document d'urbanisme mais qui s'accélère depuis 2011, portée par l'arrivée de nouveaux habitants ...</b></p> <p><b>Face à un parc de logements qui progresse et se diversifie, mais ne suffit pas à répondre à la diversité des besoins des ménages, avec notamment, un marché de moins en moins accessible à la demande locale et des parcours résidentiels pénalisés ...</b></p> <p><b>Et pour répondre aux objectifs du SCoT et du PLH de la CCAS...</b></p> <p>... L'enjeu pour l'avenir consiste en accueil satisfaisant des populations futures qui suppose :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une offre adaptée en équipements et services à la population.</li> <li>- Une diversification du parc de logements (types, statuts d'occupation...) permettant une dynamique démographique : <ul style="list-style-type: none"> <li>- en mettant l'accent sur le développement du parc de logements aidés, en faveur de catégories de population qui, de plus en plus nombreuses, éprouvent des difficultés à se loger sur le marché "libre" (jeunes en début de parcours résidentiel, personnes âgées, personnes handicapées, ménages disposant de revenus modestes).</li> <li>- en concentrant cette offre au centre-village afin de renforcer son animation et réduire les déplacements.</li> </ul> </li> <li>- Des logements de qualité (confortables, sains et intégrant les enjeux environnementaux et paysagers).</li> <li>- Un développement qui tienne compte des capacités d'accueil de la commune en termes de fonctionnement (réseaux...), d'espace (typologies de logements plus économes) et de paysage (par la bonne insertion des futures constructions).</li> </ul>	<p>I.1 : Renforcer l'attractivité et améliorer le cadre urbain du Chef-lieu</p> <p>I.2 : Veiller à un développement urbain adapté au niveau d'équipements actuel et projeté, pour la qualité de vie des habitants</p> <p>I.3 : Programmer un développement démographique maîtrisé et qualifié, au profit de l'équilibre social et générationnel de la population future</p>
		<p><b>AXES DU PADD DU SCOT CORRESPONDANT</b></p> <p>AXE I : Concevoir un territoire habité et structuré</p> <p>↳ AXE IV : Préserver une qualité de vie et un cadre de vie</p>



THEME	ENJEUX ET PROBLEMATIQUE DE DEVELOPPEMENT OU DE PROTECTION	ORIENTATION INDUITE DU PADD
EQUIPEMENTS / RESEAUX SANITAIRES	<p><b>Face à un niveau d'équipement satisfaisant, servi par une politique foncière volontariste, mais confronté à des évolutions démographiques, sociétales et urbaines rapides, ainsi qu'à des exigences de plus en plus fortes en matière sanitaire (réseaux) et sociale (accessibilité)...</b></p> <p><u>... Concernant les équipements publics et collectifs :</u></p> <p>La gestion optimisée des équipements actuels et futurs induira des équipements :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- suffisants et satisfaisants par rapport aux besoins,</li> <li>- bien desservis et accessibles au plus grand nombre, en particulier aux personnes à faible mobilité (jeunes, personnes âgées ou handicapées).</li> <li>- rentables, par rapport aux investissements et aux charges de fonctionnement.</li> <li>- qui concilient efficacité et proximité, et privilégient le statut intercommunal des équipements les plus structurants.</li> </ul> <p>Un préalable indispensable : déterminer les localisations souhaitables pour les différents équipements publics, afin de permettre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La maîtrise du foncier par la collectivité.</li> <li>- Une accessibilité aisée pour la population.</li> <li>- Et autant que possible, un renforcement de l'animation du centre de vie de la commune.</li> </ul> <p><u>... Concernant la gestion de l'eau :</u></p> <p>La politique de gestion de l'eau doit être réfléchie de façon globale en considérant l'ensemble des enjeux : inondations, ressources en eau, milieux naturels...</p> <p>En matière de gestion des eaux usées, il conviendra d'assurer la cohérence entre les dispositions graphiques et réglementaires du PLU et le zonage de l'assainissement collectif et non collectif.</p> <p>Les dispositions doivent être renforcées en termes de gestion des eaux pluviales, dans un objectif notamment de prévention/réduction, induisant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le maintien, dans leur état naturel, des milieux aquatiques (cours d'eau, zones humides),</li> <li>- Une limitation de l'imperméabilisation des sols et à contrario la mise en œuvre de dispositifs de rétention et/ou d'infiltration.</li> </ul>	<p>I.2 : Veiller à un développement urbain adapté au niveau d'équipements actuel et projeté, pour la qualité de vie des habitants</p> <p>II.1 : Identifier, préserver et mieux gérer nos ressources et nos espaces naturels et agricoles, ainsi que les fonctionnalités écologiques du territoire communal, facteurs de biodiversité et de qualité du cadre vie</p> <p>II.3 : Favoriser un développement urbain plus durable par la réduction de son empreinte écologique et la prise en compte des risques</p>
		<p>➡ <b>AXES DU PADD DU SCOT CORRESPONDANT</b></p>
		<p>AXE I : Concevoir un territoire habité et structuré</p> <p>↳ AXE IV : Préserver une qualité de vie et un cadre de vie</p>


THEME	ENJEUX ET PROBLEMATIQUE DE DEVELOPPEMENT OU DE PROTECTION	ORIENTATION INDUITE DU PADD
ACTIVITES ET EMPLOI	<p><b>Face à un phénomène de dépendance et de spécialisation territoriale des fonctions "habiter" et "travailler", à contenir dans une logique de réduction des déplacements, de dynamisme et d'animation...</b></p> <p>... Le développement de l'économie sur le territoire communal doit être envisagé sous un angle à la fois qualitatif et quantitatif, à concilier avec la fonction résidentielle dominante de la commune et la préservation des ressources.</p> <p>Et pour chacun des "piliers" de l'économie locale :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Pour les activités artisanales, commerciales et de services</u> : concernant le renforcement de l'offre de proximité, leur accueil doit être envisagé en mixité avec le logement, principalement au cœur du centre-village, et pour les activités non compatibles avec l'habitat, le développement qualitatif du secteur "des Combes" est à envisager.</li> <li>- <u>Pour le développement touristique et des loisirs de proximité</u> : des potentialités à valoriser et redéployer, en agissant sur la préservation et la découverte du patrimoine et des espaces naturels, en encourageant au développement d'hébergements touristiques, mais aussi par une évolution qualitative des espaces urbains (en termes de structuration, d'insertion architecturale ...) ...</li> <li>- <u>Pour l'agriculture</u> : le maintien de l'activité agricole encore présente sur le territoire communal, par la préservation de ses outils de production (foncier, sièges d'exploitation, circulations) et en permettant sa diversification (hébergement, vente directe...).</li> </ul>	<p>III.1 : Maintenir la pérennité de l'activité agricole sur la commune, pour sa fonction économique, et permettre sa diversification</p> <p>III.2 : Permettre un développement adapté des activités artisanales et tertiaires, afin notamment de préserver une certaine dynamique de vie et d'emploi sur la commune</p> <p>III.3 : Maintenir et valoriser les potentialités touristiques et de loisirs</p>
		<p> <b>AXES DU PADD DU SCOT CORRESPONDANT</b></p>
		<p>AXE I : Concevoir un territoire habité et structuré</p> <p>AXE II : Concevoir un projet économique propre au territoire</p>

THEME	ENJEUX ET PROBLEMATIQUE DE DEVELOPPEMENT OU DE PROTECTION	ORIENTATION INDUITE DU PADD
DEPLACEMENTS	<p><b>Face à un trafic routier, au niveau de l'A40 et de l'axe structurant que constitue la RD1205, générateur de contraintes et de nuisances, face à des transports collectifs qui se structurent et se développent, mais qui sont encore loin de concurrencer l'usage préférentiel de la voiture individuelle et face à un accroissement des coûts de transports (carburant)...</b></p> <p>... La commune doit répondre à un enjeu global de sécurité, de confort et de diversification des déplacements, induisant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un recentrage et un développement de l'urbanisation à envisagé prioritairement au centre-village et à proximité des arrêts de transports en commun existants (ligne régulières et transport scolaire).</li> <li>- Une limitation de l'extension linéaire de l'urbanisation le long du réseau routier principal.</li> <li>- Une réduction des "points noirs" identifiés (carrefours, itinéraires de délestage, circulation piétonne...).</li> <li>- La recherche de continuité des liaisons piétonnes sécurisées, pour des déplacements piétons facilités et plus attractifs, en assurant prioritairement les liaisons entre les différents hameaux de la commune et le centre-village et vers les haltes de TC.</li> <li>- La préservation voire le développement des itinéraires pour les déplacements d'agrément.</li> </ul>	<p>I.1 : Renforcer l'attractivité et améliorer le cadre urbain du Chef-lieu</p> <p>I.2 : Veiller à un développement urbain adapté au niveau d'équipements actuel et projeté, pour la qualité de vie des habitants</p>
		<p> <b>AXES DU PADD DU SCOT CORRESPONDANT</b></p> <p>AXE I : Concevoir un territoire habité et structuré</p> <p>AXE III : Rendre le territoire plus accessible et mieux relié à l'agglomération</p> <p>AXE IV : Préserver une qualité de vie et un cadre de vie</p>




THEME	ENJEUX ET PROBLEMATIQUE DE DEVELOPPEMENT OU DE PROTECTION <i>Issus de l'Evaluation Environnementale</i>	ORIENTATION INDUITE DU PADD
PAYSAGES / PATRIMOINE	<p><b>Face à :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>A une commune attractive, de par son appartenance à un bassin de vie dynamique, et de par la qualité du cadre de vie.</b></li> <li>- <b>Un espace limité et contraint (relativement faible superficie communale, emprise importante des espaces agricoles et naturels à enjeux).</b></li> <li>- <b>Un territoire qui se banalise, au risque de perdre son identité (accentuation du caractère résidentiel et péri-urbain, perte des traces et des valeurs de la ruralité, extension linéaire de l'urbanisation ...).</b></li> <li>- <b>Une perte de lisibilité du centre-village, aujourd'hui rejoint par les secteurs pavillonnaires environnants.</b></li> </ul> <p>Les enjeux pour la commune consistent à :</p> <p><u>Préserver les espaces ouverts, de "respiration", et clarifier les limites d'urbanisation ...</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- En procédant à un recentrage de l'urbanisation au centre-village.</li> <li>- En stoppant l'extension linéaire de l'urbanisation et en permettant une optimisation de l'usage de l'espace.</li> <li>- En soutenant l'activité agricole aussi pour sa fonction d'entretien des espaces "ouverts" du paysage communal et de maintien de la biodiversité.</li> </ul> <p><u>Maîtriser l'évolution paysagère des espaces urbanisés ...</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- D'une manière générale par : <ul style="list-style-type: none"> <li>- La bonne insertion architecturale et paysagère des constructions et le maintien du caractère ouvert des abords.</li> <li>- L'utilisation de typologie végétale vernaculaire, une limitation de l'artificialisation des sols et la pénétration de la nature en ville...</li> <li>- La préservation et la valorisation des éléments de patrimoine bâtis,</li> </ul> </li> <li>- Et plus spécifiquement en poursuivant les réflexions engagées sur la structuration du cœur du centre-village visant à renforcer son caractère de "petite centralité", en termes de forme urbaine mais aussi de fonctionnalité.</li> </ul>	<p>I.1 : Renforcer l'attractivité et améliorer le cadre urbain du Chef-lieu</p> <p>II.2 : Maîtriser l'évolution de nos paysages et préserver "l'ambiance" encore rurale de la commune</p>
		<p>➡ <b>AXES DU PADD DU SCOT CORRESPONDANT</b></p>
		<p>AXE IV : Préserver une qualité de vie et un cadre de vie</p>

THEME	ENJEUX ET PROBLEMATIQUE DE DEVELOPPEMENT OU DE PROTECTION <i>Issus de l'Evaluation Environnementale</i>	ORIENTATION INDUITE DU PADD
ENVIRONNEMENT	<p><b>Face à des contraintes environnementales (risques, nuisances) et à des sensibilités patrimoniales diverses, les enjeux sont nombreux et portés par un grand nombre de textes, visant la sécurité et la salubrité publique (eau, air, bruit, rejets, déchets), l'environnement et le cadre de vie.</b></p> <p><u>Biodiversité et dynamique écologique :</u> Préserver les espaces naturels riches en biodiversité pour leur rôle biologique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les zones humides.</li> <li>- Les cours d'eau de la commune et leurs boisements associés.</li> <li>- La trame agricole à caractère bocager comme habitat et comme support des déplacements de la faune.</li> </ul> <p>Maîtriser l'enveloppe actuelle de l'urbanisation.</p> <p><u>L'eau :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le maintien, voire l'amélioration de la qualité des eaux superficielles, principalement la Menoge.</li> <li>- Le confortement des fonctionnalités naturelles et des milieux humides pour leur capacité d'épuration, de rétention....</li> </ul> <p><u>Sols et sous-sols :</u> Prendre en compte le potentiel agronomique des sols et leur valeur « d'épuration » :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Valeur d'usage agricole et enjeux de qualité des eaux,</li> <li>- Valeur d'usage du cadre paysager.</li> </ul> <p><u>Energie et gaz à effet de serre :</u> La promotion des énergies renouvelables. Le développement d'une politique globale d'économie d'énergie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une organisation du territoire pour favoriser la mixité des fonctions et les modes de déplacement doux.</li> <li>- Le développement de formes urbaines économes en énergie (volumes, matériaux et isolation, orientation, agencement...).</li> </ul>	<p>I.2 : Veiller à un développement urbain adapté au niveau d'équipements actuel et projeté, pour la qualité de vie des habitants</p> <p>II.1 : Identifier, préserver et mieux gérer nos ressources et nos espaces naturels et agricoles, ainsi que les fonctionnalités écologiques du territoire communal, facteurs de biodiversité et de qualité du cadre vie</p> <p>II.3 : Favoriser un développement urbain plus durable par la réduction de son empreinte écologique et la prise en compte des risques</p>
		<p>➡ <b>AXES DU PADD DU SCOT CORRESPONDANT</b></p>
		<p>AXE IV : Préserver une qualité de vie et un cadre de vie</p>

THEME	ENJEUX ET PROBLEMATIQUE DE DEVELOPPEMENT OU DE PROTECTION <i>Issus de l'Evaluation Environnementale</i>	ORIENTATION INDUITE DU PADD
ENVIRONNEMENT	<u>Air et climat :</u> La réduction à la source des rejets de composés polluants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisation du territoire pour limiter les déplacements en voiture individuelle : mixité des fonctions, développement de modes de déplacements doux (piéton, vélo).</li> <li>- Le développement des transports en commun et d'alternatives au déplacement en voitures individuelles (TC, covoiturage, transport à la demande).</li> <li>- Progression de l'utilisation d'énergies renouvelables au détriment des énergies fossiles.</li> </ul> <u>Déchets :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La réduction à la source de la production de déchets (enjeu de niveau national).</li> <li>- La valorisation matière et organique des déchets ménagers.</li> </ul> <u>Bruit :</u> La maîtrise de l'exposition au bruit des populations : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une organisation du territoire favorable à la réduction des déplacements en voiture individuelle et le développement de modes de transports actifs (vélo, marche) ou partagés (transports en commun, covoiturage).</li> <li>- Formes urbaines permettant une meilleure isolation acoustique.</li> </ul> <u>Risques naturels et technologiques :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une organisation du territoire de façon à ne pas augmenter le degré d'aléas et de risques.</li> <li>- La gestion raisonnée des eaux pluviales (rétention à la parcelle, infiltration) en préalable aux projets d'aménagements.</li> <li>- La gestion forestière : rôle de protection contre les risques de ravinement, instabilité de versant, avalanches et chute de blocs.</li> <li>- La préservation des espaces de liberté des cours d'eau.</li> </ul>	I.2 : Veiller à un développement urbain adapté au niveau d'équipements actuel et projeté, pour la qualité de vie des habitants  II.1 : Identifier, préserver et mieux gérer nos ressources et nos espaces naturels et agricoles, ainsi que les fonctionnalités écologiques du territoire communal, facteurs de biodiversité et de qualité du cadre vie  II.3 : Favoriser un développement urbain plus durable par la réduction de son empreinte écologique et la prise en compte des risques
		 <b>AXES DU PADD DU SCOT CORRESPONDANT</b>
		AXE IV : Préserver une qualité de vie et un cadre de vie



THEME	ENJEUX ET PROBLEMATIQUE DE DEVELOPPEMENT OU DE PROTECTION <i>Issus de l'Evaluation Environnementale</i>	ORIENTATION INDUITE DU PADD
ENVIRONNEMENT ET PAYSAGE	<p>A partir de l'ensemble de ces enjeux thématiques, et en fonction de plusieurs critères (Ecart aux objectifs réglementaires et aux ambitions politiques locales / Menaces d'évolution défavorable au "fil de l'eau" / Interaction avec les enjeux sociaux et économiques / Irréversibilité des incidences défavorables potentielles), une analyse transversale a permis de dégager 2 enjeux environnementaux au sens large, majeurs pour le territoire communal :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La structuration des espaces bâtis, en lien avec la protection des populations vis-à-vis des nuisances, des risques et des économies d'énergie.</li> <li>- La préservation des milieux naturels et agricoles, garants de l'image rurale, supports de milieux patrimoniaux et de la dynamique écologiques fonctionnelle du territoire.</li> </ul>	<p>I.2 : Veiller à un développement urbain adapté au niveau d'équipements actuel et projeté, pour la qualité de vie des habitants</p> <p>II.1 : Identifier, préserver et mieux gérer nos ressources et nos espaces naturels et agricoles, ainsi que les fonctionnalités écologiques du territoire communal, facteurs de biodiversité et de qualité du cadre vie</p> <p>II.3 : Favoriser un développement urbain plus durable par la réduction de son empreinte écologique et la prise en compte des risques</p>
		<p> <b>AXES DU PADD DU SCOT CORRESPONDANT</b></p>
		<p>AXE IV : Préserver une qualité de vie et un cadre de vie</p>



## 1.2 - ENJEUX TRANSVERSAUX

**Arthaz-Pont-Notre-Dame bénéficie d'une position particulière et privilégiée au sein du dynamique bassin de vie Franco-Valdo-Genevois, de par :**

- Sa proximité avec l'agglomération Annemassienne (et Genevoise, ainsi que du Lac Léman), et sa desserte par un axe routier structurant (la RD1205),
- Son caractère rural encore affirmé :
  - La qualité agronomique des terres ainsi que sa topographie ayant permis le développement d'une agriculture (maraîchère/horticole et d'élevage) dynamique qui contribue à la qualité des paysages.
  - La commune étant encore dotée d'un certain nombre d'éléments bâtis patrimoniaux à caractère religieux ou rural, témoin de l'histoire et contribuant à son identité.
- L'existence d'une trame agri-environnementale étendue aux fonctions écologiques reconnues.

**... Autant d'éléments qui ont participé et participe encore à l'attractivité de la commune, et qui, associé à un relativement bon niveau d'équipement, contribuent à offrir un cadre de vie de qualité à ses habitants.**

**Et pourtant, les points forts de la commune, ne sauraient occulter certains phénomènes, ou certaines tendances d'évolution, qui peuvent être à l'origine de déséquilibres ou de dégradations.**

En effet, Arthaz-Pont-Notre-Dame a connu un phénomène de "résidentialisation" qui s'est traduit par une consommation de l'espace pour l'essentiel en faible densité, et parfois par un développement linéaire de l'urbanisation.

Ce mode de développement constaté a une incidence sur :

- L'environnement et les milieux naturels et agricoles, qui subissent une pression croissante avec des impacts sur son écosystème et sa biodiversité (réduisant les possibilités de circulation de la faune entre les différents réservoirs de biodiversité).

- Les espaces nécessaires aux générations futures, avec une "tâche urbaine" qui s'étend.
- La qualité des paysages qui tendent à se "banaliser" avec une perte des traces et des valeurs de la ruralité, et des limites de plus en plus floues entre les espaces urbanisés et les espaces agricoles et naturels.
- L'offre en logements (dominée par la maison individuelle) de plus en plus inadaptée à la diversité des besoins, surtout en termes d'habitat locatif et socialement aidé (et ce malgré les efforts communaux engagés de diversification).
- La lisibilité du centre-village, qui est aujourd'hui rejoint par les secteurs pavillonnaires environnants avec une incidence forte sur la vie du village et son identité propre.

A l'organisation de l'armature urbaine du territoire, viennent s'ajouter une dépendance forte vis-à-vis de l'extérieur en termes d'emplois et de services "spécialisés", un éloignement des pôles "travail" et une absence de transport public performant, qui impliquent l'usage de l'automobile pour la plupart des déplacements, ce qui pèsera de plus en plus sur la vie des ménages et sur l'environnement.

**Arthaz-Pont-Notre-Dame doit donc s'attacher à résorber ses déséquilibres impliquant de :**

- conforter la vie et l'animation du village,
- structurer et mieux valoriser le cadre de vie,
- et maintenir et valoriser le potentiel économique local.

✓ Pourquoi conforter la vie et l'animation du village (Axe I du PADD)

... Parce que la possibilité offerte à tous, de se loger et de se déplacer dans des conditions satisfaisantes, est un facteur de cohésion et de paix sociale, de solidarité entre les territoires, entre les catégories sociales et entre les générations (finalité n°4), et en particulier vis-à-vis des personnes âgées.

... Pour contribuer à mieux répondre aux divers besoins de la population (en termes de logements, d'équipements et de services), à travers un cadre urbain plus structuré ...

... Par notamment la création d'un véritable "lieu de vie" au cœur du centre-village afin de :

- Renforcer son animation et le lien social entre les habitants,
- D'améliorer le fonctionnement de la commune (équipements, réseaux, déplacements) tout en économisant les finances publiques.
- D'optimiser et de réduire la consommation d'un espace de plus en plus "précieux" (car de plus en plus rare).

**... Et pour répondre simultanément à :**

- **l'Axe I du PADD du SCoT** : Concevoir un territoire habité et structuré.
- **l'Axe IV du PADD du SCoT** : Préserver une qualité de vie et un cadre de vie.

✓ Pourquoi structurer et mieux valoriser le cadre de vie de la commune ... ? (Axe II du PADD)

... Parce que les biens et services offerts par la diversité biologique sont innombrables (et pour la plupart irremplaçables), mais reposent sur des équilibres fragiles (d'autant plus en secteur péri-urbain), et que, de la protection des ressources et des milieux naturels dépend l'avenir même des générations futures, ...

... Parce que "l'épanouissement de tous les êtres humains, par l'accès à une bonne qualité de vie" a été reconnu comme l'une des finalités essentielles pour l'avenir de la planète (finalité n°3).

... Parce que dans le cadre de vie et de travail, la présence éventuelle de risques et de nuisances, influent sur la condition physique et psychologique des individus (enjeux de sécurité, de santé et de salubrité publique).

... Parce que l'étalement urbain est un phénomène plus "subi" que souhaité par la commune, et qu'il ne constitue pas un mode de développement durable, pour des raisons à la fois économiques et financières, environnementales, paysagères et identitaires.

... Parce que la commune est dotée d'un capital naturel qui participent à son identité propre, son attractivité et la qualité du cadre de vie de ses habitants.

**... Et pour répondre simultanément à :**

- **l'Axe I du PADD du SCoT** : Concevoir un territoire habité et structuré.
- **l'Axe IV du PADD du SCoT** : Préserver une qualité de vie et un cadre de vie.

✓ Maintenir et valoriser le potentiel économique local ... ? (Axe III du PADD)

... Pour continuer à répondre aux besoins d'activités et d'emplois, permettant de :

- Contenir les phénomènes de dépendances et de spécialisation territoriale des fonctions "habiter" et "travailler".
- Limiter les déplacements liés au travail.
- Générer des richesses (recettes fiscales, notamment).

... Et finalement : pour concilier le renforcement de l'identité propre de Arthaz-Pont-Notre Dame et l'équilibre territorial recherché à l'échelle de la CCAS.

**... Et pour répondre à l'Axe III du PADD du SCoT : Rendre le territoire plus accessible et mieux relié à l'agglomération.**

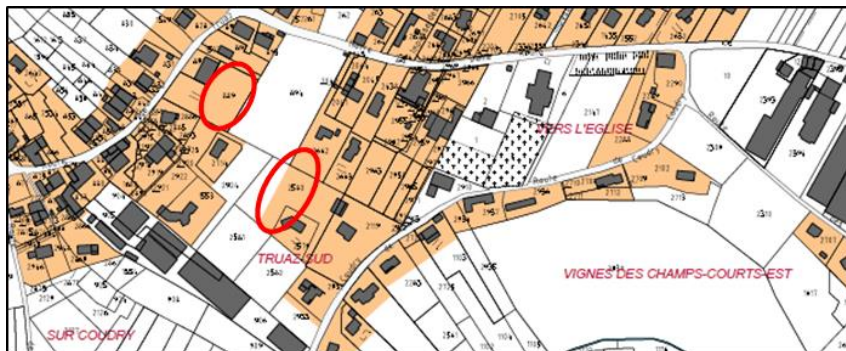


### 2.1.1 – Les zones urbaines (U) :

Dans le cas de Arthaz-Pont-Notre-Dame, ces secteurs correspondent à ceux, déjà bâtis et équipés, qu'il s'agit de gérer de la façon la plus adaptée aux caractéristiques, aux sensibilités et au fonctionnement qui leur sont propres, tout en favorisant leur optimisation :

Au sein de cette zone à caractère "générique", un secteur est distingué (faisant l'objet de dispositions réglementaires particulières) :

-



... ou pour soutenir des activités économiques existantes.



... Et pour répondre aux orientations induites suivantes du PADD du PLU :

- I.1 : Renforcer l'attractivité et améliorer le cadre urbain du Chef-lieu
- I.2 : Veiller à un développement urbain adapté au niveau d'équipements actuel et projeté, pour la qualité de vie des habitants
- I.3 : Programmer un développement démographique maîtrisé et qualifié, au profit de l'équilibre social et générationnel de la population future
- II.2 : Maîtriser l'évolution de nos paysages et préserver "l'ambiance" encore rurale de la commune
- II.3 : Favoriser un développement urbain plus durable par la réduction de son empreinte écologique et la prise en compte des risques

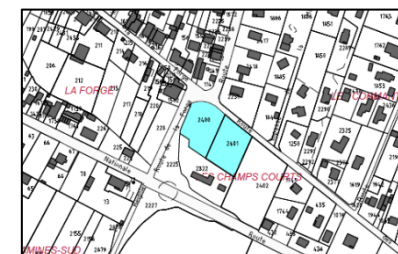
- **La zone UE (~32,5 ha.)** concerne les secteurs à usage principal d'équipements publics ou d'intérêt collectif.

Des dispositions réglementaires spécifiques sont introduites afin de permettre leur gestion et leur développement dans des conditions adaptées à leurs contraintes et à leurs spécificités.

Elle concerne pour 3,2 ha. les équipements publics existants (centrale hydroélectrique, centre de secours et église, salle communale, mairie et groupe scolaire, poste)...



... et pour ~0,4 ha. le hameau de la Forge où la commune souhaite voir s'implanter une maison médicale d'intérêt intercommunal. Ces parcelles sont d'ores et déjà propriété de la CCAS. La localisation de ce secteur vise à la fois :



- à permettre une offre équilibrée en service, dans la mesure où l'opération qui va s'achever au centre-village prévoit la réalisation de locaux à destination des professions libérales,
- à faciliter l'accès à la maison médicale aux populations des communes environnantes de par sa localisation en bordure de la RD1205, axe structurant.



Au sein de la zone UE, est identifié :

- **un secteur UEr (~28,9 ha.)** concernant les espaces à vocation de gestion du domaine autoroutier et correspondant à l'emprise de l'A40.

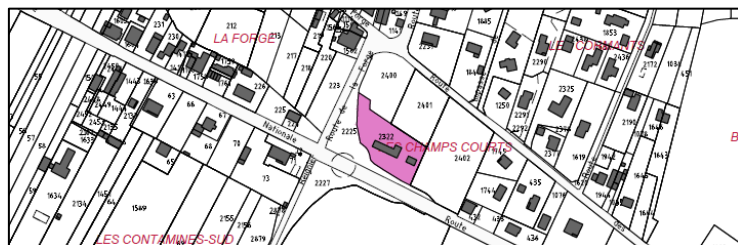


... Et pour répondre aux orientations induites suivantes du PADD du PLU :

- I.2 : Veiller à un développement urbain adapté au niveau d'équipements actuel et projeté, pour la qualité de vie des habitants
- II.3 : Favoriser un développement urbain plus durable par la réduction de son empreinte écologique et la prise en compte des risques

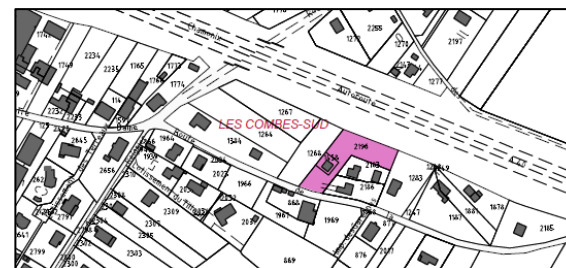
- **La zone UX (~0,44 ha.)** dédiée à la gestion des activités économiques sur le territoire communal.

Elle concerne la station de lavage existante à "la Forge".



Au sein de la zone UX, est distingué le :

- **secteur UX-oap2** aux "Combes Sud", correspondant à l'activité artisanale existante en continuité de laquelle est visé le développement d'un micro-site à vocation artisanale en mixité possible avec des équipements publics ou d'intérêt collectif (secteur 1AUX-oap2).



Les occupations et utilisations du sol admises seront celles relevant de cette vocation spécifique.

... Et pour répondre aux orientations induites suivantes du PADD du PLU :

- III.2 : Permettre un développement adapté des activités artisanales et tertiaires, afin notamment de préserver une certaine dynamique de vie et d'emploi sur la commune

### 2.1.2 – Les zones à urbaniser (AU) :

Sont classées "en zone à urbaniser les secteurs à caractère naturel de la commune destinés à être ouverts à l'urbanisation".

Dans le cas d'Arthaz-Pont-Notre-Dame, sont identifiées deux zones d'urbanisation future destinées à être urbanisées à court ou moyen terme (1AU).

Au sein de ces zones, "lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement définissent les conditions d'aménagement et d'équipement de la zone. Les constructions y sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévus par les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement".

Sont distinguées :

- **La zone 1AUH à vocation dominante d'habitat**, en mixité possible (mais parfois conditionnée) avec des équipements et certaines activités composée du :
  - **Secteur 1AUHv-oap1, (~0,8 ha.)** localisé au cœur du chef-lieu, en continuité du secteur de la mairie et de l'école.



Au sein de ce secteur, des dispositions réglementaires incitatives à la densification, à la mixité de l'habitat et des fonctions sont introduites.

Le PLU actuel permet la maîtrise du devenir de cet espace, stratégique pour la structuration du cœur du centre-village, par son inscription en zone d'urbanisation future, soumise à Orientation d'Aménagement et de Programmation "sectorielle". (cf partie 3.3.1 du rapport)

- **La zone 1AUX** dédiée au développement des activités économiques sur le territoire communal en mixité possible avec des équipements publics ou d'intérêt collectif, composée du :
  - **Secteur 1AUX-oap2, (~0,55 ha.)** localisé au centre-village, dans le secteur des "Combes Sud".



Les occupations et utilisations du sol admises seront celles relevant de sa vocation spécifique.

Le PLU veille à encadrer son urbanisation au travers notamment de la mise en œuvre d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation "sectorielle". (cf partie 3.3.1 du rapport)

Ces deux secteurs sont localisés en bordure de l'autoroute 40 et les dispositions concernant notamment l'aspect architectural et l'implantation des constructions, introduites dans les OAP respectives, sont renforcées. Il s'agit là d'assurer un développement de qualité de ces deux espaces visuellement exposés.



**... Et pour répondre aux orientations induites suivantes du PADD du PLU :**

- I.1 : Renforcer l'attractivité et améliorer le cadre urbain du Chef-lieu
- I.2 : Veiller à un développement urbain adapté au niveau d'équipements actuel et projeté, pour la qualité de vie des habitants
- I.3 : Programmer un développement démographique maîtrisé et qualifié, au profit de l'équilibre social et générationnel de la population future
- II.2 : Maîtriser l'évolution de nos paysages et préserver "l'ambiance" encore rurale de la commune
- II.3 : Favoriser un développement urbain plus durable par la réduction de son empreinte écologique et la prise en compte des risques
- III.2 : Permettre un développement adapté des activités artisanales et tertiaires, afin notamment de préserver une certaine dynamique de vie et d'emploi sur la commune

### 2.1.3 – La zone agricole (A) :

Sont classés en zone agricole "les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles".<sup>9</sup>

En zone A seules peuvent être autorisées les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole et les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.

La délimitation des espaces agricoles a été établie sur la base du diagnostic réalisé par la Chambre d'Agriculture mis à jour.



**Au sein de la zone A, (~239,2 ha.) se distingue :**

- **Un secteur Ar, (~0,8 ha.)** ayant vocation à être restitué à l'espace agricole.

Ce secteur correspond à un ancien site de concassage de matériaux inertes. Le PLU tient ainsi compte de l'occupation effective du sol et traduit la volonté de la commune de voir cet espace restitué à l'agriculture.



<sup>9</sup> Article R 123.7 du Code de l'urbanisme.

A noter également le classement en zone A de pelouses sèches, en bordure de l'Arve, dont l'entretien par l'activité agricole serait souhaitable pour des motifs également d'ordre écologique. (cf carte des zones règlementaires et d'inventaires partie 2.1.2 du rapport)



**... Et pour répondre aux orientations induites suivantes du PADD du PLU :**

- II.1 : Identifier, préserver et mieux gérer nos ressources et nos espaces naturels et agricoles, ainsi que les fonctionnalités écologiques du territoire communal, facteurs de biodiversité et de qualité du cadre vie
- II.2 : Maîtriser l'évolution de nos paysages et préserver "l'ambiance" encore rurale de la commune
- III.1 : Maintenir la pérennité de l'activité agricole sur la commune, pour sa fonction économique, et permettre sa diversification

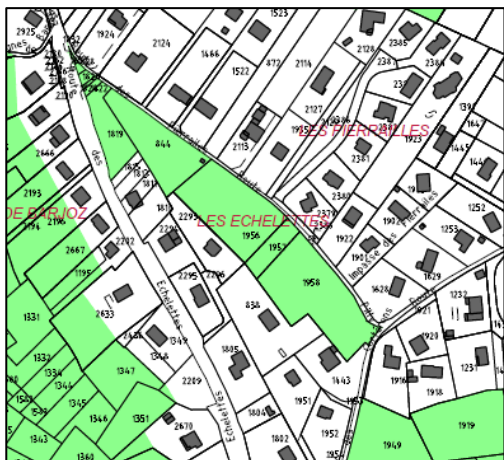
#### 2.1.4 – Les zones naturelles (N) :

Sont classés en zone naturelle "les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels".<sup>10</sup>

Dans le cas d'Arthaz-Pont-Notre-Dame, le classement en zone N concerne (outre les espaces à caractère naturel) les grandes masses boisées, et les cours d'eau (accompagnés ou non de ripisylves).

<sup>10</sup>

Article R 123.8 du Code de l'urbanisme.



Le phénomène de "résidentialisation" qu'a connu Arthaz-Pont-Notre-Dame, ces dernières décennies, s'est traduit par un développement étendu de l'habitat individuel qui a été plus subi que souhaité. La création d'un véritable "lieu de vie" est ainsi apparue comme un enjeu essentiel, pour qu'Arthaz-Pont-Notre-Dame ne devienne pas une commune "dortoir", pour la qualité de vie de ses habitants et pour affronter les enjeux sociétaux, économiques et environnementaux de demain.

En outre, il apparaît évident que les actions à mener en matière de renforcement du caractère de "petite centralité" du Chef-lieu, soient menées au niveau du cœur du centre-village (qui abrite les quelques commerces et services de la Commune ainsi que la mairie et le groupe scolaire) et non au niveau du quartier plus résidentiel de Pilly.

<sup>13</sup> le PADD fixe l'objectif, par rapport aux dix dernières années, d'une diminution au minimum de 50% de la consommation foncière, hors et au sein de l'enveloppe urbaine, pour les besoins du développement à dominante d'habitat et d'équipement

Au sein de la **zone N**, (~239 ha.) un secteur se distingue par certaines vocations, caractéristiques ou des règles particulières :

- **le STECAL N°1, (~0,5 ha.)** Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées au titre de l'article L.123.1.5.II.6 du CU, correspondant au refuge pour animaux existant.



Les dispositions introduites dans le règlement visent à permettre le maintien de cette activité d'utilité publique en autorisant l'extension des constructions existantes ainsi que les constructions nouvelles, installations et aménagements liés au fonctionnement de l'activité de garde d'animaux (sans élevage) autorisée dans le secteur (accueil, abris, niches, ...), dans la limite de 100m<sup>2</sup> de surface de plancher, et sous réserve de leur bonne intégration dans le site.

**... Et pour répondre aux orientations induites suivantes du PADD du PLU :**

- II.1 : Identifier, préserver et mieux gérer nos ressources et nos espaces naturels et agricoles, ainsi que les fonctionnalités écologiques du territoire communal, facteurs de biodiversité et de qualité du cadre vie



**2.2 - TABLEAU DES SURFACES DES ZONES (EN HECTARES)**

<b>ZONES</b>	<b>Surface en hectares</b>	<b>Représentation par rapport à la surface totale de la commune</b>
<b>ZONES URBAINES</b>	<b>110,69</b>	<b>18,7%</b>
Zone UE	32,48	5,5%
- dont secteur UEr	28,89	4,9%
Zone UH	77,77	13,2%
- dont secteur UHv	3	0,5%
Zone UX	0,44	0,1%
- dont secteur UX-oap2	0,19	0,0%
<b>ZONES D'URBANISATION FUTURE</b>	<b>1,36</b>	<b>0,2%</b>
Secteur 1AUHv-oap1	0,81	0,1%
Secteur 1AUX-oap2	0,55	0,1%
<b>ZONES AGRICOLE ET NATURELLE</b>	<b>479,47</b>	<b>81,1%</b>
Zone A	239,19	40,5%
- dont secteur Ar	0,77	0,1%
Zone N	239,06	40,4%
<b>TOTAL</b>	<b>591,08</b>	

## 2.3 - DISPOSITIONS GRAPHIQUES PARTICULIERES

### 2.3.1 - Les constructions admettant un changement de destination (article L151.13 du CU)

Le plan de zonage identifie en zone agricole et naturelle des constructions pour lesquelles un changement de destination est autorisé, dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. Le changement de destination éventuel de ces bâtiments sera soumis à l'avis conforme de la commission départementale de la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers.

Trois de ces constructions sont également identifiées en tant que constructions d'intérêt patrimonial, les mêmes dispositions visant à leur bonne réhabilitation et à leur valorisation s'appliquant.



### 2.3.2 Les périmètres de mixité sociale (article L151.15 du CU)

Est imposé :

- au sein de la zone UH et du secteur UHv que 20% minimum de la surface de plancher des programmes de logements envisagés soit affecté à des catégories de logements socialement aidés en locatif, pour les programmes de plus de 5 logements.
- au sein du secteur 1AUHv-aop1, ce pourcentage est monté à 60%.

L'article 2 des zones et secteurs concernées en précise les modalités d'application.

### 2.3.3 - Les éléments de paysage, les quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger ou à mettre en valeur (article L151.19 du CU)

#### ■ Patrimoine bâti :

Le plan de zonage identifie un certain nombre d'éléments bâtis dont la préservation est souhaitable pour l'identité et le paysage de la commune.

Des règles particulières sont définies dans ces secteurs, qui ont pour objectif d'en préserver le caractère patrimonial, d'y favoriser la réhabilitation et la mise en valeur du bâti ancien.

Sont distingués :

- les **constructions d'intérêt patrimonial**, dont la démolition éventuelle doit faire l'objet d'un permis de démolir (en application de l'article R421-28 du CU) et qui font l'objet de dispositions spécifiques qui tiennent compte des caractéristiques architecturales des constructions identifiées (art. 11 du règlement).
- les **périmètres de bâti patrimonial**, qui présentent un intérêt patrimonial du fait de l'implantation particulière des constructions (qu'elles aient ou non une valeur patrimoniale) ou de l'aménagement de leurs abords, et qui font également l'objet de dispositions adaptées (art. 6, 7 et 12 du règlement).

Le plan de zonage identifie un espace agricole particulièrement sensible du point de vue du paysage concerné par la fiche action n°2 : "protéger et mettre en valeur le grand paysage" de l'OAP "patrimoniale" du PLU qui introduit des dispositions spécifiques. *(cf partie 3.3.1 du rapport)*

Cet espace fait également l'objet de dispositions règlementaires adaptées à sa sensibilité (notamment préambule et articles 1 et 2 du règlement) : seuls sont autorisés les travaux et installations liés à la gestion et l'entretien des milieux naturels ou à l'activité agricole (sous conditions). Aucune construction nouvelle n'est autorisée, l'extension limitée des constructions existantes est conditionnée et les constructions annexes sont interdites.



Certains éléments végétaux, incluant les principales masses boisées, les ripisylves associées au cours d'eau mais également les éléments végétaux de proximité (haies, bosquets ...), sont identifiés pour leur contribution aux continuités écologiques mais aussi leur valeur paysagère.

A noter que toute modification ou destruction d'un de ces éléments végétaux doit faire l'objet d'une déclaration préalable. Cette disposition est rappelée en préambule du règlement.

Cette identification et ces modalités de préservation de ces éléments végétaux ont été préférées à un classement au titre de l'art. L113.1 du CU valant Espaces Boisés Classés, classement trop contraignant pour leur entretien, notamment celui des ripisylves associées aux cours d'eau de l'Arve et de la Menoge, effectué par le SM3A (Syndicat Mixte d'Aménagement de l'Arve et de ses Abords).



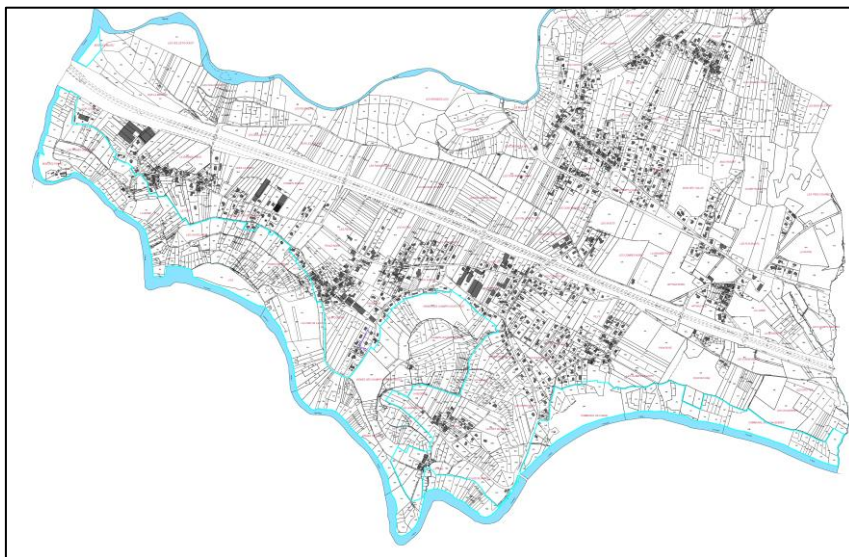


### 2.3.4 - Les espaces et secteurs contribuant aux continuités écologiques (article L151.23 du CU)

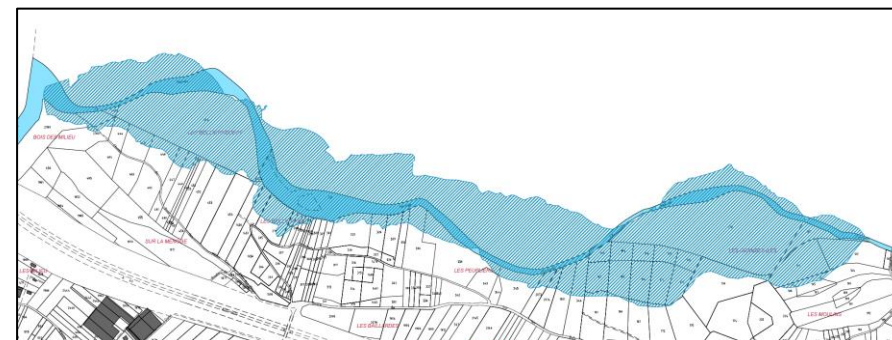
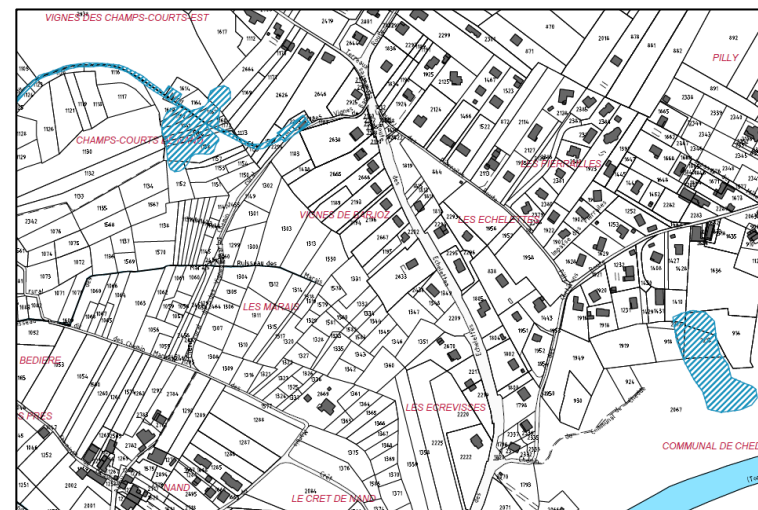
#### ■ Espaces naturels et agricoles à préserver strictement :

Le plan de zonage identifie :

- des espaces naturels et agricoles d'intérêt écologique majeur réglementés et inventoriés comme réservoirs de biodiversité :
- N2000, ZNIEFF de type 1, pelouses sèches,



- zones humides.



- des corridors écologiques identifiés sur la commune. Le secteur UEr de gestion du domaine autoroutier et une partie de la zone UH sont également concernés par ce périmètre.





Ces espaces sont concernés par la fiche action n°1 : "protéger et mettre en valeur la trame verte et bleue de la commune" de l'OAP "patrimoniale" du PLU qui introduit des dispositions spécifiques. (cf partie 3.3.1 du rapport)

Ces espaces font également l'objet de dispositions réglementaires adaptées à leurs spécificités et sensibilités (notamment préambule et articles 1 et 2 du règlement) :

- seuls sont autorisés les travaux et installations liés à la gestion et l'entretien des milieux naturels, à l'activité agricole et au fonctionnement du domaine autoroutier (sous conditions). Aucune construction principale nouvelle n'est autorisée, l'extension limitée des constructions existantes est conditionnée et les constructions annexes sont interdites.

- il est rappelé également que dans les secteurs identifiés au titre de Natura 2000, les travaux et installations doivent faire l'objet d'un dossier d'évaluation des incidences et que dans les secteurs identifiés comme ZNIEFF de type 1 tous projets doit faire l'objet d'une déclaration préalable.

### 2.3.5 - Les emplacements réservés (article L151.41 du CU)

Ils sont un outil privilégié de la politique foncière des collectivités. Ils leur permettent de bénéficier de l'acquisition prioritaire des biens identifiés, pour la réalisation de voies, d'ouvrages publics, d'installations d'intérêt général, d'espaces verts.

Dans le cas d'Arthaz-Pont-Notre-Dame, les emplacements réservés visent à l'aménagement et la sécurisation de voies et carrefour.



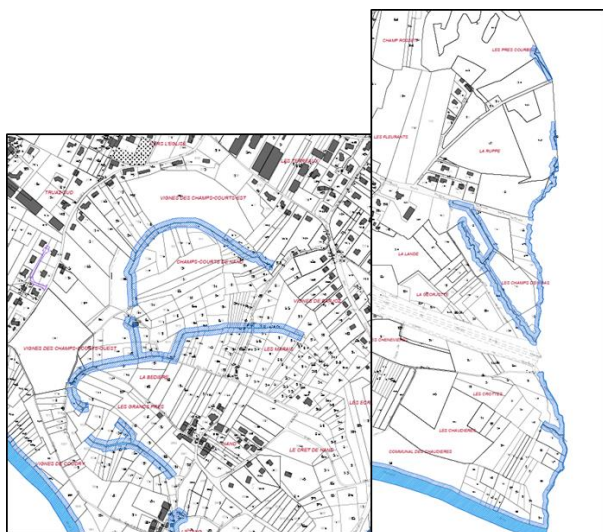
### 2.3.6 – Préservation des ressources naturelles, prévention des risques naturels et technologiques (article R123-11b du CU)

Sont matérialisés au plan de zonage :

- les secteurs exposés à des risques technologiques liés au passage de la canalisation de gaz (DN 300mm), faisant l'objet de certaines interdictions ou de conditions particulières d'utilisation du sol,



- les rives des cours d'eau, dans une bande de 10m de part et d'autre de l'axe du cours d'eau concerné, au sein de laquelle aucune construction ni installation n'est autorisée.



## **2.4 - LES DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES**

Le règlement du PLU détaille les dispositions applicables aux quatre zones de base prévues par le Code de l'urbanisme (U / AU / A / N), tout en distinguant des secteurs ou des périmètres faisant l'objet de prescriptions particulières, justifiées par le caractère et la vocation spécifique, ainsi que par les orientations du PADD, et en différenciant certaines règles selon la destination des constructions.

D'un point de vue réglementaire, et alors que la plupart des articles du règlement ne présentent pas de caractère obligatoire, à l'exception des articles 6 et 7, ... le PLU de Arthaz-Pont-Notre-Dame opte pour une réglementation de la plupart d'entre eux, afin :

- d'assurer la plus grande cohérence possible avec les orientations générales du PADD,
- de s'articuler avec les Orientations d'Aménagement et de Programmation (dans les secteurs concernés),

Seuls quatre articles ne sont pas réglementés :

- Les caractéristiques des terrains (article 5) et le Coefficient d'Occupation du Sol (article 14), abrogés par la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ("ALUR") du 24 mars 2014
- Les obligations imposées aux constructions, travaux, installations et aménagements, en matière de performances énergétiques et environnementales (article 15),
- Les obligations imposées aux constructions, travaux, installations et aménagements, en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques (article 16),

On relèvera la logique importante introduite par la loi SRU concernant les articles 1 et 2, à savoir que tout ce qui n'est pas interdit (article 1), ...ni soumis à conditions particulière (article 2) ... est autorisé implicitement (et sans conditions).

Ces règles écrites sont opposables, en termes de conformité, à toute occupation du sol, soumise ou non à formalité au titre de l'urbanisme, à l'exception des occupations temporaires et des constructions faisant l'objet d'un permis précaire.

*L'entrée en vigueur au 1er janvier 2016 de l'ordonnance relative à la partie législative du Code de l'Urbanisme modifie la numérotation des articles dudit Code. Néanmoins, la partie réglementaire du Code reste applicable au PLU dans sa version antérieure au 1er janvier 2016, l'élaboration du PLU ayant été engagée avant cette date.*

ARTICLES REGLEMENTES		Motifs généraux de la réglementation
1	<b>Occupations et utilisations du sol interdites</b>	Eviter toute occupation ou utilisation incompatible avec le caractère et la vocation dominante de la zone ou du secteur considéré, et/ou susceptibles de générer des risques ou des nuisances vis-à-vis de l'habitat.
2	<b>Occupations et utilisations du sol soumises à conditions particulières</b>	Conditionner certaines occupations ou utilisations du sol, ne correspondant pas au caractère ou à la vocation dominante de la zone, et notamment certaines activités.
3	<b>Accès et voirie</b>	Sécurité publique : assurer une accessibilité adaptée et sécurisée aux voies ouvertes à la circulation publique.  Prévoir une voirie de caractéristiques suffisantes pour desservir les occupations du sol admises, par les véhicules motorisés, mais aussi par les modes "doux".
4	<b>Desserte par les réseaux :</b> - Assainissement. - Eau potable. - Eaux pluviales. - Electricité, téléphone, et télédistribution - Déchets ménagers.	Salubrité publique, égalité d'accès aux réseaux.  Prévoir les bonnes conditions sanitaires de l'urbanisation et les principes de raccordement aux réseaux publics => pour un niveau d'équipement suffisant aux besoins actuels et futurs, et conforme aux textes en vigueur et en cohérence avec le zonage d'assainissement figurant en pièce annexe du PLU.  Gérer l'évacuation des eaux pluviales, pour limiter les risques d'inondation induits par l'imperméabilisation croissante des sols, en cohérence avec le zonage d'eau pluviale figurant en pièce annexe du PLU.
6	<b>Implantation par rapport aux emprises publiques et aux voies</b>	Sécurité et salubrité publique : Organiser l'implantation des constructions, surtout par rapport aux voies, pour des motifs de sécurité routière et de limitation des nuisances sonores.  + Modeler la forme urbaine vue de l'espace public (rue, ...).
7	<b>Implantation par rapport aux limites séparatives</b>	Organiser l'implantation des constructions entre propriétés voisines, limiter les troubles de voisinage et les limitations aux vues et à l'exposition lumineuse induits par une trop grande promiscuité des constructions.  + Modeler la forme urbaine vue de l'espace public (rue, ...).
8	<b>Implantation des constructions sur une même propriété</b>	En zones urbaines, veiller à garantir les conditions de bon fonctionnement des constructions "passives" (construction très basse consommation) en réglementant l'implantation des constructions nouvelles à proximité.
9	<b>Emprise au sol des constructions</b> (suivant nouvelle définition)	Gérer de façon adaptée et différenciée la densité d'occupation des sols, en définissant la consommation (maximale) de terrain par la construction.  Un élément important (chiffré) de régulation, qui est différencié selon les zones ou les secteurs considérés, permettant de garantir un fonctionnement cohérent et des aménagements extérieurs de qualité.



ARTICLES REGLEMENTES		Motifs généraux de la réglementation
10	<b>Hauteur maximale des constructions</b> en articulation avec l'article 9.	Modeler la forme urbaine de façon adaptée et différenciée, selon les secteurs et les intentions de densifications. Un élément important (chiffré) de régulation, s'exprimant soit en terme métrique par rapport à un point considéré de la construction (ex. : hauteur au faîtage) soit en nombre de niveaux (rez de chaussée + X niveaux + comble), soit en associant les deux critères.
11	<b>Aspect extérieur des constructions :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Implantation et volume.</b></li> <li>- <b>Aspect des façades.</b></li> <li>- <b>Aspect des toitures.</b></li> <li>- <b>Aspect des clôtures.</b></li> </ul> en articulation avec l'article 13.	Maintenir ou générer des paysages urbains de qualité (constructions et abords), et homogènes (sans ruptures typologiques trop marquées).  Contenir la tendance à l'éclectisme des constructions, sans contrôler l'esthétisme architectural (qui n'est pas du ressort du PLU), mais en intégrant les nouveaux impératifs de performance environnementale des constructions (économies d'énergie, gestion des eaux pluviales, ...).  Valoriser le patrimoine bâti identifié.
12	<b>Stationnement</b>	Assurer le stationnement des véhicules généré par une opération immobilière hors des voies publiques.  Mieux prévoir le stationnement des deux roues.  Différencier la règle selon la destination des constructions, sauf cas particuliers prévus par la loi (ex. : 1 seule place par logement social).
13	<b>Espaces libres et plantations / Espaces boisés classés</b>	Préserver ou générer des paysages non construits de qualité, notamment aux abords des constructions (contribuant à façonner les formes urbaines). Développer "la nature en ville". Préserver la trame végétale et les abords des cours d'eau. Contribuer à la qualité du cadre de vie.

## **2.5 - LES ANNEXES INFORMATIVES**

### **2.5.1 - Le Document Graphique Annexe**

Comme le prévoit l'article R\*123-13 du Code de l'urbanisme, **le document graphique annexe (pièce N°4-1)** du PLU de Arthaz-Pont-Notre-Dame identifie :

- les périmètres à l'intérieur desquels s'applique le Droit de Préemption Urbain (article L. 211-1 du CU), lesquels sont identifiés par une trame jaune clair,
- les périmètres de prescriptions d'isolement acoustique des infrastructures de transports terrestres délimités en application du L. 571-10 du Code de l'Environnement, lesquels sont identifiés par un quadrillage rouge,
- les périmètres délimités en application de l'article L. 430-1 du CU, relatif au permis de démolir, lesquels sont identifiés par un trait continu brun rouge,
- le périmètre des zones à risque d'exposition au plomb, qui concerne l'ensemble de la commune.

### **2.5.2 - Les Servitudes d'Utilité Publique et autres annexes**

Comme le prévoit l'article R\*123-14 du Code de l'urbanisme, d'autres annexes figurent, à titre informatif au PLU, à savoir :

**Sous la pièce N°4-2 : Les servitudes d'utilité publique** (soumises aux dispositions de l'article L. 126-1), transmises par les services du Préfet de Haute-Savoie (plan, liste et annexes techniques).

Ces servitudes sont dans le cas d'Arthaz-Pont-Notre-Dame relatives :

- Aux risques naturels : le Plan de Prévention des Risques d'inondation de l'Arve (PPRi approuvé par arrêté préfectoral du 19/11/2011) qui identifie les zones à risque fort, moyen et modéré, auxquelles correspondent des dispositions spécifiques.
- Aux captages d'eau potable.
- Aux marchepieds et halages éventuels le long de l'Arve.
- Aux infrastructures de télécommunication (station hertzienne et artère souterraine).
- Au chemin de fer.
- A la canalisation de gaz.

**Sous la pièce N°4-3 : Les annexes sanitaires relatives aux réseaux d'eau et d'assainissement et aux déchets.** Sont notamment inclus un zonage de l'eau potable, de l'assainissement collectif et non collectif ainsi qu'une carte d'aptitude des sols à l'infiltration des eaux pluviales, auxquels sont associés des dispositions particulières.

**Sous la pièce N°4-4 : l'arrêté préfectoral du 18/07/2011 relatif à la mise à jour du classement des infrastructures routières qui introduit des prescriptions d'isolement acoustique** dans les secteurs qui, situés au voisinage des infrastructures de transports terrestres, sont affectés par le bruit (RD2 et A40).

**Sous la pièce N°4-5 :** les dispositions relatives à la prise en compte de la **l'Amendement Dupont, article L111-1-4 du Code de l'Urbanisme**. Est concernée l'A40.

### 3 – LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION ET LES ETUDES SECTORIELLES

#### 3.1 - LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

Selon l'article L123-1-4 du Code de l'Urbanisme, les Orientations d'Aménagement et de Programmation, dans le respect des orientations définies par le PADD, "comprennent des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports et les déplacements".

En ce qui concerne l'aménagement, les OAP "peuvent définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, les paysages, les entrées de villes et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain et assurer le développement de la commune". "Elles peuvent porter sur des quartiers ou des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager".

Il s'agit, à travers ces Orientations d'Aménagement et de Programmation, de préciser et de maîtriser le développement de secteurs jugés stratégiques, et/ou sensibles, pour le développement de la commune.

Ces OAP sont opposables aux tiers : elles s'imposent aux opérations de construction ou d'aménagement en termes de compatibilité, c'est-à-dire que ces opérations doivent en respecter l'esprit, sans être dans l'obligation de les suivre au pied de la lettre.

Le PLU de Arthaz-Pont-Notre-Dame distingue deux types d'Orientations d'Aménagement et de Programmation (*pièce n°5 du PLU*) :

- **Les OAP dites "sectorielles" :**

Relatives aux secteurs 1AU d'urbanisation future, elles ont été élaborées en tenant compte des objectifs d'évolution démographique et de consommation de l'espace, constituant ainsi un outil de programmation du développement de l'urbanisation, des espaces publics, de l'économie et des équipements.

Chaque secteur soumis à OAP "sectorielle" (identifié au plan de zonage) fait l'objet en outre de dispositions réglementaires spécifiques au sein du règlement.

- **L'OAP dite "patrimoniale" :**

Relative à la préservation et la mise en valeur de l'environnement, du paysage et du patrimoine.

#### 3.1.1 – Les OAP sectorielles

##### ... A vocation dominante d'habitat : le secteur 1AUHv-oap1

- **Un secteur stratégique pour l'avenir de la commune :**

Le phénomène de "résidentialisation" qu'a connu Arthaz-Pont-Notre-Dame ces dernières décennies s'est traduit par un développement étendu de l'habitat individuel, qui a été plus subi que souhaité.

La création d'un véritable "lieu de vie" apparaît comme un enjeu essentiel, pour qu'Arthaz-Pont-Notre-Dame ne devienne pas une commune "dortoir", pour la qualité de vie de ses habitants et pour affronter les enjeux sociétaux, économiques et environnementaux de demain.

Des réflexions ont en ce sens été engagées, visant à renforcer le caractère de "petite centralité" du Chef-lieu.

Ces premières réflexions ont permis :

- de mettre en évidence le peu d'espace encore disponibles aujourd'hui, le confortement du centre-village étant "limité" par la présence d'une exploitation agricole.
- d'identifier le seul espace disponible admettant la mise en œuvre d'opération d'aménagement d'ensemble à court terme, permettant ainsi une meilleure structuration et lisibilité du Chef-lieu, mais aussi une diversification du parc de logements.

Ce secteur, classé **1AUHv** au PLU, a, de fait, été soumis à une Orientation d'Aménagement et de Programmation (à laquelle on se reportera), et qui :

- définit les principes d'aménagement (accès et desserte, forme urbaine, espaces collectifs et de stationnement),
- définit le programme, incluant une répartition typologiques et un nombre minimum de logements admissibles,
- tient compte des contraintes liées à la présence, en partie Nord du secteur, de l'autoroute 40 et s'accompagne pour cela d'une étude spécifique.

### ▪ Les enjeux d'aménagement retenus :

Le site concerné est localisé en partie Est du Chef-lieu, en interstice entre le secteur d'équipements de la Mairie et du groupe scolaire, d'une part, et des constructions individuelles d'autre part.

Son urbanisation permettra alors de renforcer le lien fonctionnel et urbain, entre le cœur du centre-village et le secteur de Truaz Nord mais aussi de :

- conforter le centre-village par des modes d'urbanisation qui optimisent la consommation d'espace et structurent le secteur,
- poursuivre la diversification de l'offre de logements, tout en favorisant la mixité sociale,
- proposer des alternatives au déplacement automobile par l'accueil de populations à proximité des équipements et des services de la commune, mais aussi du principal arrêt de transport collectif existant (situé à La Forge et facilement accessible depuis le centre-village) ... et en privilégiant les circulations douces à travers un maillage piétonnier renforcé,
- contribuer au développement de l'armature des espaces publics et collectifs au centre-village,
- valoriser le secteur par un aménagement de qualité du site, perceptible depuis l'A40.

### ▪ L'opération visée et les contraintes d'aménagement :

*Du fait de la présence en partie Nord du secteur d'un corridor écologique lié au passage à faune existant sous l'autoroute...*

Un espace suffisant à la réalisation d'une noue paysagère a été maintenue en zone agricole. Cette noue paysagère à réaliser est matérialisée au schéma opposable de l'OAP. La dynamique écologique et la fonctionnalité du corridor existant seront également renforcées par la réalisation imposées de plantations en limite du corridor écologique et les dispositions introduites concernant l'éclairage des constructions.

*... Mais également de la présence en limite de constructions de type individuel (au faible gabarit)...*

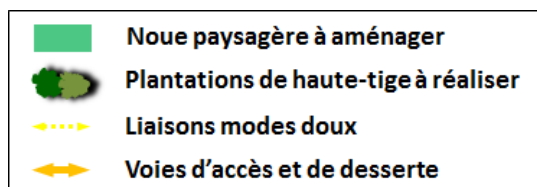
Un sous-secteur S3 a volontairement été identifié permettant la réalisation de constructions de type individuel et/ou intermédiaire, dans un souci de bonne insertion au sein de l'environnement bâti. En effet, la noue paysagère, qui sera réalisée, créera une "coupure verte". Elle contribuera à renforcer la distinction souhaitée entre le secteur plus dense d'équipement et d'habitat collectif et intermédiaire existant (composé de la mairie, du groupe scolaire et de l'opération d'habitat en cours face à la mairie), et le secteur plus aéré de Truaz Nord.

Les sous-secteurs S1 et S2 sont eux à vocation d'habitat intermédiaire, la volonté étant de créer un épannelage progressif des constructions et d'assurer ainsi des perceptions valorisante sur ce secteur, y compris depuis l'autoroute.

En outre, les intentions d'aménagement retenues permettront de manière générale de traiter qualitativement l'un des rares espaces encore disponibles au centre-village, perceptible également en vue lointaine depuis l'A40 (de par notamment l'ordonnancement et le positionnement des constructions et des espaces de stationnement...),

Enfin, rappelons qu'en réponse à l'enjeu de mixité sociale, la réalisation de logements socialement aidés est demandée (60% de la SDP du programme). Les modalités d'applications et la typologie des logements sociaux requis sont détaillées dans le règlement du PLU (pièce n°3).



**SCHEMA OPPOSABLE de l'OAP n°1 :****... A vocation dominante d'activités économiques : le secteur 1AUX-oap2**

Si la commune connaît une dépendance forte à l'emploi extérieur, deux secteurs demeurent particulièrement dynamiques : il s'agit de l'activité agricole et de l'artisanat (une vingtaine d'artisans inscrits au répertoire des métiers). Or, les besoins en foncier des artisans d'Arthaz-Pont-Notre-Dame, comme dans l'ensemble du département, sont réels.

La commune souhaite ainsi l'urbanisation de cet espace, particulièrement intéressant de par :

- sa localisation en partie Ouest du centre-village, en bordure de la RD202 et donc facilement accessible,
- son emprise relativement importante...

... et ce afin de permettre l'implantation d'activités économiques, en mixité possible avec des équipements publics ou d'intérêt collectifs.






**▪ Les enjeux d'aménagement retenus :**

- Soutenir l'économie locale en permettant un redéploiement de l'artisanat local et l'implantation de nouvelles activités au sein d'un espace accessible, fonctionnel et aménagé.
- Optimiser l'usage du sol tout en veillant à la bonne insertion du projet dans le paysage :
  - en portant une attention particulière à la qualité architecturale des constructions et aux aménagements, notamment en bordure de l'A40 et de la RD202.
  - par la réalisation au sein de l'opération d'une armature verte généreuse,
  - par la préservation des boisements existants en limite du site.
- Sécuriser l'accès au secteur depuis la RD202 et la sortie du secteur sur la voie communale dite "Route de la Chapelle".

**▪ L'opération visée et les contraintes d'aménagement :**

Le secteur est bordé au Nord par l'autoroute 40 et Sud et à l'Est par des constructions d'habitation individuelle.

This aerial map shows the LES COMBES-SUD area. A large green rectangular area is outlined with a dashed yellow line. A smaller yellow rectangular area is located to the right of the green area. A cluster of green trees is situated to the right of the yellow area. The map includes labels for 'Chamonix', 'Auterance', 'Route', and 'Route'. A north arrow is located in the bottom left corner. The text 'LES COMBES-SUD' is written in red across the center of the map.

-  Espace vert tampon à aménager
-  Liaisons modes doux
-  Voies d'accès et de desserte
-  Espace boisé à conserver
-  Aire d'accueil et de stationnement

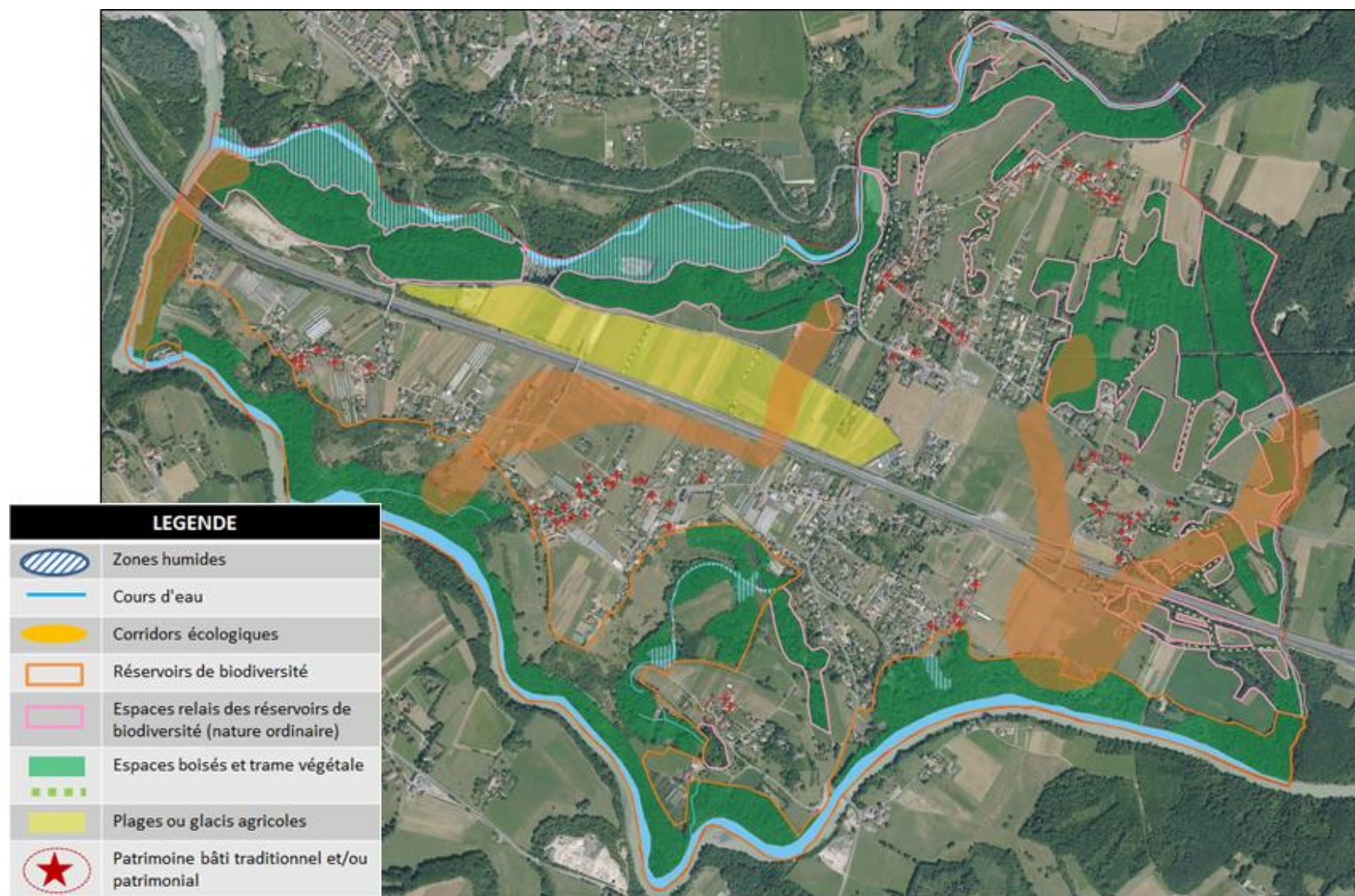
Au sein de cette OAP, 3 fiches-action sont déclinées :

Fiche action 2 : "protéger et mettre en valeur le grand paysage" : avec des dispositions concernant la trame végétale, les "plages" ou "glacis" agricoles visuellement sensibles ou encore l'implantation des constructions et installations agricoles nouvelles en zone agricole.

Fiche action 3 : "Protéger et mettre en valeur le cadre bâti et ses abords" : avec des dispositions concernant la prise en compte de la nature en milieu urbain, le patrimoine bâti traditionnel et/ou remarquable et l'implantation des constructions.



Carte extraite de l'OAP patrimoniale





### 3.2 - LES ETUDES SECTORIELLES

Dans le cadre de l'élaboration du PLU, et avec une volonté de développement maîtrisé et de qualité de l'urbanisation, la commune a engagé des réflexions portant sur le cœur du centre-village, où la collectivité souhaite avoir une vision plus affinée du parti d'aménagement à retenir à long terme, en cas notamment de cessation d'activité de l'exploitation maraîchère existante.

Ces premières réflexions ont permis notamment :

- De définir les grands principes qui doivent servir de base à la mise en œuvre à termes d'un projet de confortement du chef-lieu, à savoir :
  - le développement de modes d'urbanisation qui optimisent la consommation d'espace et structurent le secteur.
  - la poursuite de la diversification de l'offre de logements tout en favorisant la mixité sociale.
  - la recherche d'alternatives au déplacement automobile par l'accueil de populations à proximité des équipements et des services de la commune, et en privilégiant les circulations "douces" à travers un maillage piéton/cycle renforcé.
  - le développement de l'armature des équipements et des espaces publics et collectifs au centre-village.
- La réalisation d'une étude sectorielle portant sur la partie Ouest du centre-village (ci-contre), qui a servi de base à la réalisation de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation sectorielle n°1 du secteur 1AUHv.

#### ETUDE PROSPECTIVE SUR LE CONFORTEMENT DU CENTRE VILLAGE A LONG TERME

(document illustratif et non opposable)





## 4 – COMPATIBILITE DU PROJET COMMUNAL AVEC LES DOCUMENTS DE RANG SUPERIEUR

### 4.0 - PREAMBULE

Le PLU de Arthaz-Pont-Notre-Dame doit être compatible avec :

- le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Arve et Salève (conformément à l'article L123-1-9 du CU), exécutoire depuis le 17 juin 2009. Le SCoT intègre les orientations et objectifs fixés par le PLH de la CCAS mais dans la mesure où celui-ci a été révisé depuis l'approbation du SCoT, sa compatibilité est ici démontrée également (partie 4-1)
- le SDAGE (Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux) Rhône-Méditerranée entré en vigueur le 17 décembre 2009. (partie 4-2)
- le Schéma Régional de Cohérence Ecologique, approuvé le 19 Juin 2014 (partie 4-3),
- le Schéma Régional Climat Air Energie, arrêté le 24 Avril 2014 (partie 4-4),

Enfin, d'autres plans, schémas ou programmes supra-communaux ont été étudiés et ont servi de référence à l'élaboration du PLU (partie 4-5)

On précisera que le PLU de Arthaz-Pont-Notre-Dame n'est pas directement soumis à aucun autre plan ou programme supra-communal dans la mesure où le SCoT intègre d'ores et déjà les orientations et objectifs fixés par le Schéma de développement commercial du Genevois. En outre, il n'existe pas de PDU ni de Plan de Sauvegarde et de mise en valeur à l'échelle Arve et Salève.

### 4.1 - COMPATIBILITE AVEC LE SCOT ET LE PLH

Le Document d'orientations Générales (DOG) du SCoT fixent pour les communes rurales un certain nombre de directives et d'objectifs auxquels doit répondre le PLU et qui sont exposés à la suite de chaque moyen de mise en œuvre du PADD communal.

On précisera le point suivant :

- le fait que le SCOT Arve et Salève soit un SCOT "anté-Grenelle", ne dispense pas de l'obligation faite au PLU d'en assurer sa compatibilité par rapport à ce SCOT : cette compatibilité est démontrée ci-après.

Nous rappellerons les 4 grandes orientations du DOG du SCoT :

- *Orientation n°1 : Organisation générale de l'espace et de la mobilité*
- *Orientation n°2 : Développement économique à l'échelle du territoire*
- *Orientation n°3 : Espaces et sites naturels ou urbains à protéger*
- *Orientation n°4 : Grands équilibres à garantir*

### Réponse à l'Orientation induite 1.a du DOG du SCoT : Privilégier le recentrage de l'urbanisation

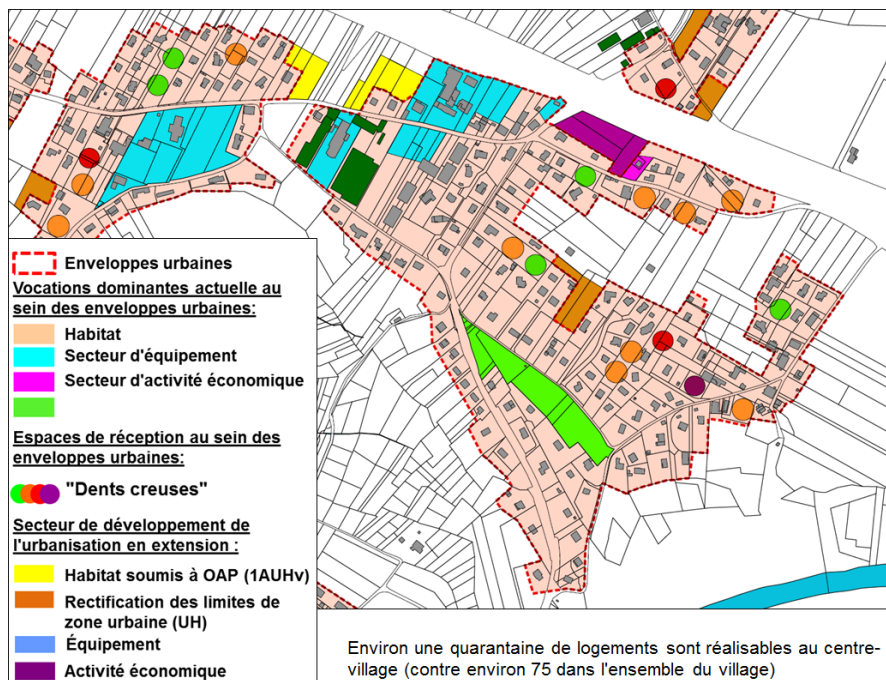
Un travail a été réalisé sur les enveloppes urbaines, élément de base pour l'élaboration du plan de zonage.

Les enveloppes urbaines ont été délimitées suivant la méthodologie du SCoT c'est-à-dire en définissant les limites des enveloppes au plus près des parcelles urbanisées et en excluant les espaces non urbanisés type espaces boisés, espaces agricoles et maraichers...

Le PLU procède à un recentrage de l'urbanisation au centre-village qui comptabilise l'essentiel des capacités d'accueil (en comptabilisant le secteur d'urbanisation future 1AUHv\_aop1 mais également les parcelles encore disponibles en zone UH).

#### Le PLU veille également à une extension maîtrisée de l'urbanisation :

La délimitation de la zone UH a globalement été établie au plus près des enveloppes urbanisées. A quelques endroits néanmoins les limites ont été rectifiées pour permettre une meilleure lisibilité des espaces urbanisés.



Le seul secteur à vocation d'habitat, constituant véritablement une extension de l'urbanisation, est localisé au centre-village et s'inscrit en continuité de l'urbanisation.

Il est stratégique pour le devenir de la commune, qui souffre d'une perte de lisibilité du chef-lieu, aujourd'hui rejoint par les secteurs pavillonnaires environnants, et d'un besoin de diversification du parc de logements, tant en types qu'en modes d'habitat. En effet, la création d'un véritable "lieu de vie" au cœur du centre-village, à proximité des principaux équipements, apparaît comme un enjeu essentiel :

- afin de renforcer son animation et le lien social entre les habitants,
- pour affronter les enjeux sociétaux et environnementaux de demain (réduction des finances publiques et nécessité de rentabilité des réseaux, équipements, réduction des déplacements...).

Classée 1AUHv au PLU, l'urbanisation de ce secteur sera encadrée par une Orientation d'Aménagement et de Programmation "sectorielle" qui permettra de renforcer le caractère de "petite centralité" du Chef-lieu, en terme de forme urbaine mais aussi de fonctionnalité :

- en définissant l'organisation, la volumétrie et la typologie des formes bâties à venir, dans un souci notamment de bonne insertion architecturale et paysagère des constructions au regard de l'environnement bâti ainsi que d'optimisation de l'usage de l'espace,
- en intégrant le développement des espaces publics et collectifs fonctionnels, évitant ainsi le cloisonnement par des opérations fermées sur elles-mêmes et veillant à un aménagement de qualité des espaces collectifs.

### **Réponse à l'Orientation induite 1.c du DOG du SCoT : Maîtriser et encadrer l'implantation des activités économiques**

Le PLU classe moins de 1ha. en zone d'activités économiques.

Un secteur 1AUX-oap2, à vocation dominante d'activités économiques, en mixité possible avec des équipements publics ou d'intérêt collectif, a été délimité au centre-village.

Les dispositions introduites (dans l'Orientation d'Aménagement et de Programmation "sectorielle" du secteur 1AUX et dans le règlement des zones UX et 1AUX) permettront une optimisation de l'usage de l'espace et urbanisation qualitative.

En outre, le PLU introduit des dispositions réglementaires favorables à la mixité des fonctions en zones urbaines en permettant l'implantation des activités compatibles avec l'habitat dans l'ensemble de la zone UH et les commerces et services de proximité au sein du secteur de centralité UHv. (art.2)

D'une manière générale, l'aménagement d'un cadre urbain attractif, et la poursuite du renforcement de l'armature des linéaires piétonniers vers le principal lieu de vie de la commune contribue à l'attractivité économique du territoire.

Si Arthaz-pont-Notre-Dame est d'ores et déjà équipée des fourreaux nécessaires au passage de la fibre optique, la commune s'engage à faciliter son déploiement en autorisant les aménagements, constructions ou installations d'intérêt collectif dans l'ensemble des zones. En effet, le développement des Technologies de l'Information et de la Communication répond à un enjeu de mobilité "virtuelle". Elles contribuent à l'attractivité économique et résidentielle du territoire ainsi qu'à :

- Réduire les inégalités et participer à la dynamique sociale de notre commune (accès immédiat, et presque illimité, à l'information et aux échanges de toutes sortes).
- Favoriser l'installation et le développement des activités fondées sur l'utilisation de ces moyens, notamment les activités du tertiaire supérieur et le télétravail (qui s'affranchissent en partie des contraintes de localisation et de déplacement).
- Limiter certains déplacements.

### **Réponse à l'Orientation induite 1.e du DOG du SCoT : Prévoir l'implantation des grands équipements**

Le PLU procède au classement spécifique et à la gestion réglementaire adaptée des constructions et installations à vocation d'équipements publics ou collectifs.

Sont ainsi classés en zone UE les équipements existants mais également un secteur au niveau de la Forge, la commune souhaitant voir s'implanter une maison médicale d'intérêt intercommunal. Ces parcelles sont d'ores et déjà propriété de la CCAS. Sa localisation à la Forge vise à la fois :

- à permettre une offre équilibrée en service dans la mesure où l'opération, qui va s'achever au centre-village, prévoit la réalisation de locaux à destination des professions libérales,
- à faciliter l'accès à la maison médicale aux populations des communes environnantes de par sa localisation en bordure de la RD1205.

### **Réponse à l'Orientation induite 1.f du DOG du SCoT : Assurer la cohérence entre l'organisation spatiale et les déplacements**

Dans une logique sécuritaire, économique (face à l'augmentation attendue du coût des déplacements automobiles...) mais aussi environnementale (limitation du bruit et des émissions polluantes, et de leurs impacts sur la santé humaine, les milieux, et le réchauffement climatique)... le PLU

- procède à un recentrage de l'urbanisation au centre-village, qui concentre l'essentielle des capacités d'accueil du PLU,
- introduit des dispositions favorables au maintien voire au développement de l'activité économique sur le territoire (cf orientation induite 1.c) et notamment aux commerces et services de proximité au chef-lieu,
- porte une attention particulière, dans le cadre des OAP "sectorielles", au développement des espaces publics et collectifs fonctionnels, évitant ainsi le cloisonnement par des opérations fermées sur elles-mêmes,

- inscrit plusieurs emplacements réservés (6) visant l'aménagement et la sécurisation de voirie ainsi que le développement des linéaires piétons.
- impose la réalisation (art. 12 du règlement) de locaux ou d'emplacements spécifiques au stationnement des deux roues au sein des opérations d'habitat, d'équipement et d'activité,
- autorise sous conditions les points de vente à la ferme (circuit court).
- introduit des dispositions réglementaires facilitant les aménagements en faveur des PMR et limitant les nouveaux accès pour des questions de sécurité (art. 3, 6 et 7).

### **Réponse à l'Orientation induite 2.a du DOG du SCoT : Sécuriser l'activité agricole**

Préservation, par un classement en zone A, des terres agricoles identifiées par la Chambre d'Agriculture dans le cadre de son précédent diagnostic, actualisé avec les agriculteurs de la commune.

A noter le classement de certaines parcelles le long de l'Arve, non identifiées dans le diagnostic agricole, mais qui constituent des pelouses sèches qu'il serait utile de voir exploiter par la profession pour des motifs également écologique.

Les bâtiments agricoles des exploitations maraîchères de la commune sont classés en zone A pour permettre leur éventuel développement et le PLU autorise leur diversification (commercialisation en "circuit court", pour une agriculture intégrée à son environnement habité, hébergements ...).

Le classement en secteur Ar d'une parcelle partiellement artificialisée ayant vocation à être réhabilitée en espace agricole, l'extension limitée des constructions d'habitation présentes en zone agricole, l'interdiction de constructions nouvelles sans lien avec cette activité, et le recentrage de l'urbanisation opéré, participent également au maintien de cette activité.



### **Réponse à l'Orientation induite 2.b du DOG du SCoT : Promouvoir les activités au cœur des lieux de vie**

*Cf orientation induite 1.c*

### **Réponse à l'Orientation induite 2.c du DOG du SCoT : Promouvoir un tourisme dynamisé, structuré et "intégré"**

Développement possible des hébergements touristiques notamment en zone A en permettant :

- au sein des exploitations, la création d'hébergements type camping à la ferme, chambres d'hôte et gîtes ruraux, dans une logique de promotion du tourisme "vert",
- le changement de destination de certaines constructions.

Identification au plan de zonage des itinéraires de randonnée identifiés à l'échelle départementale (PDIPR) et des circuits pédagogiques récemment aménagés par la commune.

Et d'une manière générale, la protection et valorisation du patrimoine naturel et bâti, les dispositions introduites en faveur d'une meilleure insertion des constructions neuves et le projet de structuration du centre-village vont dans le sens d'un renforcement de l'attractivité du territoire.

A noter que les ripisylves associées aux cours d'eau ne sont volontairement pas classés au titre de l'art. L113.1 du CU afin de faciliter l'entretien des abords de l'Arve et de la Menoge dans le cadre des contrats de rivières.

### **Réponse à l'Orientation induite 3.a du DOG du SCoT : Préserver et valoriser les sites et les paysages**

#### **Concernant les sites naturels et les fonctionnalités écologiques :**

Identification des espaces naturels et agricoles à enjeux (réservoirs de biodiversité), des espaces de nature ordinaire et des cours d'eau inventoriés à l'échelle communale en tant que relais des réservoirs de biodiversité par un classement en zone A ou N.

Aucune habitation nouvelle n'est autorisée (à l'exception de celles liées à une exploitation agricole), l'extension limitée des constructions existantes est conditionnée et les constructions annexes sont interdites.

Protection stricte des espaces d'intérêt écologiques majeurs règlementé et inventoriés (N2000, ZNIEFF type 1, zone humide), et des corridors écologiques, identifiés dans le diagnostic et délimités au document graphique du PLU :

- au sein de ces espaces, seuls sont autorisés les travaux et installations liés à la gestion et l'entretien des milieux naturels ou à l'activité agricole (sous conditions).
- il est également rappelé dans le préambule du règlement que tous travaux et installations, dans les secteurs identifiés au titre de Natura 2000, doivent faire l'objet d'un dossier d'évaluation des incidences et que dans les secteurs identifiés en tant que ZNIEFF de type I, tous aménagements, travaux et installations doivent faire l'objet d'une déclaration préalable.

Renforcement de la dynamique écologique et de la fonctionnalité du corridor écologique, lié au passage à faune existant sous l'A40, qui passe en bordure du secteur 1AUHv-oap1. Une trame végétale a été matérialisée au plan de zonage et sur le schéma opposable de l'OAP sectorielle n°1, visant l'aménagement d'une noue paysagère dans le prolongement du passage à faune et la réalisation de plantations de haute-tige en partie Nord du secteur 1AUHv. L'OAP du secteur introduit aussi des dispositions concernant les éclairages afin de ne pas perturber la circulation de la faune.

Promotion de la qualité environnementale des constructions (*cf objectif 3.b*).

Identification des principales masses boisées et des éléments végétaux de proximité (haies, bosquets), pour leur valeur paysagère mais aussi écologique. Le règlement du PLU (art.13) précise que ces éléments doivent être pris en compte dans l'aménagement, et si possible, valorisés dans les conditions définies à l'OAP "patrimoniale".

Et d'une manière plus générale, mise en œuvre d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation dite "patrimoniale" intégrant des dispositions concernant la préservation, le confortement et/ou la remise en état des zones humides, du caractère naturel des berges des principaux cours d'eau, des corridors écologiques, des fonctions écologiques et du caractère naturel des réservoirs de biodiversité et des zones d'extension de ces réservoirs.

### **Concernant les paysages naturels et construits**

Préservation des espaces agricoles majeurs dans un objectif (notamment) de maintien du caractère ouvert de certains espaces.

Protection stricte de la plage agricole située le long de l'A40. Au sein de cet espace, seuls sont autorisés (art. 2 du règlement) les travaux et installations liés à l'activité agricole (sous conditions) et les plantations d'arbre sont conditionnées pour veiller notamment au maintien de percées visuelles sur le grand paysage. (OAP "patrimoniale").

Préservation des coupures vertes.

Délimitation des enveloppes urbanisées aussi en fonction du paysage pour permettre par endroit une meilleure lisibilité des franges bâties.

Recentrage de l'urbanisation au centre-village et développement de l'urbanisation envisagée dans le cadre d'OAP "sectorielles" visant ainsi une meilleure maîtrise de l'urbanisation de ces espaces :

- en définissant l'organisation, la volumétrie et la typologie des formes bâties à venir, dans un souci notamment d'optimisation de l'usage de l'espace et de bonne insertion architecturale et paysagère des constructions au regard de l'environnement bâti,
- en intégrant le développement des espaces publics et collectifs fonctionnels, évitant ainsi le cloisonnement par des opérations fermées sur elles-mêmes et veillant à un aménagement de qualité des espaces collectifs.

Dispositions réglementaires renforcées et adaptées en termes d'aspect (art. 10, 11), d'implantation (art. 6, 7), d'emprise (art. 9) et de traitement des espaces extérieurs (art.13).

Préservation et valorisation des ensembles bâtis et leurs abords ainsi que des éléments de patrimoine bâti isolés, pour leur valeur identitaire, historique et/ou patrimoniale :

- par l'institution d'un permis de démolir,
- par des dispositions règlementaires spécifiques et adaptées, afin de tenir compte :
  - du caractère dense des groupements de constructions identifiés en zone UH (art. 6, 7 et 12),
  - et d'une manière générale, des caractéristiques architecturales des constructions identifiées en zones UH, UE et A (art. 11).

Et mise en œuvre d'une OAP "patrimoniale" intégrant des dispositions concernant :

- les haies.
- l'insertion paysagère des constructions neuves,
- la réhabilitation et la valorisation des éléments de patrimoine bâti,
- l'insertion des futures constructions agricoles.

### **Réponse à l'Orientation induite 3.b du DOG du SCoT : Gérer durablement les ressources naturelles**

#### **Concernant le devenir des sites d'exploitation du sol :**

Classement en secteur Ar de l'ancien site de concassage de matériaux inertes ayant vocation à être réhabilitée en espace agricole.

#### **Concernant la qualité environnementale de l'urbanisme :**

Mesures dérogatoires et facilitatrices pour les projets de construction mettant en œuvre des matériaux ou des techniques liées aux économies d'énergies, aux énergies renouvelables, ou à la bio-construction (art. 6, 7, 8, 11 du règlement).

Dispositions renforcées en matière de gestion des eaux pluviales :

- en terme de collecte, rétention, infiltration (art.4),

- en imposant en zones UH et 1AUH leurs différents secteurs, le maintien d'un pourcentage minimum de terrain en espaces perméables (art.4),
- en imposant la réalisation des aires de stationnement en matériaux perméables (art.13),
- par la réalisation d'un zonage des eaux pluviales auquel est associé un règlement spécifique qui servira de référence et de guide pratique à toute demande de permis de construire.

Mesures favorables à la prise en compte de la nature en milieu urbain au sein des zones urbanisables et d'urbanisation futures (OAP "patrimoniale" et art.13 du règlement) :

- réalisation ou maintien d'un pourcentage d'espaces verts au sein des opérations en zone UH et en secteurs UHv et 1AUHv,
- disposition concernant les haies (haies mono-végétal, plantations de hautes tiges en murs rideaux interdits...).

#### **Concernant la ressource en eau :**

Protection des captages d'eau potable dans le cadre des Servitudes d'Utilité Publiques annexées au PLU.

Mise en compatibilité du PLU avec les zonages de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non-collectif.

Identification et protection au titre de l'art.R123-11b des abords des cours d'eau au niveau desquels aucune construction ou installation nouvelle n'est autorisée. L'article 13 précise également que les berges des cours d'eau doivent être aménagées ou maintenues en espace vert de pleine terre sur une profondeur minimum de 5m.

Dispositions renforcées en termes de gestion des eaux pluviales (*cf point ci-avant*)

#### **Réponse à l'Orientation induite 4.a du DOG du SCoT : Prendre en compte les risques et nuisances de toute nature**

Matérialisation au plan de zonage (art. R123-11b) des secteurs exposés à des risques technologiques liés au passage de la canalisation de gaz (DN 300mm), faisant l'objet de certaines interdictions ou de conditions particulières d'utilisation du sol (art.1 et 2 du règlement du PLU).

Annexion au PLU du Plan de Prévention des Risques d'Inondation de l'Arve dans le cadre des servitudes d'utilité publique.

Indentification au Document Graphique Annexe des périmètres de prescriptions d'isolement acoustique liés aux infrastructures de transports terrestres ainsi que du périmètre des zones à risque d'exposition au plomb et à risque de sismicité (qui portent dans ces deux cas sur l'ensemble du territoire communal).

Est imposé aux opérations d'habitat, de prévoir des emplacements collectifs pour le tri et la collecte des déchets ménagers (art.4 du règlement) et au sein du secteur 1AUHv, la mise en place de composteur.

Prise en compte, dans le cadre de l'OAP n°1, des nuisances liées à la proximité d'infrastructures de transport par l'instauration de dispositions spécifiques (implantation des constructions...).

Le règlement des zones U et 1AU, favorise la mixité des fonctions mais en n'autorisant, au sein du cadre bâti existant et à venir, que les activités compatibles avec l'habitat.

Préservation en espace libre des abords des cours d'eau répondant aussi à un enjeu de limitation des risques.

Classement en zone A des grands tènements agricoles, nécessaires à l'épandage.

## Réponse à l'Orientation induite 4.b du DOG du SCoT : Assurer les équilibres sociaux

### Capacité d'accueil du PLU

Au sein de l'enveloppe urbaine (dont la méthodologie d'élaboration est détaillée en page 15 du présent rapport) sont comptabilisés :

- 35 dents creuses permettant la réalisation à minima de 35 logements individuels,
- environ 6 constructions traditionnelles qui, si elles étaient réhabilitées, permettraient la réalisation d'une dizaine de logements.

Le PLU inscrit en zone d'urbanisation future le seul espace libre encore disponible au Chef-lieu, permettant la réalisation d'une vingtaine de logements.

Enfin, les limites de la zone UH ont par endroit été rectifiées pour des motifs d'ordre paysager, permettant la réalisation d'une dizaine de logements.

Les capacités d'accueil du PLU peuvent donc être estimées à environ 75 logements dont une trentaine de logements réalisables en extension de l'enveloppe urbaine.

En sachant qu'une centaine de logements ont été construits depuis 2009<sup>14</sup>,

*... La commune, qui ne disposait pas de document d'urbanisme, a connu une demande en permis de construire importante après l'approbation de son PLU en 2011 (qui a été annulé depuis), demandes qui ne constituent qu'un rattrapage des besoins antérieurs...*

... les estimations du SCoT sur les besoins en logements pour la commune à horizon 2024, passe à une cinquantaine de logements.

Le PLU reste donc compatible avec ces objectifs.

### Diversification du parc de logements

La mise en œuvre d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation qui imposera la réalisation de logements intermédiaires au niveau du secteur 1AUHv ainsi que la réhabilitation permise des constructions traditionnelles existantes...

<sup>14</sup> 47 logements commencés entre janvier 2009 et mars 2015 selon sit@del auxquels s'ajoutent les 49 logements de l'opération en cours au centre-village.

... permettra la réalisation de 27% de logement intermédiaires et de 13% de logements collectifs.

	Capacités d'accueil		
	Individuel	Intermédiaire	Collectif
Secteur 1AUHv		20	
"Dents creuses"	35		
Réhabilitation de constructions traditionnelles			10
Rectification des limites de la zone UH (motifs d'ordre paysager)	10		
TOTAL	45	20	10
Répartition	60%	27%	13%

*A noter : si la part des logements individuels peut paraître insuffisamment diminuée au regard des objectifs fixés par le SCoT, il faut tenir évidemment tenir compte des "dents creuses" encore présentes.*

**Le PLH de la CCAS pour la période 2014-2019** demande la réalisation de 4 logements locatifs socialement aidés (LLS) par an montant le nombre de LLS à 40 à échéance du PLU (10 ans).

Le PLU impose à toute opération d'habitat de plus de 5 logements l'affectation de 20% minimum de sa surface de plancher à des logements socialement aidés en locatif, se chiffre étant monté à 60% pour le secteur 1AUHv-oap1.

Cela permettrait d'envisager la réalisation de 12 logements socialement aidés pour le secteur 1AUHv-oap1.

En outre, l'opération d'habitat collectif du centre-village, qui sera bientôt livrée, localisée face au secteur d'équipement de la mairie, permettra la réalisation de 18 logements socialement aidés.

Enfin, il est possible d'estimer que les dispositions introduite en zone UH permettrait la réalisation d'environ une dizaine de logements socialement aidés, *le tout permettant d'atteindre les objectifs du PLH.*



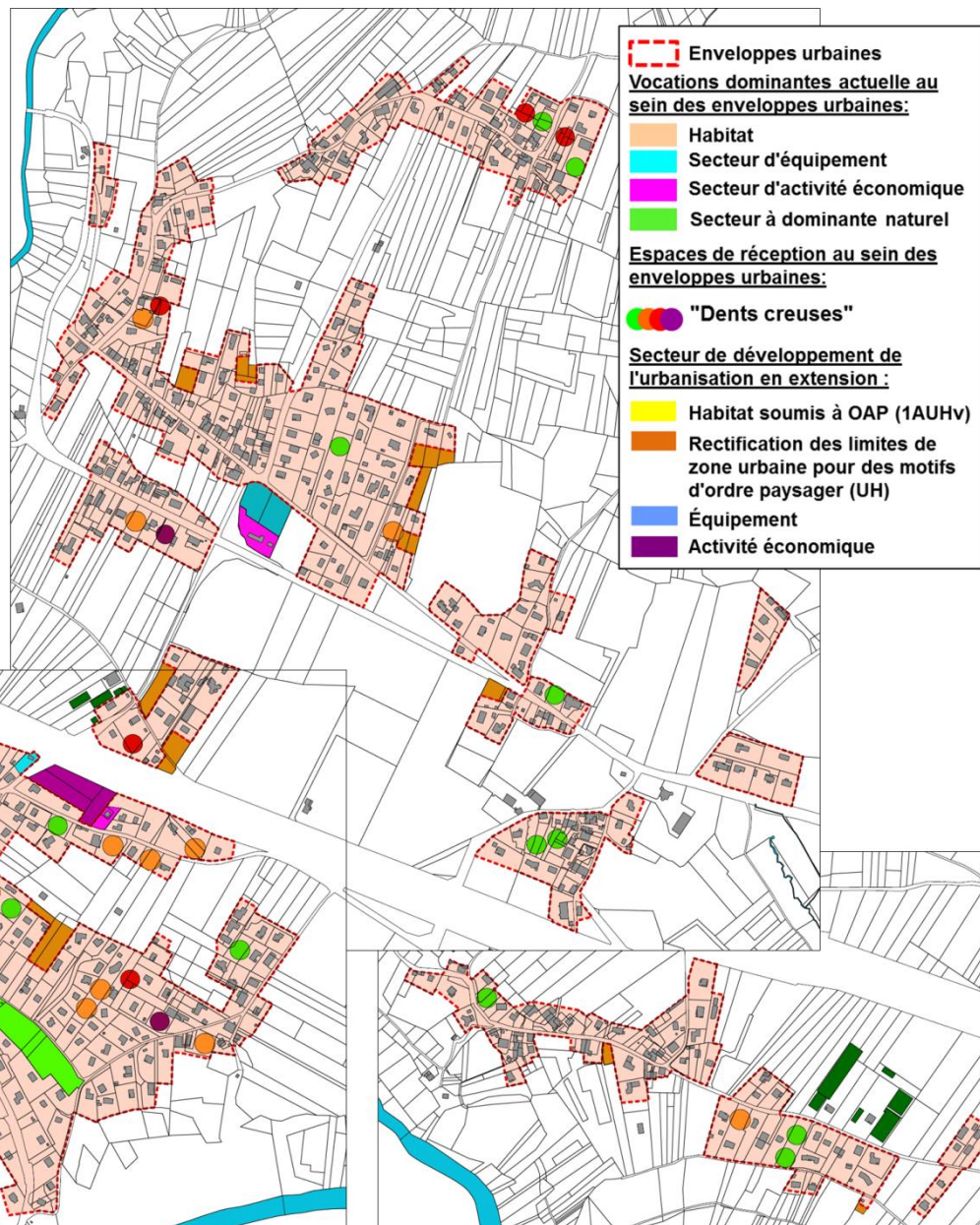
### Economie de l'usage de l'espace

Le PLU envisage la consommation de :

- 5,4 ha. pour l'habitat, avec :
  - 4,7 ha. en zone UH correspondant aux "dents creuses" (2,8ha.) et aux parcelles classées en zone constructible pour permettre une meilleure lisibilité des espaces urbanisés (1,9ha.),
  - 0,7 ha. en secteur 1AUHv,
- 0,4ha. pour les équipements publics et d'intérêt collectif, en zone UE...

... soit une consommation totale pour les besoins en habitats et équipements d'environ 5,8 ha. dont plus de la moitié est située au sein de l'enveloppe urbaine.

Enfin, les dispositions règlementaires introduites en termes d'emprise et de hauteur, renforcées au sein des secteurs de centralité et d'équipements, vont dans le sens d'une optimisation de l'usage de l'espace.



## **4.2 - COMPTABILITE AVEC LE SDAGE RHONE MEDITERRANEE**

Le SDAGE du bassin Rhône-Méditerranée 2010-2015 est entré en vigueur le 17 décembre 2009. Le SDAGE a une certaine portée juridique, d'après l'article L212-1 du Code de l'environnement. Il est opposable à l'administration et non aux tiers, c'est-à-dire que la responsabilité du non-respect du SDAGE ne peut être imputée directement à une personne privée. En revanche toute personne pourra contester la légalité de la décision administrative qui ne respecte pas les mesures du document. Tous les programmes ou décisions administratives ne peuvent pas être en contradiction avec le SDAGE sous peine d'être annulés par le juge pour incompatibilité des documents.

Conformément au code de l'Urbanisme, le présent PLU prend en compte les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le SDAGE.

Des mesures à mettre en place ont été identifiées en 2010 par le SDAGE sur le Bassin Versant de l'Arve pour les masses d'eau superficielles :

- Mettre en place un dispositif de gestion concertée
- Contrôler les conventions de raccordement, régulariser les autorisations de rejets
- Optimiser ou changer les processus de fabrication pour limiter la pollution, traiter ou améliorer le traitement de la pollution résiduelle
- Restaurer les habitats aquatiques en lit mineur et milieux lagunaires
- Reconnecter les annexes aquatiques et milieux humides du lit majeur et restaurer leur espace fonctionnel
- Réaliser un diagnostic du fonctionnement hydromorphologique du milieu et des altérations physiques et secteurs artificialisés
- Etablir un plan de restauration et de gestion physique du cours d'eau
- Mettre en œuvre des modalités de gestion des ouvrages perturbant le transport solide
- Réaliser un programme de recharge sédimentaire

- Définir une stratégie de restauration de la continuité piscicole
- Adapter les prélèvements dans la ressource aux objectifs de débit
- Définir des modalités de gestion du soutien d'étiage ou augmenter les débits réservés

A cet effet, le présent PLU respecte pour ce qui concerne son champ d'intervention, les orientations et mesures préconisées par le SDAGE :

- Préservation des milieux spécifiques (écosystèmes aquatiques, sites et zones humides règlementés au titre de l'article L123-1-5 du CU).
- Le raccordement obligatoire de toute nouvelle construction à un système d'épuration adapté,
- La préservation des champs d'expansion des crues :
  - par la prise en compte dans le zonage des servitudes du Plan de Prévention des Risques (classement en A ou N),
  - par l'identification et la protection au titre de l'art.R123-11b des abords des cours d'eau au niveau desquels aucune construction ou installation nouvelle n'est autorisée. L'article 13 précise également que les berges des cours d'eau doivent être aménagées ou maintenues en espace vert de pleine terre sur une profondeur minimum de 5m.

## **4.3 - COMPTABILITE AVEC LE SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE**

Le SRCE Rhône Alpes a été approuvé le 19 Juin 2014. 8 enjeux y ont été identifiés :

- L'étalement urbain et l'artificialisation des sols : des conséquences irréversibles sur la fonctionnalité du réseau écologique.
- L'impact des infrastructures sur la fragmentation et le fonctionnement de la TVB.
- L'accompagnement des pratiques agricoles et forestières pour favoriser une TVB fonctionnelle.

- L'impact des activités anthropiques sur la continuité des cours d'eau et leurs espaces de mobilité.
- Les spécificités des espaces de montagnes en Rhône Alpes.
- L'accompagnement du développement des énergies renouvelables.
- L'intégration de la biodiversité dans toutes les politiques publiques et leur gouvernance.
- Le changement climatique et son impact sur la biodiversité.

Le PLU de Arthaz-Pont-Notre-Dame prend en compte les grands enjeux du SRCE puisqu'il :

- maintient une bande N (naturelle) de part et d'autre des berges des différents cours d'eau de la commune et identifie spécifiquement les zones humides de l'inventaire départemental,
- autorise dans le règlement écrit la mise en place d'installations productrices d'énergies renouvelables.
- privilégie le recentrage de l'urbanisation au chef-lieu et ses abords,
- identifie sur le règlement graphique les continuités écologiques et leur associe des prescriptions spécifiques dans le règlement écrit,
- identifie les réservoirs de biodiversité et les préserve avec un règlement restrictif.

#### **4.4 -. LE SCHEMA REGIONAL CLIMAT AIR ENERGIE**

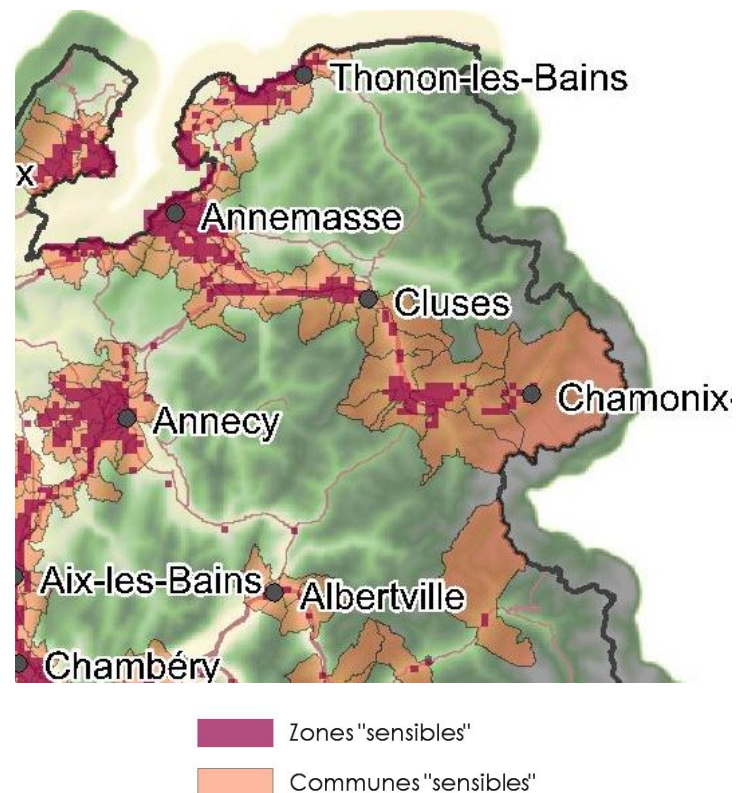
Le PLU doit prendre en compte le SRCAE, arrêté le 24 Avril 2014 par le Préfet de Région. Les objectifs de ce schéma sont :

- La lutte contre la pollution atmosphérique et l'adaptation aux changements climatiques en matière de maîtrise de la demande en énergie.
- Le développement des énergies renouvelables et de la réduction des gaz à effet de serre.
- La définition de "zones sensibles" : zones où les orientations destinées à prévenir ou à réduire la pollution atmosphérique peuvent être renforcées.

Une cartographie des "zones sensibles" pour la qualité de l'air a été réalisée dans le cadre du SRCAE. En Rhône-Alpes, les zones sensibles concernent essentiellement les grands bassins de vie, la proximité des principaux axes routiers et les fonds de vallées alpines.

La commune est située en zone sensible.

Le PLU relaie ses grands objectifs en privilégiant le développement urbain au centre-village et ses abords, à proximité de l'arrêt de transport collectif existant, en favorisant la mixité des fonctions (habitat/commerces), en favorisant les modes de déplacements "doux" et en autorisant dans le règlement écrit la mise en place de panneaux photovoltaïques et de capteurs solaires sur les toitures.





#### **4.5 - LES AUTRES PLANS, SCHEMAS OU PROGRAMMES SUPRACOMMUNAUX**

Outre les documents évoqués précédemment, le PLU, à travers son PADD et ses diverses dispositions, participe également à divers documents qu'il a pris en compte, ou auxquels il s'est référé (à un stade ou à un autre de l'élaboration du projet de PLU), parmi lesquels :

- La Directive Territoriale d'Aménagement des Alpes du Nord (DTA), soumis à enquête publique en 2010, mais non approuvée avant la publication de la loi "ENE" du 12 juillet 2010.
- Le Plan Régional de l'Agriculture Durable (PRAD) approuvé le 24/02/2012.
- Le Plan Climat Patrimoine et Service (en cours d'élaboration à l'échelle du Département).
- Le risque de pollution des sols (Article L125-6 du Code de l'environnement).
- L'Atlas départemental des paysages.
- Le Plan départemental ou interdépartemental de gestion des déchets issus des chantiers du BTP (approuvé en 2004).
- Le Schéma départemental des carrières (2004).
- Le Schéma départemental d'accueil des gens du voyage (SDAGV), approuvé le 20 janvier 2012, pour la période 2012-2017.



## 5 – JUSTIFICATION DES OBJECTIFS DE MODERATION DE LA CONSOMMATION D'ESPACES

Conformément au Code de l'Urbanisme, le rapport de présentation justifie les objectifs compris dans le projet d'aménagement et de développement durables au regard des objectifs de consommation de l'espace fixés.

Le PADD a retenu un objectif de limitation de la consommation foncière pour les besoins de développement de la commune, notamment au travers de son orientation induite II.2 :

- *"en se fixant l'objectif, par rapport aux dix dernières années, d'une diminution au minimum de 50% de la consommation foncière, hors et au sein de l'enveloppe urbaine, pour les besoins du développement à dominante d'habitat et d'équipement.*
- *par l'urbanisation prioritaire des espaces interstitiels demeurant au sein de l'enveloppe urbaine et d'une manière générale par une optimisation de l'usage de l'espace."*...

... mais également en permettant :

- le renforcement du caractère de "petite centralité" du cœur du centre-village,
- l'adaptation du niveau d'équipement aux perspectives d'accroissement démographique,
- mais aussi un développement adapté des activités artisanales et tertiaires, afin notamment de préserver une certaine dynamique de vie et d'emploi sur la commune.

### 5.1 - DONNEES DE CADRAGE

Le SCoT évalue les besoins à environ 150 logements pour la période 2009-2024.

En sachant qu'une centaine de logements ont été construits depuis 2009<sup>15</sup>...

<sup>15</sup> 47 logements commencés entre janvier 2009 et mars 2015 selon sit@del auxquels s'ajoutent les 49 logements de l'opération en cours au centre-village. La commune, qui ne disposait pas de document d'urbanisme, a connu une demande en permis de construire importante après l'approbation de son PLU en 2011 (qui a été annulé depuis), demandes qui ne constituent qu'un rattrapage des besoins antérieurs.

... les besoins peuvent être estimés à environ 50 logements supplémentaires pour les 10 prochaines années.

En outre, le SCoT affiche un objectif maximal de 15 ha. consommables pour le logement et les besoins en équipements en tenant compte des espaces inscrits en extension mais également des espaces demeurants au sein des enveloppes urbaines.

Enfin, le SCoT admet la possibilité de mettre à disposition, pour une surface globale inférieure à 1ha., des espaces dédiés aux activités artisanales "de proximité".

### 5.2 - EVOLUTION DE LA CONSOMMATION DES ESPACES

Selon la méthodologie développée par les Services de l'Etat, 11,8 hectares ont été consommés entre 1998 et 2008 (dont 3,25 entre 2004 et 2008) avec une consommation moyenne de 1750m<sup>2</sup>/logement.

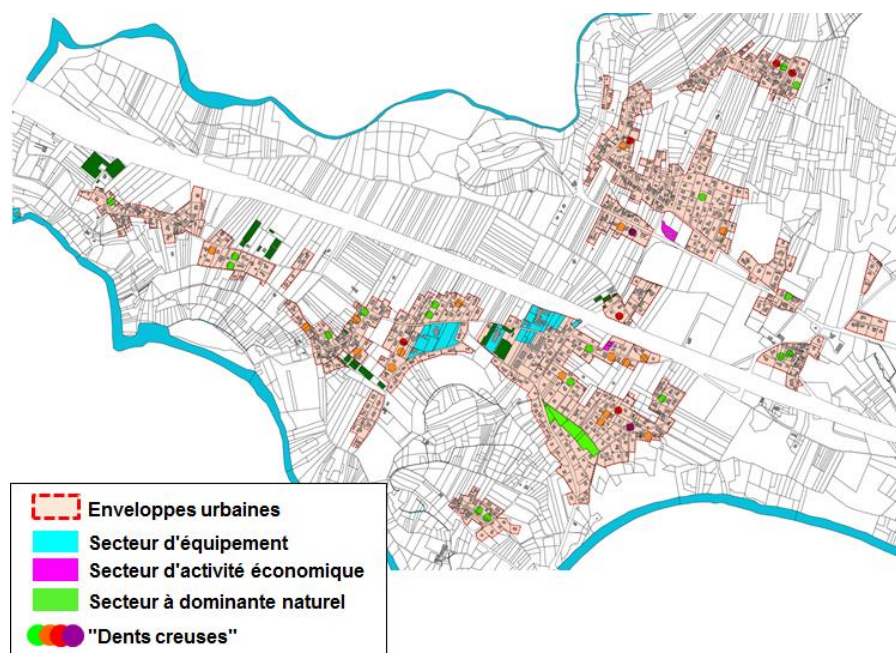
Sur la base des données communales relatives aux permis de construire accordés depuis 2005 (donc sur les dix dernières années), la consommation foncière est évaluée à :

- 11,46 ha de terrain nus, pour la construction de (158) logements,
- soit une consommation moyenne de 725m<sup>2</sup>/logement dont 1128m<sup>2</sup>/logement pour l'individuel, 424m<sup>2</sup> pour l'intermédiaire et 172m<sup>2</sup>/logement pour le collectif.

### 5.3 - EVALUATION DES BESOINS ET EXTENSION URBAINE

A Arthaz-Pont-Notre-Dame, l'évaluation des besoins en foncier pour le logement se fondent sur :

- l'analyse de l'enveloppe urbaine qui a révélé en son sein un potentiel de 35 dents creuses de 800m<sup>2</sup> permettant la réalisation à minima de 35 logements individuels. Ainsi, le foncier potentiellement consommable au sein de l'enveloppe urbaine peut être évalué ainsi à 2,8 ha.. (cf *partie. 1.5 du rapport*)



- le potentiel de réhabilitation de constructions traditionnelles situées au sein de l'enveloppe urbaine (environ 6), permettant la réalisation d'une dizaine de logements collectifs.

- la rectification nécessaire, à quelques endroits, des limites de la zone UH pour des motifs d'ordre paysager. Ces espaces, d'une superficie cumulée d'environ 1,9 ha., répondent alors à une logique d'urbanisation par comblement pour permettre une meilleure lisibilité des espaces urbanisés. Au sein de ces espaces, compte tenu de leur configuration, une dizaine de logements seraient réalisables.



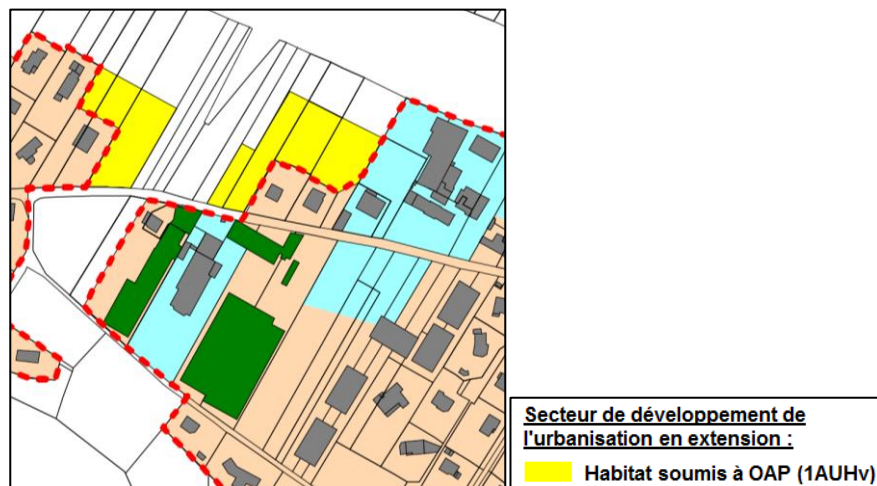
- mais également sur le projet communal retenu de meilleure lisibilité du chef-lieu ainsi que sur l'objectif de diversification de l'offre en logement, les deux affichés dans le PADD du PLU.

Comme évoqué précédemment (point 3-3 du présent rapport), le confortement du centre-village est aujourd'hui contraint et "limité" par la présence d'une exploitation agricole.

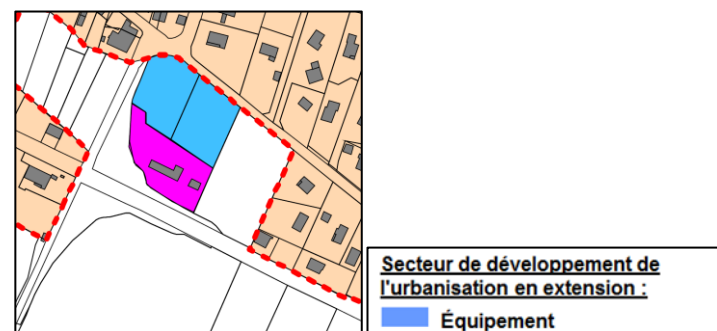
Il n'apparaît qu'un seul secteur disponible à court terme présentant une emprise suffisante (0,1 hectare en renouvellement urbain et 0,7 hectare en extension de l'enveloppe urbaine) pour admettre la mise en œuvre d'opération d'aménagement d'ensemble (secteur classé 1AUHv-oap1 au PLU).

Cet espace est en outre stratégique pour la structuration du centre-village. Il est en effet positionné en interstice entre le secteur dense composé de la mairie, du groupe scolaire et de l'opération d'habitat collectif en cours face à la mairie, et le secteur plus aéré de Truaz Nord.

Afin de garantir (notamment) sa contribution à une meilleure structuration et lisibilité du Chef-lieu, mais aussi à une diversification du parc de logements, son urbanisation sera encadrée par une Orientation d'Aménagement et de Programmation.



A cela s'ajoute 0,4ha. inscrits en zone UE à vocation d'équipements publics et d'intérêt collectif, en extension de l'enveloppe urbaine. La commune souhaite permettre la réalisation d'une maison médicale facilement accessible par les habitants d'Arthaz-Pont-Notre-Dame, mais également par ceux des communes environnantes. Ce secteur, répond à ces objectifs de par son emprise suffisante et de par sa localisation à proximité du centre-village et en bordure de la RD1205 (qui constitue un axe structurant).



Enfin, 0,55ha. en extension de l'enveloppe urbaine sont inscrits en secteur 1AUX-oap2, permettant la réalisation d'une zone d'activités artisanales en mixité possible avec des équipements publics ou d'intérêt collectif. Ici aussi, son urbanisation sera encadrée par une Orientation d'Aménagement et de Programmation.



Au total, le PLU envisage donc la consommation (au sein et hors enveloppe urbaine) de moins de 6,5 ha., dont 5,8 ha. pour répondre aux besoins en logements et en équipements.

Sont envisagés la consommation de :

- 5,4 ha. pour la réalisation de logements, dont 2,8 ha. situés au sein des enveloppes urbanisées,
- 0,4ha. pour les équipements,
- 0,55ha. pour les activités économiques,

	Capacités d'accueil				
	Au sein de l'enveloppe urbaine			En extension de l'enveloppe urbaine	
	Zone UH		Secteur 1AUHv	Rectification des limites de la zone UH (motifs d'ordre paysager)	Secteur 1AUHv
	"Dents creuses"	Réhabilitation de constructions traditionnelles			
Nombre de logements	35	10		10	20
Surfaces consommées (en ha.)	2,8	0	0	1,9	0,7

## 5.4 - SYNTHESE

En matière d'habitat, le PLU s'inscrit dans un objectif de modération de la consommation de l'espace pour les besoins du développement urbain de Arthaz-Pont-Notre-Dame :

- par une modération de la consommation de l'espace, consommation qui ne dépassera pas, pour les besoins en habitat, 5,4ha à horizon du PLU (dont 2,8 en "dents creuses"),
- par la réponse apportée à l'objectif du PADD de diminution au minimum, par rapport aux dix dernières années, de 50% de la consommation foncière, hors et au sein de l'enveloppe urbaine, pour les besoins du développement à dominante d'habitat et d'équipement,
- par un dispositif réglementaire permettant de mettre en œuvre des formes urbaines moins consommatrices d'espace pour l'habitat (renforcées en secteur UHv de centralité et au sein des périmètre de patrimoine bâti), mais aussi pour les activités économiques et les équipements, le tout adapté aux caractéristiques du cadre géographique et bâti communal,
- un développement de l'habitat préférentiellement au sein de l'enveloppe urbaine existante, mais aussi au centre-village au travers d'un secteur de projet,
- un développement plus que contenu des hameaux existants.

L'essentiel de la consommation foncière du PLU en extension de l'enveloppe urbaine concerne des projets d'intérêt collectif à vocation économique et d'équipements, et répond aux objectifs de structuration du chef-lieu et de diversification de l'offre en logements, indispensable pour redynamiser le cœur du centre-village.



## 4<sup>ème</sup> PARTIE : INTEGRATION DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET ANALYSE DES INCIDENCES PREVISIBLES DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT

### 0 – PREAMBULE

#### **0.1 - CADRE REGLEMENTAIRE DANS LE CONTEXTE COMMUNAL**

L'application de la procédure "d'évaluation environnementale" nécessite d'intégrer au rapport de présentation les éléments suivants (art.R.123-2-1 du CU) :

- Une analyse de l'état initial de l'environnement (développée en 2<sup>ème</sup> partie du présent rapport),
- Une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée,
- Une explication des choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, et, le cas échéant, les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables,
- Une description de l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes soumis à évaluation environnementale avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en considération,
- La présentation des mesures envisagées pour éviter, réduire et si possible compenser les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement,
- Une analyse des incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du plan sur l'environnement et un exposé des conséquences éventuelles de l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, telles que les sites du réseau Natura 2000,
- Les indicateurs qui devront être élaborés pour l'analyse des résultats de l'application du plan notamment en ce qui concerne l'environnement, au plus tard à l'expiration d'un délai de 9 ans à compter de son approbation,

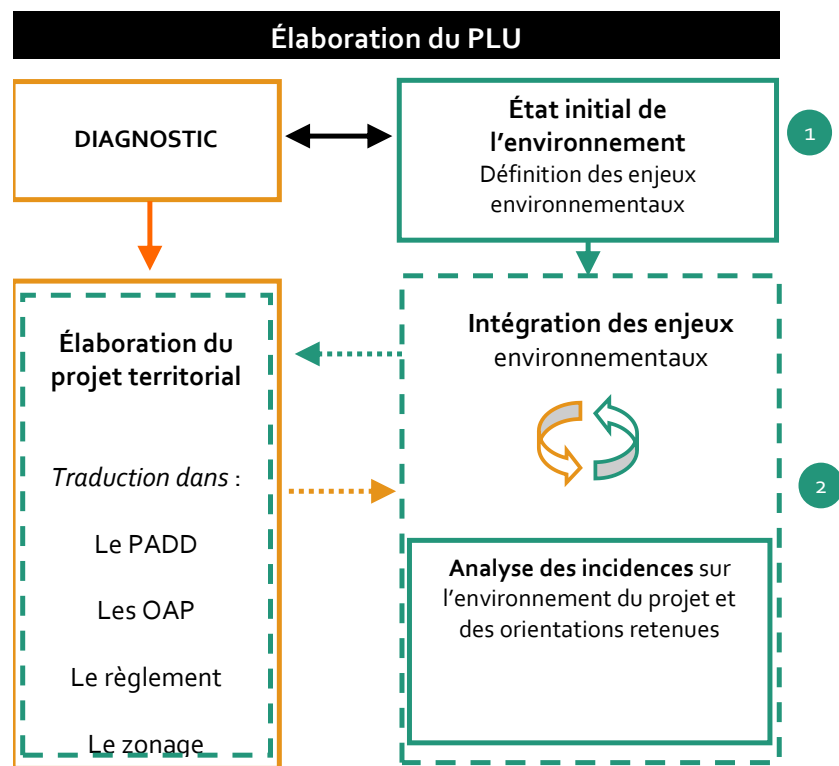
- Un résumé non technique.

#### **0.2 - DESCRIPTION DE LA MANIÈRE DONT L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE A ÉTÉ RÉALISÉE**

Le travail d'évaluation des incidences du PLU sur l'environnement a consisté en premier lieu à éviter la majeure partie des incidences prévisibles. Le travail a donc été avant tout d'assurer la meilleure intégration possible des grands enjeux environnementaux dans l'élaboration du PADD et des pièces réglementaires (zonage et règlement).

L'évaluation environnementale a donc aidé à construire un projet qui intègre les enjeux environnementaux à partir d'un travail itératif avec l'urbaniste et les élus. Ce travail itératif s'est formalisé par des échanges techniques, notamment en réunions de travail interdisciplinaires (urbaniste, écologue, élus).

Dans un second temps, l'évaluation des incidences a consisté à réaliser une analyse croisée des grands enjeux environnementaux avec les éléments du PLU.



**Figure 1 : Déroulement de « l'évaluation environnementale » dans l'élaboration du PLU (Source AGRESTIS – [www.agrestis.fr](http://www.agrestis.fr))**

L'évaluation environnementale a été réalisée dans les limites dictées par l'article L121-11 du Code de l'Urbanisme, rappelées ci-après :

*"Le rapport de présentation contient les informations qui peuvent être raisonnablement exigées, compte tenu des connaissances et des méthodes d'évaluation existant à la date à laquelle est élaboré ou révisé le document, de son contenu et de son degré de précision et, le cas échéant, de l'existence d'autres documents ou plans relatifs à tout ou partie de la même zone géographique ou de procédures d'évaluation environnementale prévues à un stade ultérieur".*

Concernant ce dernier point, il est rappelé que les projets susceptibles d'avoir des incidences environnementales devront faire l'objet en phase ultérieure (AVP/PRO - PC) d'une évaluation environnementale pour certains et le cas échéant, d'un document d'incidences Natura 2000 précis et ciblé à leur échelle.

## 1 – L'INTEGRATION DES ENJEUX DANS LE PADD

La lecture du PADD du PLU met évidence que les 2 grands enjeux environnementaux dégagés par l'Etat initial de l'environnement ont été pris en compte dans l'élaboration du PADD :

**Enjeu n°1 : La structuration des espaces bâtis, en lien avec la protection des populations vis-à-vis des nuisances, des risques et des économies d'énergie.**

Le PADD d'Arthaz-Pont-Notre-Dame prend en compte cet enjeu en montrant la volonté de maîtriser le développement urbain, de regrouper les habitations, de développer la mixité des fonctions au niveau du Chef-lieu. Une des grandes orientations du PADD est notamment de "renforcer l'attractivité et améliorer le cadre urbain du Chef-lieu". Ces dispositions vont également dans le sens des économies d'énergies et donc de limitation des nuisances pour la population.

Il s'agit également de la préservation du cadre de vie rural. Tous ces éléments font partie de l'axe I du PADD.

La gestion des eaux et des déchets est également évoquée dans l'axe II.

**Enjeu n°2 : La préservation des milieux naturels et agricoles, garants de l'image rurale, supports de milieux patrimoniaux et de la dynamique écologiques fonctionnelle du territoire.**

La préservation des milieux naturels et agricoles font partie de l'axe II du PADD.

En effet, les différentes orientations induites traduisent la volonté des élus de prendre en compte les différents milieux naturels et leurs fonctionnalités selon leurs spécificités, mais également celle de modérer la consommation d'espaces agricoles ou naturels au profit du développement d'une urbanisation plus structurée et réfléchie.

La valeur paysagère de la commune est mise en avant par les objectifs de protection et de valorisation du patrimoine bâti et de maintien des espaces agricoles. Cette dernière orientation induite met également en avant les choix de protection des espaces de nature ordinaire, support privilégié de la dynamique écologique du territoire.

Les éléments de cet enjeu transversal pour la protection de l'environnement se retrouvent aussi dans les 2 autres axes du PADD qui parlent de structuration des espaces bâtis et de maintien de l'économie locales.

## 2 – MESURES ENVISAGEES POUR REDUIRE L'IMPACT DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT

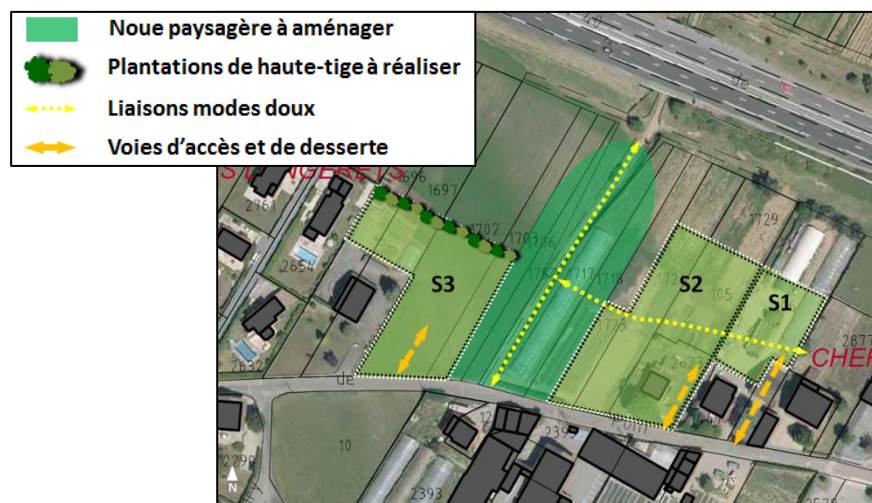
### 2.1 - ENJEU TRANSVERSAL 1 : LA STRUCTURATION DES ESPACES BATIS, EN LIEN AVEC LA PROTECTION DES POPULATIONS VIS-A-VIS DES NUISANCES, DES RISQUES ET DES ECONOMIES D'ENERGIE.

#### LE CONFORTEMENT DU CHEF-LIEU ET DE L'ENVELOPPE URBAINE

Au niveau du chef-lieu, le PLU distingue un secteur UHv auquel sont associées des dispositions réglementaires mettant l'accent sur la centralité, la densité et la mixité des fonctions. Le coefficient d'emprise au sol peut être pour ce secteur de 0,35 contre 0,20 dans les autres secteurs UH.

Un secteur 1AUHv-oap1 vise l'aménagement de terrains à l'Est du Chef-lieu. Une orientation d'aménagement et de programmation est prévue et elle vise à conforter le centre-village par la construction de logements (individuels, intermédiaires et collectifs). L'OAP précise que ce secteur "est stratégique pour le devenir de la commune, constituant le seul espace encore disponible pour le confortement du centre-village à court/moyen terme. Localisé en continuité du secteur d'équipements de la mairie et du groupe scolaire, l'urbanisation de ce secteur permettra également de renforcer le lien fonctionnel et urbain, entre le cœur du centre-village et le secteur de Truaz Nord".

#### Schéma d'aménagement du secteur centre-village – oap n°1.



Afin de prendre en compte les spécificités du secteur, et notamment la proximité de l'autoroute, l'oap prévoit :

- des aménagements pour préserver le corridor écologiques (voir partie 3-3 du présent rapport),
- des dispositions pour les économies d'énergies, les énergies renouvelables, la bio-construction, la gestion des eaux pluviales et des déchets, ...
- l'aménagement de liaisons pour les modes de déplacements doux en maillage avec le réseau existant.

Il est également rappelé que des mesures d'isolation acoustiques et phoniques devront être réalisées au niveau des futures constructions.

Une seconde zone AU est prévue au lieu-dit Les Combes. Il s'agit du secteur 1AUX-oap2 à vocation d'activités économiques. Cette zone est située à proximité du centre-village, en interstice entre l'A40 et des constructions existantes.

#### Schéma d'aménagement du secteur des Combes Sud – oap n°2.





Cette oap prévoit l'aménagement de cheminements doux et d'espaces verts tampons qui pourront servir à la gestion des eaux pluviales.

Le projet intègre également des parcelles non bâties classées en zone UX. Il s'agit principalement de parcelles dites "interstitielles" ou "en dent creuse" : ce sont des espaces au sein de l'enveloppe urbaine, pour lesquelles il est prévu d'un côté l'aménagement d'une aire de stationnement et de l'autre la préservation des boisements existants.

### L'ORGANISATION DU TERRITOIRE

Pour diminuer les déplacements motorisés, la mixité des fonctions et la proximité sont indispensables.

Dans un premier temps, il est important de noter que les zones d'urbanisation futures (AUHv/AUX) sont toutes situées au niveau du Chef-lieu qui concentre les commerces et services, mais aussi à proximité de l'unique arrêt de ligne de bus interurbaine, situé au hameau de La Forge et facilement accessible depuis le centre-village. Les déplacements motorisés pourront alors être réduits.

Au niveau du Chef-lieu, nous avons vu plus haut que les zonages UHv et 1AUHv favorisent la densification. Le règlement des zone UHv et AUHv permet également la construction ou l'installation de commerces de proximité.

En parallèle, il existe déjà sur la commune un maillage de linéaires piétons que les OAP contribuent dans leur mesure à développer.

### PERFORMANCE ENERGETIQUE DES BATIMENTS

Le résidentiel, tout comme les transports, est un secteur consommateur d'énergie fossile. La commune souhaite ainsi encourager les formes architecturales économes en énergie ainsi que le recours aux énergies renouvelables.

L'article 11 du règlement sur l'aspect extérieur des constructions ne fait pas obstacle au développement des énergies renouvelables (notamment panneaux photovoltaïques solaires ou thermiques) ni des constructions à énergie positives ou du moins autonomes en énergie :

- "Lorsqu'un projet est de nature à mettre en œuvre des matériaux ou des techniques liées aux économies d'énergies, aux énergies renouvelables, à la bio-construction, ou à la gestion des eaux pluviales, l'aspect des constructions peut-être apprécié selon des critères plus généraux que ceux ci-dessous détaillés pour les articles 11.3 et 11.4.",
- de plus, les toitures végétalisées sont autorisées, permettant de réduire les pertes énergétiques et ainsi les consommations d'énergie.

Le règlement précise également :

- qu'en cas d'isolation thermique par l'extérieur, les règles de l'article 6 concernant l'implantation par rapport aux emprises publiques et aux voies ne s'appliquent pas. Il en est de même pour les règles d'implantation par rapport aux limites des propriétés privées voisines : les distances entre les limites séparatives peuvent donc être réduites pour ce type de travaux,
- que les futures constructions ne doivent pas gêner le bon fonctionnement de constructions passives (article 8).

Plus que d'encourager, le code de l'urbanisme au titre de l'article R.123-9-15°, permet au règlement d'imposer aux constructions, travaux, installations et aménagements, des conditions en matière de performances énergétiques et environnementales.

Des prescriptions auraient alors pu être formulées dans l'article 15 du règlement afin d'appuyer la volonté de réduction des consommations énergétique inscrite dans le PADD.

### LA PROTECTION DES POPULATIONS

#### ▪ La gestion des risques

Sur la commune d'Arthaz-Pont-Notre-Dame, la gestion des risques relèvent en particulier de la gestion des inondations de l'Arve.

Le PLU renvoie au Plan de Prévention des Risques naturels réglementaire, et aucune zone urbaine n'est comprise dans ces secteurs.

Le PLU identifie aussi au plan de zonage c et au titre de l'article R.123-121.b du code de l'urbanisme, les berges des cours d'eau, au niveau desquelles aucune constructions ou installation n'est autorisée.

Pour ce qui est des risques technologiques, le plan de zonage c identifie au titre de l'article R.123-121.b du code de l'urbanisme la conduite de gaz et la servitude d'utilité publique qui l'accompagne.

Le règlement rappelle que sont interdits :

- dans la zone de dangers graves pour la vie humaine, correspondant aux premiers effets létaux, soit 95 m. de part et d'autre de l'axe de la canalisation : les établissements recevant du public de 1ère à 3ème catégorie, les immeubles de grande hauteur et les installations nucléaires de base.
- dans la zone de dangers très graves pour la vie humaine, correspondant aux effets létaux significatifs, soit 65 m. de part et d'autre de l'axe de la canalisation : les établissements recevant du public de plus de 100 personnes.
- dans un rayon de 26m autour du poste de distribution : les établissements recevant du public de plus de 100 personnes...

.. Et que dans un rayon de 26m autour du poste de distribution et dans la zone de dangers significatifs pour la vie humaine, correspondant aux effets irréversibles, soit 125 m. de part et d'autre de l'axe de la canalisation : tout projet de construction ou d'aménagement doit faire l'objet d'une information préalable de GRT Gaz.

#### ▪ **L'exposition au bruit**

Les 2 zones d'urbanisation futures sont situées le long de l'A40, dans la bande tampon de 100 mètres où des dispositions doivent être prises pour l'isolation phonique des bâtiments.

Seul le secteur 1AUHv prévoit l'installation d'habitations et il a été vu plus haut que des dispositions sont prévues dans l'OAP de ce secteur pour réduire au maximum les nuisances.

#### ▪ **Air et climat**

Les dispositions développées ci-avant (densification, mixité des fonctions, développement des modes de déplacement doux, performances énergétiques de l'habitat) participent également de la diminution des émissions de gaz à effet de serre et de particules polluantes qui peuvent affecter la qualité de l'air.

## **2.1 - ENJEU TRANSVERSAL 2 : LA PRESERVATION DES MILIEUX NATURELS ET AGRICOLES, GARANTS DE L'IMAGE RURALE, SUPPORTS DE MILIEUX PATRIMONIAUX (ZONES HUMIDES NOTAMMENT) ET DE LA DYNAMIQUE ECOLOGIQUES FONCTIONNELLE DU TERRITOIRE.**

### **LES RESERVOIRS DE BIODIVERSITE**

La commune d'Arthaz-Pont-Notre-Dames abrite plusieurs zones dont la richesse biologique est reconnue. Il s'agit des sites Natura 2000, zones humides et ZNIEFF de type I, également appelés réservoirs de biodiversité au sein du réseau écologique.

Ces réservoirs de biodiversité font tous l'objet d'un zonage N ou A, doublé de périmètres règlementés au titre de l'article L.123-1-5-III.2° du CU (secteurs d'intérêt écologique au règlement graphique) : aucune construction, même de nature agricole, n'y est autorisée.

Dans ces périmètres, quand ils concernent la zone A, seuls sont acceptés :

- les travaux et installations légères nécessaires à l'activité agricole (retenue d'eau, stockage temporaire...),
- les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif, sauf ceux susceptibles de modifier de manière significative l'état ou l'aspect des lieux, et/ou porter atteinte aux fonctionnalités écologiques.

Le préambule du règlement précise aussi que :

- dans les secteurs identifiés au titre de Natura 2000, tous travaux et installations doivent faire l'objet d'un dossier d'évaluation des incidences (EI), en application de l'article L.414.4 du Code de l'Environnement,
- dans les secteurs identifiés en tant que ZNIEFF de type 1, tous travaux, installations et aménagements doivent faire l'objet d'une déclaration préalable.

Dans ces périmètres, quand ils concernent la zone N, seuls sont autorisés :

- les travaux et installations liés à la gestion et l'entretien des milieux naturels, à condition qu'ils préservent le caractère naturel des lieux, qu'ils n'entravent pas la circulation de la faune,

- les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif, sauf ceux susceptibles de modifier de manière significative l'état ou l'aspect des lieux, et/ou porter atteinte aux fonctionnalités écologiques.

Le préambule du règlement précise aussi que :

- dans les secteurs identifiés au titre de Natura 2000, tous travaux et installations doivent faire l'objet d'un dossier d'évaluation des incidences (EI), en application de l'article L.414.4 du Code de l'Environnement,
- dans les secteurs identifiés en tant que ZNIEFF de type 1, tous travaux, installations et aménagements doivent faire l'objet d'une déclaration préalable.

Ce classement entraîne également l'obligation de réaliser une déclaration préalable à tous travaux au titre des articles R.421-17 et R.421-23.h. Des dispositions sont également introduites au sein de l'OAP "patrimoniale" (*cf. partie 3.3.1 du présent rapport*)

Concernant les zones humides, des règles spécifiques sont fixées. Seuls sont autorisés :

- les travaux qui s'avéreraient indispensables à une bonne gestion de la zone humide, dans le sens du maintien de sa diversité,
- les travaux d'entretien ou d'exploitation agricole de la couverture végétale (coupes et exportation, broyage in-situ),
- les plantations d'essences locales, sans remaniement des sols ni drainage localisé,
- les clôtures sans soubassement,
- les travaux d'entretien et de réparation des voies, chemins, fossés et réseaux divers existants (en particulier réseau de drainage et d'assainissement), dans le respect de leurs caractéristiques actuelles,
- la réalisation d'équipements légers, sans soubassement, à vocation pédagogique et/ou de conservation des habitats naturels et des espèces sauvages.

Les cours d'eau et leurs ripisylves sont également considérés comme des réservoirs de biodiversité. Ils apparaissent au plan de zonage et leurs berges sont classées en zones N dans leur grande majorité, et en zones A par endroit.

Les rives de l'Arve sont incluses dans un périmètre d'intérêt écologique (art. L151.23 du CU).

Les rives de la Menoge sont en partie comprise dans un périmètre L151.23 du CU (zone humide Menoge alluviale).

Les boisements existants le long des cours d'eau sont identifiés au plan de zonage b en tant que trame végétale. L'OAP "patrimoniale" (*cf. partie 3.3.1 du présent rapport*) émet des recommandations pour leur bonne gestion et les articles 13 du règlement y font référence.

En outre, pour les boisements compris dans un périmètre d'intérêt écologique, toute modification ou destruction d'un de ces éléments végétaux doit faire l'objet d'une déclaration préalable à tous travaux au titre des articles R.421-17 et R.421-23.h.

Comme indiqué précédemment, les rives des cours d'eau sont identifiées au titre de l'article R123-11b et le règlement précise que :

- les constructions et installations de toutes natures sont interdites.
- cette disposition ne concerne pas les ouvrages de franchissement des cours d'eau par les infrastructures, ni les travaux pour consolidation de voirie, ni les équipements nécessaires aux services publics dont l'implantation en bordure des cours d'eau est nécessaire (centrale hydroélectrique, station d'épuration...).

L'OAP "patrimoniale" (*cf. point 3-3 du présent rapport*) émet également des recommandations pour la gestion de ces espaces et les articles 13 du règlement y font référence.

La gestion des eaux pluviales contribue également à la qualité des cours d'eau. Des prescriptions sont énoncées dans le règlement à l'article 4 sur la desserte par les réseaux pour les eaux usées et pluviales.

Pour les eaux pluviales, le règlement impose le maintien en surface perméables de 20% du terrain en secteur UHv et 1AUHv ainsi que de 50% en zone UH.

Le règlement précise aussi que l'ensemble du dispositif de gestion de ces eaux devra être conçu de façon à ce que, selon l'emprise du projet, le débit de fuite en pointe généré soit :

- inférieur ou égal à 3L/s si la surface imperméabilisée est inférieure à 500m<sup>2</sup>,
- inférieur ou égal au débit généré par le terrain avant son aménagement si la surface imperméabilisée est supérieure à 500m<sup>2</sup>.

Le règlement indique également des dispositions obligatoires pour le traitement des eaux polluées avant le rejet (eaux de piscine, pollution aux hydrocarbures, ...).

### LES CONTINUITES ECOLOGIQUES

La dynamique écologique est fortement contrainte sur le territoire communal par l'autoroute mais des corridors écologiques fonctionnels ont été identifiés.

Les 5 corridors écologiques locaux font l'objet d'une modélisation au plan de zonage b, par des périmètres règlementés au titre de l'article L151.23 du CU qui viennent en sur-zonage des secteurs concernés.

A l'intérieur de ces périmètres, seuls sont autorisés :

Secteur UEr : Les travaux et ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif, à condition que toutes les dispositions soient prises pour maintenir les fonctionnalités écologiques.

Zone UH : (un seul secteur est concerné) l'extension limitée des constructions existantes.

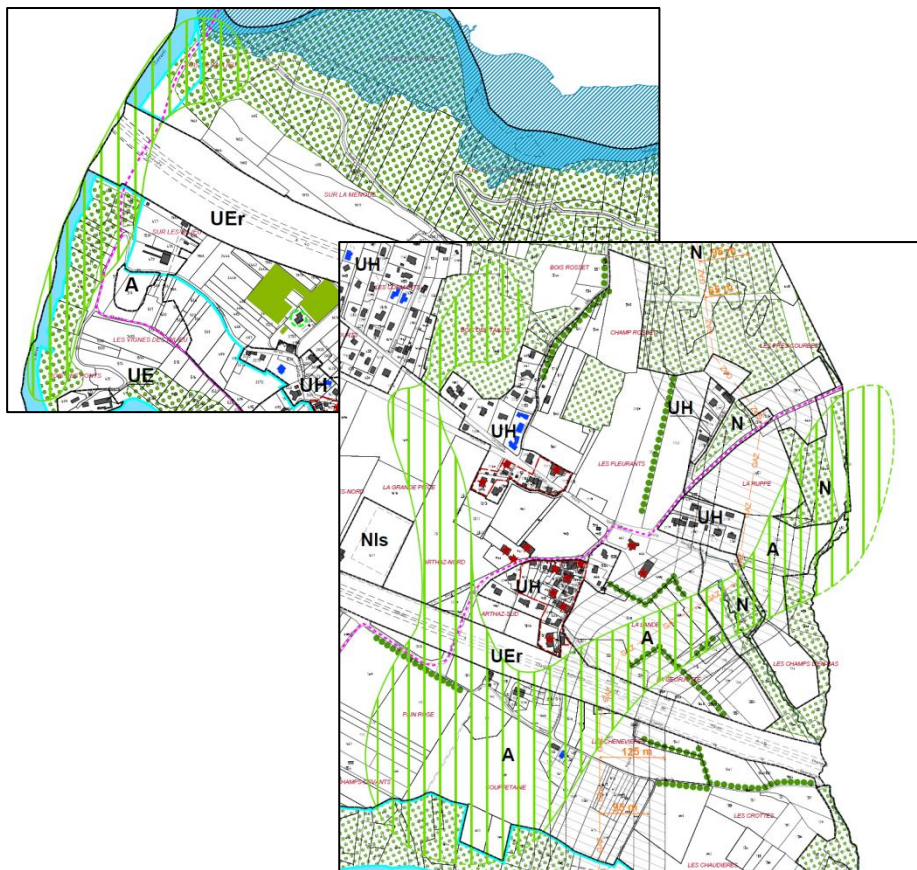
Zones A :

- les travaux et installations légères nécessaires à l'activité agricole (retenue d'eau, stockage temporaire...),
- les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif, sauf ceux susceptibles de modifier de manière significative l'état ou l'aspect des lieux, et/ou porter atteinte aux fonctionnalités écologiques.



Zones N :

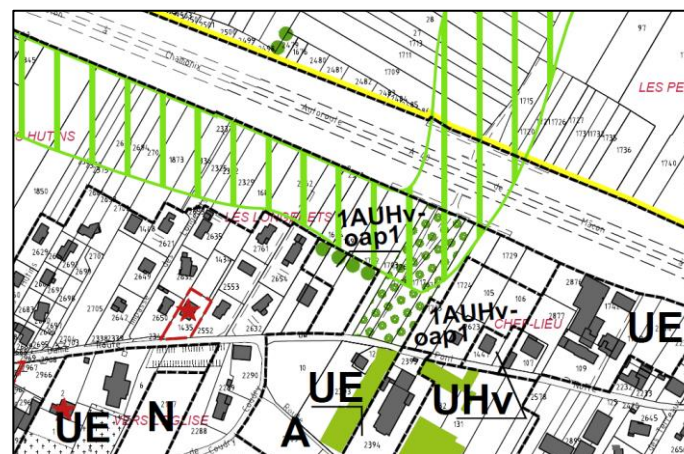
- les travaux et installations liés à la gestion et l'entretien des milieux naturels, à condition qu'ils préservent le caractère naturel des lieux, qu'ils n'entravent pas la circulation de la faune.
- les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif, sauf ceux susceptibles de modifier de manière significative l'état ou l'aspect des lieux, et/ou porter atteinte aux fonctionnalités écologiques.

**Extrait du plan de zonage b : corridors écologiques**

Au niveau du chef-lieu, la zone 1AUHv (oap 1) est placée au droit d'un corridor passant sous l'autoroute. Ce dernier est donc inscrit au document graphique réglementaire b et l'oap n°1 du centre village émet des prescriptions pour sa prise en compte et le maintien de sa fonctionnalité. Dans le secteur S3, l'oap précise que, pour ne pas perturber la circulation de la faune :

- des plantations denses de haute-tige doivent être réalisées en limite Nord,
- concernant l'éclairage extérieur des constructions, il conviendra de privilégier :
  - des lampes à détecteur de mouvement afin de limiter le temps d'éclairage,
  - des lumières blanches,
  - une orientation des faisceaux lumineux vers le bas.

Sur le reste du territoire, la principale mesure à mettre en avant pour la préservation des continuités écologiques est le nombre restreint de nouvelles zones à urbaniser, qui sont toutes en continuité ou incluses dans l'enveloppe urbaine actuelle de la commune.

**Extrait du plan de zonage b : corridors écologiques**





Ces zones font également l'objet d'une fiche de préconisation dans l'OAP "patrimoniale" de la commune (fiche action 2 – Protéger et mettre en valeur le grand paysage).

**Extrait du plan de zonage b : espaces agricoles d'intérêt paysager**



Des coupures vertes, entre les hameaux qui ont eu tendance à s'étaler le long des routes au fil du temps, sont encore présentes et maintenues par le PLU via le maintien de l'espace urbanisé dans son enveloppe actuelle.

Pour l'architecture, des règles sont à respecter sur le gabarit, la hauteur etc. des bâtiments dans l'article 11 du règlement et dans l'OAP "patrimoniale" (fiche action 3).

## L'ORIENTATION D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION PATRIMONIALE

L'OAP "patrimoniale" (cf. point 3-3 du présent rapport) porte sur le paysage et l'environnement au sens large. Il s'agit d'un encouragement à bien faire et elle est opposable aux demandes d'autorisation d'urbanisme dans un rapport de compatibilité. Les orientations applicables à certains espaces ou éléments identifiés graphiquement s'articulent parfois avec les prescriptions du règlement au titre des articles L151.19 et L151.23 du Code de l'urbanisme.

Dans cette OAP, des secteurs sont donc définis pour leur sensibilité sanitaire, écologique ou paysagère.

Il y est notamment demandé :

Pour les zones humides : préserver le fonctionnement de l'hydrosystème, ne pas réaliser d'aménagement en amont ou en aval de la zone humide pour ne pas créer de disfonctionnement de l'hydrosystème, préserver les connexions hydrauliques et biologiques avec un réseau de zones humides ou de milieux naturels environnants.

Pour les cours d'eau : maintenir ou restaurer le caractère naturel des berges sur une largeur minimale de cinq mètres à partir de la partie sommitale des berges, renaturer les berges déjà imperméabilisées ou occupées par des bâtiments, cours, terrains clos de murs, maintenir la couverture végétale existante en bordure de ces cours d'eau et des zones humides, choisir des espèces adaptées à l'écosystème en cas de plantations nouvelles sur les berges de ces cours d'eau.

Pour les continuités écologiques, espaces relais et d'extension des réservoirs de biodiversité : prendre en compte la valeur et la dynamique écologique et participer au maintien de ces espaces identifiés lors des éventuelles constructions et installations autorisées, prévoir leur confortement et/ou leur remise en état, notamment par un projet de naturation sur le tènement foncier (haies, bosquets, vergers...), maintenir des perméabilités sur le tènement foncier (traitement des clôtures, espace vert,...), réaliser des ouvrages de franchissement des infrastructures routières pour la faune, etc...

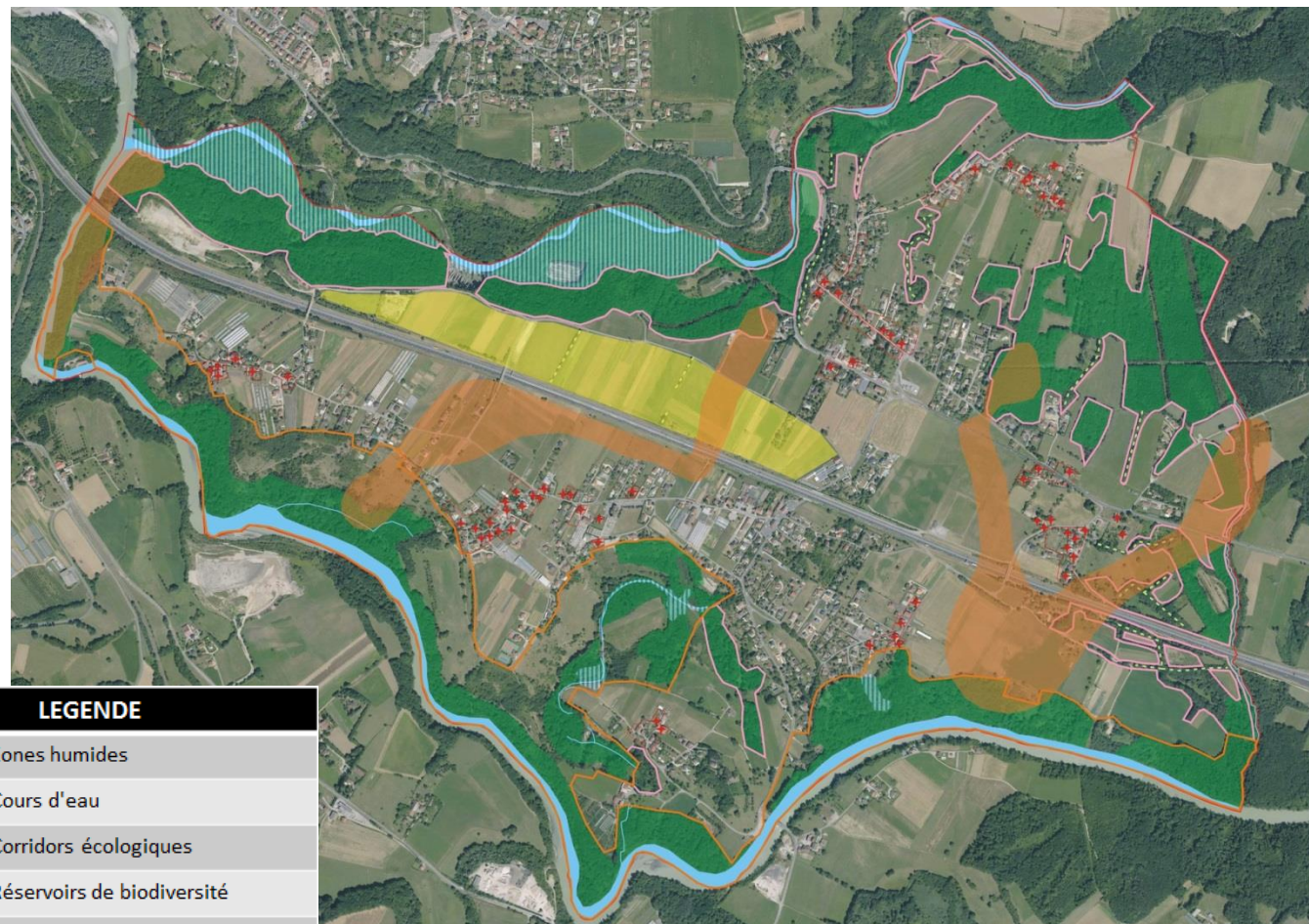
Pour les réservoirs de biodiversité : prendre en compte les sensibilités écologiques et paysagères de ces secteurs et garantir leur préservation pour les nouvelles constructions et installation, ou être de nature à les conforter dans leurs fonctions écologiques et leur caractère naturel.









Pour les espaces boisés et la trame végétale : maintenir le caractère végétalisé, conserver ou intégrer la restauration de ces éléments lors de l'aménagement des espaces libres de constructions et installations autorisées, mettre en œuvre un principe de compensation en cas de destruction etc.

Pour la préservation de plages agricoles constituant des coupures d'urbanisation : n'admettre les nouvelles plantations qu'en remplacement des plantations existantes et ne perturber l'équilibre du panneau paysagé considéré dans le choix des espèces, ne pas perturber l'équilibre de composition des unités de grand paysage lors de travaux et installations autorisés, notamment en ne créant pas de nouveaux points focaux.

Des fiches actions concernant le patrimoine bâti sont également présentes dans l'OAP "patrimoniale".

Toutes ces mesures font l'objet d'une cartographie (cf. ci-contre).



LEGENDE	
	Zones humides
	Cours d'eau
	Corridors écologiques
	Réservoirs de biodiversité
	Espaces relais des réservoirs de biodiversité (nature ordinaire)
	Espaces boisés et trame végétale
	Plages ou glacis agricoles
	Patrimoine bâti traditionnel et/ou patrimonial



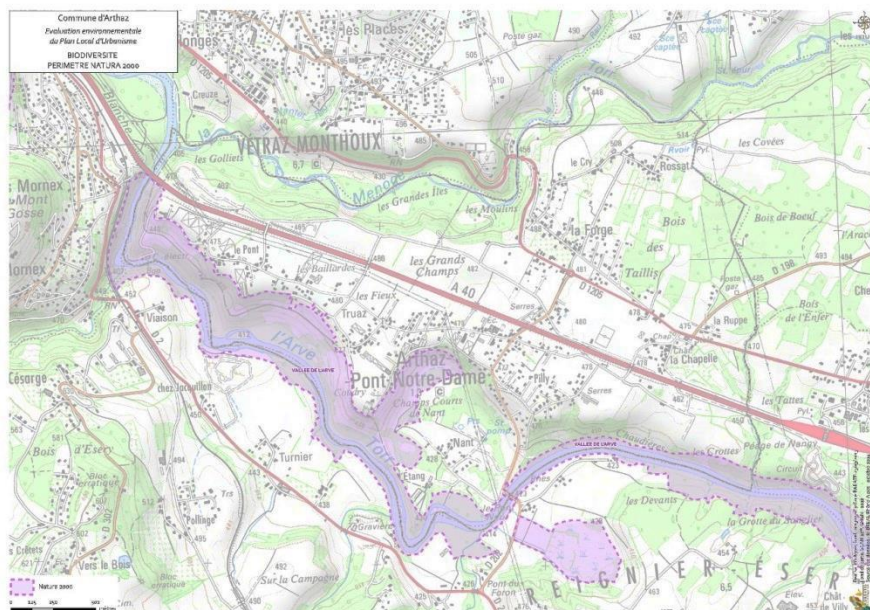
### 3 – CONSEQUENCES DE L'ADOPTION DU PLU SUR LES ZONES REVETANT UNE IMPORTANCE PARTICULIERE POUR L'ENVIRONNEMENT

#### 3.1 - INCIDENCES SUR LE SITE NATURA 2000

La commune d'Arthaz-Pont-Notre-Dame est concernée par le site Natura 2000 de la vallée de l'Arve (n°8201715 et 8212032).

Ce site couvre une superficie de plus de 750 ha répartis sur les communes de Arenthon, Arthaz-Pont-Notre-Dame, Bonneville, Contamine sur Arve, Etrembière, Gaillard, Marignier, Marnaz Monnetier Mornex, Nangy, Reignier, Scientrier, Thyez et Vougy.

Sur la commune d'Arthaz-Pont-Notre-Dame, le site recouvre les berges de l'Arve en partie Sud du territoire.



**Périmètre du site Natura 2000 de la Vallée de l'Arve**

Dans le PLU de la commune, le site Natura 2000 est quasi entièrement compris en zones naturelle (N) ou agricole (A), à l'exception de la centrale hydroélectrique maintenue en zone d'équipements (UE). Le site est aussi identifié comme secteur d'intérêt écologique au titre de l'article L151-23 du CU. Les règles d'urbanisation sont donc très restreintes comme nous l'avons vu plus haut (*cf partie 2.2.2 du rapport*).

Le projet de PLU n'est pas susceptible d'atteindre l'état de conservation des espèces animales et végétales communautaires du site Natura 2000.

#### ■ Conséquence sur les habitats d'intérêt communautaires :

Sur la commune, les habitats d'intérêt communautaire sont :

- Milieux ouverts : Mesobromion (CB 34.322 – EUR 6210)
- Milieux forestiers : Galerie d'aulnes blancs x saulaies arborescentes (CB 44.2x44 – EUR 91E0), Chênaie-Charmaie (CB 41.2 – EUR Code non défini pour le moment) et Chênaie pédonculée neutrophile (CB 41.24 – EUR 9160.2)

D'autres habitats naturels sont présents mais ils ne relèvent pas de la directive habitat.

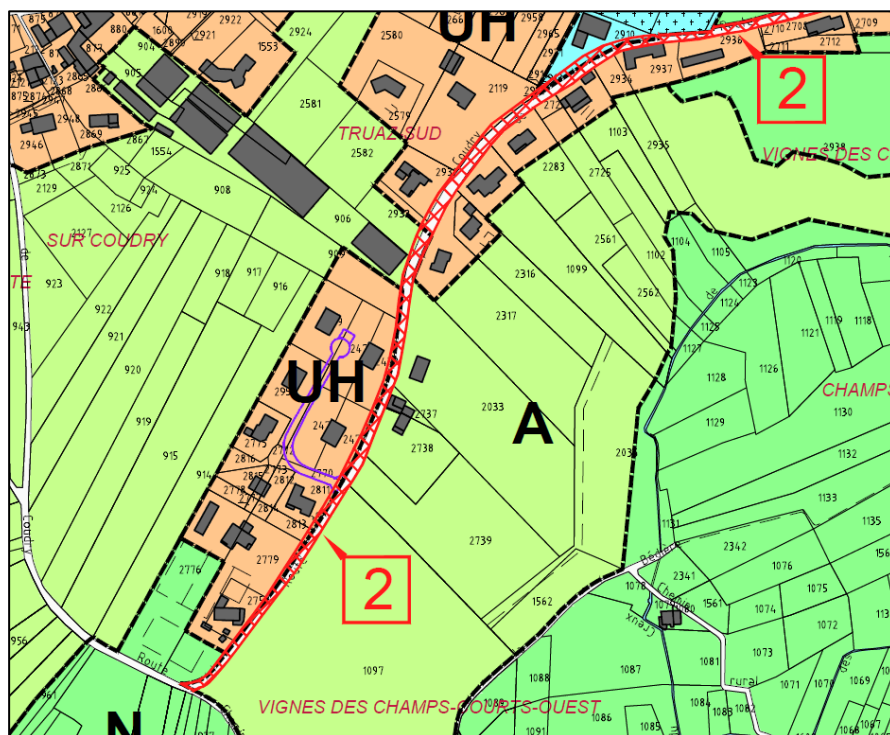




L'emplacement réservé n°2 "Aménagement et sécurisation à 6,50 m de plateforme de la voie communale dite «Route de Coudry» sur 700 mètres linéaires longe les limites du site Natura 2000. Un habitat d'intérêt communautaire est présent vers les terrains de sports. Il s'agit de pelouses sèches (mésobromion – CB 34.322).

L'emprise de cet ER a été établie pour tenir compte des habitats en présence, en n'empiétant pas sur les limites du périmètre N2000.

**Extrait du plan de zonage a : ER n°2**



Les bâtiments de la centrale hydroélectrique sont situés dans le périmètre du site Natura 2000 et sont inclus à ce titre dans le périmètre L151.23 du CU du PLU relatif aux secteurs d'intérêt écologique.

Le règlement rappelle que tous travaux dans les secteurs Natura 2000 doivent faire l'objet d'un dossier d'évaluation des incidences en application de l'article L.414-4 du code de l'environnement.

Au plan de zonage, ces bâtiments sont inclus dans une zone UE. Ce sont des secteurs à vocation principale d'équipements publics ou d'intérêt collectif. Le règlement y autorise :

- Les exhaussements et les affouillements de sol dont l'importance nécessite une autorisation (plus de 100 m² et plus de 2 m de hauteur), à condition qu'ils soient nécessaires à des constructions ou à des aménagements compatibles avec la vocation de la zone.
- Les aménagements, les constructions et installations à condition qu'ils aient usage d'équipements publics ou d'intérêt collectif.
- Les constructions à usage d'habitation, dans la mesure où :
  - elles sont destinées au logement de fonction des personnes dont la présence permanente est nécessaire au fonctionnement de l'établissement ou de l'équipement public ou d'intérêt collectif (direction, gardiennage, ...),
  - elles sont incluses dans le bâtiment abritant l'équipement.

La centrale électrique est enfin entourée de boisements identifiés comme de la Chênaie-Charmaie (CB 41.2 – EUR Code non défini pour le moment), habitat d'intérêt communautaire.

#### ■ Conséquences sur les espèces d'intérêt communautaire :

Sur la commune, les 2 espèces d'intérêt communautaire qui ont été identifiées sont la Barbastelle (chiroptère) et le Milan noir (oiseaux). Ces 2 espèces nichent dans les boisements proches des cours d'eau.

Les projets de la commune ne visent pas d'habitats favorables à ces espèces.





## 5<sup>ème</sup> PARTIE : INDICATEURS DE SUIVI POUR L'ANALYSE DES RESULTATS DE L'APPLICATION DU PLU A L'ECHEANCE DE 9 ANS

Conformément à l'article L123-12-1 du CU, "le conseil municipal procède, neuf ans au plus tard après la délibération portant approbation ou révision du plan local d'urbanisme, à une analyse des résultats de l'application [du Plan Local d'Urbanisme] (...) Cette analyse des résultats est organisée tous les neuf ans et donne lieu à une délibération de ce même organe délibérant ou du conseil municipal sur l'opportunité de réviser ce plan".

### 1 – LES INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX

Thème	Indicateur de suivi/Variable	Méthode	Unité	Source
Milieux naturels	Evolution de la consommation de milieux naturels	Traitement géomatique simple	Hectares	Commune (PLU/Cadastre)
	Evolution de la superficie d'emprise et linéaire des éléments protégés au titre du L.123-1-5-III-2°	Traitement géomatique simple	Hectares et mètres linéaires	Commune (PLU/Cadastre)
Milieux agricoles	L'évolution de la surface vouée à l'agriculture	Traitement géomatique simple	Hectares	Commune (PLU/Cadastre)
	L'évolution de la superficie d'espaces agricoles visés par des périmètres L.123-1-5-III-2°	Traitement géomatique simple	Hectares	Commune (PLU/Cadastre)
Déplacements doux	Evolution du linéaire de liaisons douces	Traitement géomatique simple	Mètres linéaires	Commune (PLU/Cadastre)
Aménagements	Réalisation des études réglementaires	Analyse qualitative des dossiers	Présence/absence	Commune

## 2 – LES INDICATEURS DE SUIVI DE LA CONSOMMATION D'ESPACE

Afin de suivre l'évolution de la consommation d'espaces, en s'appuyant sur des sources fiables et d'obtention aisée par la Commune, il sera procédé tous les 2 ou 3 ans (à compter de l'entrée en application du PLU) :

- A la somme des surfaces figurant sur les permis de construire accordés ayant fait l'objet d'une déclaration d'ouverture de chantier, et portant sur des parcelles non construites, en distinguant :
  - Les surfaces destinées à l'habitat, mises en correspondance avec l'évolution démographique, et avec le nombre de logements commencés, de façon à apprécier la consommation moyenne d'espace par habitant et la consommation moyenne d'espace par logement.
  - Les surfaces destinées à des activités (dont les activités agricoles).
  - Les surfaces destinées à des équipements publics ou d'intérêt général.
- A la localisation de ces surfaces sur le plan de zonage du PLU, et à leur classification selon la zone concernée du PLU (U / AU / A / N).

## 3 – LES INDICATEURS DE SUIVI DE LA PRODUCTION DE LOGEMENTS

Afin de suivre l'évolution de la production de logements, en s'appuyant sur des sources fiables et d'obtention aisée par la Commune, il sera procédé tous les 2 ou 3 ans (à compter de l'entrée en application du PLU) :

- A la somme des logements livrés sur la base des déclarations d'achèvement,
- A la somme des logements projetés sur la base des déclarations d'ouverture de chantier...

... en détaillant dans les deux cas :

- Le type de logement (collectif, intermédiaire, individuel pur),
- Sa représentation dans le total des logements achevés ou commencés.

Ces données seront comparées au prévisionnel établi dans le présent rapport.

Le nombre et la part des logements aidés et des hébergements spécifiques achevés ou commencés. Ces chiffres serviront d'indicateur de suivi également pour le Programme Local de l'Habitat établi à l'échelle de la Communauté de Communes

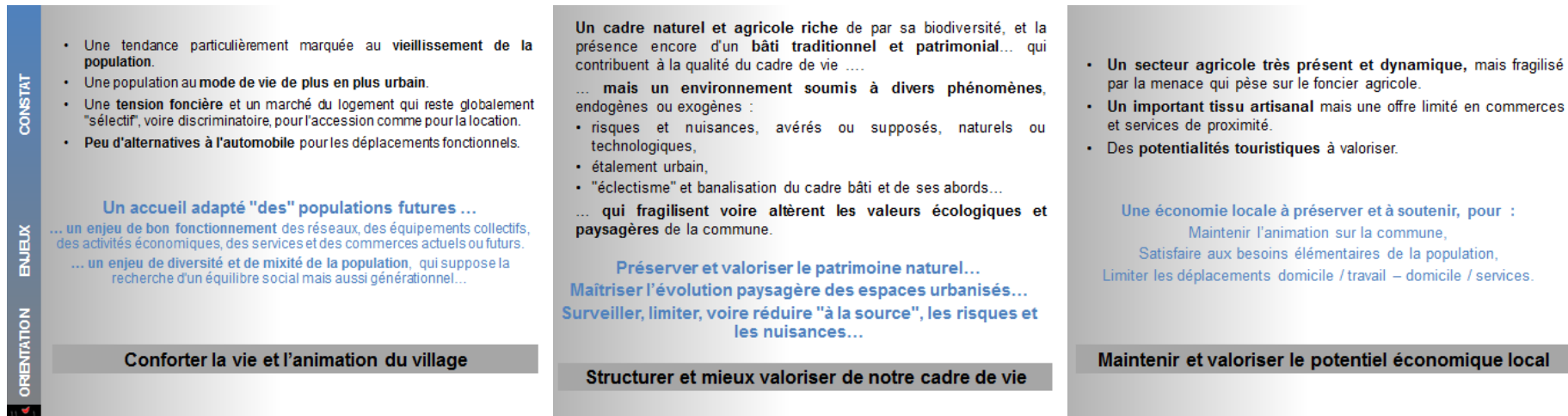
## 6<sup>ème</sup> PARTIE : RESUME NON TECHNIQUE

Du fait de son caractère rural encore affirmé, Arthaz-Pont-Notre-Dame a été identifiée en tant que pôle rural au sein de l'armature urbaine de ce bassin de vie. Si ce statut implique une croissance démographique et urbaine modérées, l'avenir de la commune ne peut s'envisager sans tenir compte :

- de l'enjeu de confortement, en tant que principal lieu de vie, du cœur du centre-village, qui ne peut aujourd'hui se réaliser qu'autour des équipements institutionnels,
  - de la nécessité d'une certaine diversification du parc de logements ...
- ... indispensables pour maintenir l'animation mais également un équilibre social et générationnel sur la commune.

En parallèle, Arthaz-Pont-Notre-Dame est concernée par l'existence d'une trame agri-environnementale étendue, aux fonctions écologiques reconnues, et qui contribue fortement à l'attractivité de la commune.

**LE DIAGNOSTIC GENERAL ET L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT** réalisés dans le cadre de la démarche d'élaboration du PLU et de son évaluation environnementale, ont mis en exergue les points forts et les points faibles, les opportunités et les menaces d'évolution. Sur la base de cette approche "multicritères" ont pu être dégagés les grands enjeux pour l'avenir de la commune et qui ont inspiré son Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD).



La commune a souhaité, à travers son PADD, traiter, non seulement des domaines traditionnels de l'aménagement et de l'urbanisme, mais aussi des thématiques du développement durable, dans le sens d'un projet politique respectueux des exigences actuelles.

Lorsque les "outils réglementaires" du PLU le permettaient, ces choix politiques ont ensuite été traduits en dispositions réglementaires et foncières dans le projet de PLU.

### **CE QUE L'ON RETIENDRA DU PLU DE ARTHAZ-PONT-NOTRE-DAME ...**

#### **D'UN POINT DE VUE FORMEL ET REGLEMENTAIRE :**

Des dispositions réglementaires qui intègrent les enjeux de développement durable.

Une gestion très limitative du bâti diffus en zone agricole ou naturelle notamment dans le cadre de secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées (article R 123.8 du Code de l'urbanisme).

Une gestion spécifique de certains sites et secteurs, éléments bâti ou végétaux, pour leur valeur paysagère, patrimoniale et/ou écologique (principalement au titre des articles L151.19 et L151.23 du CU).

Une véritable dimension de projet, avec des réflexions particulières sur des secteurs stratégiques, traduites :

- en Orientations Aménagement et de Programmation "sectorielles" couvrant les secteurs à vocation d'habitat ou d'activité économique dominante,
- en Orientation Aménagement et de Programmation "patrimoniale" intégrant des dispositions en faveur de la protection et de la mise en valeur des espaces d'intérêt écologique, du grand paysage ou encore du cadre bâti et ses abords.

Une mise en compatibilité du PLU avec les documents de rang supérieur (SCoT, SDAGE, SRCE, SRCAE, ...) ainsi qu'une conformité du PLU avec la loi ALUR.

#### **ET SUR LE FOND :**

#### **Une intégration des enjeux environnementaux au sens large avec :**

- **une prise en compte accrue, et " fine", du cadre environnemental et paysager :**  
non seulement à travers le zonage et le règlement du PLU (au titre des article L151.19 et L151.23 du CU principalement), mais aussi, via les fiches actions de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation du PLU dite "patrimoniale"), révélant :
  - une identification et une gestion adaptée des espaces naturels et agricoles à enjeux (protégés strictement pour leur sensibilité écologique et/ou paysagère), des espaces de nature ordinaire et des cours d'eau, inventoriés à l'échelle communale en tant que relais des réservoirs de biodiversité, ainsi que des masses boisées, des éléments végétaux secondaires et des ripisylves associées aux cours d'eau,
  - une prise en compte "fine" des réalités du terrain, et notamment des limites entre l'urbain et le non urbain (sur la base d'une analyse des enveloppes urbaines de la commune), mais aussi des limites entre espaces agricoles et espaces naturels,
  - le maintien du caractère ouvert de certains espaces et des coupures d'urbanisation,
  - la préservation et la valorisation des ensembles bâtis et leurs abords ainsi que des éléments de patrimoine bâti isolé,
  - des dispositions favorables à la pénétration de la nature en milieu urbain,



▪ **une prise en compte accrue des risques et nuisances pesant sur l'homme et l'environnement au travers :**

- d'une gestion efficiente de la ressource en eau : mise en compatibilité du PLU avec les zonages de l'assainissement et de l'eau potable, de dispositions renforcées en termes de gestion des eaux pluviales, de la protection des captages...,
- d'une prise en compte des contraintes liées aux risques naturels et la mise en place de mesures visant à réduire ou limiter les nuisances avérées ou supposées liées à la proximité, d'infrastructures de transport, de certaines activités économiques, à l'épandage...,
- de l'amélioration de la performance environnementale des constructions,
- de l'amélioration des conditions de déplacement permise par la sécurisation projetée de voie et carrefours, le recentrage de l'urbanisation préférentiellement au centre-village, le développement du maillage des cheminements piéton ...,
- des conditions et des formes de l'urbanisation visant une meilleure structuration du territoire, avec :
  - un développement de l'urbanisation plus que contenu, qui concerne majoritairement des espaces localisés au sein des enveloppes urbanisées,
  - un développement qualitatif de l'urbanisation envisagé dans le cadre d'Orientations Aménagement et de Programmation "sectorielles", pour une meilleure structuration,
  - des dispositions favorables à une optimisation (graduée) de l'usage du sol mais également à la bonne insertion paysagère et architecturale des constructions.

**Un confortement des fonctions urbaines permis par :**

▪ **une politique volontariste en matière d'habitat et de mixité sociale avec :**

- la détermination des capacités d'accueil du PLU en logements
  - en cohérence avec les objectifs fixés par le SCoT,
  - en tenant compte des capacités demeurant au sein des enveloppes urbanisées,
- des dispositions incitatives à la diversification des formes et des types de l'habitat, pour une plus grande mixité urbaine et sociale.
- une réponse aux besoins en termes d'équipements et de réseaux.
- des dispositions favorables au maintien (et au développement) :
  - des activités de commerce, service et artisanales :
    - au sein du secteur de centralité notamment pour les activités à vocation de "proximité" dans une logique de mixité des fonctions,
    - par la réponse apportée au besoin en foncier des artisans locaux par l'aménagement d'un futur site à vocation artisanale avec une volonté de développement qualitatif et d'optimisation de l'usage de l'espace,
    - par l'aménagement d'un cadre urbain attractif,

- de l'activité agricole :
  - par la préservation des outils de production et en permettant le développement et la diversification des exploitations,
  - et d'une manière générale, par l'identification des constructions présentes en zone agricole sans lien avec cette activité, la restitution d'espaces anciennement destinés à l'urbanisation et le recentrage de l'urbanisation,
- de l'activité touristique et des loisirs par une gestion adaptée des sites sportifs et de loisirs, la diversification admise des hébergements, la protection du patrimoine naturel et bâti, la préservation des sentiers de randonnées existants ...

**L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE**, réalisée conformément au Code de l'urbanisme, fait partie intégrante du présent rapport de présentation.

Cette démarche spécifique, menée de façon continue et itérative, a permis de :

- à partir de l'état initial de l'environnement (partie 2), dégager les principaux enjeux environnementaux en présence,
- vérifier que l'ensemble des enjeux environnementaux ont bien été pris en compte lors de l'élaboration du PLU,
- analyser tout au long du processus d'élaboration les effets potentiels des objectifs de développement sur toutes les composantes de l'environnement,
- permettre les inflexions nécessaires pour garantir la compatibilité des orientations avec les objectifs environnementaux,
- dresser un bilan factuel à terme des effets de la mise en œuvre du PLU sur l'environnement.

La notion de développement durable nécessite de trouver un équilibre entre les enjeux sociaux, économiques et environnementaux et implique ainsi ponctuellement la persistance d'incidences environnementales potentielles. Celles-ci sont évaluées au regard des données disponibles, entraînent la formulation de recommandations complémentaires et la proposition de mesures de suivi pour l'analyse des résultats de l'application du PLU à l'échéance de 9 ans.

Deux grands enjeux environnementaux transversaux ont pu être dégagés de l'état initial de l'environnement:

- La structuration des espaces bâtis, en lien avec la protection des populations vis-à-vis des nuisances, des risques et des économies d'énergie.
- La préservation des milieux naturels et agricoles, garants de l'image rurale, supports de milieux patrimoniaux (zones humides notamment) et de la dynamique écologiques fonctionnelle du territoire.

Ces enjeux environnementaux transversaux ont été pris en compte lors de l'élaboration du PLU au niveau des divers documents qui le compose, à savoir le projet politique (PADD) et sa traduction réglementaire (zonage, règlement et orientations d'aménagement et de programmation).

Nous pouvons faire ressortir les choix d'intégration suivants :

- des périmètres au titre des articles L151.19 et L151.23 du code de l'urbanisme pour les secteurs d'intérêt écologique et/ou paysager, y compris les corridors écologiques,
- la réglementation des zones humides,
- la préservation des cours d'eau et de leurs milieux associés,

- la densification du chef-lieu avec une mixité des fonctions possible,
- la préservation des espaces agricoles à fortes valeurs paysagères,
- la réalisation d'une orientation d'aménagement et de programmation transversale qui émet de nombreuses recommandations.

La notion de développement durable nécessite de trouver un équilibre entre les enjeux sociaux, économiques et environnementaux et implique ainsi ponctuellement la persistance d'incidences environnementales potentielles. Celles-ci sont évaluées au regard des données d'état des lieux disponibles, entraîne la formulation de recommandations complémentaires et sont prises en compte dans les indicateurs de suivi des effets du PLU sur l'environnement.

**L'analyse des documents constitutifs du projet de PLU révèle un impact faible du projet communal sur l'environnement du fait des mesures d'intégration.**

En effet, le site Natura 2000 est situé au niveau de la vallée de l'Arve et aucune zone d'urbanisation future ne le concerne. Les constructions existantes ont des règles d'urbanisation très restreintes car elles sont situées en zone naturelle (N) ou agricole (A) doublée d'un périmètre établi au titre de l'article L.123-1-5-III,2 du code de l'urbanisme. La zone UE liée à la centrale hydroélectrique est quant à elle exclue du périmètre L151.23 du CU. Le règlement y permet des travaux, mais nous rappelons que l'article L.414-4 s'applique et que les éventuels travaux doivent faire l'objet d'une évaluation de ces incidences sur le site Natura 2000 de la vallée de l'Arve.

Les zones d'urbanisation future vouée à l'habitat ou aux activités économiques sont quant à elles incluses dans l'espace urbain ou en continuité. La zone 1AUHv est située au droit d'un corridor écologique. Ce dernier est identifié au plan de zonage et une orientation d'aménagement et de programmation sectorielle concerne ce secteur. Des mesures à mettre en place pour préserver la fonctionnalité de ce corridor écologique sont prévues.